Le Monde



QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13270 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 29 SEPTEMBRE 1987

Raison gardée à Tunis

La raison l'a donc finalement emporté à Tunis. Contrairement à ce que beaucoup de Tunisiens avaient prédit et redouté — du moins jusqu'aux incertitudes de ces derniers jours, — la Cour de sûreté de l'Etat a prononcé, dimanche 27 septembre, un verdict modéré au terme du procès des quatre-vingt-dix militants du Mouvement de la tendance islamique (MTI) qui, tous, encouraient la peine de mort. Soulagés parce qu'ils craignaient le pire, les avocats des intégristes parlent de « sagesse » et d'« apaisement ».

Certes, deux des accusés — on ne peut l'oublier — risquent la potence, l'un pour avoir participé aux attentats du 2 août contre des hôtels touristiques à Sousse et à Monastir, l'autre, pour avoir jeté du vitriol au visage d'un responsable du parti gouvernemental. Encore n'est-il pas exclu qu'ils bénéficient d'une mesure de grâce présidentielle. Les cinq autres condamnés à mort, en exil ou en cavale, échapperont, eux, au gibet. Mais — et c'est là l'essentiel — les juges de Tunis, et le pouvoir qui les inspire, ont fait montre d'habileté et de bon sens en épargnant la vie des chefs du MTI en état d'arrestation.

Que s'est-il passé dans le secret du palais de Carthage ? Certains des ministres, qu'on disait hostiles à un lourd châtiment collectif, ont-ils su semer le doute dans l'entourage du président Bourguiba et contribuer ainsi à faire fléchir un homme qui a pourtant juré la perte des extrémistes musulmans depuis que ceux-ci firent conspuer son nom dans les rues de Tunis ? Le Combattant suprême a-t-il de lui-même mesuré l'énormité de l'erreur qu'il eût commise en gratifiant les dirigeants islamistes de l'auréole du martyre ? Les démarches inquiètes des amis occidentaux de la Tunisie — en premier lieu de la France — ont aussi dû entrer en ligne de compte dans les calculs du président tunisien.

Toujours est-il qu'au terme d'un procès peu convaincant, le régime a su éviter une faute majeure qui aurait immanquablement terni l'image qu'il projette à l'étranger d'une Tunisie moderne et tolérante. Mais le défi islamiste reste entier. Bien qu'affaibli par près de deux mille arrestations, le MTI n'est pas blessé à mort. Poussés dans la clandestinité, de nouveaux militants plus jeunes et plus résolus ont déjà pris la relève des chefs historiques. La solution la plus sage pour empêcher une dérive terroriste de l'islamisme serait de légaliser le MTI et de l'obliger à jouer le jeu des institutions. Invités à agir au grand jour, les intégristes seraient contraints d'abandonner leur double langage et d'exposer leurs thèses rétrogrades à une population tunisienne qui reste largement attachée aux « acquis modernistes » du bourguibisme.

L'évolution récente du régime, hélas ! augure mal d'un tel épilogue. En cette fin de règne qui s'éternise, certains traits de ce régime — autoritarisme, culte de la personnalité, luttes de pouvoir — sont forcés jusqu'à la caricature. L'opposition, légale ou non, ne bénéficie plus des minces libertés qui lui avaient été octroyées il y a quelques années au nom du pluralisme. Les jeux de sérail et les intrigues florentines paralysent souvent l'action gouvernementale, tandis que le président semble de moins en moins en phase avec les réalités quotidiennes de son pays. Il en sera sans doute ainsi tant que le Combattant suprême ne se résoudra pas à désigner un dauphin et à lui passer le flambeau.

(Lire nos informations page 2.)

Les réunions monétaires de Washington

Accord des pays industrialisés pour stabiliser le dollar

A Washington, à la veille de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, les sept principaux pays industriels ont réaffirmé leur engagement de stabiliser le dollar « autour de son niveau actuel ». Sur la dette du tiers-monde, ils proposent un léger assouplissement aux banques créancières. Le président Reagan, pour sa part, a accepté à contrecœur les règles du jeu votées par le Congrès pour réduire le déficit budgétaire.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Deux thèmes ont dominé les réunions monétaires tenues à Washington pendant le week-end pour préparer l'assemblée générale des cent cinquante pays membres du Fonds monétaire et de la Banque mondiale dont la session doit s'ouvrir solennellement, mardi 29 septembre au matin dans la grande salle de conférence de l'hôtel Sheraton. Le premier thème a trait à l'endettement international, question sur laquelle on a pu noter une prudente mais certaine évolution de la position des pays créanciers qui ont donné pour la première fois le feu vert aux banques commerciales pour proposer, si elles le veulent, une capitalisation d'une partie des intérêts échus.

L'autre thème est la stabilisation du dollar ; les Sept (Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, Italie et Canada) ont confirmé, le samedi 26 septembre, les termes d'un accord conclu à ce sujet le 22 février au palais du Louvre.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 36.)

Mévente d'avions et suppressions d'emplois

La situation de Dassault jugée « très préoccupante » par son PDG

A trois semaines du premier anniversaire de son accession à la tête de l'entreprise fondée par son père, M. Serge Dassault lance un grave avertissement aux 15 000 salariés du groupe aéronautique : Dassault-Breguet n'est pas en bonne santé faute de vendre depuis deux ans, et le personnel est invité à de nouveaux sacrifices — ce qui veut dire des suppressions d'emplois — pour sauver la pérennité de la société.

La situation du groupe Dassault-Breguet, qui est jugée « *très préoccupante* » par son président-directeur général, inquiète jusqu'à ses partenaires industriels. En effet, cette société a toujours joué un rôle moteur. Matra et l'Aérospatiale vendent à sa suite des missiles. Thomson-CSF place ses radars. La SNECMA et une autre société privée de moteurs d'avions, Turboméca, commercialisent leurs réacteurs dans la foulée. Sans compter les nombreuses sociétés d'électronique.

Avec la mévente actuelle du Mirage-2000, c'est une large partie du secteur aéronautique français qui souffre et qui est obligée, dans ces conditions, de proposer ses équipements à d'autres constructeurs d'avions. Quitte, finalement, à conforter des rivaux de Dassault sur les marchés extérieurs.

Son nouvel avion Rafale ne devant pas être prêt avant 1996, Dassault-Breguet doit se préparer à des années de vaches maigres et chercher, à tout prix, du travail pour ses ateliers de production, qu'il vienne de ventes ou de sous-traitances.

(Lire page 18 l'article de JACQUES ISNARD.)

La préparation de l'élection présidentielle

Six personnages en quête de certitude

Tandis que M. François Mitterrand s'exprime, le lundi 28 septembre, sur la démocratie parlementaire à Strasbourg, avant de visiter mardi à Toulouse le Salon des techniques et énergies du futur, M. Jacques Chirac annonce un déplacement à Marseille et à Fréjus à la mi-octobre.

par Jean-Marie Colombani

« *C'est vous qui avez la bonne explication : je m'ennuie, alors je parle.* » C'est M. François Mitterrand qui plaisante ainsi avec M. Charles Pasqua à l'occasion de l'une des nombreuses cérémonies officielles qui mettent en présence les « *cohabitants* » (1). Entre ces deux hommes-là, il est vrai, subsiste une certaine connivence, seul vestige des jours tranquilles de la cohabitation. Entre le président et les autres, rien ne va plus. Et la situation politique ne prête guère à sourire.

Car le climat est tendu et a toutes chances de le rester, tant est grande l'imprévisibilité de la campagne qui s'est ouverte. L'incertitude concerne les candidatures : même si M. Denis Baudouin met « *sa main à couper* », nul ne connaît la décision de M. Mitterrand. Elle s'applique aussi aux résultats : jamais compétition présidentielle ne s'est présentée de façon aussi ouverte, aussi bien en ce qui concerne la primaire à droite au premier tour que le pronostic du second tour. A la même date, en 1980, la classe politique vivait plus calmement car elle était installée dans la quasi-certitude de la réélection de M. Giscard d'Estaing. Cette fois, personne n'ose parier quoi que ce soit sur qui que ce soit, les acteurs s'énervent et leur mise en place ne va pas sans mal. Après un mois de rentrée chaotique, où en sont-ils ?

1. M. François Mitterrand engagé. — Au début de l'été, en lançant une violente offensive contre lui, le RPR voulait placer le président en position de candidat et cherchait ainsi à tester la réponse de l'opinion. Cette campagne, comme l'admet M. Denis Baudouin, a été en fait « *contre-productive* », et le chef de l'Etat plane toujours, dans les enquêtes d'opinion, au-dessus de la mêlée.

Cette fois, il est volontairement sorti du bois. Il y a fort à parier qu'à son tour il cherche à connaître quelle serait la réaction des Français s'il se transformait en candidat combatif. Les multiples fronts qu'il a ouverts ont toutefois un objectif plus immédiat, et plus important pour lui : mettre un terme au processus de « placardisation » lancé contre lui. « *Je ne serai pas René Coty* », avait-il dit avant le 16 mars 1986. Je ne le suis toujours pas, veut-il démontrer aujourd'hui. Cet engagement du président dans l'arène politique ne va pas sans risque, ne serait-ce que parce qu'il est réputé tenir sa popularité de la sagesse qui l'avait conduit, jusqu'à présent, à rester sur l'Aventin.

SONDAGES du ROYAUME
DUC DE VENDÔME
PLANTU

(Lire la suite page 7.)

(1) M. Charles Pasqua avait déclaré le 20 septembre à Europe 1 pour expliquer les critiques adressées par M. Mitterrand à la CNCL : « Je crois que le président de la République s'ennuie ».

Iparretarrak : de la violence au doute

L'automne basque

BAYONNE
de notre envoyé spécial

Des arcades du vieux Bayonne aux maisons blanches de Saint-Jean-Pied-de-Port, un visage triste sur les murs rappelle jusqu'à l'obsession que la violence au Pays basque s'apparente, à bien des égards, à un cruel malentendu.

Ce visage, yeux doux et inquiets, un air de fragilité, c'est celui de Maddy Heguy, militante d'Iparretarrak (Ceux du Nord), déchiquetée en avril par un train, au moment où un policier venait l'arrêter. Son deuil est toujours porté, six mois après sa disparition. Sa fin tragique perturbe encore bien des sommeils, même parmi les adversaires de la « cause basque », même curieusement parmi les enquêteurs qui traquaient la jeune fille.

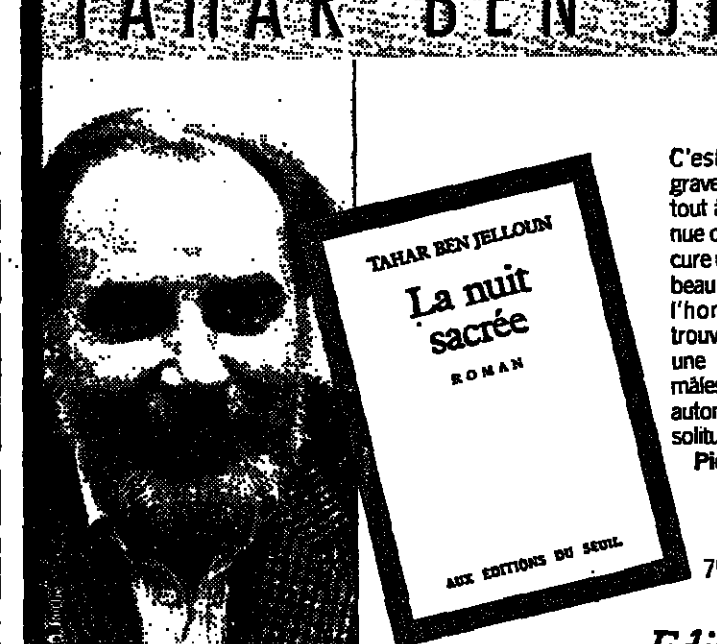
Le malentendu, c'est celui qui semble marquer l'histoire d'Iparretarrak. Une histoire peut-être partiellement involontaire, en tout cas jamais vraiment assumée, une trajectoire sans doute déviée de ses objectifs. La justification d'une « lutte armée » a souvent été mise en cause depuis dix ans, au sein du mouvement patriote (*abertzale*). Depuis le meurtre d'un gendarme à Biscarrosse le 24 août, imputé à Philippe Bidart, le chef présumé d'Iparretarrak, c'est désormais l'heure des comptes, mêmes provisoires. Comme si un besoin urgent d'y voir clair se faisait sentir pour la première fois. Comme si quelque chose pouvait mal finir après un été de coups durs et d'événements dramatiques, après la mort de Maddy Heguy, celle de Christophe Isteque, ami d'enfance de Philippe Bidart, après des arrestations en cascade et le face-à-face mortel de Biscarrosse.

Curieusement, dans cette recherche de compréhension, Philippe Bidart ne tient pas vraiment la première place. L'homme en cavale depuis six ans paraît, lui, appartenir, désormais, à une autre catégorie. Celle des solitaires traqués dont la survie est devenue la seule cause par nécessité.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 10.)

TAHAR BEN JELLOUN



C'est un *roman d'initiation* grave et tendre, une évocation tout à la fois puissante et retenue de l'âpre bonheur que procure une liberté toute neuve, un beau chant de grâce aussi en l'honneur de la femme qui trouve en elle la force, dans une société régentée par les mâles, d'affirmer son existence autonome, fût-ce au prix de la solitude.
Pierre Lepape/Le Monde

79 F

Editions du Seuil

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Etranger

ALGÉRIE

Les entretiens de M. Madelin à Alger ont permis de « clarifier » la négociation sur le gaz

ALGER
de notre correspondant

Le ministre français de l'industrie, M. Alain Madelin, a rencontré dimanche 27 septembre à Alger le ministre algérien de l'énergie, M. Belkacem Nabi, avec lequel il s'est entretenu des *« perspectives d'avenir des relations gazières algéro-françaises et des négociations de révision de prix du gaz liquéfié en cours entre Sonatrach et Gaz de France »*, a annoncé l'agence officielle Algérie Presse service (APS). Cette rencontre a permis *« une première clarification des positions »*, ajoute APS, en précisant que les deux ministres sont convenus de *« se donner un délai de réflexion supplémentaire et de se rencontrer une seconde fois dans le courant du mois d'octobre »*.

Les négociations entre Sonatrach et Gaz de France, entamées en juillet 1986, devaient, contractuellement aboutir au début de cette année et déboucher sur de nouvelles dispositions de fixation des prix pour le gaz algérien livré en France. Jusqu'à présent, rien n'a été signé, Gaz de France souhaite obtenir plus de souplesse dans le rythme de ses enlèvements et propose une formule de prix considérée comme inacceptable par Alger.

Polémique sur la francophonie

Une fois de plus, des discussions entre les deux compagnies ont glissé du terrain strictement commercial vers un champ politique qui s'est élargi cette semaine. Jeudi et vendredi derniers, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, en visite à Paris, a déclaré que le gaz constituait *« le nerf de la coopération entre la France et l'Algérie »*. Ses propos ont dû être entendus puisque, deux jours plus tard, le ministre français de l'industrie se déplaçait pour rencontrer à Alger le ministre de l'énergie. Les négociations étaient bloquées depuis le 10 septembre, jour où la délégation de Gaz de France avait quitté Alger sur un constat d'échec, après soixante-douze heures de négociations.

D'autre part, dans un article intitulé « La domination par la culture », le rédacteur en chef d'*Algérie Actualité*, l'hebdomadaire le plus libre de ton de toute la presse algérienne, relance la polémique sur l'utilisation de la francophonie. Dans sa chronique publiée jeudi 25 septembre, le journaliste écrit que *« le terrain de la francophonie »* est devenu *« un espace proprement politique »*. *« Quarante pays qu'on ne convoque plus car, piaffant d'impatience d'être réunis dans un sommet qu'ils disent être plus efficace que les arènes habituelles, où par lassitude, chacun pointe avec un acte établi d'inutilité, quarante pays demandent donc une francophonie qui dépasse les larmoiements autour d'une langue menacée pour traduire leur réalité économique si triste, si dramatique qu'on ne s'emberlificote plus dans les formules creuses pour en dire toute l'acuité »*, ajoute le journal avant de comptabiliser les *« largesses »* canadiennes et de constater que l'aide de la France est *« quatorze fois plus importante »*.

« Au sommet de Québec, constate encore le journaliste, *la francophonie a déplacé son centre d'intérêt, c'est là assurément la plus belle réussite du septennat de M. Mitterrand »*, poursuit l'hebdomadaire, car, selon lui, *« le président de la République française a utilisé magistralement cet espace « géoculturel » pour infiltrer de manière insidieuse les organisations internationales — OUA, Conférence des non-alignés, Ligue arabe, etc. — et pour prendre quelques distances vis-à-vis d'une Europe où la France vit à l'étouffé »*.

Algérie Actualité conclut en remarquant que *« l'Algérie, qui ne participe pas à ces sommets pour des raisons historiques, doit désormais observer les mutations de ce grand club avec une attention soutenue »*, car *« il y a là des risques évidents d'une forte influence de celui-ci sur les organisations traditionnelles »*.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

TUNISIE : l'épilogue du procès des « islamistes »

La Cour de sûreté de l'Etat a rendu un verdict moins sévère que prévu

La Cour de sûreté de l'Etat de Tunis a prononcé, le dimanche 27 septembre, un verdict moins lourd qu'on ne l'avait généralement prédit, contre les quatre-vingt-dix militants intégristes du Mouvement de la tendance islamique (MTI) jugés pour complot et atteinte à la sécurité de l'Etat. Sept accusés ont été condamnés à mort, dont cinq par contumace. Aucun d'eux n'appartient à la direction politique du MTI. Le chef du mouvement, l'« émir » Rached Ghannouchi, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Cette relative clémence de la justice tunisienne a été accueillie avec un vif soulagement à Tunis. Pour M. Saadedine Zmerlim, président de la Ligue des droits de l'homme tunisienne, *« la Cour s'est montrée sage et modérée, le pire a été évité »*. De discrètes démarches entreprises ces derniers jours par les amis européens de la Tunisie — et par ses partenaires arabes — ont sans doute contribué à ce verdict d'apaisement. M. Jean de Lipkowski, ancien ministre gaulliste et ami commun de MM. Mitterrand et Chirac est arrivé dimanche soir à Tunis où il devait remettre, lundi à M. Bourguiba, un message conjointement adressé par le président et le premier ministre français. En outre, l'Europe des Douze avait arrêté, en cas de verdict sévère, le principe d'une démarche européenne commune auprès du gouvernement tunisien.

A Beyrouth, l'organisation terroriste du Djihad islamique a exigé, dimanche 27 septembre, la libération des intégristes condamnés à Tunis et menacé de *« tuer les piliers du régime tunisien »* si les condamnés à mort étaient pendus. Dans un communiqué parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth et authentifié par la photo de l'otage américain Terry Anderson — le journaliste américain détenu depuis mars 1985 — le Djihad islamique affirme que le verdict de Tunis est *« une déclaration de guerre contre les musulmans du monde entier »*.

TUNIS
de notre correspondant

« S'ils sont condamnés à mort, Dieu les aura choisis pour mourir en martyrs. » Dans la bouche de l'épouse de l'un des accusés du procès de Tunis, une telle exaltation mystique avait de quoi faire frémir. Il était 22 heures, samedi 26 septembre. Journalistes et avocats se perdaient en conjectures sur un verdict que l'on savait imminent. Ils espéraient tous la modération. Et elles, les épouses, mères et sœurs des cinquante-trois accusés en état d'arrestation semblaient venir d'une autre planète.

Le verdict a été rendu en leur absence, l'accès du tribunal leur ayant été interdit. Un verdict que tout « profane » aurait jugé cruel : sept condamnations à mort. Mais, au regard des prévisions, il est d'une grande clémence. Des sept condamnés à mort, cinq sont en état de fuite, et, surtout, le président du Mouvement de la tendance islamique (MTI), M. Rached Ghannouchi, qui depuis son arrestation porte plus que jamais l'aura d'« émir » de son mouvement, purgera, seulement serait-on tenté de dire, une peine de travaux forcés à perpétuité.

Il ne fait pas de doute que ces mères, femmes, filles des accusés sont soulagées. Mais on leur aura ravi leurs martyrs. Et c'est ce que tout le monde espérait. Cette clémence est louable, qu'elle soit le résultat de conseils de gouvernements occidentaux ou arabes, qu'elle atteste de la fragilité du dossier de l'accusation, ou qu'elle traduise une volonté de justice ou un calcul politique intelligent.

Pour rendre son verdict, la cour de sûreté de l'Etat avait choisi la première heure du trentième jour du procès. Dimanche à 1 heure du matin, dans Tunis qui venait de passer à l'heure d'hiver : après un exposé fatidieux des charges retenues contre les accusés, le président de la cour, M. Hachemi Zammel prononce le verdict : sept condamnations à mort. Rached Ghannouchi n'a pas été nommé. On retient deux autres noms : Mehrez Boudegga, ce jeune Tunisien de vingt-cinq ans qui a avoué avoir fabriqué les explosifs ayant servi aux attentats du 2 août dans des hôtels de Sousse et de Monastir (treize blessés) et celui du porte-parole du MTI vivant dans la clandestinité, Hamadi Jebali.

Les journalistes et certains avocats se sont alors levés comme pour mieux entendre. Impossible de voir les visages des accusés. Ils tournent le dos à la salle et surtout sont ceinturés par un double cordon de sécurité : les unités de la police en tenue noire et les paras.

« Sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité : Rached Ghannouchi... » Comme si c'était tout ce qu'on voulait savoir. Un autre nom suit, mais on ne l'entend pas. Suit la liste des condamnés à vingt, quinze, douze, dix ans de travaux forcés, celle des accusés qui doivent purger des peines de sept, cinq et deux ans de prison. Sur les quatre-vingt-dix accusés — dont trente-sept sont en fuite, — quatorze sont acquittés.

La salle exiguë du tribunal militaire aux lourds rideaux noirs devient soudain oppressante. Le président annonce la levée de la séance. Du box des accusés monte une clameur : *« Allah akbar ! »* Certains des accusés ne veulent pas sortir. La police les entraîne. Les avocats sont satisfaits. Ils avaient senti tourner le vent ces derniers jours et ils ne s'étaient pas trompés.

Les heures qui avaient précédé le verdict avaient évidemment semblé les plus longues. La cour s'était retirée pour délibérer jeudi en milieu de matinée après une ultime audition de témoins. On attendait le verdict pour la nuit suivante. Il ne fut pas rendu. Et dans Tunis, aucune mesure de sécurité particulière n'était prise en prévision d'un verdict que l'on prévoyait très sévère et qui aurait pu susciter des manifestations de rue.

L'arrêt de la cour a été accueilli avec soulagement. Tombé trop tard pour la presse, il n'avait encore suscité lundi matin qu'un seul commentaire, celui de M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS, opposition), qui a jugé que *« l'irréparable avait été évité, du moins pour les dirigeants du MTI en état d'arrestation, notamment M. Rached Ghannouchi. »* Il a exprimé l'espoir que les condamnation à mort ne seraient pas exécutées.

Les forces de sécurité ont arrêté l'un des condamnés en fuite, a-t-on appris lundi matin. Il s'agit de M. Mohamed Treschi, trente-trois ans, condamné dimanche à vingt ans de travaux forcés.

Les condamnés à mort peuvent se pourvoir en cassation dans un délai de sept jours. En cas de confirmation du verdict, ils peuvent solliciter la grâce présidentielle. Un éventuel refus de cette grâce est généralement rapidement suivi de l'exécution des condamnés.

Reste à savoir comment réagira le MTI. Dans un communiqué publié avant la fin du procès, il menaçait de ne pas rester les bras croisés si ses membres *« étaient injustement conduits aux abattoirs »*.

Dimanche soir, dans Tunis la paresseuse, en une fin de jour férié chaud, on ne percevait aucune effervescence. La police semblait néanmoins avoir discrètement renforcé son dispositif de sécurité, et des camions de l'armée étaient visibles sur certaines grandes artères et devant le siège de la radio-télévision. Les cafés étaient pleins et les promeneurs nombreux.

(Intérim.)

M. Rached Ghannouchi : idéologue et tribun

Condamné dimanche aux travaux forcés à perpétuité, M. Rached Ghannouchi, l'« émir » du MTI — à qui ses disciples ont fait serment d'allégeance — incarne à leurs yeux l'archétype du chef charismatique, à la fois idéologue et tribun, prophète et stratège. Né il y a quarante-sept ans dans un village du Sud tunisien, benjamin d'une famille de huit enfants, il commence ses études à Gabès. Elève doué, il « monte » à Tunis, où il obtient en 1962 un diplôme de théologie.

Après un séjour au Caire, où il se signale déjà comme « forte tête », et à l'université de Damas, d'où il sort licencié en philosophie, Ghannouchi présente en Sorbonne une thèse sur *Les vertus éducatives du Coran*. A Paris, il milite activement au sein de l'Association des étudiants musulmans de France. Il retourne en 1969 à Tunis, où il devient un an plus tard l'un des animateurs de l'Association pour la sauvegarde du Coran, fondée avec la bénédiction du pouvoir bourguibiste afin de faire pièce à la gauche.

En 1972, il participe au lancement d'une revue, *El Maarifa* (la connaissance), dont il deviendra rédacteur en chef avant qu'elle ne soit interdite. Pendant ces années 70, Ghannouchi hante les mosquées. Barbe fournie, djellaba blanche et chéchia rouge, il s'inpire de la pensée de Sabri El Banna, le chef des Frères musulmans égyptiens, dont le fils vient d'assister, en tant qu'observateur, au procès de Tunis. Chaque vendredi, après la grande prière, Ghannouchi donne aux fidèles des « leçons » d'islam où il explique le Coran à sa façon. Son éloquence et sa forte conviction feront de ce débateur incisif un prédicateur très écouté et très lu (il a publié quatre ouvrages théoriques).

Sermons intégristes

Appréhendé puis relâché une première fois en 1979, Ghannouchi annonce en janvier 1981 la création du MTI et demande au pouvoir de légaliser celui-ci. Non seulement il s'attire une fin de non-recevoir, mais ses amis et lui sont traduits en justice en septembre 1981. Condamné à onze ans de prison, il sera gracié et libéré en août 1984. Soucieux de ménager le courant islamiste, M. Mohamed Mzali, alors premier ministre, fit des avances au MTI, sans aller toutefois jusqu'à lui accorder le statut légal qu'il briguait. Loin d'être à l'époque un paria, Ghannouchi est reçu à plusieurs reprises par M. Mzali. Il fréquente aussi les cocktails d'ambassades.

Le limogeage, en juillet 1986, de M. Mzali et son remplacement par M. Rachid Sfar marquent un raidissement du pouvoir envers les islamistes. En novembre 1986, Ghannouchi est assigné à résidence. Avec des policiers pendus à ses basques, il n'en poursuit pas moins dans les mosquées ses sermons intégristes. On lui demande de s'engager par écrit à y mettre fin mais il refuse tout net de se taire. Arrêté le 9 mars 1987, il est inculpé pour *« prise de parole dans les lieux publics »* et *« constitution d'organisation illégale »*. Lorsque des bombes artisanales explosent, le 2 août, à Sousse et à Monastir, il est au secret, isolé de tous, depuis près de cinq mois. Le pouvoir le désignera pourtant comme le « cerveau » du « complot terroriste ». Mais il n'a pas commis l'erreur d'en faire un martyr.

J.-P. L.

B P&F

Depuis 1731

BOUCHARD PÈRE & FILS

BEAUNE DU CHATEAU

DOMAINES DU CHATEAU DE BEAUNE

Beaune Premiers Crus :
Les Aigrots
Les Sizies
Les Teurons
Clos du Roi
Les Cent Vignes
En Genêt
Les Toussaints
Les Grèves
Champ Pimont
A l'Ecu

Documentation sur demande à Maison Bouchard Père et Fils au Château B.P. 70 21202 Beaune Cedex

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

Brève révolte dans une caserne de Buenos-Aires

La situation dans l'unité d'infanterie qui s'était mutinée dans la nuit de dimanche à lundi est redevenue *« normale »*, a affirmé ce lundi 28 septembre, à Buenos-Aires, un porte-parole de l'état-major de l'armée argentine. Il a précisé que le commandant en chef de l'armée, le général Caridi, s'était rendu personnellement à la caserne de La Tablada, dans la banlieue de la capitale, où les officiers et les sous-officiers du régiment s'étaient volontairement enfermés afin de protester contre la décision, annoncée vendredi par les autorités, de sanctionner leur commandant, le lieutenant-colonel Dario Fernandez Maguer.

Ce dernier avait été frappé de vingt jours d'arrêts pour avoir refusé de mater en avril la mutinerie dirigée par le lieutenant-colonel Rico à l'école d'infanterie du Campo de Mayo près de la capitale. Le président Alfonsin s'était alors rendu lui-même au Campo de Mayo pour obtenir la fin de cette mutinerie.

Le porte-parole de l'armée n'a pas précisé lundi si les mutins s'étaient rendus sans conditions au général Caridi ou si le « retour à la normale » était (comme en avril avec le président Alfonsin) la conséquence d'un accord négocié. — *(AFP, AP.)*

Ethiopie

La FAO évoque le risque d'une nouvelle famine

Une forte baisse des principales récoltes de céréales, spécialement dans les provinces de l'Erythrée, du Tigré et de l'Hararghe, est *« inévitable »*, ce qui risque de provoquer de sérieuses pénuries de nourriture d'ici à la fin de cette année et tout au long de 1988, vient d'indiquer M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il appelle donc la communauté internationale à se mobiliser sans tarder pour combler ce déficit alimentaire, qui, selon lui, pourrait excéder 950 000 tonnes.

A la mi-août, M. Berhanu Jembere, le chef de la commission éthiopienne d'aide et de réhabilitation (RRC), avait averti les pays donateurs des conséquences d'une nouvelle sécheresse qui pourrait être aussi dramatique que celle de 1984-85 et affecter plusieurs millions de personnes. Pour prévenir cette « nouvelle crise », les autorités locales ont déjà porté à 92 000 tonnes de céréales leurs réserves stratégiques et importé 100 000 tonnes à titre d'urgence, mais il est à craindre que la communauté internationale ne se montre pas aussi prompte à répondre à cet appel au secours qu'elle l'avait été lors de la famine de 1984-85. — *(Corresp.)*

Italie

La police aurait découvert un important trafic d'armes

La police italienne a annoncé, le samedi 26 septembre à Rome, l'arrestation d'un avocat calabrais interpellé alors qu'il cherchait à passer en Suisse avec 23,8 millions de dollars en lettres de change émises par le ministère indonésien de la défense. Cette arrestation, opérée le jeudi précédent au poste frontière de Chiasso, pourrait être liée à un important trafic d'armes.

Outre les lettres de change, précise-t-on, les policiers auraient découvert un dossier d'une centaine de pages sur un important trafic entre Djakarta, Damas et Beyrouth, dont le chiffre d'affaires atteindrait 1 milliard de dollars et qui impliquerait plusieurs personnes domiciliées à Wiesbaden en RFA.

L'avocat avait été condamné dans les années 70 à un an de prison pour avoir participé aux *« insurrections de Reggio de Calabre »* provoquées par des groupes néo-fascistes). Il avait défendu ces dernières années plusieurs chefs de la mafia calabraise. — *(AFP.)*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for $460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI. NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex USA, PNC, 45-45 39 th Street, LIC, NY 11104.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 3615 - Tapez *LEMONDE*

Le Monde PUBLICITE S A
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Etranger

M. Jacques Chirac au Caire

Lune de miel dans un métro

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux

En moins de vingt-quatre heures passées au Caire, M. Chirac a confirmé l'ampleur de la lune de miel que connaissent les relations franco-égyptiennes. L'inauguration de la première ligne du métro de la capitale égyptienne, construite par un consortium d'entreprises françaises et locales, a symbolisé dimanche 27 septembre l'excellent état des rapports Le Caire-Paris. La France, il est vrai, consent de gros efforts à l'égard de l'Egypte, un pays dont la déstabilisation constituerait une catastrophe, estime-t-on aussi bien à l'Elysée qu'à Matignon.

Ces efforts — qui atteindront 3,7 milliards de francs en 1987 — vont encore être accrus, a annoncé M. Chirac, peu avare de compliments à l'adresse du président Moubarak, *« un homme sage, réaliste et courageux »*. La situation du pays, il est vrai, s'est quelque peu améliorée depuis un an : le tourisme, qui avait beaucoup souffert de l'affaire de l'*Achille-Lauro*, a repris à un bon rythme et c'est la France qui envoie aujourd'hui le plus fort contingent de touristes sur les bords du Nil ; les pays du Golfe, qui renvoyaient l'année dernière encore de nombreux travailleurs égyptiens dans leurs foyers, font de nouveau appel à eux ; les cours du pétrole, enfin, ont cessé de s'effondrer.

Cela ne veut pas dire que tout soit rose en Egypte, loin de là : la démographie galope allègrement, l'inflation aussi, le système des subventions des prix et services — dont ceux qui en profitent le plus restent les nantis — coûte toujours un maximum au Trésor public, ainsi qu'une pléthore de fonctionnaires dont le sens inné de la bureaucratie freine considérablement le développement du pays. La réapparition d'un courant intégriste islamique, enfin, sans menacer le régime, entretient un climat malsain.

M. Chirac ne s'embarrasse pas de telles nuances, quand il faut donner un coup de main à un ami. Or il se veut l'ami du président Moubarak, tout comme le raïs se déclare l'ami de M. Mitterrand. C'est dire que le premier ministre a eu recours au superlatif pour saluer *« le travail extraordinaire effectué par le gouvernement égyptien sous l'impulsion du président Moubarak »*, pour louer *« les efforts remarquables faits par l'Égypte pour surmonter sa crise économique »* et pour souligner *« la confiance vraiment très forte que les pays occidentaux ont dans la situation économique et financière de l'Égypte »*. Oubliées les inquiétudes françaises sur le retard de certains remboursements égyptiens. La dette du Caire, il est vrai, a été heureusement renégociée le 3 septembre dernier, et un nouveau protocole financier doit être négocié à la mi-octobre.

En attendant, la visite express de M. Chirac, qui était accompagné par MM. Noir, Douffiagues et Longuet, respectivement ministres du commerce extérieur, des transports et des télécommunications, a été mise à profit pour signer deux contrats, l'un prévoyant, la construction par Alsthom d'une cinquième turbine à la centrale d'Aboukir, l'autre, la construction par Alcatel de deux centraux téléphoniques. Un ancien projet portant sur la construction par Fives-Cail d'une cimenterie à Miniah aurait été également débloqué et, avant de quitter le sol égyptien, dimanche après-midi, le premier ministre a inauguré le Centre d'informatisation de l'aéroport du Caire, autre réalisation française qui inquiète tous ceux qui n'ont pas la conscience trop tranquille dans la capitale et qui se demandent déjà comment rendre contrebande et informatique compatibles...

Un air de RER

Mais la grande inauguration, c'est dans la matinée qu'elle avait lieu, et celle-là ne pouvait par faire peur aux habitants du Caire, grands habitués des pires embouteillages. Nasser, Sadate, Moubarak... la première ligne du métro égrène ses stations comme un livre d'histoire. Il n'en fallait pas moins pour donner une caution nationale au premier métro construit sur le continent africain, tant la réalisation a un petit air français.

Dans la cabine de la motrice de la première rame, MM. Moubarak et Jacques Chirac, manifestement aux anges, ont parcouru, aller, arrêts-bains de foule et retour, les 4 kilomètres et demi du tronçon souterrain. Un tunnel percé non sans mal, au prix de cinq ans et demi de travaux, pleins de mauvaises surprises (*le Monde* daté 27-28 septembre). Résultat : vingt-trois mois de plus que prévu et un surcoût de 1 milliard de francs puisque la facture, financée par des crédits privilégiés français, a bondi de 1 530 millions à 2 580.

En fin de matinée, la foule tonitruante s'était glissée dans tous les espaces libres de la place Tahir, au cœur du Caire. C'est là, sous les blocs grisâtres, les gravats et la poussière du chantier à peine cicatrisé, que s'ouvre la station Sadate. Au-dessus des têtes, des pancartes ; celle-ci par exemple *« Bonne arrivée Jack Chirac ! »*. Le cortège officiel passe dans le hall climatisé de la station devant la plaque scellée pour l'histoire : *« Le dimanche 4 sapahr 1408 de l'hégire, le 27 septembre 1987, le président Moubarak en présence de Jacques Chirac a inauguré... »*

Les voitures bleu et blanc ont un air de RER parisien, avec ventilateurs en prime. Sur les quais, mêmes sièges-coquilles, mêmes tourniquets, mêmes panneaux publicitaires ou presque. L'indication des directions est bilingue, anglais-arabe, mais les couloirs jouent au miroir pharaonique de la station Louvre à Paris : dans une cage de verre, Osiris paraît songer aux fresques assyriennes exposées au bord de la Seine.

Les voies sortent au soleil à la station Sayeda Zenab, au milieu des maisons repeintes couleur fraise pour faire oublier les habitations détruites pendant les travaux. La ligne se prolonge par près de 24 kilomètres de voies rénovées, rééquipées. C'est donc 28 kilomètres, de Hélouan, terminus sud, à la station Moubarak, place Ramsès ! Vingt et une stations que les Cairotes peuvent désormais emprunter. Le ticket est tarifé selon trois zones, il coûte 25 à 50 piastres, c'est-à-dire l'équivalent de 75 à 150 centimes. Deux à quatre fois plus que celui de l'autobus.

Cette ligne régionale est capable d'acheminer 25 000 voyageurs à l'heure. D'ici quelques mois, quand les rames comprendront neuf voitures, quand la fréquence sera passée d'une rame toutes les quatre minutes à une rame toutes les deux minutes et demie la capacité atteindra 60 000 voyageurs/heure. Des chiffres qui parlent fort dans une agglomération qui s'accroche sur 30 kilomètres le long du Nil et où la population — 13 millions d'habitants — approche celle du Grand Londres sur une superficie cinq fois moindre !

Aussi les Cairotes sont-ils déjà fiers de leur métro. Le cortège avait à peine réussi à fendre la foule que gamins et adultes se précipitaient vers la station. Sous son keffieh bariolé, le ministre des travaux publics du Qatar, venu en invité comme seize autres ministres africains, rêvait à ces machines *« very good »*. Sans oser les imaginer traverser sa capitale de sable...

JACQUES AMALRIC
et CHARLES VIAL

La visite du président mozambicain à Paris

M. Chissano demande l'aide de la France pour lutter contre la famine et contre la rébellion

Guerre, famine et sous-développement. C'est pour qu'on l'aide à combattre ces trois fléaux qui ont ramené son pays, aujourd'hui exsangue, au rang d'un des plus pauvres du monde que le président Joaquim Chissano a entamé lundi 28 septembre une visite officielle de quarante-huit heures à Paris.

Le chef de l'Etat mozambicain, qui a succédé le 3 novembre dernier à Samora Machel, tué dans un mystérieux accident d'avion en Afrique du Sud, devait rencontrer M. Mitterrand lundi soir et M. Chirac le lendemain.

Aux deux hommes, M. Chissano fera les mêmes demandes. D'abord que la France, qui a appuyé avec succès le rééchelonnement de la dette extérieure du Mozambique, aide encore celui-ci à réduire les taux d'intérêt de ses emprunts en cours. Ensuite que Paris lui apporte un appui d'ordre militaire dans sa lutte contre les rebelles de la RENAMO. Activement soutenu par l'Afrique du Sud, en dépit du fameux accord de « bon voisinage » signé avec Pretoria à Nokomati en 1984, ce mouvement livre depuis quatre ans au *« gouvernement marxiste de Maputo »* une guerre sans merci qui désorganise totalement l'économie du pays et fait régner une sanglante insécurité sur la quasi-totalité de son territoire.

Selon l'agence portugaise LUSA, dans une dépêche datée de samedi 26 septembre, la RENAMO aurait ainsi massacré récemment trente-huit villageois et en avait blessé soixante-quatre lors d'une attaque contre la ville de Zavala, dans le sud du pays. Les rebelles ont également affirmé samedi avoir blessé trois ressortissants britanniques qui travaillaient sur une ligne de chemin de fer dans le nord du Mozambique.

Le président Chissano ne demandera pas l'intervention directe de la France dans le conflit — la Tanzanie et le Zimbabwe maintiennent déjà sans grand succès au Mozambique plusieurs milliers de soldats — mais simplement une *« aide technique »*. En clair : du matériel et de l'entraînement. Le projet d'un centre français d'instruction militaire à Maputo, projet dont on parle depuis des années, revient ainsi à l'ordre du jour, avec sans doute plus de chance d'aboutir qu'auparavant. D'abord, parce que l'Angleterre de Mme Thatcher elle-même s'est engagée dans cette voie — les pays occidentaux d'une manière générale savent gré au Mozambique « marxiste » de ne pas avoir appelé, au contraire de l'Angola, les forces cubaines à son secours. Ensuite, parce que la France est en quelque sorte redevable à Maputo de l'avoir aidée à obtenir de l'Afrique du Sud la libération récente du coopérant français Pierre-André Albertini. Le vaste échange de prisonniers qui a permis l'élargissement du jeune Français n'aurait pu avoir lieu sans la coopération du Mozambique.

Militant nationaliste diplomate et polyglotte

Militant nationaliste, diplomate et polyglotte — il parle français couramment, — le président Chissano (quarante-huit ans) était, jusqu'à son accession à la tête de l'Etat, le chef d'une diplomatie qui, en dépit d'une certaine proximité avec l'Union soviétique, se veut non alignée et favorable à des liens avec les pays occidentaux. Recevant samedi 26 septembre les lettres de créance du nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Maputo, Mme Melissa Wells, le président mozambicain a déclaré que Washington avait *« joué un rôle important »* dans l'aide internationale à son pays et a souhaité que les deux pays continuent de travailler ensemble à la recherche d'une solution aux problèmes de l'Afrique australe.

Enfin, le chef de l'Etat mozambicain, qui fait partie du comité *ad hoc* de l'OUA chargé du différend tchado-libyen, abordera également cette question avec ses interlocuteurs français. La veille de son départ pour une tournée diplomatique qui le conduira, après Paris, aux Nations unies puis à Washington, où il sera reçu par le président Reagan, M. Joaquim Chissano a reçu du colonel Kadhafi un message dont il révélera peut-être la teneur aux Français.

● **UNESCO : la candidature de M. M'Bow.** — Le Japon, premier contributaire de l'UNESCO depuis le retrait des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, entend empêcher une réélection à la tête de l'Organisation du Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow, dont la candidature vient d'être présentée par l'OUA, a-t-on indiqué, le vendredi 25 septembre, au ministère des affaires étrangères à Tokyo. Le Japon appuie la candidature du ministre des affaires étrangères du Pakistan, M. Yakoub-Khan.

La guerre du Golfe

M. Weinberger souhaite un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran

Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a déclaré, le dimanche 27 septembre, que la guerre irano-irakienne ne prendrait pas fin tant qu'un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran ne serait pas adopté ou que le régime *« irrationnel et fanatique »* de Téhéran ne serait pas remplacé. Dans une interview à une télévision américaine accordée à Bahrein, où il poursuivait sa tournée dans la région du Golfe, M. Weinberger a émis l'espoir que l'ONU *« adopte très prochainement une résolution prévoyant un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran »* et que cette résolution soit *« véritablement appliquée »*, de sorte qu'elle *« épuise progressivement les capacités de combat de l'Iran »*. *« Faute de quoi*, a-t-il poursuivi, *il faudrait à long terme un gouvernement complètement différent en Iran* [pour voir la guerre se terminer]. *Personne ne peut traiter avec un gouvernement irrationnel et fanatique »* comme celui au pouvoir actuellement à Téhéran.

M. Weinberger a, d'autre part, répété que les Etats-Unis avaient parfaitement respecté le droit international en attaquant puis en coulant, la semaine dernière, l'*Iran-Ajr*, un navire iranien surpris en train de mouiller des mines dans le Golfe. A Téhéran, en revanche, le président iranien Ali Khamenei a déclaré que la destruction de l'*Iran-Ajr* constituait un *« acte de piraterie maritime »* et nullement une *« opération militaire dotée d'un objectif raisonnable »*. *« Si les Etats-Unis ne mentaient pas et avaient pu fournir une explication logique à leur attaque contre le navire iranien, il n'aurait pas été nécessaire pour eux de détruire ce bâtiment, faisant ainsi disparaître la preuve flagrante de leurs accusations »*, a-t-il ajouté.

Entre-temps, les vingt-six survivants de l'*Iran-Ajr* ont reçu dimanche un accueil triomphal à leur arrivée d'Oman, de la part d'une foule importante venue les attendre à l'aéroport de Mehrebad. Les survivants ont été personnellement accueillis par des officiers supérieurs de l'armée, tandis qu'une fanfare militaire jouait une musique funèbre au passage des trois cercueils descendus des soutes de l'avion. M. Kamal Kharazi, le responsable du bureau d'informations sur la guerre, a affirmé qu'une offre d'asile politique avait été faite en persan à chacun des membres de l'équipage, qui, a-t-il souligné, ont subi un traitement *« inhumain »* : *« couchés sur le ventre, les mains liées derrière le dos, dans un local jouxtant la chambre des machines du bâtiment à bord duquel ils avaient été transportés »*.

L'Irak s'est déclaré déterminé, dimanche, à provoquer une véritable *« hécatombe »* de pétroliers iraniens ou affrétés par Téhéran, après avoir perdu l'espoir de voir le Conseil de sécurité contraindre l'Iran à appliquer la résolution 598 exigeant un cessez-le-feu. Joignant l'acte à la parole, l'aviation irakienne a, en moins de quarante-huit heures, bombardé cinq *« objectifs navals »* près des côtes iraniennes, touchant au moins trois pétroliers : un iranien, qui n'a pas été identifié, un superpétrolier chypriote, le *Coral Cape*, et un petit pétrolier libérien, qui pourrait s'appeler le *Malrin*, selon les sources maritimes de Bahrein.

D'autre part, plusieurs mines ont été repérées, le lundi 28 septembre, au large des côtes des Emirats arabes unis, dans le couloir de navigation commerciale où l'aviation irakienne a bombardé au moins cinq pétroliers durant le week-end. Ce couloir est utilisé par de nombreux bâtiments civils et militaires, dont notamment ceux battant pavillon iranien.

Grave attentat en Irak début septembre

Quatre hommes armés ont mitraillé la tribune officielle dans laquelle se trouvaient des diplomates en poste en Irak lors d'un défilé pour l'anniversaire du déclenchement de la guerre Iran-Irak, le 7 septembre, à Baakoubah, à quatre-vingts kilomètres au nord-ouest de Bagdad, annonce l'AFP, citant des sources diplomatiques. Il y a eu de nombreuses victimes parmi le public et les participants au défilé, notamment des enfants, à la suite de la riposte d'une trentaine de gardes de sécurité en faction devant la tribune, ont précisé ces sources.

En revanche, aucun diplomate et aucun cadre régional du parti Baas, au pouvoir en Irak, parmi ceux qui se trouvaient dans la tribune, n'a été atteint. C'est le premier attentat de cette gravité depuis 1982, indiquent les sources diplomatiques, qui ajoutent que les quatre tireurs s'étaient cachés dans un char fleuri. — *(AFP, Reuter.)*

Le « Clemenceau » regagne la mer d'Arabie

Immobilisé à Djibouti depuis le 10 septembre pour une révision de ses installations aéronavales et, notamment, de sa catapulte (*le Monde* des 6 et 11 septembre), le porte-avions *Clemenceau*, accompagné de son escorte, a repris la mer, le 26 septembre, pour rejoindre son précédent lieu de patrouille, la mer d'Arabie et le golfe d'Oman. Il y aura d'autres arrêts du porte-avions à Djibouti, qui fait aussi partie de sa zone de déploiement opérationnel. On lira ci-dessous la réflexion que nous a adressée le contre-amiral Hervé Le Pichon, commandant les porte-avions et l'aviation embarquée.

TÉMOIGNAGE

L'amiral Le Pichon : il n'y a pas d'action militaire sans aviation

Commandant les porte-avions et l'aviation embarquée, j'ai reçu le 29 juillet la responsabilité du groupe aéronaval composé du *Clemenceau*, du *Suffren*, du *Duquesne* et de la *Meuse*. Partis de Toulon le 30 juillet, nous avons effectué quarante-deux jours de mer consécutifs pendant lesquels nous avons volé jour et nuit sans terrain de secours, en Méditerranée comme dans l'océan Indien.

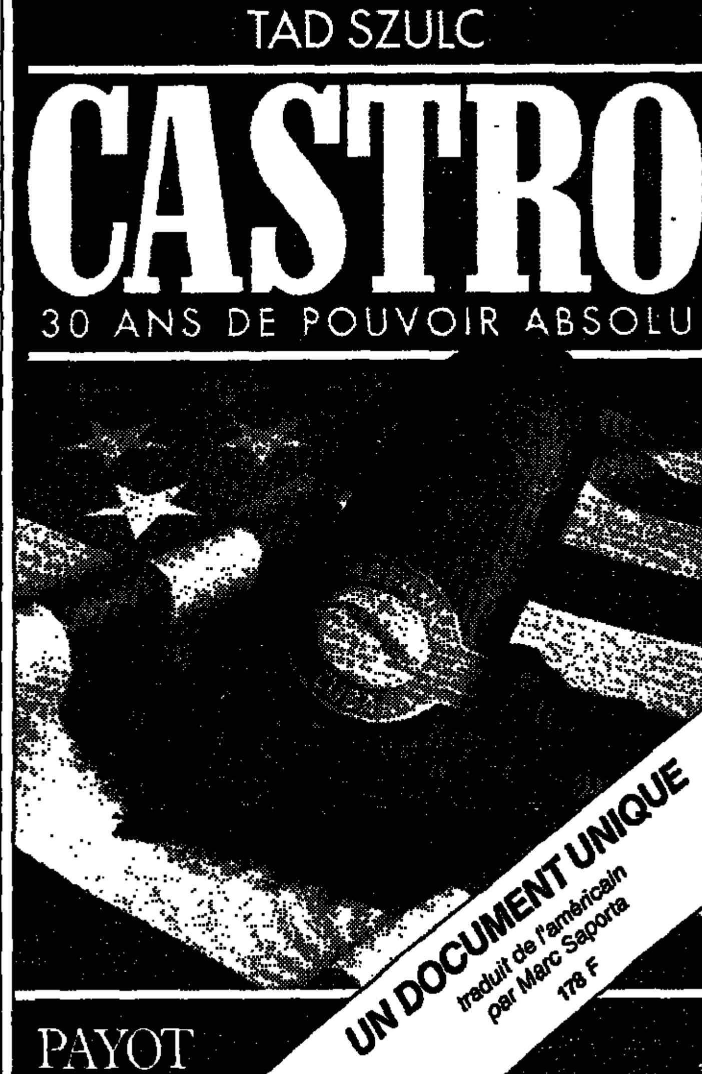
Pendant ces quarante-deux jours, soit plus de mille heures, nos « moteurs » ont tourné sans arrêt. Faut-il rappeler que ce temps correspond à la durée moyenne au-delà de laquelle la plupart des Français changent d'automobile. Il est donc bien normal que les machines aient besoin de souffler.

Les hommes aussi. Mis en alerte pour la deuxième année consécutive en plein été, ils ont appareillé dans les délais qui leur étaient prescrits. Plus de la moitié d'entre eux, quinze cents environ, ont été privés, sans préavis, de toute vacance. Certains, apprenant à l'étranger la mise en alerte par les médias, ont laissé sur place caravane et famille pour rallier leur unité en temps voulu. Près de six cents hommes font leur service national. Tous ont fourni sans faillir — pour quelques francs — un travail dur et pénible dans des conditions climatiques particulièrement sévères.

Malgré les incertitudes de la situation, leur moral et leur volonté de servir sont à un niveau exceptionnellement élevé. La raison tient peut-être au fait qu'au-delà de toute signification patriotique leur vie quotidienne est placée sous le signe de deux valeurs fondamentales parfois bien oubliées de nos sociétés : la vérité et le courage. Aucun ne peut tricher, car le mensonge est parfois puni de mort pour lui et souvent pour les autres. Pour affronter la séparation, la fatigue, le danger, il leur faut du courage, toutes les minutes de tous les jours.

Quant à la valeur du groupe aéronaval, j'y crois suffisamment pour y avoir consacré une vie. Il n'y a pas de nos jours d'action militaire sans aviation. Nombreux sont les endroits du monde où les avions ne peuvent être utilisés qu'à partir de bateaux. Le pays serait bien coupable de n'y pas penser. Il n'y a pas que les Américains qui ont construit à grands frais des bases abandonnées parfois dramatiquement et souvent sans contrepartie.

Je ne me prononcerai pas sur l'usage qu'on peut faire de la force dans la stratégie générale d'un Etat. *« Cedant arma togeae »*, c'est l'affaire de ceux qui gouvernent. Mais je ne peux m'empêcher de penser avec Mirabeau qu'*« on peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus »*.



Europe

La visite de M. Bush à Varsovie

Les Etats-Unis faciliteront un rééchelonnement de la dette polonaise

Au deuxième jour de sa visite officielle en Pologne, et peu avant de recevoir à dîner M. Walesa, le vice-président américain George Bush a donne l'assurance, le dimanche 27 septembre, au général Jaruzelski que les Etats-Unis l'aideraient à obtenir du Club de Paris un rééchelonnement de la dette publique polonaise.

Aucune précision n'a été donnée sur les solutions auxquelles Washington pourrait donner son appui, mais l'engagement pris par M. Bush marque, en tout état de cause, un succès appréciable pour le général, qui doit aujourd'hui faire face à une dette extérieure de 35 milliards de dollars, dont près de 15 milliards en dette publique. De son côté, le chef de l'Etat et du parti polonais aurait annoncé au vice-président américain qu'il comptait prendre prochainement des mesures concrètes pour développer – consolider, préfère-t-on dire dans les milieux officiels – le processus de réconciliation nationale et de réforme économique.

Souvent présenté comme l'événement politique le plus important depuis le début de la période qui s'est ouverte, en août 1980, avec la naissance de Solidarité, un plénum du comité central polonais devrait se tenir à la fin du mois d'octobre pour débattre d'une possible libéralisation politique. Beaucoup de rumeurs circulent à ce sujet à Varsovie, mais, en dehors du fait qu'il est exclu que Solidarité puisse retrouver son statut légal, aucune direction claire ne s'est encore dessinée, et ce plénum pourrait même être reporté de quelques semaines – jusque après les discours qui seront prononcés à Moscou pour le soixante-dixième anniversaire de la Révolution d'octobre.

Au risque de peiner la Pologne officielle, M. Bush s'est cependant comporté comme si l'ouverture politique était déjà devenue réalité. Lundi matin, il est allé se recueillir sur la tombe du Père Popieluszko, l'une des grandes figures de l'opposition, assassiné en 1984 par des hommes de la police politique. Recevant, la veille, M. Walesa et ses principaux conseillers, il avait déclaré : *« Nous avons une grande affection pour vous, nous vous soutenons (...), soutenons Solidarité, soutenons le pluralisme et avons été très clair à ce sujet »* au cours des entretiens officiels.

Soutien à l'opposition

Dans la matinée, à l'issue d'une messe dans une petite commune de la banlieue de Varsovie, M. Bush avait ravi son auditoire en lançant : *« Nous sommes sûrs que vous ferez mieux que simplement survivre face aux difficultés présentes et que vous l'emporterez, pour votre liberté et la nôtre. »* Samedi enfin, le vice-président américain s'était entretenu avec des représentants de l'opposition intellectuelle qu'il a étonnés par sa connaissance des problèmes polonais.

Candidat à l'investiture républicaine, et suivi par une équipe de caméramen de sa campagne, M. Bush aurait difficilement pu se permettre d'en faire moins dans le soutien à l'opposition démocratique polonaise, mais la vigueur de ses démonstrations de sympathie est aussi un élément fondamental de la nouvelle politique américaine à l'égard de la Pologne.

Se rendant à Varsovie pour y annoncer officiellement un prochain échange d'ambassadeurs entre les deux pays, le vice-président américain vient définitivement conforter l'acceptation du général Jaruzelski par la communauté internationale. Sauf à se renier totalement et à ignorer la réalité polonaise, les Etats-Unis ne pouvaient s'engager dans cette voie sans réaffirmer avec éclat qu'ils souhaitaient voir – comme l'a déclaré samedi soir M. Bush – *« les Polonais plus libres, plus indépendants et plus prospères »*.

En route pour l'ambassade américaine, M. Walesa et son principal conseiller politique, le professeur Geremek ont été brièvement interpellés par des policiers. – *(AFP, UPI.)*

GRANDE-BRETAGNE : le congrès du Parti travailliste à Brighton

M. Kinnock tente d'amorcer un recentrage

BRIGHTON
de notre envoyé spécial

Reconquérir les classes moyennes, ramener le parti sur des positions plus modérées et moins anticapitalistes en matière économique et sociale, et surtout convaincre l'opinion que le Labour est capable de revenir un jour au pouvoir : tel est le triple objectif que poursuit le leader travailliste, M. Neil Kinnock, alors que s'ouvre, lundi 28 septembre à Brighton, le congrès d'un parti encore sous le choc de sa troisième défaite électorale consécutive en neuf ans, aux législatives de juin dernier.

Le dernier sondage Gallup publié dimanche n'est guère encourageant. Quarante-neuf pour cent des électeurs estiment apparemment que les travaillistes ne reviendront jamais au 10 Downing Street, 70% considèrent qu'ils sont gravement divisés, 56% les jugent *« trop à gauche »* et 62% ne savent même pas ce qu'ils veulent vraiment... Pour couronner le tout, 65% des personnes interrogées qualifient de *« dangereuse »* la position officielle du Labour en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne.

Compromis en coulisse

La première journée du congrès devait être consacrée à la lancinante question du mode de désignation des candidats aux élections parlementaires. Un compromis a peut-être été trouvé en coulisse dès dimanche soir entre les partisans de véritables « primaires » au sein du parti dans chaque circonscription (selon le principe « un adhérent - une voix ») et ceux qui veulent laisser à l'appareil le soin de sélectionner les candidats.

Le débat est plus politique qu'il n'y paraît. De nombreux « gauchistes », à l'image de l'ancien président du conseil du Grand Londres, M. Ken Livingstone, ont investi la bureaucratie travailliste au cours des années 70. Ce noyautage – que M. Livingstone reconnaît candidement dans un livre brillant et passionné paru peu avant le congrès – a encore accentué le décalage entre la base du parti, nettement plus modérée, et l'appareil. L'électeur qui vote travailliste simplement par tradition a fatalement été influencé par les idées de la « révolution thatchérienne », alors que de nombreux cadres du parti se raidissaient face aux échecs successifs en adoptant un socialisme de plus en plus dogmatique.

La gauche militante est donc hostile dans cette affaire à l'extension de la démocratie au sein du parti que représenterait la tenue de « primaires ». La direction, rassemblée autour de M. Kinnock, a adopté une attitude moins tranchée, mais n'est pas non plus favorable au principe « un adhérent - une voix ».

L'explication est simple. Les syndicats, qui financent le parti à hauteur de 80 % et occupent des postes-clés dans ses organes dirigeants, veulent garder la mainmise sur le choix des candidats au Parlement. Ils prônent dans chaque circonscription la création de collèges électoraux qui désigneraient les candidats et dans lesquels ils auraient eux-mêmes une minorité de blocage de l'ordre de 40 %. Il est vraisemblable que cette formule l'emportera malgré les efforts de l'aile modérée du parti, qui souhaitait rendre plus de pouvoir à la base.

Le désarmement nucléaire

M. Kinnock ne devait prendre la parole que mardi après-midi pour faire le bilan de l'échec de juin dernier et définir sa stratégie de reconquête du pouvoir et de recentrage. La presse conservatrice affirme qu'il est disposé à *« brader l'héritage socialiste »* pour s'attirer les faveurs des nouvelles couches sociales à qui ont profité les « années Thatcher », notamment les salariés du secteur des services. La gauche « dure » lui prête les mêmes intentions.

La réalité est plus nuancée. M. Kinnock n'est pas un dogmatique et n'éprouve pas la même passion dévorante que de nombreuses personnalités travaillistes pour le secteur public. Il a laissé entendre qu'il ne déferait pas tout ce que Mme Thatcher a accompli en matière de privatisations. Il a dit clairement qu'il n'y avait aucune honte à acheter ou à posséder des actions. Dans ce domaine, les travaillistes sont décidés à remettre, lors de ce congrès, leurs pendules à l'heure.

M. Kinnock semble résolu, en revanche, à ne pas modifier. la ligne du parti favorable au désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. Il est lui-même personnellement convaincu du bien-fondé de cette position, ce qui le réhabilite un peu aux yeux de la gauche « dure », massivement « unilatéraliste ». L'influence de sa femme, ardente pacifiste, joue également son rôle.

M. Kinnock a cependant compris que le Labour avait perdu les élections de juin en partie à cause de son hostilité de principe à l'arme nucléaire. Il ne deviendra lui-même premier ministre que s'il se montre un peu plus souple dans ce domaine.

DOMINIQUE DHOMBRES.

URSS : la visite de M. Lionel Jospin

Andrei Sakharov décrit la « perestroïka » comme un processus « fragile » et « contradictoire »

MOSCOU
de notre envoyé spécial

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste français, a terminé, le samedi 26 septembre, le voyage en URSS qu'il avait commencé mardi, en rencontrant un groupe de dissidents et de refuzniks dont M. Serguei Grigoriants, libéré il y a quelques mois après plusieurs années de camp et fondateur du bulletin *Glasnost*, puis M. Andrei Sakharov et sa femme, Mme Elena Bonner.

La veille, avant le dîner d'adieux officiel, M. Jospin avait soumis à M. Anatoli Dobrynine, secrétaire du comité central du PCUS chargé des affaires internationales, quatre cas de refuzniks, qui lui avaient été signalés par le CRIF. Selon M. Jospin, M. Dobrynine a répondu que ces questions sont examinées *« cas par cas »* par le bureau politique du parti.

M. Jospin s'est déclaré *« assez satisfait »* de son voyage dont il tire l'impression qu'il se passe *« quelque chose de réel »* en URSS. Dans la mesure où *« le mouvement vient d'en haut »*, à l'inverse de ce qui s'était passé en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou en Pologne, la question est de savoir si ce mouvement *« sera assez fort pour irriguer la* [société] *jusqu'en bas. »*

Les refuzniks et les dissidents ont donné à M. Jospin l'impression qu'ils ont, eux aussi, du mal à appréhender exactement l'ampleur du mouvement déclenché par M. Mikhaïl Gorbatchev. Néanmoins, ils ont reconnu la réalité des progrès effectués depuis deux ans – *« Comment pourrais-je dire qu'il n'y a pas de progrès*, a lancé M. Grigoriants, *alors qu'il y a sept mois j'étais en prison ?* – des progrès plus rapides même que ce qu'ils avaient prévu. Mais ils ont remarqué, aussi, que le mouvement de réforme est fragile, car il repose sur une personnalité.

Après sa rencontre avec M. Jospin, M. Grigoriants s'est entretenu avec les journalistes français présents. Il a nuancé l'appréciation positive qu'il avait portée, devant M. Jospin, sur le processus de « perestroïka » (restructuration ». *« Nous espérons*, a-t-il dit, *mais nos espoirs, ces derniers temps, ne se sont pas concrétisés »*. Il a cité notamment l'adoption de dispositifs restrictifs sur le droit de manifester à Moscou et les récentes déclarations publiques de M. Egor Ligatchev.

M. Sakharov a, lui aussi, commenté la « perestroïka » en jugeant qu'il s'agit d'un phénomène *« sérieux »*, mais en même temps d'un processus *« fragile »* et *« contradictoire »*. L'académicien a estimé que deux cents prisonniers politiques ont été libérés et qu'il en reste environ quatre cents emprisonnés.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Selon un journal suédois

Une opération subie par sa femme expliquerait l'absence de M. Gorbatchev

Stockholm. – Le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev est resté absent des affaires ces dernières semaines *« pour rester au chevet de sa femme Raïssa, opérée de l'appendicite »*, affirme, dans sa livraison du samedi 26 septembre, le quotidien suédois à grand tirage *Expressen*.

Le journal s'appuie sur les confidences faites par un chirurgien soviétique, le professeur Sviatoslav Fiodorov, à un confrère suédois de passage à Moscou, le docteur Mikael Loenn. Selon *Expressen*, le professeur Fiodorov a indiqué à son collègue qu'il a eu, *« mardi dernier, un entretien téléphonique avec le secrétaire général qui devait subir un examen prévu de longue date, le 15 semptembre, dans sa clinique spécialisée pour les maladies de l'œil, examen retardé en raison de l'opération suivie de complications de Mme Gorbatchev »*.

Mikhaïl Gorbatchev *« n'a jamais été malade mais a prolongé ses vacances en raison de complications intervenues durant l'opération de son épouse, qui est restée hospitalisée deux semaines au lieu des trois jours initialement prévus »*, a précisé le chirurgien soviétique. – *(AFP.)*

Pour ou contre Trotski

Le cas Trotski préoccupe de plus en plus les historiens et le monde politique en URSS. Si le nom du fondateur de l'armée rouge – de même que ceux d'autres victimes célèbres du stalinisme comme Boukharine, Zinoviev, Kamenev, etc. – est désormais fréquemment cité, par exemple dans la nouvelle encyclopédie de *la Grande Révolution socialiste d'Octobre*, le jugement qu'il convient de porter sur sa personnalité ne fait manifestement pas l'unanimité. La preuve en est donnée par le ton passablement contradictoire de plusieurs articles parus ces derniers jours dans différentes publications.

Le plus sévère est l'œuvre d'un docteur en histoire, V. Ivanov, qui s'insurge dimanche 27 septembre dans *Sovietskia Rossia* – journal de tendance plutôt conservatrice – contre les rumeurs circulant en Occident sur une possible « réhabilitation » de Trotski. Partageant l'opinion récemment exprimée à Paris par le rédacteur en chef de la *Pravda* (*le Monde* du 17 septembre), M. Ivanov estime qu'une telle réhabilitation est hors de question.

L'historien admet que Trotski a pu faire preuve *« de volonté et de courage »*, mais il le critique vigoureusement sur plusieurs plans. Personnel d'abord : l'homme était *« égoïste »*, *« narcissique »*, *« orgueilleux »*, animé d'une *« ambition extrême »*, il avait même abandonné femme et enfants en Sibérie en 1902 lorsqu'il avait fui Irkoust. Politique ensuite, puisqu'il menait une activité *« fractionnelle »* au sein du parti bolchevik, qu'il n'hésitait pas à *« changer à la légère de convictions idéologiques »* et qu'il s'était *« toujours senti étranger au Comité central léniniste »* du parti.

Surtout V. Ivanov s'applique à démentir la version selon laquelle *« la défaite du trotskisme aurait été l'œuvre du « dictateur Staline »*. Lénine, rappelle-t-il, avait rendu hommage à Trotski pour avoir notamment *« su rompre avec les mencheviks »* et organiser l'armée rouge. Mais *« le trotskisme a été idéologiquement écrasé du vivant de Lénine, avec la participation décisive à cette lutte de Lénine lui-même »* et *« au cours des années suivantes, le parti a achevé ce travail commencé par Lénine »*.

Tout le monde est-il bien d'accord sur ces thèses ? On pourrait en douter à la lecture des trois pages consacrées cette semaine par *Ogoniok* à la vie d'un vieux militant trotskiste envoyé en camp de travail sur ordre de Staline et qui vit encore à Moscou.

Ogoniok, qui s'est distingué par ses interprétations audacieuses de la politique de « transparence », relate comment Ivan Vratchev, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-neuf ans, prit part aux événements d'octobre 1917 et fut élu délégué au dixième congrès du parti (1921) en reprenant les thèses de Trotski. Ayant continué à militer au sein de l'opposition trotskiste, c'est en 1936 qu'il fut contraint de quitter le parti, puis de s'éloigner de Moscou sur ordre du NKVD. Arrêté le 2 septembre 1949, il fut condamné à vingt-cinq ans de camp à régime sévère dans le grand nord.

Ogoniok indique qu'il ne fut libéré et réhabilité que trois ans après la mort de Staline, en 1956.

A. J.

TRAVAIL ET EMPLOI
4 numéros/an
Abonnement 156 F - Le n° : 40 F

Des articles de référence indispensables :
- Salaires, pouvoir d'achat et négociations salariales
- L'individualisation des salaires la stratégie des entreprises
- Productivité et emploi.

Des bilans, des comparaisons internationales.

Le panorama complet du travail et de l'emploi.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI
Diffusion
MASSON / SPIFF
B.P. 22 - 41353 VINEUIL

(Publicité)

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE
BACHELIERS LITTERAIRES
D'octobre à juin, classe préparatoire annuelle
médecine, pharmacie, concours paramédicaux, S.N.V., etc.
CEPES 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande
- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle
IPEC Enseignement superieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6e.
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71.

DROIT
SCIENCES ECO.
Documentation sur demande
- Stage session septembre
- Stage de pre-rentrée
- Soutien annuel
IPEC Enseignement superieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6e.
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71.

Amériques

ÉTATS-UNIS : les révélations sur l'« Irangate »

La veuve de l'ancien directeur de la CIA dément les « confidences » de son mari

Mme Sophia Casey, la veuve de William Casey, l'ancien directeur de la CIA décédé en mai dernier, a mis en doute dimanche 27 septembre les affirmations du journaliste du *Washington Post* Bob Woodward *Monde* daté 27-28 septembre). Ce dernier explique, dans un livre consacré à la CIA et dont les médias ont déjà publié de larges extraits, que M. Casey aurait admis, devant lui, sur son lit d'hôpital (il venait d'être opéré d'une tumeur au cerveau), avoir été au courant des ventes d'armes américaines à l'Iran dont le bénéfice servait à financer la Contra nicaraguayenne.

Citant un rapport de la CIA, Mme Casey a déclaré que Bob Woodward ne s'était rendu qu'une seule fois à l'hôpital, le 22 janvier 1986, qu'*« il avait été pincé par des agents de sécurité »* veillant sur son époux, qui *« l'avaient jeté dehors »*. *« Je démens que M. Woodward ait été reçu à l'hôpital »*, a-t-elle conclu, ajoutant que la chambre de son mari était sous surveillance constante des services de sécurité, ainsi que des membres de sa famille, et que, de toute façon, William Casey *« ne pouvait plus parler après son opération »*,

De son côté, l'ancien directeur adjoint de la CIA, Ray Cline, a émis les doutes les plus sérieux sur la véracité des propos de M. Woodward. Interrogé par une chaîne de télévision américaine, Ray Cline a estimé que, même si William Casey avait été au courant du trafic d'armes américain avec l'Iran, *« il n'était certainement pas le genre de personne à en faire état devant un journaliste »*.

Bob Woodward affirme avoir eu des entretiens particuliers à quarante-huit reprises avec l'ancien directeur de la CIA, et ce à un moment où les enquêteurs du Congrès n'avaient justement pu lui arracher aucune information sur l'« Irangate ».

Enfin, dans une mise au point publiée à Beyrouth, le cheikh Fadlallah (leader des chiites libanais pro-iraniens) dément à son tour avoir accepté de l'argent de la CIA pour mettre un terme aux attentats anti-américains à Beyrouth. – *(AFP, Reuter.)*

La visite du roi d'Espagne

Juan Carlos à la rencontre de la communauté hispano-américaine

MADRID
de notre correspondant

La « ceinture hispanophone » du sud du pays constitue la destination principale du voyage de neuf jours qu'effectue le roi Juan Carlos aux États-Unis. Accompagné de son épouse, la reine Sophie, le souverain était, dimanche 27 septembre, à San-Antonio, au Texas. De là, le couple royal devait se rendre à Houston, Santa-Fé, San-Francisco et Monterrey, avant de regagner Madrid, le 4 octobre.

C'est toutefois par un bref séjour à Washington – au cours duquel il a déjeuné vendredi avec le président Reagan, – puis à New-York, que le monarque a commencé son voyage américain. Une manière de démontrer qu'il n'entend nullement, durant son voyage, renforcer le particularisme d'une communauté hispanophone de dix-huit millions de personnes, qui constitue aujourd'hui la principale minorité linguistique du pays.

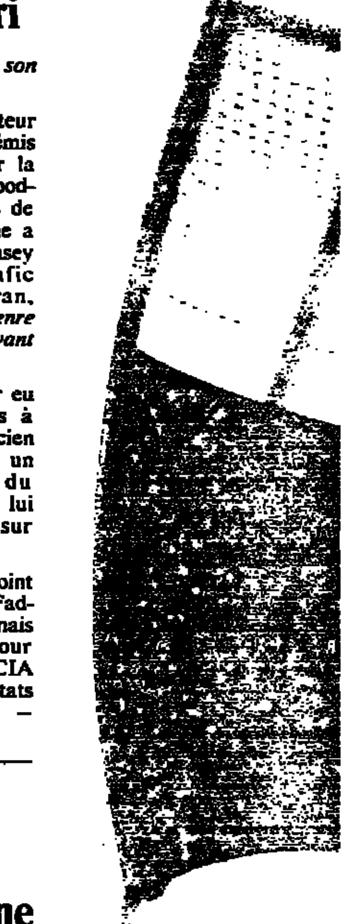
Reste que Juan Carlos pourra difficilement éviter, dans ses interventions publiques, d'aborder certains aspects conflictuels du sort de cette collectivité, comme le statut de l'espagnol dans l'administration ou même l'immigration illégale et massive de ressortissants mexicains.

L'Espagne estime être la mieux placée pour représenter un point de référence culturelle commun aux yeux de cette communauté hispanophone américaine d'origine très diversifiée. On reconnaît toutefois à Madrid que, faute de moyens matériels, l'Espagne n'a guère été vraiment à même jusqu'ici de jouer le rôle qui devrait y être le sien.

Le gouvernement espagnol entend pallier cette carence à un moment où le continent américain redevient l'une des priorités de la diplomatie de Madrid. Le voyage du roi s'inscrit dans le cadre de l'*« offensive tous azimuts »* lancée par l'Espagne en direction de la communauté hispano-américaine et latino-américaine en prévision de la grande Exposition universelle de Séville, qui célébrera en 1992, le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique.

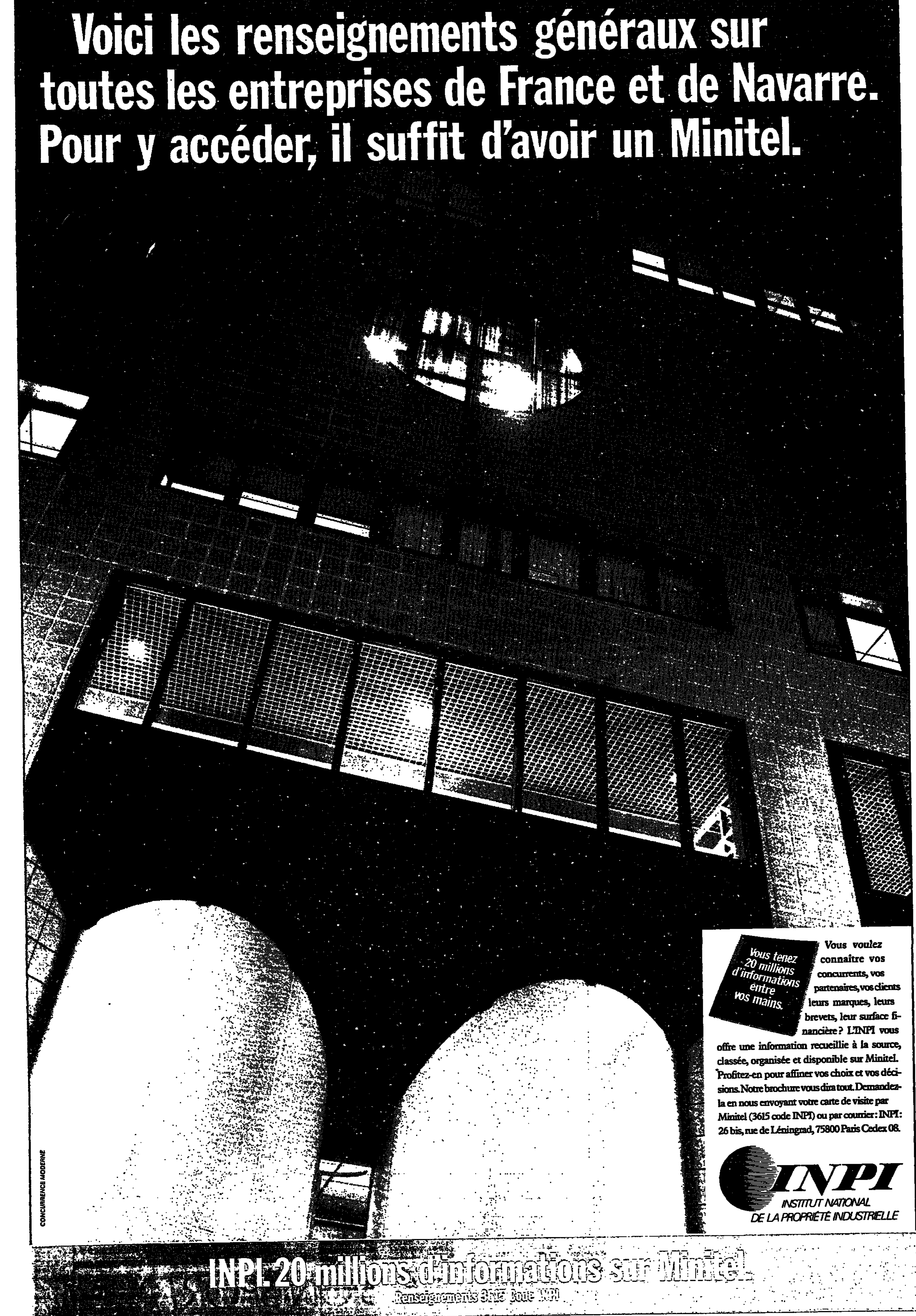
Les thèmes culturels ne seront toutefois pas les seuls abordés au cours du voyage. Durant son séjour en terre hispanophone, le roi Juan Carlos aura l'occasion de visiter quelques-unes des zones qui sont aujourd'hui à la pointe du dynamisme économique américain, notamment en matière de nouvelles technologies. Il s'agira pour le monarque et la délégation qui l'accompagne de favoriser les échanges entre entreprises des deux côtés de l'Atlantique en rappelant que l'Espagne est aujourd'hui pressée de rattraper son retard en matière de technologie et de recherche.

THIERRY MALINIAK.



هكذا من الأصل

Amériques



Europe

Réunis à Berlin-Ouest

Les dirigeants conservateurs européens souhaitent que le problème du terrorisme soit abordé au prochain sommet Reagan-Gorbatchev

Réunis à Berlin-Ouest pour leur traditionnelle rencontre bi-annuelle, les dirigeants des vingt-cinq partis conservateurs européens ont adopté le samedi 26 septembre une résolution sur le terrorisme dans laquelle ils se prononcent pour une interruption des livraisons d'armes aux Etats qui *« engendrent ou soutiennent le terrorisme »*. Ils ont lancé à cette occasion un appel au président Reagan et à M. Mikhaïl Gorbatchev pour que la lutte antiterroriste soit inscrite à l'ordre du jour de leur prochaine rencontre.

La réunion de Berlin, à laquelle ont pris part le chancelier Kohl, le premier ministre britannique, Mme Margareth Thatcher, et le premier ministre français, M. Jacques Chirac, s'est déroulée au Reichstag, l'ancien Parlement allemand, situé contre le mur de Berlin. Elle a surtout été dominée par les négociations en cours sur le désarmement. Dans une déclaration commune publiée vendredi, les participants s'étaient félicités du *« nouveau climat dans les relations Est-Ouest »* résultant de l'accord attendu sur les missiles à moyenne portée. Ils avaient néanmoins réaffirmé la nécessité de réduire aussi le nombre des missiles à longue portée, qui constituent selon eux *« le plus fort potentiel de déstabilisation »*, et l'importance qu'ils attachent aux discussions à venir sur les armes chimiques et conventionnelles.

Les discussions de ces deux jours ont clairement fait apparaître les différences de préoccupations, notamment entre la RFA et les deux puissances nucléaires européennes, La Grande-Bretagne et la France, à propos de la prochaine étape des négociations. Au cours d'une conférence de presse commune, le chancelier Kohl s'était fait vendredi l'avocat d'une stratégie commune de l'OTAN en prévision de la prochaine étape des négociations, insistant sur la menace que représentent tout particulièrement pour l'Allemagne de l'Ouest les armements nucléaires de courte portée déployés par les Soviétiques en Europe de l'Est.

Mme Thatcher et M. Chirac ont en revanche attiré l'attention sur le danger que ferait courir à l'Europe une nouvelle réduction des missiles nucléaires tant qu'un équilibre des forces militaires conventionnelles ne serait pas atteint. M. Jacques Chirac a souligné à ce propos l'importance de *« veiller à maintenir en Europe une capacité suffisante de dissuasion nucléaire »*.

ESPAGNE

Un mort et sept blessés dans deux attentats au Pays basque

L'explosion d'une voiture piégée a fait un mort et six blessés, dimanche 27 septembre, à Saint-Sébastien. L'attentat s'est produit vers 15 h 30, en plein centre de la ville, à quelques mètres à peine de l'endroit où s'était déroulé jusqu'au samedi 26 le Festival international du cinéma.

Une bombe, placée dans une voiture en stationnement et actionnée à distance, a explosé au passage d'une fourgonnette de la police nationale qui se dirigeait vers une manifestation proche. Le conducteur du véhicule a été tué sur le coup. Quatre autres policiers ont été hospitalisés dans un état grave. Deux touristes canadiennes qui se trouvaient à proximité ont également été atteintes.

Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais personne ne doute qu'il soit l'œuvre de l'ETA militaire. Un attentat similaire avait déjà eu lieu vendredi soir à Baracoldo. Un policier avait été très grièvement blessé par l'explosion d'un engin fixé sous sa voiture personnelle. – (*Corresp.*).

Asie

CHINE : la préparation du treizième congrès du PC

M. Zhao Ziyang « ne souhaite pas » conserver la direction du parti

PÉKIN
de notre correspondant

« Je ne souhaite pas être secrétaire général du PCC, car je pense que je ne suis pas fait pour ce poste. Je suis plus fait pour m'occuper de questions économiques parce que, comme certains le disent à l'étranger, je suis un pragmatique. » Ces propos que M. Zhao Ziyang, premier ministre et secrétaire général par intérim du Parti communiste chinois depuis janvier, a tenus le dimanche 27 septembre sur la chaîne de télévision américaine NBC – qui consacre une semaine spéciale à la Chine – surprennent de la part d'un homme dont tout porte à croire qu'il sera confirmé à son poste à la tête du parti par le treizième congrès en octobre, et qu'il devra abandonner la direction du gouvernement à M. Li Peng, un dirigeant plus jeune, mais aussi plus conservateur.

Manque d'enthousiasme

Ce n'est pas la première fois que M. Zhao fait publiquement part de son manque d'enthousiasme envers ses nouvelles fonctions, mais il n'a pas refusé sa nomination : *« Tout militant doit obéir au parti »*, s'est-il contenté de dire.

M. Zhao s'est efforcé de donner à NBC l'image la plus ouverte : il a affirmé que les réformes devraient se poursuivre sans ralentir. Il n'a mentionné que deux des *« quatre principes fondamentaux »* brandis par les conservateurs pour en tempérer le rythme : le socialisme et la direction du parti, omettant la « pensée Mao Zedong » et la dictature du prolétariat. Il a démenti qu'il y ait récemment une répression contre les intellectuels : même exclus du parti, *« ils continueront d'être respectés et pourront encore jouer leur rôle d'intellectuels »*.

Abordant la politique étrangère, M. Zhao a assuré qu'en dépit de l'*« amélioration continue »* des relations économiques et culturelles avec l'URSS, *« il n'y aura aucun changement dans les relations politiques »* avant la disparition des *« trois obstacles »* (1), en particulier le départ des Vietnamiens du Cambodge. Enfin, il a réaffirmé que *« la Chine n'a pas vendu d'armes à l'Iran »*, a refusé de croire que ce dernier possède des fusées chinoises Silkworm – pourtant déployées dans le Golfe, tout en reconnaissant que, en raison de *« la grande complexité du marché international des armes »*, il n'était pas impossible que l'Iran ait acquis indirectement du matériel chinois. Il semble toutefois que Pékin soit devenu l'un des principaux fournisseurs de Téhéran.

Peu avant la diffusion de cette interview, le chef de l'Etat, M. Li Xiannian, avait déclaré à des visiteurs japonais qu'il prendrait sa retraite après le congrès. Le chef de l'Etat chinois est attendu en visite officielle en France au début du mois de novembre.

PATRICE DE BEER.

(1) Retrait des forces soviétiques de la frontière chinoise et d'Afghanistan, retrait des Vietnamiens du Cambodge.

Océanie

FIDJI : après le putsch du 25 septembre

La République pourrait être proclamée à Suva

L'avenir constitutionnel des îles Fidji, trois jours après le second putsch du colonel Sitiveni Rabuka, est en balance entre l'appartenance de l'archipel au Commonwealth et la proclamation d'une République qui l'en exclurait.

Le colonel Rabuka a annoncé, le lundi 28 septembre, à des diplomates étrangers en poste à Suva, la capitale, qu'il avait abrogé la Constitution de l'archipel, Etat indépendant du Commonwealth depuis 1970, et s'apprêtait à nommer un conseil militaire. Il a également fait savoir à plusieurs journalistes, au cours du week-end, qu'il comptait convoquer d'ici à la fin de la semaine une réunion du grand conseil des chefs coutumiers afin d'entériner la proclamation d'une République fidjienne, seul moyen à ses yeux de garantir la suprématie des Fidjiens de souche sur la communauté indienne, légèrement majoritaire.

Le chef des putschistes a rencontré dimanche le gouverneur général, Ratu Sir Penia Penaia Ganilau, représentant de la reine d'Angleterre, qui demeure le chef d'Etat en titre, mais il n'a pas obtenu la démission de ce dernier.

On s'inquiète visiblement à Londres de l'obstination du colonel Rabuka. La proclamation de la République à Suva entraînerait pour les Fidji, en vertu des statuts du Commonwealth, une exclusion immédiate de l'organisation. Divers responsables du Commonwealth se sont montrés réticents à l'idée que l'archipel puisse être réadmis parmi les quarante-neuf membres du groupement si les militaires y détiennent le pouvoir de façon plus ou moins déguisée. Le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, a brandi l'arme de l'assistance économique dont les Fidji bénéficient au titre de leurs relations avec la Grande-Bretagne, et exclu que celle-ci se poursuive en cas de rupture de ces liens.

On craint en outre que la situation ne dégénère à Suva, où l'on a déjà signalé, samedi, un premier incident inquiétant avec l'explosion, à bord d'une voiture, d'une bombe qui a fait un mort – un employé d'origine indienne de l'université du Pacifique sud – et deux blessés.

L'atmosphère restait tendue dans la capitale lundi, des soldats en armes patrouillant en ville. La plupart des magasins appartenant à des Indiens avaient rouvert. En revanche, le colonel Rabuka a annoncé la fermeture *sine die* de toutes les banques, de crainte que la communauté indienne ne procède à des retraits massifs en raison de l'incertitude pesant sur son sort. On a appris, enfin, l'arrestation de deux responsables syndicaux, une mesure qui pourrait déclencher un nouveau boycottage de l'archipel par les syndicats australiens et néo-zélandais, comme cela s'était produit lors du premier putsch de mai dernier à Suva.

F.D.

● **INDONÉSIE : 41 morts dans l'incendie d'un autobus.** – Quarante et une personnes sont mortes, samedi 26 septembre dans l'incendie d'un autobus qui a pris feu sur une autoroute près de Surabaya, dans l'est de Java, a annoncé lundi la police locale. Selon des survivants, une petite explosion a été entendue à l'arrière peu avant l'incendie de l'autobus. – (*AFP.*)

(Publicité)

L'association pour la formation permanente des personnels d'imprimerie annonce la parution pour le 15 octobre 1986 du premier tome d'un ouvrage technique qui regroupera trois volumes * sous le titre général : « La photoreproduction et l'impression offset sur rotatives ».

Après un chapitre portant sur l'histoire et l'avenir des métiers graphiques, du papier et des ouvriers du livre, ce premier volume de 248 pages abondamment illustrées propose des développements très simples et didactiques sur la physique, la chimie, l'électricité, le comportement de la lumière, le fonctionnement des ordinateurs et le rôle des salariés dans la modernisation des entreprises.

A plus d'un titre il dépasse largement le seul cadre des préoccupations graphiques et est susceptible d'intéresser un large public.

En souscription jusqu'au 15 octobre 1987 au prix de 100 F (frais de port en sus) ce livre sera disponible et mis en vente 150 F à compter de la même date.

Vous pouvez adresser votre souscription ou votre commande aux adresses suivantes :
1) AFPPI, 31, rue Paul-Lafargue, 93200 Saint-Denis.
2) Editions François Robert, 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris.

A partir du 15 octobre, vous pouvez également commander l'ouvrage chez votre libraire en précisant l'éditeur.

* Le second volume traitant des matériels d'impression et de leurs équipements paraîtra en janvier 1988 et le troisième portant sur les matières d'œuvre et les méthodes de travail, en janvier 1989.

LIBEREZ-VOUS POUR UN ESSAI

©PUBLICIS D0669



95 808 F
120ch. (86,5kW ISO), 9,7 secondes de 0 à 100km/h, 200km/h sur circuit: la Renault 21 TI n'attend que vous pour démarrer. Lève-vitres électrique avant, sièges baquets, projecteurs additionnels anti-brouillard, télécommande à infrarouge de l'ouverture des portes, vitres teintées: c'est une sportive qui a de la classe. Ne la faites pas attendre. Libérez-vous pour un essai!
Modèle présenté Renault 21 TI. Prix clés en main au 17/09/87. Millésime 88. Consommations UTAC: 5,8L à 90km/h, 7,1L à 120km/h, 10,7L en cycle urbain. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC: votre financement. RENAULT préconise elf

RENAULT 21 Ti: LA LIBERTÉ VERSION SPORT
RENAULT DES VOITURES A VIVRE

هكذا من الأصل

La préparation de l'élection présidentielle

M. Rocard lance sa campagne d'affichage et commence une série de meetings

La campagne d'affichage de M. Michel Rocard a commencé le lundi 28 septembre. Il s'agit d'affiches de grand format, sans référence directe à l'élection présidentielle, qui formulent quatre messages. Elles seront apposées pendant une semaine sur environ 680 panneaux, à Paris et dans les grandes villes de France. La semaine prochaine, M. Rocard commencera une série de meetings pour présenter ses propositions.

Interrogé, le lundi 28 septembre sur Europe 1, à propos de ces affiches, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a remarqué qu'elles ne *« concernent pas directement le PS »*. *« Leur influence,* a-t-il ajouté, *durera ce que dure une campagne, environ huit jours »*. Tout comme l'annonce par M. Jean Poperen, ancien numéro deux du PS, que sa *« composante »* sera présente dans la compétition à l'intérieur du PS si M. Mitterrand ne se présente pas, cette campagne fait partie, pour M. Jospin, des *« éléments préparatoires »* à la désignation du candidat socialiste.

La campagne de M. Rocard *survient* alors que son image se détériore dans l'opinion. Ainsi, dans le sondage effectué par la SOFRES pour *le Nouvel Observateur* du 10 au 14 septembre (et publié dans le numéro daté 25 septembre - 1er octobre de l'hebdomadaire), sur un échantillon national représentatif de mille personnes, *M. Rocard* est cité par 10 % des personnes interrogées comme *« la personnalité la plus apte à exercer la fonction de président de la République »*. (Il est derrière MM. Mitterrand, Barre et Chirac). Seuls 4 % des sondés jugent que M. Rocard est *« la personnalité la plus capable de faire face à une grave crise internationale »*. Sur sa capacité en matière de chômage, de politique internationale, etc., M. Rocard ne recueille que des chiffres inférieurs à 10 %. Pour la première fois, le nombre des Français qui pensent que M. Rocard ne serait pas un bon président est supérieur à celui des Français qui émettent une opinion inverse.

En noir et blanc

Quatre mètres sur trois ; texte noir sur fond blanc ; le paraphe *de M. Rocard* lui-même, *et* au bas des affiches, un bandeau : à gauche, *« Convaincre »* (il s'agit *du club créé par l'ancien ministre* de l'agriculture) et à droite *« le parler vrai »*.

Ces affiches sont un pied de nez à la société audiovisuelle en même temps qu'un pari. Tant dans la présentation que dans les textes, le candidat s'est fait plaisir.

Première affiche : *« Il paraît que je suis trop sérieux. Deux millions et demi de chômeurs, ça vous fait sourire ? »* Deuxième texte, *celui qu'on devrait voir le plus : « J'ai décidé de traverser la période de conquête du pouvoir comme j'ai envie de l'exercer, en reconnaissant la complexité des choses et en faisant appel à la lucidité des gens. »* Troisième message : *« Certains pensent qu'un sourire peut faire office de politique. Croyez-vous qu'on puisse combattre l'inflation en lui faisant du charme ? »* Et enfin : *« On voudrait limiter le débat politique à une bataille de petites phrases. Peut-on combler 30 milliards de déficit du commerce extérieur avec de bons mots ? »*

En contrepoint de cette leçon d'économie M. Rocard explicite sa démarche dans la dernière lettre de son club. Intitulé « Promesses... », son éditorial développe l'idée qu'avoir renoncé aux promesses ne veut pas dire que l'on n'a *« pas de politique »*.

« Avoir une politique, affirme M. Rocard, *ce n'est pas forcément pouvoir la symboliser par des annonces simples et médiatisables. Ou plus exactement, cela n'est possible que sur des objectifs dont on voit mal qui pourrait les contredire (...). Ce n'est pas à ce niveau-là qu'apparaissent les différences. Je crois MM. Barre ou Chirac sincèrement soucieux de l'intérêt de la France. Mais je ne crois pas leurs valeurs, leur démarche, leurs pratiques, aptes à le servir efficacement. Or valeurs, démarches, pratiques, peuvent encore être définies (...) mais elles se prouvent à l'usage bien plus qu'elles ne se détaillent. »*

M. Rocard fait ensuite référence à Pierre Mendès France, dont *« nul ne songerait à dire de lui qu'il n'avait pas de politique »* et dont le discours d'investiture, à part sur l'Indochine, *« était avant tout affaire de méthode et de style, bien plus que sujet à des promesses ou des mesures précises »*. *« La France de l'époque,* conclut l'ancien ministre, *ne s'en est pas trouvée plus mal.*

Une cote d'amour qui faiblit

M. Rocard ne peut plus se permettre une gestion de « père de famille » de son image. *L'enfant chéri des sondages n'a* plus de rente de situation. Il reste l'un des hommes politiques français *les plus populaires, mais* sa cote s'effrite.

L'entourage de l'ancien ministre compte sur un automne actif pour enrayer cette baisse, qui a *ramené, en septembre, le député* des Yvelines à son plus mauvais score depuis 1980 au baromètre *SOFRES-Figaro-Magazine*. Même s'il reste, avec 49 % d'avis favorables, la plus populaire des personnalités de gauche, en dehors de M. Mitterrand (*le Monde* du 5 septembre).

La comparaison des moyennes annuelles, depuis 1981, de la « cote d'avenir » que mesure ce sondage révèle au demeurant que l'image de M. Rocard, pendant cette période, s'est dégradée d'année en année (1). Jusqu'en mars 1986, cette baisse est enregistrée dans un contexte où la gauche *tout entière faiblit dans les* sondages. Mais ce phénomène pourrait aussi indiquer une « banalisation » de l'image du maire de Conflans-Sainte-Honorine. Depuis mars 1986, M. Rocard continue à baisser alors que la gauche remonte. *Effet pervers* de la *stratégie* de différenciation du candidatpar rapport au PS ?

Autre sujet de préoccupation pour M. Rocard : les préférences *pour un candidat exprimées à* l'intérieur de la gauche : selon le sondage BVA-*Paris-Match* de *juillet 1987, 58 % des électeurs* de gauche sont favorables à une candidature de M. Mitterrand. 20 % *seulement* lui préfèrent M. Rocard.

M. Rocard récupère-t-il à droite ce qu'il perd à gauche ? le baromètre IFOP-*Journal du dimanche* d'août fournit, à ce propos, des indications intéressantes : avec 65 % de bonnes opinions parmi les sympathisants du PS, M. Rocard perd 12 *points. Il atteint 50 % de* bonnes opinions parmi ceux de l'UDF (+ 8 %) et 48 % (+ 9 %) au RPR. *Dans l'entourage de* l'ancien ministre, on affirme que le candidat doit être *« de gauche, mais pas révulsif vis-à-vis des centristes »*. Il semble qu'il ne soit pas si facile de faire les deux à la fois.

M. Rocard enregistre, par ailleurs, un revers important dans le patronat : le sondage IPSOS-*le Monde*-TF 1 *publié par le Monde Affaires* du 5 septembre indique que 2 % seulement des *sondés* pensent que l'ancien ministre a *« les meilleures chances »* d'être élu au printemps 1988 ; 8 % seulement des dirigeants consultés pensent que, parmi les présidentiables, M. Rocard est *« celui qui comprend le mieux les problèmes des dirigeants des grandes entreprises »* (M. Miterrand obtient 2 % et M. Barre 54 %).

Enfin, l'image de M. Rocard, non plus dans les sondages mais dans les médias, s'est quelque peu dégradée ces derniers mois. A terme, ce ne sera peut-être pas *sans influence sur l'opinion* elle-même, encore que l'entourage du candidat fasse remarquer *qu'avant l'élection* de 1981 M. Mitterrand avait une presse très sceptique, voire hostile.

L'une des spécificités du personnage Rocard est que certains *électeurs* de gauche *éprouveraient* de fortes réticences à voter pour lui. A l'inverse, certains *électeurs ne voteraient pas* pour un autre candidat étiqueté de gauche. L'un des problèmes de M. Rocard est qu'il risque une déperdition de voix à gauche, alors qu'il aura forcément en face de lui (s'il est candidat du PS)... un candidat de droite.

Face à M. Miterrand, combien M. Rocard obtiendrait-il ? Le sondage *BVA-Paris-Match* de juillet 1987 donnait 30 % des suffrages exprimés à M. Mitterrand, 11 % pour *M.* Rocard. Le baromètre l'*Express*-Louis Harris d'août ne donne plus que 9 % à l'ancien ministre (contre 12 % le mois précédent). M. Rocard entre ainsi dans la zone dangereuse : 10 % des suffrages représentent approximativement la barre en dessous de laquelle l'entourage du candidat ne voudrait pas tomber. Selon ce raisonnement, faire *plus de 10 %*, ce serait assez pour créer un *« rapport de forces »* et conduire le PS — second tour oblige — à ne pas rejeter complètement M. Rocard dans les ténèbres extérieures.

J.-L. A.

(1) De 1981 à 1986, ces moyennes sont respectivement : 60,2 ; 59,8 ; 57,3 ; 55,8 ; 53,9.

L'échéance de 1988 est « très importante » mais « pas décisive »

*déclare M. Marchais au « Grand Jury RTL-*Le Monde *»*

M. Georges Marchais a déclaré, le dimanche 27 septembre, au « Grand Jury RTL-*le Monde* » que l'accord soviéto-américain sur les euromissiles est un *« accord historique »*, car *« c'est la première fois, dans l'histoire de l'humanité, que l'on va revenir en arrière »* dans la course aux armements. Selon le secrétaire général du PCF, le président de la République et le gouvernement sont, au contraire, *« pleinement d'accord sur une politique qui, en définitive, va tout à fait à l'encontre du désarmement »*.

M. Marchais a critiqué les manœuvres franco-allemandes et, au sujet de la force nucléaire française, il a déclaré : *« Il faut revenir à la conception qu'avait fait prévaloir, en son temps, le général de Gaulle : force de dissuasion tous azimuts, sans adversaire déclaré. En l'état actuel, elle est capable d'assurer la défense de notre pays. Par conséquent, il n'y a aucune raison de se lancer dans une politique de modernisation. »*

Après avoir affirmé que *« Le Pen, c'est une politique fascisante »*, le secrétaire général du PCF, interrogé sur la comparaison entre le stalinisme et le nazisme, a déclaré : *« Le stalinisme était une perversion du socialisme. Cela n'avait rien à voir avec le socialisme. C'est aujourd'hui, en définitive, que l'Union soviétique revient, avec sa politique telle qu'elle la développe, à ce que doit être le socialisme : une société de progrès, de bien-être, de liberté et de paix. »* Il a ajouté : *« L'hitlérisme a été la création de la bourgeoisie allemande et de l'impérialisme international, comme un élément de combat contre le socialisme, tandis que le stalinisme, avec ses victimes, est une perversion du socialisme. »*

M. Marchais a indiqué, ensuite, que *« la priorité »*, pour le PCF, est d'*« être sur le terrain,* [d']*aider les gens à se rassembler et à agir pour tenir en échec la politique de la droite »*, et que l'élection présidentielle est, pour les communistes, *« une échéance très importante »* mais *« pas décisive »*.

M. Marchais a affirmé, enfin, qu'il était *« plus préoccupé, aujourd'hui, de savoir si Mottet allait gagner le Grand Prix des nations que de savoir si Juquin sera candidat »* à l'élection présidentielle. *Soulignant qu'« il y a un candidat du Parti communiste, c'est André Lajoinie »*, le secrétaire général s'est demandé quels maires pourraient parrainer la candidature de M. Pierre Juquin, dans l'hypothèse où l'ancien porte-parole du PCF serait candidat au nom des « rénovateurs ».

Six personnages en quête de certitude

(Suite de la première page.)

2. M. Michel Rocard asphyxié. — Au moment où il lance une campagne nationale d'affiches, qui vise à mettre en valeur sa spécificité, M. Rocard est dans une situation inédite pour lui. Pour la première fois en effet, les Français sont plus nombreux à considérer qu'il ne ferait pas un bon président de la République (2). Si M. Rocard est ainsi privé d'oxygène, il le doit au fait que, progressivement, l'idée d'une nouvelle candidature de M. Mitterrand s'installe dans l'opinion. En outre, dans son propre camp, c'est-à-dire à gauche, une candidature Mitterrand s'impose comme la plus efficace. Dès lors, M. Rocard ne donne plus le sentiment d'incarner un combat collectif mais au contraire d'obéir à une démarche individuelle. Sa campagne d'affiches est d'ailleurs de nature à renforcer cette perception. Dans ces conditions, le maire de Conflans-Sainte-Honorine devrait être contraint de revoir sa position officielle de « *candidat quoi qu'il arrive* », sauf à prendre le risque d'un suicide politique.

3. M. Jacques Chirac « gouvernementalisé ». — Pour les trois mois qui viennent, le premier ministre mise tout sur la gestion gouvernementale et son bilan. M. Alain Juppé l'avait précisé récemment au *Monde* : l'axe essentiel de sa campagne sera de *« valoriser »* les deux années d'exercice du pouvoir. Sur la foi de ces deux années-là, M. Chirac dit aux Français : donnez-moi sept ans de plus ! Cette « gouvernementalisation » d'un premier ministre qui avait davantage cherché jusque-là à se comporter en président-*bis* présente un avantage et un inconvénient. Elle a pour but — et y réussit partiellement — de réduire l'espace de MM. Raymond Barre et François Mitterrand. Puisque la majorité est solidaire de l'action gouvernementale, et que M. Barre l'est aussi, il lui sera très difficile de se distinguer, et donc de justifier sa propre candidature. Quant à M. Mitterrand, il a été contraint de durcir le ton pour exister face à un gouvernement qui flatte une catégorie après l'autre. Bref M. Chirac se bat, et cette image-là ne peut que le servir. En revanche, il ne paraît toujours pas en mesure de combler son principal handicap : des deux candidats de la droite, seul M. Barre est crédité d'une réelle capacité à exercer la fonction présidentielle.

4. *M. Raymond Barre bousculé.* — Cette meilleure image présidentielle est naturellement l'atout essentiel de l'ancien premier ministre dans une campagne qui devrait être davantage personnalisée que les précédentes. Alors que le *« microcosme »* semblait déjà considérer que la primaire serait gagnée par M. Chirac — hommage soit rendu sur ce point à la capacité d'influence de M. Denis Baudouin, — M. Barre est toujours en bonne position dans l'opinion : les enquêtes le montrent plus *souvent en tête au premier tour*. En outre, les attaques de M. Mitterrand contre le gouvernement et le dérèglement de la cohabitation qui les avait précédées servent l'ancien premier ministre : n'avait-il pas, le premier, mis en garde contre les effets pervers de cette expérience ?

Le principal problème de M. Barre aujourd'hui est dû à un certain « retard à l'allumage » : il a été bousculé par l'accélération de la campagne, et il a dû — notamment dans le discours prononcé à Autun — se découvrir plus vite et plus fort qu'il ne l'avait prévu.

5. M. André Lajoinie marginalisé. — A l'écart du concert des grands, le Parti communiste, qui enregistre un léger mieux aux élections locales, ne se préoccupe guère *de l'échéance présidentielle*. M. André Lajoinie non seulement doit faire avec l'encombrante présence de M. Georges Marchais, *mais* il a peu de chances de percer dans l'opinion. Il n'a pas saisi la chance qu'il s'était donnée en affrontant M. Le Pen en face-à-face à la télévision, et, plutôt que de se poser en porte-parole de tous les démocrates face au chef de file de l'extrême droite, il s'est englué dans un combat douteux. Même si M. Marchais croit bon d'affirmer, sans conviction, que M. Lajoinie a *« battu Le Pen à plates coutures »*, le candidat communiste ne créera pas autour de lui un mouvement analogue à celui qui avait profité à Jacques Duclos.

6. *M. Jean-Marie Le Pen extrémisé.* — Le président du Front national cherchait la respectabilité. Il est aujourd'hui méprisé et *isolé. La* question est maintenant de savoir si l'affaire des chambres à gaz va être effacée par la course médiatique ou bien si elle marquera profondément le comportement de l'électorat d'extrême droite. D'ores et déjà, M. Le Pen a singulièrement compliqué le jeu de la majorité. Quoi qu'en disent ses porte-parole, la majorité aura besoin de M. Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, et c'est au moment où elle commençait à lui faire des avances que le président du Front national est devenu infréquentable.

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, les inconnues sont nombreuses, et les certitudes rares.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(2) A la question *« Pensez-vous que les personnalités suivantes feraient un bon président de la République dans les sept prochaines années ? »*, les réponses concernant M. Michel Rocard sont les suivantes : 43 % de oui, 45 % de non, 12 % de sans opinion. (Sondage SOFRES-*Nouvel Observateur*).

Le candidat de M. Jean Poperen

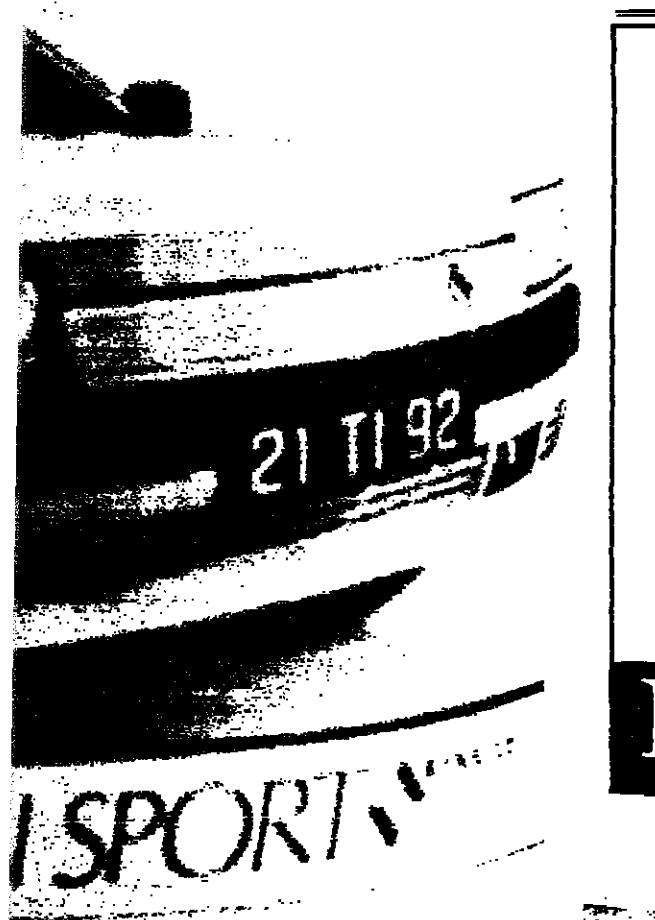
M. Jean Poperen, ancien numéro deux du PS, a affirmé, le dimanche 27 septembre, lors de l'émission « Forum RMC-FR3 », que, si M. François Mitterrand n'est pas candidat, *« la nouvelle composante qui s'est dégagée au congrès de Lille et qui s'affirme chaque jour davantage (...) ne pourrait pas être absente »* de la compétition à l'intérieur du PS. Cette *« nouvelle composante »* est celle que M. Poperen tente de créer depuis son départ de la direction du PS (il a reçu, notamment, le soutien de dissidents de l'ex-CERES, qui lancent en ce moment une campagne de signatures pour soutenir l'initiative de M. Poperen).

Le député du Rhône a précisé qu'*« en aucun cas* [il] *n'imagine être* [lui] *le porte-parole de ce combat-là »*. Bien que M. Poperen n'ait cité *aucun nom*, il pense probablement à son principal lieutenant, M. Jean-Marc Ayrault, trente-sept ans, député PS de Loire-Atlantique et maire de Saint-Herblain.

LEONARD DE VINCI
TRAITÉ DE LA PEINTURE
Textes traduits et présentés par André CHASTEL
18 x 21,5 cm. 370 p.
Nomb. ill. noir et coul. - 275 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

EDOUARD BALLADUR
INVITÉ DU "8 h - 9 h" DE
JEAN-PIERRE ELKABBACH
avec Jean-Pierre Joulin
EN DIRECT DE WASHINGTON
MARDI 29 SEPTEMBRE 8 H - 9 H


DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.



Politique

Au club Espace 89

Comment refaire le terrain perdu par la gauche ?

Lucidité oblige : en 1981, la gauche a gagné électoralement mais elle a perdu idéologiquement. Comment pourra-t-elle refaire le terrain perdu ? Espace 89 s'est penché sur la question à l'occasion d'un séminaire réuni les samedi 26 et dimanche 27 septembre à Evry (Essonne). Ce club, proche du PS, est né, en juillet 1983, du constat suivant : là où la gauche échoue, la droite réussit en reconstituant des réseaux. La génération qui a fait les beaux jours du socialisme triomphant s'interroge sur un ancrage à gauche trop traditionnel qui a montré ses limites. Les intellectuels de gauche sont silencieux, handicapés pour remplir leur fonction de médiateur. Porteurs d'une culpabilité marxiste, ils ne sont plus manichéens, mais leurs discours plus nuancés qu'autrefois ne « passent » pas dans des médias forcément réducteurs. Les syndicalistes sont dépassés par des mouvements partis de la base (conflit des cheminots) ou se montrent moins efficaces que les associations de consommateurs (coup d'arrêt aux chèques payants). La gauche a-t-elle su magnifier le rôle syndical ? Non, constate M. Maurice Benassayag, président d'Espace 89, qui ajoute : *« La gauche au pouvoir a fait la confession, mais pas la grand-messe »*, avec les confédérations.

Pourquoi le succès de Nouvelle Frontière et le recul de la fédération Léo-Lagrange ? Pourquoi l'engouement pour SOS-Racisme et un certain désintérêt pour la Ligue des droits de l'homme ? Les explications prennent en compte le poids du « look » dans ces changements, certes, mais aussi un conflit latent de générations. A M. Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, hostile au principe même d'une réforme du code de la nationalité, M. Francis Terquen, de SOS-Racisme, répond qu'il est plus mobilisateur de proposer une modification de ce code (en l'occurrence de son article 44) pour prévoir que, *« quand on naît en France, on est français »*. « Tension » entre anciens et modernes ? Le sociologue Alain Touraine préfère parler de *« complémentarité »*, de l'émergence de *« nouveaux acteurs sociaux »*, d'*« ouverture de nouveaux lieux de débats »*, et de l'apparition de *« nouveaux thèmes »*.

Quand Mme Geneviève Domenach-Chich, présidente de la fédération Léo-Lagrange et membre du comité directeur du PS, évoque ce nouveau militantisme *« à durée et à champ déterminés »*, où *« les gens sont contents d'être ensemble »*, M. Thierry Mandon, secrétaire général d'Espaces 89, souligne que la *« synthèse d'un monde atomisé »* est difficile à concevoir. Cette tâche reviendrait-elle au Parti socialiste ?

M. Jacques Guyard, député de l'Essonne, a une recette : le contact personnel mené par les élus locaux et les militants est *« un bon moyen de pénétration de nos idées »*, dit-il, à condition qu'il y ait *« cohérence des messages »*. Ce souci de cohérence est particulier à la gauche, remarque M. Jean Poperen, *« la droite n'ayant d'autre fonction*, selon lui, *que de durer tant bien que mal »*. Le député du Rhône s'inquiète du dépérissement du rôle du Parlement, de la prépondérance des médias de communication sur ceux d'organisation, et de l'atomisation des structures sociales. Quant à M. Laurent Fabius, il met l'accent sur quelques paradoxes : dans un monde qui s'internationalise, les institutions restent nationales ; les contre-pouvoirs impartiaux n'ont pas de pouvoirs ; ceux qui sont partiaux en ont, comme la CNCL.

Il souligne les *« déviations »*, les *« perversions »* auxquelles la démocratie directe peut aboutir. Ainsi raconte-t-il qu'en 1985 il avait été envisagé de soumettre à référendum la réduction du mandat présidentiel. M. Mitterrand y avait renoncé, car les Français auraient été tentés de répondre à une autre question que celle posée (pour ou contre M. Mitterrand ? par exemple), et l'opposition se serait empressée de demander, en mars 1986, l'application immédiate du quinquennat.

Pour le Parlement, le député de Seine-Maritime observe : *« Quand on est dans l'opposition, on limite vos possibilités de l'ouvrir ; quand on est dans la majorité, on vous recommande de la fermer. »* Il suggère une autolimitation par le gouvernement du recours aux procédures contraignantes (article 49-3 de la Constitution, notamment). Mais c'est sur le rôle du PS que M. Fabius a insisté. Le parti sera dans les prochaines années *« acteur des transformations sociales »*. D'où des interrogations sur son recrutement, son mode de fonctionnement.

ANNE CHASSEBOURG.

Dans les Hautes-Pyrénées

M. Alain Juppé joue les rassembleurs à Tarbes

TARBES
de notre correspondant

Le malentendu larvé qui existait entre l'UDF et le RPR dans certaines zones des Hautes-Pyrénées paraît dissipé. Du moins, M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, venu, le vendredi 25 septembre à Tarbes, à l'invitation du député UDF, M. Gérard Trémège, se mettre *« à l'écoute des préoccupations des uns et des autres »*, a-t-il voulu donner l'image d'une droite consolidée. MM. Juppé et Trémège ont plaidé l'union et cimenté la fissure née après les élections législatives de 1986 entre le député UDF et M. José Marthe, vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées, ancien secrétaire départemental du RPR. Ce dernier a été, depuis le début de septembre, remplacé dans ses fonctions, dont il avait démissionné fin juin, par M. Pierre-André Breton, conseiller municipal de Bagnères-de-Bigorre, et réputé plus tempéré que son prédécesseur.

Entre une visite dans une entreprise performante, la SEPAME de Lourdes, l'inauguration d'une permanence RPR à Tarbes et un dîner-débat en présence de quatre cent vingt convives, M. Juppé est venu parler *« d'optimisme et de sérénité »*. Evoquant les prochains rendez-vous électoraux, il a déclaré : *« La seule menace qui existe, c'est la division de la majorité. »* Quant à M. Trémège, il a placé cette visite sous le triptyque *« du témoignage, du symbole et du gage de l'avenir »*.

Sur le plan strictement départemental, M. Juppé a annoncé l'octroi d'une enveloppe de 2,8 millions de francs au site de Soulom, dans le cadre de la revitalisation industrielle de la région, et a évoqué la prochaine réforme de la taxe de séjour, un sujet qui divise le secteur hôtelier, principalement à Lourdes.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

Le comte de Paris prépare sa succession

« Acte dynastique » à Amboise

Dimanche 27 septembre, en présence de plus de trois mille invités réunis dans les jardins du château d'Amboise (Indre-et-Loire), propriété de la Fondation Saint-Louis qu'il préside, le comte de Paris (soixante-dix neuf ans), chef de la Maison de France, a chargé son petit-fils le prince Jean (vingt-deux ans), étudiant en philosophie, *« d'exercer pleinement* [après sa disparition] *les droits et devoirs historiques et politiques de la famille capétienne »* (*le Monde* daté 27-28 septembre).

AMBOISE
de notre envoyé spécial

Homme politique bien de son temps, donc homme de médias, le comte de Paris avait visé juste en fixant aux deux tiers de l'année commémorant l'élection de son ancêtre Hugues Capet au trône de France *l'« acte dynastique »* par lequel il tente d'assurer selon ses vœux sa succession.

Le prétendant à la couronne de France pouvait d'autant moins manquer d'attirer l'attention que la cérémonie d'Amboise constitue à proprement parler une innovation dans les traditions de sa famille — sauf à y voir une adaptation du sacre des héritiers présomptifs, du vivant de leur père, pratiqué jadis par les premiers Capétiens encore mal assurés.

Ajoutons le soleil frais de l'automne tourangeau et la vaste terrasse surplombant la Loire d'un palais à jamais marqué par les fortes figures de François 1er et de Catherine de Médicis. Sans oublier le piment politique contemporain apporté par l'absence remarquée du maire de la petite cité (douze mille habitants), M. Michel Debré (RPR), dont *« un voyage à l'étranger était prévu de longue date »*, mais qui, en réalité, selon un de ses proches, *« n'avait pas voulu cautionner un événement à ses yeux antirépublicain »*. Pour compenser, les « gaullo-monarchistes » se poussaient du coude au passage du général Alain de Boissieu, gendre de De Gaulle.

Bref, ce fut une journée réussie avec de subtils équilibres. Sur une estrade en plein air, le comte de Paris — entouré de sa belle-fille, Marie-Thérèse de Wurtemberg (divorcée de son fils aîné Henri (1), et faite depuis lors par son beau-père duchesse de Montpensier), et de trois des cinq enfants (les deux autres sont handicapés) de celle-ci, Marie, Jean et Eudes — assista à une messe en français entrecoupée de quelques cantiques en latin.

Puis celui que les royalistes nomment le *« Prince »*, faute de pouvoir dire *« le roi »*, prit la parole, définissant l'*« acte dynastique »* comme la *« réaffirmation publique de la volonté de la Maison de France de poursuivre son œuvre au service de la patrie »*. Se tournant ensuite vers celui qui, pour quelques minutes encore, était simplement « Jean de France », il martela : *« Tu sais que le chef de notre Maison doit préserver sa pleine indépendance à l'égard de toutes les formations politiques et de tous les groupes d'intérêt. »*

Le prince Jean, costume sombre et œil bleu de France, répondit : *« Si, un jour, les circonstances amenaient les Français à me confier des responsabilités nationales, ce sera parce que, par mon travail et, je l'espère, par les services rendus, j'aurai mérité cette confiance. »*

Le comte de Paris conféra ensuite les titres de « duc de Vendôme » à Jean et de « duc d'Angoulême » à Eudes. La République ne reconnaît naturellement que par courtoisie ces apanages fictifs, ultimes restes d'un antique usage de la lignée capétienne. Le nom de Vendôme appartient à cette dernière depuis 1364 et celui d'Angoulême depuis 1317. Avant d'être rois, Henri IV porta le premier et François 1er le second. Le dernier prince titré Vendôme fut Emmanuel (1872-1931), arrière-petit-fils de Louis-Philippe 1er et le dernier titré Angoulême fut Louis (1775-1884), fils de Charles X et époux de Madame Royale, fille de Louis XVI.

L'absence d'Henri de France

La salle des états généraux — décorée d'un portrait de l'émir Abdelkader d'Algérie, hôte forcé d'Amboise (2) de 1848 à 1852 — devait ensuite être le lieu d'une plus prosaïque conférence de presse du comte de Paris et des deux nouveaux ducs.

Après un coup de chapeau à la *« bonne Constitution de 1958 »* et à la *« présente cohabitation qui est à la fois royale et républicaine »*, et une condamnation du référendum en Nouvelle-Calédonie, *« qui coince la population* [de l'île] *dans un système ne donnant pas entière satisfaction »*, Henri de France a dû quand même s'expliquer sur le grand absent — et, pour tout dire, le « gros nuage » de la journée, un autre Henri de France, son fils aîné, père de Jean et de Eudes.

Le bruit avait couru avec insistance dans les hôtels bondés d'Amboise que le prince Henri, aperçu en ville par plusieurs personnes, se trouverait sur le podium, en signe de réconciliation avec son père. Celui-ci lui tient en effet rigueur non point tant de son divorce (le comte de Paris est lui-même séparé de son épouse Isabelle d'Orléans-Bragance) que pour son remariage en 1984, évidemment civil, et de plus sans consentement préalable du chef de la dynastie, selon l'usage, avec Mme Michaëla Cousino, d'une famille franco-espagnole établie au Chili.

Révélant qu'il avait ces temps derniers *« revu fréquemment »* son fils, le comte de Paris a précisé : *« Nous ne sommes pas encore parvenus à une entente, mais l'espérance demeure. »*

Dérisoire sans doute au regard de la vie politique actuelle sur laquelle les princes français n'ont plus de prise, important peut-être pour une minorité de Français (selon un sondage IPSOS-*le Point* de début 1987, 17 % d'entre eux sont favorables au rétablissement de la royauté) (3), l'« acte dynastique » d'Amboise porte en lui, sauf si un accord intervient ultérieurement, les germes d'une querelle de succession sans précédent dans les annales capétiennes (3).

Il en est cependant de la famille de France comme du Parti socialiste français : dans un cas comme dans l'autre, tant que le « vieux chef » sera là, les fleurets resteront au fourreau, ou du moins seront mouchetés.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) A l'occasion de leur mariage en 1957, de Gaulle, qui y voyait, dit-on, un symbole de la réconciliation franco-allemande, avait écrit au comte de Paris : *« L'avenir du prince Henri, celui des vôtres, sont intégrés aux espérances de la France. »*

(2) Louis Lataillade, *Abdelkader, adversaire et ami de la France*, Pygmalion, 250 pages.

(3) La plupart des aspects juridiques et historiques des successions capétiennes sont décrits dans *la Légitimité dynastique en France*, (130 pages grand format), ouvrage de Hugues Trousset que viennent de publier les éditions Roissard, 44, rue Bizanet, 38000 Grenoble.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA *Master of Business Administration*
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur :
Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2e CYCLE *Intensif :*
Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America 17-25, rue de Chaillot (Métro Iéna), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America - San Francisco - California

Deux élections cantonales et une municipale

LOT-ET-GARONNE : canton de Beauville (1er tour).

Inscr., 1 987 ; vot., 1 440 ; suffr. expr., 1 392. MM. Jean-Pierre Bissières (UDF), 756 voix, *ÉLU* ; Pierre Gorju (PS), 460 ; Mme Ginette Dussel (PCF), 176.

[Le candidat de la majorité a remporté dès le premier tour cette élection partielle, organisée à la suite du décès, le 17 août, de Claude Archambault de Vençay, conseiller général (UDF) de Beauville depuis 1973. M. Bissières, qui a recueilli 54,31 % des voix, perd près de 3 points par rapport au résultat obtenu par M. Archambault de Vençay en 1985 (57,15 %). En l'absence de la représentante du Front national qui recueillait 5,01 % des suffrages en 1985, les deux candidats de gauche réalisent une bonne opération : avec 12,64 % des voix, la candidate du PCF gagne près de 2 points par rapport à son score de 1985 (11,09 %), tandis que celui du PS, qui obtient 33,04 % des voix, améliore de plus de 6 points le résultat obtenu par le candidat socialiste (26,73 %).

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 1 958 ; vot., 1 524 ; suffr. expr., 1 496 ; Claude Archambault de Vençay, 855, *RÉÉLU* ; Mme Salles (PS), 400 ; Dussel, 166 ; Lautan (FN), 75.]

MOSELLE : canton de Maizières-lès-Metz (2e tour).

Inscr., 16 427 ; vot., 9 985 ; suffr. expr., 9 604. Mme Claudette Lamm (PCF), 5 228 voix, ÉLUE ; M. Maurice Demange (RPR), m. de Maizières-lès-Metz, 4 376.

[Le Parti communiste conserve le seul siège qu'il détient au conseil général de Moselle. En recueillant 54,43 % des suffrages, Mme Lamm, épouse de Claude Lamm, conseiller général sortant décédé, a amélioré de près d'un point le résultat obtenu par les trois candidats de gauche au premier tour (53,61 %) et de près d'un demi-point celui de son mari aux élections cantonales de 1985 (53,99 %). Elle a essentiellement bénéficié d'une meilleure mobilisation électorale ce dimanche (39,21 % d'abstentionnistes au lieu de 44,59 % au premier tour).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 16 427 ; vot., 9 102 ; suffr. expr., 8 869. M. Demange, 3 091 ; Mme Lamm, 2 931 ; MM. Todeschini (PS), 1 785 ; Kiffer (FN), 514 ; Girard (ext. d.), 396 ; Sauzé (POE), 113 ; Dal Pozzolo (MPPT), 39. Au second tour du scrutin de 1985, Claude Lamm l'avait emporté avec 5 780 voix, contre 4 925 à M. Demange, sur 10 705 suffrages exprimés, 11 116 votants et 16 474 électeurs inscrits.]

MOSELLE : Longeville-lès-Metz (1er tour).

Inscr., 2 745 ; vot., 1 758 ; suffr. expr., 1 534. Liste div. droite, conduite par M. Henri Chateau, 1 113 voix, 24 ÉLUS ; liste div. gauche, conduite par M. René Branche, 421 voix, 3 ÉLUS.

[La liste conduite par M. Chateau a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, en août dernier, de Robert Henry, maire (div. d.) de Longeville-lès-Metz. En recueillant 72,55 % des suffrages, la liste de la majorité ne retrouve pas le score obtenu par la liste emmenée par M. Henry au premier tour du scrutin de 1983 (76,15 %).

Au premier tour de l'élection de 1983, la liste conduite par Robert Henry l'avait emporté, avec 1 597 voix et 24 sièges, contre 500 voix à celle conduite par M. Branche qui avait obtenu 3 sièges, sur 2 097 suffrages exprimés, 2 141 votants et 2 706 électeurs inscrits.]



Dans les hôtels Holiday Inn® les chambres sont plus spacieuses que dans la plupart des chambres d'hôtels, et la qualité des chambres spécialement aménagées pour satisfaire l'homme d'affaires n'entraine pas de suppléments.

Et tout cela avec un service discret mais professionnel, rend les voyages d'affaires tellement plus faciles.

Vous avez tout ce que vous pouvez souhaiter et souvent plus, mais sans que cela vous coûte davantage.

C'est ça, les hôtels Holiday Inn.

You're more than welcome.*



POUR TOUTE RESERVATION, CONTACTEZ RESERVATIONS CENTRALES PARIS, (1) 43 55 39 03, OU L'UN DES 10 HOTELS HOLIDAY INN EN FRANCE.
LILLE AEROPORT 20 97 92 02 - LILLE NORD MARCQ-EN-BAROEUL 20 72 17 30 - LYON ATLAS HOLIDAY INN CROWNE PLAZA 72 61 90 90 - NICE AEROPORT 93 83 91 92 - PARIS-ORLY (1) 46 87 26 66 - PARIS-PLACE DE LA REPUBLIQUE (1) 43 55 44 34 - PARIS-PORTE DE VERSAILLES (1) 45 33 74 63 - PARIS-ROISSY-CHARLES DE GAULLE (1) 39 88 00 22 PARIS-VELIZY (1) 39 46 96 98 - STRASBOURG 88 35 70 00
* VOUS SEREZ TOUJOURS LES BIENVENUS.

L'Université et les technologies nouvelles

L'entrée en force de la télématique

SAINT-ETIENNE
de notre envoyé spécial

« L'Université se lançant dans la télématique me fait penser à une grand-mère qui voudrait apprendre à faire du patin à roulettes. » Lancée sans ménagement dès l'ouverture des deuxièmes Journées UNISTEL (Université et télématique), qui se sont déroulées du 22 au 24 septembre à Saint-Etienne, cette formule d'un étudiant en communication visait juste. A en juger pourtant par le nombre des participants – plus de deux cent cinquante personnes, venues d'une cinquantaine d'universités, – la grand-mère a bon pied, bon œil et fait des adeptes.

C'est en effet le premier enseignement de ces trois journées de réflexion : après la presse, l'entreprise ou les collectivités locales, le minitel est en train d'acquérir droit de cité dans les universités. Il y a un an, les quelques services de télématique universitaire qui existaient à Dauphine, Montpellier, Nancy, Saint-Etienne ou Bordeaux faisaient figure de pionniers. En juin dernier, l'on recensait déjà une vingtaine de services. Aux Journées de Saint-Etienne, ce ne sont pas moins de trente-cinq responsables de services vidéotex qui présentaient leurs réalisations ou des projets bien avancés. Autrement dit, une université française *sur deux* est aujourd'hui en passe d'utiliser la télématique.

Ardeur de néophytes

Et le mouvement n'est pas terminé. Selon une enquête menée à l'occasion de ces Journées (1), il apparaît que les responsables universitaires, présidents ou secrétaires généraux, sont tout à fait favorables à ce nouveau média : 87 % d'entre eux estiment que le minitel est un outil de communication efficace et *la quasi-totalité* (97 %) prévoient que leur université développera un service télématique, dont la moitié dès l'année prochaine. La DBMIST, la direction des bibliothèques du *ministère de l'enseignement* supérieur, qui a beaucoup œuvré depuis quelques années pour sensibiliser les universitaires aux nouvelles technologies de l'information, ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Elle a profité des rencontres de Saint-Etienne pour publier un annuaire des services universitaires vidéotex et surtout un guide juridique destiné à faciliter les démarches des promoteurs de services (2).

Le minitel entre donc peu à peu dans les mœurs universitaires. Cette banalisation et la maturité grandissante qui l'accompagne autorisent d'ailleurs l'ensemble des partenaires (ministère, responsables des services universitaires d'orientation, documentalistes et *bibliothécaires*, enseignants, mais aussi administratifs et étudiants) à adopter à l'égard de la télématique une attitude plus critique qu'auparavant. L'ardeur des néophytes n'a pas faibli mais chacun évalue mieux les limites de leurs services et les spécificités du vidéotex.

Trop faible audience

Le bilan dressé par la plupart des participants d'UNISTEL est sans ambiguïté : les services qu'ils ont mis en place sont *loin* – parfois très loin – d'être parfaits. L'enquête réalisée à l'initiative de la DBMIST le confirme. En matière de contenu tout d'abord, *« la qualité moyenne des services est le plus souvent décevante »*. L'orientation *« informative »*, qui est la règle générale, entraîne un sous-emploi de l'interactivité télématique. Rares sont en *effet les universités qui offrent* aux usagers du minitel des services d'information actualisée et vivante (offres d'emploi, report de cours, manifestations, etc.) ou des services d'échanges directs entre utilisateurs (messageries ouvertes, petites annonces, tests de connaissance par exemple).

En outre, la tonalité fréquemment *« administrative »* des services *fait* qu'ils apparaissent souvent comme la transposition à l'écran des documents habituels de présentation d'une université, de ses formations *et de ses prestations*. A côté de quelques initiatives dynamiques, comme UNAIX (faculté de sciences économiques d'Aix-Marseille II), bien des services télématiques présentent encore, en matière de graphisme, de maquette, d'affichage, de ton ou de définition de rubriques, une allure peu attrayante, surtout pour des étudiants qui ont pris l'habitude des services grand public.

Enfin, la promotion de la télématique universitaire est largement insuffisante. Beaucoup reste à faire sur ce plan : meilleure définition des publics visés (étudiants, enseignants ou usagers extérieurs à l'université), recherche de partenaires disposant de relais efficaces (presse ou collec*tivités locales, par exemple*), *mais* surtout *« développement massif des lieux de consultation publique dans l'université afin de susciter un trafic de découverte »* et une base d'utilisateurs réguliers. Or, a côté de l'effort réalisé sur ce point par UNISTEL Montpellier, qui a dispersé près de deux cents minitels en accès gratuit sur l'ensemble de l'université, bien des services n'offrent que de rares points de consultation. Ce manque de promotion explique largement l'audience souvent très faible des services universitaires : trois d'entre eux seulement atteignent ou dépassent *les* trois mille interrogations mensuelles.

Centralisation et spécialisation

Ces constats sévères n'ont cependant pas découragé les responsables présents à Saint-Etienne. Au contraire : *le consensus était général* sur la nécessité de dépasser le bricolage qui a présidé jusqu'à présent à la plupart des initiatives. Mme Marie Marchand, de la direction générale *des télécommunications, a fait un* tabac en présentant pourtant des recommandations très carrées : centralisez les moyens, spécialisez les fonctions et animez les réseaux, bref, ayez une approche professionnelle ! Toutefois les promoteurs de la télématique universitaire ont tendance à expliquer les imperfections de leurs services par une insuffisance de moyens financiers et humains. Et à éluder du même coup des blocages beaucoup plus profonds.

Malgré l'intérêt affiché par les présidents d'université, l'ensemble de la communauté universitaire apparaît en effet beaucoup plus réservée, indifférente, voire dédaigneuse. Et foncièrement réticente à l'égard d'un média qui risquerait de bousculer des cloisonnements et un isolement qui ne sont pas sans confort. Deuxième point de blocage : il apparaît de plus en plus évident que, faute de se regrouper au niveau local et régional, les animateurs de services télématiques risquent de s'épuiser. Mais ce qui est *déjà difficile à réaliser au sein même* d'une université paraît encore utopique entre plusieurs établissements. Enfin les minitélistes de Saint-Etienne ont passé sous silence un point essentiel : l'Université ne serait-elle pas la mieux placée pour explorer les possibilités pédagogiques de l'outil télématique ? Ne trouverait-elle pas, sur ce terrain, une raison spécifique et valorisante de s'approprier ce média ?

GÉRARD COURTOIS.

(1) *Les Services vidéotex universitaires*, étude réalisée par la société Futur simple pour la DBMIST et la DGT.

(2) *Université, vidéotex : guide des aspects juridiques*, par Jean Martin et Odile Conseil. DBMIST, 3, bd Pasteur, 75015 Paris.

Les enseignants revendiquent le droit de copier les logiciels

L'inculpation, le 27 août dernier, pour contrefaçon de logiciels informatiques, d'un professeur de l'IUT d'informatique de l'université, Paul Sabatier de Toulouse, est en train de déclencher un mouvement de solidarité dans l'ensemble de la communauté universitaire. L'affaire remonte au printemps dernier, lorsque l'association pour la protection des logiciels porte plainte pour commercialisation frauduleuse de copies de logiciels informatiques. L'enquête aboutit en avril à l'inculpation de deux étudiants toulousains, mais ceux-ci désignent l'un de leurs professeurs de l'IUT d'informatique comme étant à l'origine des copies des disquettes incriminées, et cet enseignant est à son tour inculpé.

La mobilisation de ses collègues toulousains est immédiate. Dès le 12 septembre, des universitaires – dont les trois présidents des universités de Toulouse ainsi que les directeurs d'institut universitaire de technologie (IUT), d'unité de formation et de recherche (UFR) et de laboratoires de recherche – *publient un communiqué dans la Dépêche :* ils affirment être amenés, eux aussi, à enfreindre la loi du 3 juillet 1985 sur le droit d'auteur. L'article 47 de cette loi, qui organise la protection des logiciels, interdit en effet *« toute reproduction autre que l'établissement d'une copie de sauvegarde par l'utilisateur »*.

Or les enseignants d'informatique, ainsi que d'autres disciplines utilisant des logiciels, soulignent que, devant la modicité des moyens budgétaires dont ils disposent et du fait du coût des logiciels, *« ils sont amenés à faire des copies pour faciliter l'enseignement »*. Ces « copies pédagogiques », estiment-ils, sont la seule solution dont ils disposent pour faire travailler correctement *leurs étudiants. Ils demandent donc*, d'une part, à être inculpés à leur tour par solidarité avec leur collègue et, d'autre part, un assouplissement de la législation *« en ce qui concerne l'utilisation purement pédagogique des logiciels »*.

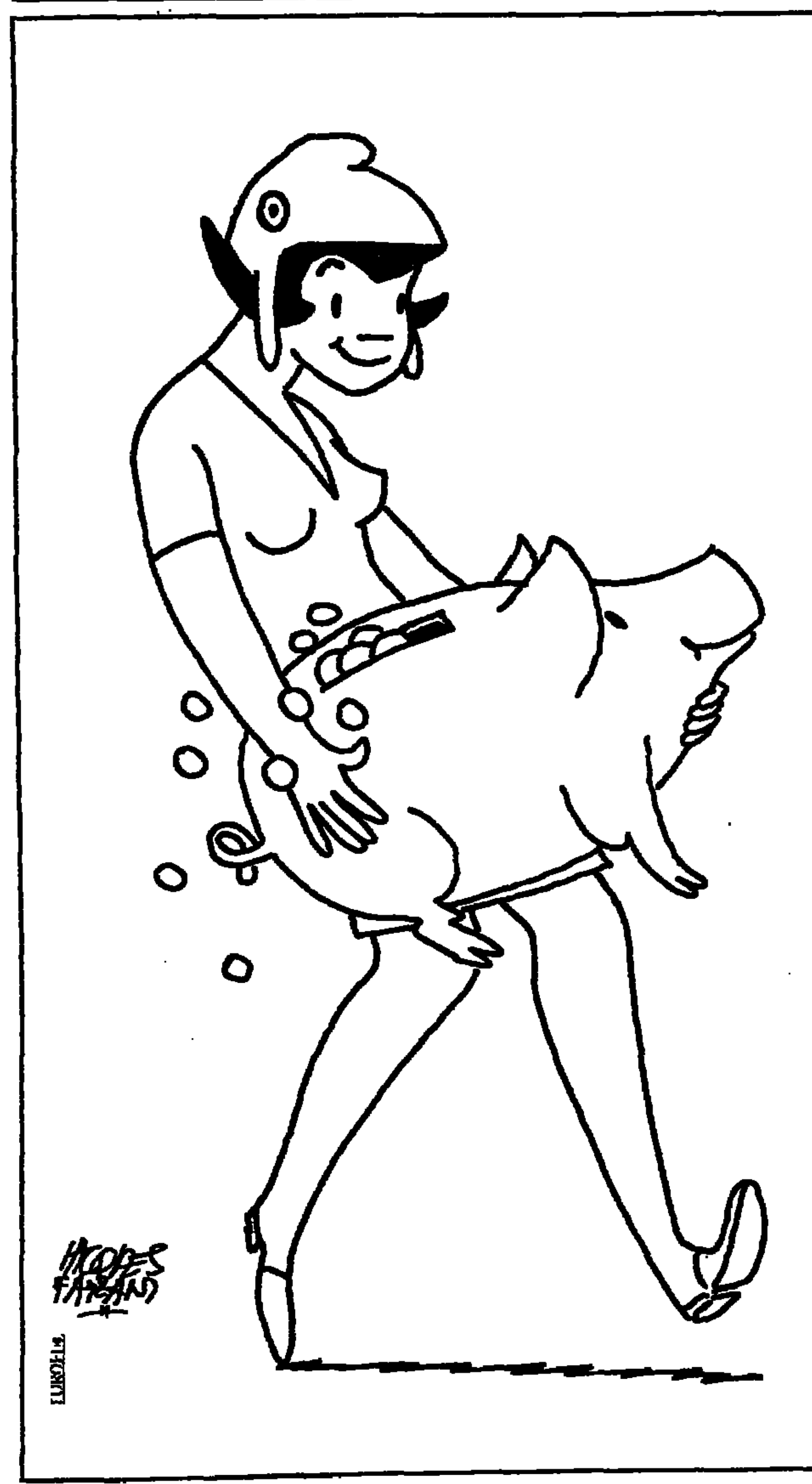
En quelques jours, l'affaire a pris une ampleur nationale. Le comité de soutien à l'enseignant toulousain a adressé une lettre de demande d'inculpation par *solidarité à l'ensemble des présidents* d'université française, directeurs d'IUT, de départements d'informatique et de Maîtrise d'informatique appliquée à la gestion (MIAGE). En quarante-huit heures, ils ont reçu environ trois cent quarante demandes d'inculpation venant de collègues informaticiens de toute la France et espèrent atteindre rapidement un millier de réponses.

M. Jean-Jacques Conté, président de l'université Paul-Sabatier, s'est adressé à M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, pour prendre la défense de l'enseignant inculpé, *« dont l'intégrité ne peut être mise en cause »* et pour lui demander de prendre rapidement des mesures afin que les enseignants puissent désormais assurer leur mission pédagogique *sans être en permanence* sous le coup de la loi. Au ministère de l'enseignement supérieur, l'on estime qu'il *« faudrait effectivement modifier la loi de 1985 »*. Mais *« ce n'est pas facile »*, ajoute-t-on. M. Jacques Valade, qui se rend à Toulouse le 1er octobre, pourrait saisir cette occasion pour préciser officiellement sa position.

G. C.

● **Manifestations pour les écoles basques.** – De brefs affrontements ont opposé, samedi 26 septembre à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), les forces de police et mille cinq cents manifestants venus réclamer des subventions de l'éducation nationale en faveur des Ikastola, écoles où l'enseignement est dispensé en basque.– *(Corresp.)*

COMMENT SAUVER LA SECU ?
SCIENCE & VIE ÉCONOMIE OCTOBRE



CHOSE PROMISE, CHOSE DUE.

MOINS D'IMPOTS

1 La bonne gestion de l'Etat permet de **réduire** les impôts de **69 milliards** de francs*.
La moitié de cette baisse profite aux entreprises. Celles-ci auront ainsi **accru leurs investissements de 10%** en 1986 et 1987, soit plus en 2 ans que pendant les 8 années précédentes.

2 L'impôt sur le revenu des Français est **allégé** de près de **22,5 milliards** de francs en 2 ans soit 10% du montant total de l'impôt sur le revenu payé en 1986*.

Revenu mensuel 1987 d'un couple avec 2 enfants	Impôt payé en 1986	Impôt payé en 1988	Baisse de la pression fiscale (en %)
7.500 F	1.358	0	–100,0%
9.000 F	3.048	2.077	– 35,0%
30.000 F	52.978	52.189	– 6,9%

(*) Projet de loi de finances pour 1988. Documentation à demander à : B.P. 36 - 93152 LE BLANC-MESNIL.

3 Préparant 1992, le gouvernement réduit la TVA sur :
• les automobiles et les motos de plus de 240 cm³ : de 33,3% à 28%,
• les disques : de 33,33% à 18,6%,
• les médicaments de 7% à 5,5%.

La France tient le bon cap !

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION

Société

L'automne basque d'Iparretarrak

(Suite de la première page.)

Mais l'inconscient basque, les conversations ou les tentations d'analyses contournent avec soin le « cas Bidart », trop embarrassant pour les uns, trop proche du « syndrome Mesrine » pour les autres. Les nationalistes qui s'interrogent, les enquêteurs qui s'essaient à une explication de la violence d'Iparretarrak, parlent actuellement plus volontiers de Maddy pour appréhender l'aventure collective d'une poignée de clandestins basques. Quand cet officier de gendarmerie veut résumer ses impressions encore flottantes, il évoque le destin de la jeune militante : « *Une méprise*, dit-il, *un terrible gâchis.* »

Rêves de souveraineté

Aujourd'hui martyre au souvenir douloureux pour les nationalistes, Maddy, la jeune employée de vingt-cinq ans, a vécu quatre ans de clandestinité, et quelques mois de prison. Son enfance, son adolescence à Hélette, un village proche de Saint-Etienne-de-Baïgorry, avaient ressemblé à celles de tous les militants. Avec une mère, un maire, un curé dévoué à la tradition basque, avec des rêves de souveraineté « euskadienne » auxquels les jeunes se laissent aller le dimanche sur les places d'églises du pays intérieur, à l'heure de la pelote, de la danse ou du chant.

Rien d'original. Très exactement l'éducation de base donnée quelques kilomètres plus haut dans la montagne à Philippe Bidart, et à ses trois frères, comme à Gaby Mouesca (repris), à Joseph Echeveste (en fuite), ou à Didier Laffitte (décédé). Un mélange de ferment catholique inspiré par ces prêtres basques proches de la « théologie de la libération », d'attachement pieux à la langue et à la culture, et d'admiration envieuse pour le combat mené au sud par l'ETA.

Simplement, certains, même parmi les *Abertzale*, ces sincères, se hasardent à dire que Maddy n'avait pas tout à fait la vocation d'une clandestine. Qu'elle aurait bien pu être, comme d'autres figures d'Iparretarrack, *dépassée par les événements*, piégée par l'engrenage de l'attentat et de la fuite permanente. La jeune militante était douce et terriblement dévouée. On ajoute « *un peu paumée aussi* ». Elle aima Gaby Mouesca, autre chef d'Iparretarrak.

Elle s'était fait prendre la première fois parce que, un jour de 1984, un indicateur de police avait vendu des explosifs à l'organisation basque, et que la jeune fille avait conservé le stock dans la cave de son ancien logement. En 1986, un commando l'avait libérée en compagnie de Mouesca : un très « joli » coup, mené de main de maître par Philippe Bidart à la prison de Pau. Maddy avait-elle tellement envie de retourner dans la clandestinité ? Elle s'expliqua plus tard avec les mots stéréotypés des communiqués. Elle parut, quelques instants, à visage découvert, lors d'une conférence de presse nocturne. On ne cache pourtant pas aujourd'hui, à Hélette, qu'à certains signes la jeune fille était peut-être lasse de ses com*bats dans l'ombre*.

Parmi ses proches, certains, à mots couverts, laissent entendre qu'elle aurait secrètement préféré achever sa peine de détention. Huit mois encore avant la liberté et le droit de circuler, sans la crainte de tomber sur une patrouille... Elle fut reprise le 22 avril, quelques minutes avant sa mort. Elle courut à perdre haleine sur le ballast de la voie ferrée, pour distancer le policier qui la poursuivait. Elle tenait un pistolet à la main. Maddy ne tira pas.

« *C'était une fausse dure*, reconnaît un policier. *Rien à voir avec les terroristes italiennes, avec les fille d'Action directe ou les Basques espagnoles.* » Une perdante née pour les exigences de la clandestinité, trop douce, trop fragile.

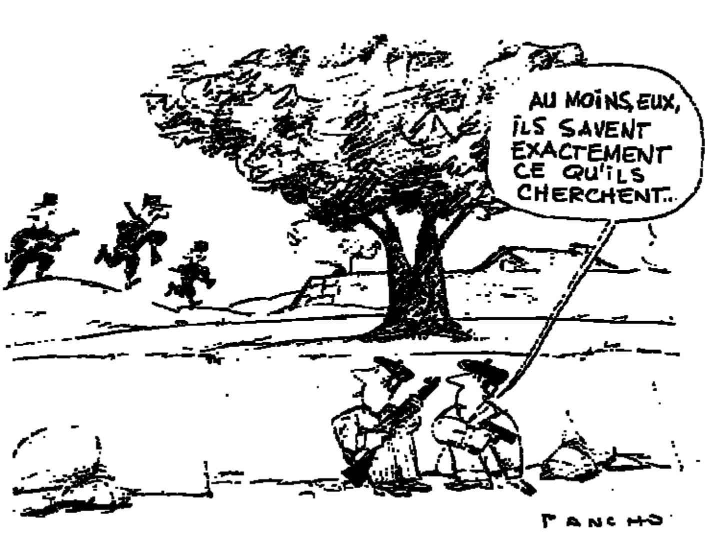
Un sentiment de culpabilité

L'inadaptation de Maddy aux méthodes qu'elle avait elle-même choisies pourrait s'appliquer à la *plupart des desseins individuels* des membres d'Iparretarrak. Une hypothèse paradoxale est même avancée :les clandestins basques seraient enlisés dans un sentiment de culpabilité, imprégnés, même l'arme à la main, de fortes valeurs catholiques, mal à l'aise dans la peau de desperados, incapables de cynisme.

Un détail étonne toujours les observateurs basques : les communiqués d'Iparretarrak, même après des événements graves, même après une mort d'homme, contiennent toujours inconsciemment une forme d'excuse implicite : « *Nous ne recherchons pas l'affrontement* », écrivent les amis de Philippe Bidart, quand, à trois reprises, leur chef tue des membres des forces de l'ordre. « *Nous n'avons pas choisi la lutte armée de gaieté de cœur* », lit-on dans chacun des dix numéros d'*Ildo*, le journal de l'organisation.

Le Pays basque en armes est, en effet, loin d'Action directe ou de la Corse. La mort du gendarme Buschmann, *le 24 août*, a provoqué une certaine tristesse, une nouvelle crise de doute même parmi les *Abertzale*. Les enquêteurs eux-mêmes ont pu le constater. « *Vous croyez que ça ne nous fait pas mal au cœur ?* », demande « Xan Cascara », militant d'Elan, la vitrine politique de « Ceux du Nord », et qui passe pour l'un des théoriciens du mouvement. Comme Maddy, comme Philippe Bidart, Xan a été profondément marqué par son éducation religieuse.

Comme tous ceux qui tentent, ces temps-ci, d'expliquer « *le geste de Philippe* », cet intellectuel militant n'a pas recours aux mots de la haine.



Il ne justifie rien, surtout politiquement. « *A Biscarrosse, le 24 août, c'était lui ou le gendarme*, dit-il. *Je préfère que mon frère vive, c'est tout.* »

Les communiqués révèlent une autre anomalie : les revendications sont toujours fort modérées, hors de propos, démesurées par rapport à la violence exprimée par la clandestinité. *Dans le long récit difficile*, maladroit, du meurtre de Biscarrosse, Iparretarrak résume ses trois seules volontés : « *L'officialisation de l'Euskara* », la langue basque ; une économie faisant la part moins belle au tourisme, et la « *définition d'un cadre institutionnel permettant au peuple basque de déterminer librement son avenir, de maîtriser tous les paramètres de son existence* ».

Rien de très extrémiste, rien qui puisse s'apparenter politiquement au dessein du terrorisme radical de la fin des années 70 en Europe. Aucune trace de séparatisme. Les *Abertzale* ont, depuis longtemps, renoncé à toute idée d'une réunification de part et d'autre des Pyrénées d'un Euskadi libre.

« *Quelque chose cloche dans cette histoire* », répète un officier de gendarmerie spécialisé depuis des années dans les affaires basques. Pour la première fois, avec une telle force, sans doute en raison de la précipitation des drames, des voix se sont élevées pour affirmer que « *la lutte armée ne se parle plus qu'à elle-même* » ; qu'elle n'a peut-être été, en dix ans, qu'une suite brouillonne de circonstances.

L'obsession d'une culture basque

De plus, rares sont les personnes capables de raconter au Pays basque l'histoire trop mouvementée d'Iparretarrak, et surtout les raisons de la naissance de cette organisation.

Tout commence au début des années 70, dans le terreau nationaliste de Saint-Etienne-de-Baïgorry. Philippe Bidart, ses frères, les frères *Isteque, quelques autres, rêvent* d'imiter les *Etarras* du Sud, de copier au Nord les méthodes employées au-delà du col d'Ispéguy. Ce besoin de ressemblance a sans doute été le plus déterminant. « *Ils ont eu comme nous le complexe de Guernica* », note l'ancien maire de Baïgorry, M. Jean Haritschelhar, directeur du Musée basque de Bayonne. « *Pour ma génération, ce fut 1936. Pour la leur, le procès de Burgos.* »

Pendant plusieurs années à partir de 1973, Iparretarrak manifestement se cherchait, apparemment sans rien *demander au mouvement* basque lui-même, occupé à défendre sa cause par des moyens légaux. Un pharmacien fut attaqué dans des circonstances demeurées mystérieuses. La maison d'un chasseur fut plastiquée dans la montagne. Un rocher explosa devant la caravane du Tour de France.

A quoi servirent les attentats des années qui suivirent ? La mémoire *abertzale* mélange les dates, les objectifs. Le mouvement, comme entraîné par ses clandestins, s'efforce de faire croire qu'il agit sur ordre d'un comité exécutif. Un premier militant est arrêté. Deux autres meurent tués par la bombe qu'ils avaient placée sous la voiture du sous-préfet de Bayonne. Le 7 novembre 1981, Xavier Monterala et Philippe Bidart commettent une attaque à main armée à Saint-Paul-lès-Dax (Landes). Bidart apprend l'arrestation de Monterala après qu'il s'est réfugié à Durango (Espagne). Il entre alors en clandestinité.

Pour venger cette première série d'échecs, Iparretarrak commettra, l'année suivante, l'irréparable. Ce que le mouvement n'assumera jamais : le meurtre de deux CRS à Saint-Etienne-de-Baïgorry. Un meurtre involontaire et non un assassinat, puisque Philippe Bidart et ses compagnons voulaient « simplement » à l'origine enlever les deux policiers en patrouille. Mais une rafale de pistolet mitrailleur fut tirée... Iparretarrak ne revendiqua jamais ce meurtre. ETA tenta d'obtenir, en vain, la paix des bombes et des armes. Le mal était fait. Philippe Bidart et les clandestins, Mouesca, Echeveste, Perez, Maddy et les autres allaient dorénavant consacrer l'essentiel de leur énergie militante à survivre, à échapper aux poursuites.

*Deux autres fois, le chef d'*Iparretarrak tua pour s'enfuir, pour tenir encore. En 1983, à Léon (Landes) un gendarme, et cet été encore, à Biscarrosse.

Nombreux sont, aujourd'hui, les Basques qui considèrent que l'histoire politico-militaire de ce groupe s'est arrêtée depuis le début des années 80. Beaucoup estiment que la contribution des clandestins à la cause n'a été, depuis, qu'une source d'ennuis et de tracasseries policières. Les « actions concertées », le plasticage de la voie ferrée Paris-Madrid en 1983, juste avant le passage du Talgo, la campagne antitouristes de 1984-1985, se sont soldés par des échecs mal ressentis par des sympathisants.

La destinée d'Iparretarrak, depuis, échappe pour beaucoup au « problème basque ». Les *Abertzale* pleurent leurs morts. Beaucoup abriteraient encore Philippe Bidart ou Joseph Echeveste pour une nuit, « *parce que ce sont des frères* ». Mais un fossé s'est creusé. Navrés, crédules, les sympathisants assistent, désormais, à une chasse à l'homme qui les émeut, mais qui concerne de *moins en moins* leurs convictions ou leur engagement.

PHILIPPE BOGGIO.

L'ex-CRS Jean-Paul Taillefer remis en liberté

Nombreuses réactions après l'arrêt de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône

Jean-Paul Taillefer, l'ex-CRS qui avait tué en 1980 un jeune Maghrébin, Houari Ben Mohamed, dix-sept ans, lors d'un contrôle d'identité, à été libéré le vendredi 25 septembre dans la soirée, vingt-quatre heures après sa condamnation pour « *homicide involontaire* » à dix mois de prison, dont quatre avec sursis, par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône (*le Monde* daté 27-28 septembre).

Ce verdit, qui avait provoqué l'indignation des parents de la victime et de nombreux habitants des cités populaires de Marseille, continue de susciter de vives réactions.

Le comité de soutien à la famille de la victime, Houari Ben Mohamedd, a appelé à une manifestation qui doit avoir lieu le samedi 3 octobre à Marseille. Dans un communiqué, le comité souligne qu'il « *ne peut qu'exprimer sa révolte et ses craintes devant une telle injustice* ».

Pour sa part, l'association SOS-Racisme déclare dans un communiqué : « *Sept ans après sa mort, la mémoire de Houari Ben Mohamed vient d'être bafouée.* » L'association annonce que son président Harlem Désir demande à rencontrer le garde des sceaux, M. Albin Chalandon.

L'association France-Plus estime, de son côté, que le verdit « *tendrait à démontrer à l'évidence qu'il existe aujourd'hui en France deux catégories de justiciables* ».

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), soulignant que le verdict est « *le reflet d'un climat malsain qui risque de le détériorer encore* », demande : « *Est-ce ainsi que notre société répond à l'inquiétante multiplication des attaques, crimes, bavures, visant les immigrés et leurs enfants ?* »

D'autre part, la radio algérienne a, elle aussi, vivement critiqué le verdict. Selon elle, cette clémence signifie que « *six mois de prison, c'est tout ce que vaut la vie d'un homme* ».

Enfin, deux journaux marocains d'opposition, *l'Opinion* et *Al Bayane*, s'inquiètent du « *laxisme* » de la cour française.

● **Fusillade dans un cabaret parisien : trois morts.** — Samedi 26 septembre vers 20 heures, deux hommes ont ouvert le feu au pistolet-mitrailleur à l'intérieur d'un des plus grands cabarets de Pigalle, le Topless, 60, boulevard de Clichy, tuant un touriste américain, M. Bach-Thien Vu, ainsi que deux employés de l'établissement, Mlle Dolorès Cesped et M. Rupen Kuyumcyal. Un troisième employé, M. Jean-Luc Nicoli, a également été touché par une balle dans la jambe.

Les policiers de la brigade criminelle chargée de l'enquête n'écartaient dimanche aucune piste, mais semblaient s'orienter vers la recherche de deux individus parlant italien, présents peu avant le drame dans l'établissement, et qui s'étaient disputés avec des membres du personnel. Selon ces derniers ils se seraient montrés menaçants en quittant le Topless vers 19 heures. Dimanche, plusieurs établissements de Pigalle n'avaient pas ouvert leur porte en signe de deuil.

● **Un ancien membre du SAC assassiné à Sète.** — Robert Sonié, quarante-neuf ans, directeur à Montpellier d'une société de surveillance spécialisée dans la protection des boîtes de nuit, a été tué à Sète, dans la nuit du 25 au 26 septembre, par des inconnus qui ont tiré sur lui plusieurs décharges de fusil de chasse. Robert Sonié avait été dans les années 70 responsable départemental du Service d'action civique (SAC).

● **Les trois personnes interpellées à Bordeaux sont inculpées et écrouées à Paris.** — Catherine Totorica-Ondicola, son époux Christian Ondicola et Xavier Macazaga-Urrutia, basque espagnol, membre présumé de l'ETA militaire interpellé avec eux le 23 septembre dans le Sud-Ouest (*le Monde* daté 27-28 septembre), ont été transférés à Paris, où Michel Legrand, premier juge d'instruction, les a inculpés, lundi 28 septembre, d'association de malfaiteurs dans les termes de la loi de septembre 1986 visant les entreprises de terrorisme. Ils ont été placés sous mandat de dépôt et écroués.

Deux extrémistes italiens arrêtés en France

L'ancienne terroriste Raffaela Esposito voulait reconnaître publiquement que « la lutte armée est une erreur »

VALENCE
de notre correspondant

L'ancienne militante de l'organisation terroriste italienne Prima Linea Raffaela Esposito, vingt-cinq ans, arrêtée vendredi après-midi à Montélimar (Drôme), a été écrouée samedi 26 septembre à Valence en attendant son éventuelle extradition pour l'Italie. Visée par neuf mandats d'arrêt internationaux, la jeune femme était recherchée pour escroqueries, complicité de meurtres, fabrication d'engins explosifs et vols à main armée.

A l'époque de son activité terroriste (1979 à 1981), Raffaela Esposito était spécialisée dans l'attaque de carabiniers pour s'emparer de leurs armes et dans le « braquage » de banques pour financer l'organisation terroriste. Elle aurait rapporté plus de 70 millions de lires aux caisses du mouvement, lors d'une attaque à main armée à Naples. La jeune femme avait échappé aux policiers lors du démantèlement de Prima Linea en novembre 1981.

Arrêtée six ans plus tard, la jeune terroriste voulait, semble-t-il, tirer définitivement un trait sur son passé. Installée depuis un an et demi dans une ferme du village ardéchois d'Aubignas, Rafaella Esposito avait écrit au printemps dernier aux juges et aux procureurs italiens qui la recherchaient, pour leur dire qu'elle voulait bénéficier du statut de « dissociée ». Contrairement aux terroristes « repentis » qui livrent à la police les noms de leurs complices, les « dissociés » reconnaissent publiquement que « *la lutte armée était une erreur* », mais ne collaborent en aucun cas avec les policiers. Ce simple aveu d'avoir commis une erreur peut amener les juges à la clémence.

Quelques mois auparavant, l'ancienne terroriste avait fait une démarche identique auprès du consulat d'Italie à Marseille. Mais le courrier posté à Montélimar ainsi que l'adresse où les magistrats italiens étaient censés envoyer leurs réponses aux lettres de Rafaella Esposito — celle d'un de ses amis domicilié à Montélimar — ont dénoncé la jeune femme.

Ce sont des inspecteurs de la direction centrale des renseignements généraux et du SRPJ de Lyon qui ont procédé à son arrestation en pleine ville, alors qu'elle se rendait à son travail : depuis quinze jours, elle vendait des sacs à main dans une boutique de Montélimar.

Si l'on en croit son ami Jean-François, Rafaella avait définitivement coupé les ponts avec le terrorisme : un passé dont elle parlait peu. Elle avait débuté à dix-sept ans, enrôlée par son beau-frère déjà membre de Prima Linea.

« *Après, je crois que tout est allé très vite, comme un engrenage*, explique Jean-François. *Mais aujourd'hui, c'était fini et elle avait envie de vivre libre et non plus dans la clandestinité* ».

L'an dernier, ses parents étaient venus de Naples voir Raffaela en Ardèche.

GÉRARD MÉJEAN.

Marco Affatigato est écroué à Grenoble

Marco Affatigato, trente-quatre *ans, militant* de l'extrême droite italienne, vient d'être arrêté à Valence (Drôme) en compagnie de deux autres personnes dans le cadre d'une enquête menée par le SRPJ de Lyon sur une affaire de chèques falsifiés. Les policiers ont saisi sur eux une série de faux chèques d'un montant d'environ *40 millions* de francs. On se trouverait en présence d'un réseau à ramifications internationales.

Marco Affatigato, qui a été inculpé et écroué à la prison de Varces, près de Grenoble, le 18 septembre, avait été impliqué en Italie dans l'attentat de la gare de Bologne qui fit quatre-vingt-cinq morts et deux cents blessés le 2 août 1980, et qui fut revendiqué à l'époque par le mouvement d'extrême droite italien Ordine Nuovo. Mis hors de cause dans cette affaire, il faisait l'objet de plusieurs mandats d'arrêt pour association de malfaiteurs et détention d'explosifs à la suite d'autres attentats commis en Italie. Considéré comme un ami de Mario Tutti, animateur de la récente prise d'otages à la prison de l'île d'Elbe, Affatigato, qui a acquis la nationalité française par mariage, avait été arrêté à Monte-Carlo le 4 août 1980, puis extradé à la demande des autorités italiennes. Il devait être libéré de la prison de Pistoïa en 1986 et avait regagné la France. Il semble que la police française ne l'avait pas perdu de vue.

L'assassinat en avril de Me Mecili

La France a expulsé un suspect vers l'Algérie

Dans son édition du 28 septembre, l'hebdomadaire *le Point* affirme que la police française a interpellé, il y a plusieurs semaines, « *dans le plus grand secret* », un Algérien qui serait impliqué dans l'assassinat d'Ali Mecili, avocat français d'origine algérienne, proche de MM Aït Ahmed et Ahmed Ben Bella, tué à Paris le 7 avril 1987 (*le Monde* du 9 avril). Entendu par Mme Françoise Canivet-Beuzit, juge d'instruction chargé du dossier, le suspect, Abdelmalek Amellou — présenté par *le Point* comme un « *proxénète* », — aurait été expulsé vers l'Algérie le 14 juin.

Selon le Point, l'assassinat aurait fait l'objet d'un « appel d'offres » dans le milieu pour la somme de 800 000 F. Abdelmalek Amellou, plusieurs fois condamné pour vol, chèques sans provision et détention d'armes, aurait servi d'intermédiaires. Interpellé peu après par la brigade criminelle, il a nié toute participation au meurtre d'Ali Mecili et n'a pas été reconnu par l'amie qui accompagnait l'avocat lorsque celui-ci a été assassiné. Les policiers ont néanmoins trouvé dans l'appartement d'Abdelmalek Amellou un ordre de mission de la Sécurité militaire algérienne l'autorisant à utiliser un véhicule officiel mis à sa disposition par les services algériens.

Toujours selon *le Point*, le véritable assassin « *aujourd'hui identifié, a pris le large.* » Quelques jours après son interpellation par la brigade criminelle, Abdelmalek a été expulsé vers l'Algérie.

L'éventuelle implication des services secrets algériens dans l'assassinat d'Ali Mecili est considérée comme hautement probable par les observateurs de la vie politique algérienne. Au ministère de l'intérieur on confirmait, lundi 28 septembre, qu'Abdelmalek Amellou, placé sur écoutes téléphoniques pour une affaire de proxénétisme, a bien été expulsé vers l'Algérie après que M. Robert Pandraud eut signé son arrêté d'expulsion. On confirme également que le suspect était en possession de papiers émanant de la Sécurité militaire algérienne. Maintenu en garde à vue, puis entendu par le juge d'instruction, Abdelmalek Amellou a été libéré sans qu'aucune charge ait pu être retenue contre lui.

Replacé immédiatement en garde à vue, à la demande de M. Gilles Boulouque, juge d'instruction chargé du dossier concernant plusieurs attentats commis à Paris, Abdelmalek Amellou, qui, au téléphone, avait confié à l'une de ses amies qu « *il valait mieux ne pas se promener dans les grands magasins après le 15 juin* », a, cette fois encore, été relâché.

Trois détenus s'évadent de la prison de Montpellier

Après avoir pris un gardien en otage, sous la menace d'un revolver, trois détenus se sont évadés, dimanche 27 septembre, de la prison de Montpellier. Au moment de la distribution de café, peu après 7 heures, Hamdale Djemaa, vingt-neuf ans, a menacé d'une arme un gardien et l'a forcé à ouvrir les cellules d'André Gausserent, trente-six ans, d'André Ségura, vingt-huit ans, et d'un petit délinquant, Guy Rocher.

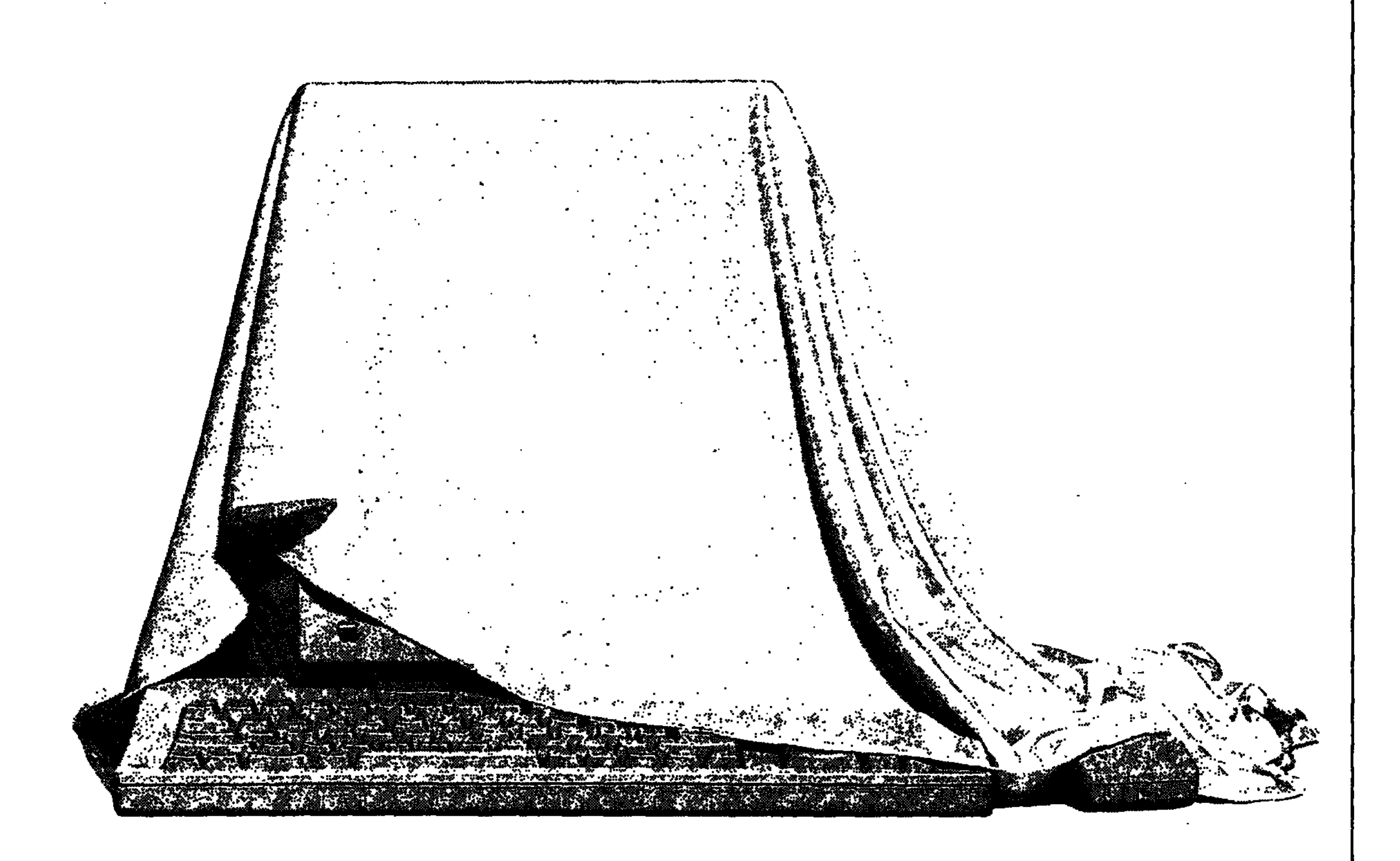
Après avoir franchi sous la protection de leur otage les différentes portes, les fuyards ont escaladé le mur d'enceinte et sauté dans la rue, disparaissant immédiatement. Seul Rocher, blessé lors de son saut, a été repris.

Gausserent venait d'être condamné, samedi 26 septembre, à seize ans de réclusion criminelle pour une *série* d'attaques à main armée, et purgeait depuis le 10 février dernier une peine de prison à perpétuité pour le meurtre d'un gendarme en juillet 1984. Djemaa était en instance de jugement pour avoir fait évader en 1985, à la suite d'une fusillade, son frère Ibrahim du palais de justice de Montpellier. Ségura, pour sa part, s'était déjà évadé du palais de justice de Nîmes en 1986, sous la menace d'un faux revolver.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Apple Expo 87 : inutile de taper 36.15 pour que je vous montre tout.



Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées de Apple Computer Inc. C.L.M. & BBDO

Si vous désirez vraiment taper 36.15 (code d'accès : Villette, mot clé : Apple) vous trouverez tous les renseignements utiles à propos d'Apple Expo.

Toutefois, si vous désirez faire des rencontres intéressantes, ou tout simplement tout voir d'un coup d'œil décomplexé, nous avons toujours pensé chez Apple que rien ne remplacera les vraies expériences humaines, et surtout pas les machines.

En fait, il s'agit d'un coup d'œil particulièrement panoramique puisque vous pourrez en 14.000 m² à travers 160 exposants contempler tout un univers, sa culture, son présent et son avenir, celui d'Apple.

Celui de votre Apple.

Voyons d'abord ce que vous pourrez voir du 30 septembre au 3 octobre.

Lorsque vous aurez vu l'ensemble des produits Apple et non Apple, mis au point par des développeurs extérieurs, vous pourrez contempler tous les logiciels disponibles aujourd'hui sur l'Apple II ou Macintosh ; avec une attention toute particulière pour les derniers-nés des Etats-Unis visibles en France pour la première fois.

Au passage, n'oubliez pas de demander au Macintosh II de se livrer à une petite exhibition personnelle.

Gardez un peu de votre temps pour regarder les domaines où Apple tient une place toute particulière, comme l'éducation ou l'édition personnelle.

Et si vous n'êtes toujours pas rassasiés, arrêtez-vous au village de formation pour demander à voir tout ce que vous n'auriez osé imaginer.

En ce qui concerne les rencontres, rien n'a été laissé au hasard. Que ce soit au cours de l'une des nombreuses conférences, pendant un spectacle, au Club Apple, ou tout simplement au restaurant, vous rencontrez qui vous voulez.

Apple Expo du 30 septembre après-midi au 3 octobre 1987. La Grande Halle - La Villette. Heures d'ouverture : mercredi de 12 h à 19 h, autres jours de 10 h à 19 h. Jeudi : journée professionnelle. Métro : Porte de Pantin.



Apple Expo - La Grande Halle - La Villette. la grande halle Du 30 septembre au 3 octobre. Apple

Sports

FOOTBALL : la réussite de Niort en championnat

Les Chamois s'installent au sommet

La douzième journée du championnat, disputée samedi 26 septembre, a été marquée par la défaite à domicile de Marseille, devant Auxerre (0-1). Les Chamois niortais, grâce à leur victoire sur Brest (3-0), sont désormais seuls à la deuxième place du classement à trois points de Monaco, victorieuse de Lille (1-0) et devant Bordeaux vainqueur de Laval (1-0).

NIORT
de notre envoyé spécial

Un déluge à faire déborder le marais poitevin tout proche ! Quand une dépression s'installe, comme ce week-end, sur la région, les dirigeants des Chamois niortais essuient un petit coup de déprime. Non pas qu'ils craignent de voir leurs joueurs patauger sur la pelouse et s'enliser au classement. Ceux-ci ont au contraire facilement conservé leur deuxième place face à une fantômatique équipe de Brest. Mais la pluie est le seul élément capable de décourager les pèlerins qui, de plus en plus nombreux, convergent vers le stade de cette « Venise verte ». Ici, en effet, l'unique tribune couverte n'offre que 2 500 places abritées. Le public niortais doit vivre son rêve à la belle étoile, sur des praticables métalliques installées à la hâte au début de l'année.

Malgré la précarité de l'accalmie, ils étaient près de 9 000 au coup d'envoi samedi soir. Une foule considérable pour cette équipe qui, il y a seulement quatre ans, se débattait en quatrième division devant une poignée de mordus. L'essor des Chamois promus cette saison après une courte halte au purgatoire de la deuxième division a, selon Patrick Parizon, entraîneur comblé, « *bouleversé la vie du Niortais, une personne naturellement pondérée mais qui nous manifeste beaucoup d'enthousiasme* ». Après les victoires à Monaco et à Lille, les supporters étaient plusieurs milliers à attendre leurs héros en pleine nuit sur le petit aérodrome de Niort.

Les tribunes démontables du stade se dressent comme les échafaudages d'un club en construction, club-champignon dont les structures tentent de rattraper les résultats sportifs. En bondissant d'un seul coup du niveau régional à la cime de l'élite nationale, les Chamois ont placé la municipalité niortaise dans une situation inédite. « *Il faut accompagner l'événement et le vivre dans la mesure et l'enthousiasme*, dit Bernard Bellec, maire (PS) de la ville. *Niort n'aura jamais les moyens financiers des grandes métropoles. Nous devons les remplacer par l'intelligence et le travail.* » Pour adapter les infrastructures au standing sans cesse amélioré du club, la commune a néanmoins dû consentir « *un investissement de 10 millions de francs en dix-huit mois sur un budget moyen annuel d'investissements de 70 millions* ». L'aide municipale, comprenant une subvention de 1,2 million de francs, est estimée par le maire à 4,5 millions de francs. Cet effort est compensé, selon M. Bellec, par le fait que « *les Chamois sont le premier vecteur de la promotion de la ville dont l'essor économique passe par le développement d'une notoriété* ». Par sa résonance médiatique, le football est un bon coup publicitaire pour une ville que peu de Français savent situer correctement sur une carte.

Toutefois, M. Bellec prévient : « *Si le phénomène devait se pérenniser, il faudrait songer à des équipements d'une autre dimension que la commune ne pourrait assumer seule.* » Appel du pied en direction des collectivités régionales (60 % de spectateurs ne sont pas niortais) et de l'Etat.

« Imiter Saint-Etienne et Nantes »

La pérennisation ! C'est l'obsession des dirigeants du club. Malgré les bons résultats actuels, l'objectif n'a pas été révisé à la hausse. Il demeure le maintien. Et si possible pour longtemps. « *Le but est de s'implanter définitivement en première division*, explique Patrick Parizon. *L'édifice est encore branlant car nous savons commencé par construire le toit, mais nous nous efforçons de l'asseoir sur des fondations solides. Nous voulons imiter Saint-Etienne et Nantes, des clubs qui perdurent malgré les aléas sportifs.* »

Rude programme pour un club passé sans transition de l'amateurisme au professionnalisme. Toutes les tâches doivent être menées de front et en urgence. L'homme-orchestre est Pierre Figari, chef du service informatique de la ville de Niort, porté à la présidence en juin 1984, au plus fort de la crise du petit club. Aujourd'hui, ce Corse de quarante-sept ans déploie toute son énergie à « *tirer des sonnettes* » pour boucler un budget de 30 millions de francs.

Soutenu pour ses matches à domicile par un centre commercial local, le club n'a pas encore de sponsor pour ses rencontres à l'extérieur. « *De même qu'il est difficile de recruter des joueurs de renom parce qu'ils redoutent de s'embarquer dans une galère, il est difficile de trouver une entreprise acceptant de lier son image à un club nouvellement promu* », explique Pierre Figari.

Effectivement, dans les rangs niortais, il n'y a pas de vedettes. Le génial Abedi Pelé, dont le manager s'était montré trop gourmand, est parti. Une dizaine de joueurs plus ou moins anonymes, recrutés sur les bancs de touche des clubs huppés, ont renforcé l'effectif. « *Ces joueurs dits « moyens » ont envie de prouver qu'ils ont du talent* », dit le président. Patrick Parizon, qui vient de signer un nouveau bail de trois ans avec le club après avoir failli le quitter à l'intersaison, a réussi l'amalgame en un temps record. Sur le terrain, la force de Niort est collective. Cet état d'esprit plait car, selon M. Bellec, « *il est conforme à la ville où les notions de solidarité, de mutualité et d'entraide sont très vivantes* ».

L'autre « vecteur de notoriété » de Niort, plus ancien, ce sont en effet les mutuelles. Des entreprises qui font de cette ville de 65 000 habitants la cinquième place financière de France. Elles ne se désintéressent pas du club puisque le comité d'honneur, qui regroupe soixante-dix entreprises, est présidé par un dirigeant de la MACIF, M. Jean Simonnet. Mais leur engagement demeure discret car, fait remarquer M. Bellec, lui-même cadre de direction d'une mutuelle, « *ce sont des sociétés à vocation nationale qui n'ont pas d'obligation particulière à l'égard des Chamois. Leur participation financière à cette aventure ne peut se concevoir qu'à travers une démarche conforme à leur objet et un message conforme à leur éthique* ». En attendant, la MAAF, la MAIF et la MACIF sont les sonnettes que M. Figari tirent avec le plus d'insistance dans l'espoir de « *faire un grand club* ».

« *On cite la réussite de Laval et d'Auxerre, mais ces clubs tirent la ficelle*, dit-il. *A Niort, il y a le potentiel pour faire mieux.* » Les exploits des Chamois lui sont d'un précieux secours pour « *rassurer les partenaires qui attendent notre consolidation* ». Et si ce président d'un club encore fragile fait preuve de tant d'assurance, c'est qu'il a « *conscience qu'en cas de pépin, les mutuelles ne laisseront pas tomber les Chamois* ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Orage sur le Vieux Port

Atmosphère de crise autour au stade vélodrome. La défaite de l'Olympique de Marseille sur son terrain le samedi 26 septembre face à Auxerre (0 à 1) a mis la cité phocéenne en ébullition. A la sortie du stade, une cinquantaine de supporters surexcités ont pris joueurs et entraîneurs à partie. Le président de l'OM lui-même est sorti de ses gonds.

La pitoyable prestation de ses joueurs a inspiré d'acides commentaires à Bernard Tapie, visiblement ulcéré par le recrutement effectué par Michel Hidalgo et Gérard Banide. « *Il ne suffit pas de prendre la liste des internationaux*, a-t-il déclaré. *Chez nous, trop de joueurs ont leur carrière derrière eux. Ce soir, ils se sont planqués pour ne pas commettre d'erreurs* ».

A la recherche d'un peu de sérénité, l'OM se cache dans l'arrière-pays pour préparer son match de Coupe d'Europe, le mercredi 30 septembre. Signe d'une profonde fâcherie entre la ville et le club, la location ne marche pas très fort. OM-Leipzig pourrait se jouer devant moins de trente-cinq mille spectateurs.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Espagne

Cavalier seul de Nigel Mansell

Le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) a remporté sa cinquième victoire de la saison en gagnant le Grand Prix d'Espagne de formule 1 automobile, dimanche 27 septembre, sur le circuit de Jerez (Andalousie). Après avoir doublé son coéquipier brésilien Nelson Piquet dès le premier tour, le Britannique a effectué un véritable cavalier seul pour s'imposer devant les deux McLaren-Tag-Porsche du Français Alain Prost et du Suédois Stefan Johansson.

Sur ce circuit étroit et trop sinueux, où le revêtement très sale interdisait de s'écarter de la trajectoire sans risquer la sortie de route, la tâche du Britannique a été involontairement facilitée par le comportement du Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Honda) qui a résisté jusqu'à neuf tours de l'arrivée pour tenter de préserver sa deuxième place sans changer ses pneus.

A l'inverse d'Alain Prost qui a su, une fois de plus, attendre son heure pour passer à l'offensive, Nelson Piquet a manifesté une trop grande fébrilité dans ses tentatives pour doubler son compatriote puis pour résister au Français. Après un tête-à-queue et une sortie de piste, il a dû se contenter du quatrième rang à l'arrivée, mais demeure le mieux placé pour le titre mondial des conducteurs.

Alors qu'il ne reste plus que trois grands prix à disputer (Mexique, Japon et Australie), une victoire suffirait à Nelson Piquet pour lui assurer un troisième titre si Nigel Mansell ne termine pas ce jour-là deuxième et ne gagne pas les deux autres courses. Deux victoires consacreraient le Britannique si son coéquipier brésilien ne finit plus dans les trois premiers. Pour conserver son titre, Alain Prost devrait impérativement gagner les trois dernières courses sans que Nelson Piquet ne termine jamais mieux que troisième.

G. A.

MOTOCYCLISME : Grand Prix du Brésil

Gardner champion

« Je veux absolument battre Mamola lors du Grand Prix du Brésil afin de remporter le titre avant la dernière course de la saison », **affirmait Wayne Gardner le 13 septembre au soir du Grand Prix du Portugal.**

Pari tenu pour le pilote australien, qui, au guidon de la 500 cm3 Rothmans-Honda, a remporté dimanche 27 septembre le premier Grand Prix disputé sur le circuit de Goiania, près de Brasilia. Parti en pole position, Gardner, l'amoureux de la vitesse (*le Monde* du 15 septembre), a mené la course de bout en bout, accroissant régulièrement son avance sur le duo américain Eddie Lawson-Randy Mamola, les deux pilotes de Yamaha luttant pour la deuxième place. Alors qu'il reste encore un Grand Prix à disputer, dimanche prochain en Argentine, Gardner s'est déjà adjugé le titre mondial 1987 avec un total de 168 points devant Randy Mamola (146).

Dans la catégorie des 250 cm3, Dominique Sarron a remporté sa première victoire de la saison sur un circuit de vitesse. Période faste pour le plus jeune des frères Sarron qui, après son succès au Bol d'or le 20 septembre, s'impose sur sa Rothmans-Honda devant son compagnon d'écurie Anton Mang virtuellement titulaire du titre de champion du monde depuis le Grand Prix du Portugal.

S. B.

CYCLISME : le Grand Prix des Nations

Charlie Mottet : comme une plume au vent

Déjà vainqueur en 1985, Charlie Mottet a remporté pour la seconde fois le Grand Prix des Nations – 89 kilomètres contre la montre – dimanche 27 septembre à Cannes. En outre, il a battu en 2 h 0 min 36 s (moyenne 44,276 km/h) le record de l'épreuve, qui depuis 1984, appartenait à Bernard Hinault : 2 h 0 min 50 s (moyenne 44,193 km/h). Excellente fin de saison donc pour le coureur de Cyrille Guimard qui s'était classé quatrième du Tour de France après avoir enlevé le Critérium du *Dauphiné libéré*.

CANNES
de notre envoyé spécial

On le qualifiait, sans méchanceté du reste, de « petite cylindrée » en raison de sa taille jockey, et pourtant, Charlie Mottet est bien, qu'on le veuille ou non, le meilleur cycliste français de l'année... avec Jeannie Longo s'entend.

Malgré sa morphologie de poids plume et ses épaules d'anguille, il a roulé plus vite que tout le monde dans les Nations. Plus vite que Jean-François Bernard, Sean Kelly ou Marc Madiot. Plus vite aussi que Bernard Hinault à l'époque de sa meilleure forme. Il faut dire, que, à mi-parcours, un fort mistral soufflait dans le dos des coureurs.

De toute évidence, Mottet avait bien préparé son affaire. Inspiré par une course exigeante dont il maîtrise parfaitement les difficultés, il a cumulé victoire et record en suivant une trajectoire régulière et en évoluant en permanence à la limite de ses possibilités. Jacques Anquetil l'affirmait naguère et Hinault abonde en son sens : « *On ne gagne pas contre la montre en temporisant. Il faut appuyer sur l'accélérateur (sic), à fond, de bout en bout.* »

Mottet était déjà en tête au dixième kilomètre et, au soixante quinzième, il avait porté son avance sur Jean-François Bernard à 3 minutes. Un Jean-François Bernard qui avait pris un départ prudent afin de finir plus fort. Il termina très fort en effet, mais concéda néanmoins 11 secondes supplémentaires au cours des 15 derniers kilomètres. Mottet lui, s'efforça de respecter une moyenne constante – 44,400 km h à mi-course, 44,276 à l'arrivée, – apportant ainsi la preuve que la méthode était bonne.

Mottet a finalement précédé Jean-François Bernard de 3 min 12 ; l'Espagnol Lejaretta, longtemps installé en deuxième position, de 3 min 29 ; Kelly de 4 min 11 ; le champion de France Marc Madiot de 4 min 20 et l'ancien champion du monde Claude Criquelion de plus de 5 min.

Dans cette galère, ceux qui ne disposaient pas d'une forme convenable ont été submergés. Laurent Fignon a perdu la bagatelle de 12 mn 5 sec, soit 8 secondes par kilomètre. Il a beau dire que son mental le trahit, que tout se passe au niveau de la tête, du côté des jambes ça ne marche pas fort non plus.

L'avenir de Kelly

Si Fignon inquiète, Kelly intrigue. Les deux hommes avaient dominé, en 1986, le Grand Prix des Nations, l'Irlandais arrachant la victoire au Français pour 5 secondes. Mais en l'espace d'une année, le paysage du cyclisme s'est transformé. Kelly, que l'on tenait, il y a peu de temps, pour le numéro un mondial, n'a rien gagné depuis six mois. Vainqueur en début de saison de Paris-Nice, du Critérium international et du Tour des Pays Basques, il a échoué tant dans les classiques – sa spécialité – que dans les épreuves par étapes – son objectif. Successivement battu à l'occasion de Milan-San Remo (quatrième), du Tour des Flandres (deuxième) et de Paris-Roubaix (treizième), il allait s'adjuger le Tour d'Espagne quand une blessure à la selle l'obligea à renoncer. Nouvel abandon dans le Tour de France, à cause d'une fracture de la clavicule, cette fois... Au cours des derniers kilomètres du championnat du monde, il se fit déborder par son équipier Stephan Roche, et dans le Tour de Catalogne il s'inclina devant l'Espagnol Pino. Enfin, sur les 89 kilomètres du Grand Prix des Nations, il a été dominé non seulement par un super Mottet mais également par Jean-François Bernard et Lejaretta.

Kelly est-il sur le déclin ? Les cent cinquante victoires qu'il totalise chez les professionnels depuis dix ans pèsent peut-être lourd aujourd'hui dans ses jambes. On hésite à mettre ses échecs, comme ceux de Fignon d'ailleurs, sur le compte d'un moral défaillant. L'auront-ils retrouvé au Grand Prix d'automne et au Tour de Lombardie ?

JACQUES AUGENDRE.

GOLF : Ryder Cup

L'Europe met le pied en Amérique

L'équipe européenne de golf a conservé dimanche 27 septembre sur le parcours de Muirfiel (Ohio) la Ryder Cup acquise il y a deux ans en Angleterre. Sur le score de 15 points à 13, elle a obtenu sa toute première victoire sur le sol américain, la cinquième en vingt-sept rencontres.

COLOMBUS
correspondance

Sur le monticule verdoyant qui surplombe le dix-huitième trou, les drapeaux de l'équipe de la vieille Europe étaient déployés. Scène d'allégresse : une partie des deux mille cinq cents supporters européens venus, qui par Concorde, qui par charters, scandaient les noms des joueurs, tandis que les Faldo, Woosnam, Ballesteros et Olazabal entonnaient un « *on a gagné* » avec leur capitaine, Tom Jacklin, l'un des premiers Européens a être allé « chercher » les champions américains sur leur terre.

Les Européens ont bien été les plus forts. Le capitaine américain, enfant de Colombus et « inventeur » du parcours, Jack Niklaus, devait en convenir dimanche soir : « *Huit matches sur douze aujourd'hui sont allés jusqu'au dix-huitième trou. Jamais pourtant nous n'avons pu le prendre. Pas une seule fois. Jamais le coup de rein décisif. Dans les moments cruciaux comme tout au long de ce week-end, les Européens se montraient les plus forts. Voilà la grande leçon de cette rencontre.* »

Sam Torrance grapilla ainsi un demi-point grâce à la nervosité de Larry Mize, vainqueur au Masters. L'Américain eut « *comme un tic dans les mains* » au moment de driver le dernier trou alors qu'il avait un avantage d'un point. Résultat : hors limite avec point de pénalité. Et Torrance n'avait plus qu'à assurer. Autre exemple donné par l'Irlandais Eamonn Darcy contre l'illustre Américain Ben Crenshaw...

Darcy s'était qualifié pour l'équipe en s'accrochant à la neuvième place sur la liste des gains en Europe. Il devait surtout sa place à un titre au rabais remporté à l'Open de Belgique écourté par la pluie. Darcy a trente-cinq ans. Son swing est d'une rusticité technique à donner des syncopes à un « pro ». Le coude droit pointe vers le ciel dans un « backswing » invraisemblable. « *Pour gagner ici*, avait écrit ironiquement un Britannique, *il suffit d'effrayer les Yankees en leur montrant le swing de Darcy.* »

« *Je savais que nous avions laissé de bien meilleurs joueurs que moi à la maison*, a dit l'Irlandais dimanche. *Je savais que j'allais aussi affronter des golfeurs qui m'étaient bien supérieurs. Mais dans ce sport, il y a plus que les seuls éléments techniques. Je sentais l'émotion de Crenshaw, sa peur de l'échec.* »

Après neuf trous, Darcy menait de trois points. Mais à partir du douzième trou, il perd quatre coups sur cinq. Au dix-septième, Crenshaw est dans le bunker, Darcy revient à égalité. A ce moment-là, Woosnam, si extraordinaire pendant deux jours, avait perdu. Faldo et Lyle aussi. Ballesteros menait, mais les chances de points se faisaient rares. L'espoir s'amenuisait dans le camp européen.

Et sur le green du 18, Darcy se trouvait face à un « putt » de 1,5 mètre en descente pour gagner. Il le rentra. Avec une solidité de paysan. Un point. Autour du green la foule scandait les noms de Ballesteros et de Darcy. A juste titre.

MARC BALLADE.

Septembre !
le mois de la reprise
chez NEUBAUER
REPRISE DE VOTRE VOITURE
5555 f au moins
pour tout achat
d'une PEUGEOT neuve*
en livraison immédiate
NEUBAUER
* sauf séries limitées
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Les résultats

Athlétisme

RECORD DE FRANCE

L'équipe de France de relais 4 × 200 mètres composée de Daniel Sangouma, Jean-Jacques Boussemart, Patrick Barré et Aldo Canti, a battu le record de France en 1 min 21 s 30. L'ancien record était de 1 min 21 s 58.

Automobilisme

GRAND PRIX D'ESPAGNE DE FORMULE 1

1. Mansell (G-B, Williams-Honda), les 303,696 kilomètres en 1 h 49 min 12 s ; 2. Prost (Fra., McLaren-TAG-Porsche), à 22 s ; 3. Johansson (Suè., McLaren-TAG-Porsche), à 30 s ; 4. Piquet (Bré., Williams-Honda), à 31 s ; 5. Senna (Bré., Lotus-Honda), à 1 min 13 s ; 6. Alliot (Fra., Larrousse-Calmels), premier moteur atmosphérique, à un tour.

● **Championnat du monde des conducteurs.** – 1. Piquet (Bré.), 70 pts ; 2. Mansell (G-B), 52 ; 3. Senna (Bré.), 51 ; 4. Prost (Fra.), 46 ; 5. Johansson (Suè.), 26.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Deuxième journée)

Tours b. *Mulhouse	85-77
*Caen b. Saint-Etienne	103-71
Antibes b. *Vichy	83-76
Nantes b. *Reims	88-68
*Orthez b. Racing	91-87
*Cholet b. Lorient	94-73
Limoges b. *Monaco	105-94
*Villeurbanne b. Avignon	102-82

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première Division
(Douzième journée)

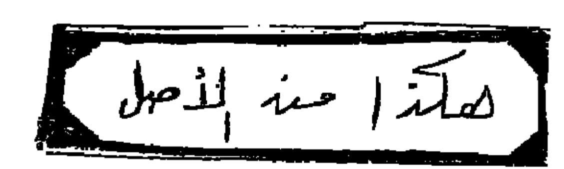
*Monaco b. Lille	1-0
*Niort b. Brest	3-0
*Paris-SG b. Saint-Etienne	3-0
*Bordeaux b. Laval	1-0
*Montpellier et Nantes	0-0
*Lens b. Metz	2-0
*Toulouse et Matra-RP	0-0
*Cannes b. Toulon	1-0
Auxerre b. *Marseille	1-0
*Le Havre b. Nice	2-1

Classement. – 1. Monaco, 18 pts ; 2. Niort, 15 ; 3. Bordeaux, 14 ; 4. Nantes, Paris-SG, Matra-RP, Cannes et Saint-Etienne, 13 ; 9. Montpellier, Metz et Toulouse, 12 ; 12. Lille, Toulon, Marseille et Le Havre, 11 ; 16. Auxerre, Nice et Lens, 10 ; 19. Brest et Laval, 9.

Rugby

ECOSSE-FRANCE

Pour le dernier match de sa tournée en Ecosse, l'équipe de France a été battue 15 à 12 par une sélection écossaise, samedi 26 septembre à Galashiels. Les quinze points écossais ont été marqués par Ramsay sur des pénalités. Les Français ont inscrit un essai par Mesnel et transformé par Bianchi, qui a réussi deux pénalités.



RÉFLÉCHISSEZ : *être présent dans 85 pays, n'est-ce pas se donner 85 fois plus de chances de saisir toutes les opportunités financières?*

Le soleil ne se couche jamais sur le Groupe Suez. Dans tous les coins du monde, sur tous les fronts, partout où se joue l'économie mondiale, de Hong-Kong à Los Angeles, de Paris à Sydney, Suez intervient et investit.
Au Brésil, il installe une usine de verre plat. En Chine Populaire, il finance une centrale nucléaire. En Thaïlande, il exporte des locomotives françaises. Par l'intermédiaire de Suez International, il est un opérateur actif sur les cinq continents, dans les domaines du négoce, de la distribution et des transports. Le négoce d'actions et d'obligations à Tokyo, de «futures» et d'options à Chicago, les participations dans des sociétés d'informatique de la Silicon Valley, c'est Suez.
Ce tempérament de pionnier a toujours été la marque du Groupe et des principales sociétés qui le constituent. En 1858, la Compagnie de Suez perçait le canal qui relie la Mer Rouge à la Méditerranée. Quarante ans plus tard, la Banque de l'Indochine était, de son côté, la première banque française à s'installer à Hong-Kong. Depuis, cette vocation internationale n'a cessé de s'affirmer: le financement d'Eurotunnel, c'est encore Suez.
Suez prépare activement l'ouverture du marché européen de 1992. A travers la Banque Indosuez, il intervient dans 17 pays d'Europe, il participe, en Allemagne et en Grande-Bretagne, à des fonds d'investissements de capital-risque et de capital-développement.
Demain, seuls seront encore présents dans la course à l'avenir les groupes financiers qui auront pris une dimension internationale. Suez l'a compris très tôt: depuis un siècle, toutes ses actions sont conçues avec le monde pour horizon. C'est cela être un stratège de l'argent.

SUEZ
Les Stratèges de l'Argent

TÉLÉPHONEZ AU (16.1) 45 613 613 OU ÉCRIVEZ A SUEZ PRIVATISATION 1 RUE D'ASTORG 75008 PARIS. MINITEL 3615 SUEZ



Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Suez.

UNE NOTE D'INFORMATION (VISA COB N° 87-314 DU 01 09 87) EST TENUE GRATUITEMENT A LA DISPOSITION DU PUBLIC AUPRES DES ETABLISSEMENTS CHARGES DE LA VENTE DES ACTIONS

Culture

VARIÉTÉS

Cinquante ans de chansons

Charles Trenet reprend la route

L'ex-« fou chantant », sollicité un peu partout, profite de son jubilé pour marquer le point de départ d'une nouvelle série de concerts.

En 1937, une chanson étonnante, dont l'apparente gaieté fait oublier qu'elle finit par un suicide, éclate dans la France insouciante des premiers congés payés, tandis qu'une guerre civile fait rage en Espagne et qu'en Allemagne on prépare la deuxième guerre mondiale. *Je chante* est imaginée par un auteur-compositeur (Charles Trenet) pas tout à fait inconnu puisque, quatre ans auparavant, il a formé avec Johnny Hess un duo, Charles et Johnny, qui a détonné avec des chansons comme *Sur le Yang-Tsen-Kiang* et *Quand les beaux jours seront là.*

La même année, Maurice Chevalier, en pleine gloire, crée au Casino de Paris la chanson de Trenet *Y'a d'la joie.* C'est le triomphe que l'on sait, et Chevalier présente au public l'auteur alors sous les drapeaux.

A la fin de 1937, Trenet enregistre en cavalier seul ses premiers disques chez Columbia et aborde, le 25 mars 1938, la scène de l'ABC avec six chansons : *Je chante, J'ai ta main, la Polka du roi, Pigeon vole, Fleur bleue, la Biguine à Bango.* La révolution. Trenet éclate. La chanson française va être conduite sur une *Route enchantée* où se retrouvent les influences mêlées du surréalisme, du jazz et de juin 1936.

Pour célébrer ce jubilé, Charles Trenet a choisi un Théâtre des Champs-Elysées né, comme lui, en 1913. Samedi 26 septembre, Trenet était là tout entier. Sans mélancolie ni regret ni amertume. Le regard entre ciel et terre. Avec trente chansons que l'on redécouvre avec étonnement à chaque fois, qui nous parlent directement et nous touchent au cœur. Trente petits chefs-d'œuvre que l'on a tous plus ou moins fredonnés : *la Folle Complainte, Vous oubliez votre cheval, Mam'zelle Clio, la Mer, Revoir Paris, J'ai ta main, l'Ame des poètes.*

Plus en forme que jamais, possédant une technique incomparable du récital, ayant habillé d'une couleur jazzy certaines de ses chansons, Charles Trenet a paru touché par la grâce.

Ce récital ne prenait pas la forme d'un au revoir ou d'un adieu. Bien au contraire, il préfaçait un retour de l'ex-« fou chantant » sur la scène. Ebranlé, ému par l'accueil que lui a fait le jeune public à chacune de ses apparitions depuis douze ans, Charles Trenet a décidé de reprendre la route. Le 19 octobre, il donnera deux récitals au Lincoln Center de New-York. Puis ce sera une tournée au Japon, au Québec et dans l'Hexagone avant de chanter au Théâtre de la Musique, pour dix jours, en décembre 1988.

CLAUDE FLÉOUTER.

A l'Olympia

Les rires de Michel Leeb

Ni chansonnier ni clown provocateur, Michel Leeb est un comique à l'infaillible bonne humeur avec lequel le public sympathise aussitôt. Mime, bateleur, imitateur, chanteur, comédien, le corps vivant et élastique, la fantaisie jamais agressive, Leeb a des rires fous, éclatants, bruyants, joue avec les pitreries verbales, les effets sonores, les blagues expliquées, les japoniaiseries, le parler « p'tit nègre ». Bref, Michel Leeb ne donne pas dans la dentelle, travaille au premier degré et donne ainsi à son public des souvenirs de rigolade et de bonheur.

On aurait tort cependant de faire la fine bouche. Cet ancien professeur de philosophie qui, au début des années 70, faisait s'esclaffer sa classe en prenant les voix supposées de Platon, Plutarque et Descartes et en imitant celle de Sartre, n'est pas seulement un pitre ou un grimacier. Il y a en Michel Leeb, peu encore exprimés certes, comme pour ne pas effaroucher un public dont il a cependant de plus en plus la maîtrise, une tendresse, un rire incongru et un délire prêt à exploser.

Installé pour un mois à l'Olympia, Michel Leeb s'offre un grand orchestre de jazz de dix-neuf musiciens, dirigé par Gérard Badini, et quelques imitations superbes (Belmondo, Marielle et Michel Serrault). Son spectacle a du rythme.

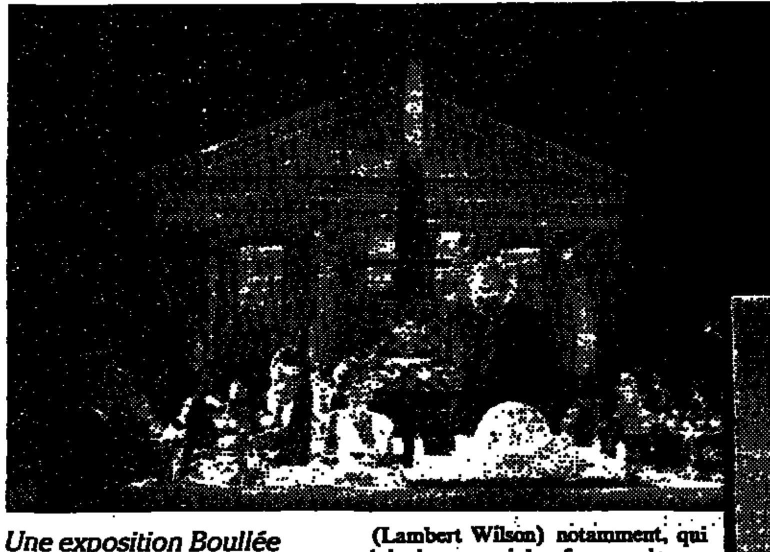
C. F.

★ Olympia, 20 h 15.

CINÉMA

« Le Ventre de l'architecte », de Peter Greenaway

La colique et la pendule



Ci-contre : une scène du film de Peter Greenaway ; au premier plan : le gâteau-cénotaphe.

Ci-dessous : le projet de Boullée pour le cénotaphe de Newton

EDITIONS HAZAN

Une exposition Boullée à Rome, un architecte américain, sa femme enceinte, l'amant de sa femme : quelques pions du jeu ironique inventé par Peter Greenaway

Quel rapport y a-t-il entre une orange et un gyroscope, les monuments funéraires sphériques imaginés par Etienne-Louis Boullée (1728-1799), le ventre distendu d'une femme enceinte et celui, ballonné (par des figues ? le poison ? un cancer ?) d'un architecte américain ? Ce sont des formes rondes... certes. Des bulles esthétiques, comiques, philosophiques, morbides, avec lesquelles Peter Greenaway jongle tout au long de ce film très élégant, saturé de symboles et de références culturelles, où le décor souverain empoisonne lentement, comme une fleur carnivore, les insectes humains qui espèrent encore y faire un peu de bruit.

Un architecte de Chicago, Kracklite (Brian Denneby), vient à Rome monter une grande expostion en hommage à Boullée dans le cadre du monument à Victor-Emmanuel III, puissant désastre de pierre blanche, entre le gâteau et la tumeur, que Rome n'en finit pas de digérer. En même temps que sa femme s'arrondit d'un enfant, Kracklite éprouve de terribles douleurs abdominales, et l'exposition passe aux mains des Italiens, de Caspasian (Lambert Wilson) notamment, qui lui pique aussi les faveurs de son épouse. Kracklite se sent rongé de l'intérieur, miné. Il vomit, se pétrit le ventre, en proie à une constipation mortelle. Il photographie des ventres de statues, les photocopie à l'infini, rien n'y fait : le crabe qui lui mange les tripes avance aussi vite que son fils vient à la vie, à la minute près. Un médecin lui explique aimablement la fin tragique de quelques empereurs romains assassinés d'un plat de figues ou éviscérés, bref, c'est un syndrome local bien connu.

Peter Greenaway, couvert de lauriers pour *Meurtre dans un jardin anglais*, déclare que son dernier film a un point de départ autobiographique. Lui-même, de passage à Rome il y a quelques années, a souffert de violents désagréments intestinaux. Ah... captivante et insondable analité ! Passionnante colique. Fallait-il pour autant nous en pondre une telle *pendule ? Pourquoi pas ?* Cela vaut bien d'autres migraines pensives camouflées respectueusement d'une ou deux phrases creuses.

Le frisson d'un rébus

Peter Greenaway serait même le premier à sourire de l'affaire. Nulle émotion ici, sinon le frisson d'un jeu, d'un rébus, d'un arrangement singulier à la Raymond Roussel. D'avance Greenaway se moque, avec un talent certain et ironique, de ceux qui vont s'empresser d'interpréter son puzzle, des penseurs et de leurs diagnostics. Lui s'en garde, se contente d'en jouer : il faut bien donner du travail aux universitaires, pontifes ou étudiants, leur abandonner un nœud de fantasmes flous (il jouit déjà d'un appareil critique impressionnant en comparaison de son œuvre encore courte ; les bavards sont donc ferrés), une nébuleuse froide. Après tout, il y a en art de nombreux et longs messages dont nous ignorons le sens et la portée, des langues inconnues qui nous enchantent et font assez largement la part du rêve, l'indispensable.

MICHEL BRAUDEAU.

Boullée, maître sans visage

Le mystérieux Boullée qui hante le film de Peter Greenaway a bel et bien existé. Il a même construit...

Etienne-Louis Boullée, architecte (1728-1799), apparaît en filigrane tout au long du film comme la figure imaginaire et emblématique d'une architecture portée sur les rondeurs. On verra bientôt, avec la parution du livre de Duboy sur Lequeu (éd. Hazan), comment l'art de construire rentre dans la sphère des modes et des caprices du temps grâce aux joies vénéneuses d'une nouvelle école d'histoire qu'on pourrait appeler « trituration romanesque ». Lequeu, *via* Duboy, et Boullée, *via* Greenaway, en ont fait une expérimentation similaire. Avec Ledoux, ce sont donc deux des trois personnages imposés au début du siècle par l'historien Kaufmann aux origines théoriques de l'architecture moderne, et qui occupent aujourd'hui le devant de la scène.

Comme Greenaway sait s'en servir pour jeter le doute, Boullée n'a pas laissé d'image ni de portrait de lui, par un réflexe d'effacement qui semble avoir été sa règle. Mais son influence sur la deuxième moitié du dix-huitième siècle a bien été réelle, et même considérable sur l'enseignement. A peine âgé de vingt ans, il devient professeur, et il entre à l'Académie dès 1762 : il est *le maître à penser*, celui qui conduit ses élèves au succès, voire à une gloire qui plus tard aura souvent tendance à masquer sa propre personnalité.

Boullée a beaucoup conseillé, dans les amphithéâtres comme dans les allées du pouvoir. Il a aussi construit, ou rénové nombre d'hôtels particuliers. Pas de chance : l'essentiel de son œuvre se trouvait sur les futurs tracés d'Haussmann. Reste, témoignage trop fragile pour évaluer son talent, l'hôtel Alexandre, 16, rue de la Ville-L'Evêque, près de la Madeleine.

Mais il y a aussi les planches, les projets et monuments imaginaires d'un Boullée dont le souffle épique ne cesse de s'amplifier, alors qu'approche sa fin... et l'avènement de Napoléon. Le cénotaphe de Newton a été abondamment reproduit, comme la maison des gardes de Ledoux. Moins ses visions les plus formidables, jeux de crayon sur la dilatation infinie de l'architecture, qui lui ont évidemment valu l'étiquette de mégalomane.

L'histoire, cependant, reprend peu à peu ses droits. On peut l'y aider en lisant l'ouvrage de Philippe Madec (1), ou encore en se rendant place Vendôme, au Crédit foncier de France qui présente une remarquable exposition sur la forme et la composition architecturale, et prend pour titre celui, très audacieux de Kaufmann pour la plus célèbre de ses thèses : *De Ledoux à Le Corbusier...* On y rencontre évidemment Boullée. Signalons toutefois que c'est une exposition pour réfléchir, pas pour tout croire ni pour tout prendre comme parole d'évangile.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Philippe Madec, *Boullée*, Ed. Hazan, coll. Architecture, 150 F. *De Ledoux à Le Corbusier*, exposition organisée par la Fondation C.-N. Ledoux et le Crédit foncier de France, 19, place Vendôme, jusqu'au 17 octobre. Catalogue : 195 F.

« Requiem pour un massacre », d'Elem Klimov

Terre d'horreur

Une révélation : Klimov n'est pas que le premier secrétaire de l'Union des cinéastes soviétiques, c'est aussi et surtout un grand metteur en scène.

Depuis plus de quarante ans, le cinéma soviétique est obsédé par la deuxième guerre mondiale, l'invasion de l'URSS par les Allemands et les abominations commises sur les populations civiles. On conçoit aisément que certaines plaies soient longues à cicatriser, que la mémoire collective refuse de jeter un voile sur le passé. Présenté au Festival de Venise 1985 sous le titre *Va et regarde*, le film d'Elem Klimov est, à la fois, un témoignage implacable sur la façon dont les nazis menèrent cette guerre et un véritable « requiem » pour les victimes des massacres et pour les sacrifices d'un peuple voué à la destruction mais capable de lutter.

En 1943, en Biélorussie, un jeune villageois, Fliora, déterre le fusil d'un soldat mort, dans un champ-cimetière et s'engage chez les partisans. Il a agi par idéalisme. Aux prises avec de dures réalités, il va s'enfoncer peu à peu dans un monde de violence et d'horreur inimaginables, la première partie du film est un récit picaresque (et volontiers symbolique) où Fliora découvre, dans une sorte d'errance, les nécessités du combat armé, la fraternité et aussi l'amour. La seconde partie commence à l'arrivée du garçon dans un village où il est recueilli après avoir connu pas mal d'épreuves. C'est le bout de son voyage initiatique. Les SS sont là, ils rassemblent la population, poussent tout le monde dans un grand bâtiment de bois, auquel ils vont mettre le feu.

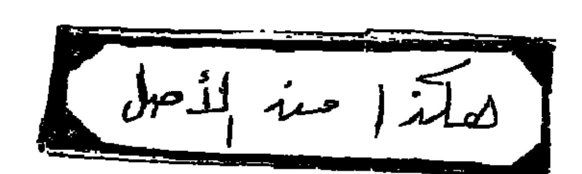
On sait qu'Elem Klimov, aujourd'hui premier secrétaire de l'Union des cinéastes soviétiques, avait été l'objet de tracasseries pour *Raspoutine l'agonie* et *les Adieux à Matiora* (*le Monde* du 7 février). On reconnaît son anticonformisme dans la façon de traiter ce qui, il y a quelques années, aurait pu être aussi bien un film officiel. Couronné au Festival de Moscou 1985, *Requiem pour un massacre* porte le signe d'un nouveau dégel puisqu'on y décèle, dans le thème de la « guerre de libération », une certaine influence de *l'Enfance d'Ivan* de Tarkovski, puisque l'hyperréalisme de la reconstitution historique s'accompagne d'un traitement esthétique d'une beauté terrifiante. Une suite de scènes à la Bruegel pour la destruction du village vous cloue, pendant près d'une heure, sur votre fauteuil. C'est l'enfer, encore plus hallucinant par le travail – génial – de la bande-son (sans musique). Plus de doute : Elem Klimov est un grand cinéaste humaniste, lyrique, passionné.

J. S.

QUAND KUBRICK PARLE C'EST EN EXCLUSIVITÉ DANS PREMIERE Le Magazine du Cinéma

PREMIÈRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 15 F.

هكذا من الأصل



Culture

MUSIQUES

Musica 87 à Strasbourg

Compositeurs de trente ans

La musique contemporaine est largement dominée par les quinquagénaires. Musica 87 s'est attaché à présenter des compositeurs de trente ans. En particulier Philippe Manoury et son Aleph.

A mi-parcours, Musica reçoit la visite de quelques vedettes : Berio dirigeait samedi un festival de ses œuvres, dimanche Richard Bohringer interprétait *le Tribun* de Kagel, et mardi, c'est Raymond Devos qui viendra fêter avec elles le vingt-cinquième anniversaire des Percussions de Strasbourg. Concerts phares comme le récital Messiaen d'Almut Rössler dans l'éblouissement du grand orgue de la cathédrale, qui rehaussent un programme de recherches et de découvertes suivi par un public toujours aussi curieux d'aventures nouvelles.

La musique contemporaine reste un peu trop dominée par les compositeurs de cinquante, voire de soixante ans. Musica s'est attaché ces jours-ci opportunément aux « trintagénaires ». Un Italien, Giorgio Battistelli (trente-quatre ans), nous a entraînés sur les traces de Jules Verne dans une fantaisie échevelée où le trio maître du Cercle s'en donne à cœur joie, chantant, jouant du piano ou de la trompette, frappant sur les multiples corps sonores qui composent le décor « futuriste » caricaturant les fameuses gravures des *Voyages extraordinaires* : Jean-Pierre Drouet, vaillant explorateur *du centre de la Terre*, Gaston Sylvestre en Capitaine Nemo barbotant dans un aquarium, et Willy Coquillat, héros de *Cinq semaines en ballon*.

La musique n'a malheureusement pas la rigueur de celle d'un Kagel ou d'un Aperghis pour corser la verve un peu pagailleuse de nos héros, dont ici la mise en scène de Michaël Lonsdale *vient difficilement* à bout. Mais le spectacle, fort drôle, trouvera sans doute son équilibre au cours du périple qui va le mener pendant deux ans à travers la France, l'Italie, la Yougoslavie et l'Allemagne.

A la même classe d'âge appartiennent aussi les compositeurs espagnols *inconnus que nous a révélés* l'excellent Grupo Circulo de Madrid, une formation insolite (quatuor de bois, trio à cordes, contrebasse, piano et percussions) magistralement dirigée par José Luis Temes. Des œuvres vivantes, claires, *colorées*, d'*une écriture* musicale raffinée, qui ne ressemblent en rien aux modèles de l'avant-garde européenne patentée, dues à José Luis Turina, Alfredo Aracil, Tomas Garrido, José Manuel Lopez et à leur aîné, bien connu celui-là, Tomas Marco.

Jean-Baptiste Devillers (trente-quatre ans) a eu moins de chance avec ses propres interprètes, et on devra réentendre sa *Primavera*, dont la subtile poésie disparaissait dans une exécution trop confuse.

On attendait avec une vive curiosité la version définitive d'*Alep*, de Philippe Manoury (trente-cinq ans), dont la première avait fait sensation à Musica 85. Chose curieuse, malgré l'adjonction d'une quatrième partie, la *durée de l'œuvre* (une heure et quelques minutes) est restée sensiblement la même.

Cette partition somptueuse (pour *quatuor vocal, solistes* instrumentaux et quatre groupes d'orchestre) repose sur une *« image musicale unique »* qui, *« sous différentes perspectives, donne naissance à des configurations variées »*. Chaque partie est articulée autour d'un des quatre sons privilégiés (do dièse, sol, fa, si) et en fonction de conceptions diverses du temps : « fragmenté, déroulé, figé et circulaire », mais avec des moments d'anticipation ou de réminiscence des autres parties.

D'autres promesses

L'ensemble est ainsi d'une complexité qui fait penser aux évolutions des planètes et des étoiles sur les cartes astronomiques, d'une richesse sans cesse renouvelée qui n'épuise jamais l'image mère. A tout moment, l'œuvre scintille, frémit, explose lyriquement, reliée à la note fondamentale de la partie comme pivot harmonique, enveloppée de *tressaillements mélodiques, de soli* savoureux qui émaillent la trame (piano, synthétiseurs, trompette wha-wha, clarinette, basse, etc.) et de bouquets vocaux ou instrumentaux qui s'éveillent les uns et les autres en rumeurs merveilleuses.

Pourtant, *l'œuvre* m'a *semblé* cette fois moins maîtrisée, plus éparpillée, avec des procédés un peu monotones, malgré la présence des mêmes interprètes (l'Orchestre Carme di Milano et le groupe vocal Electric Phœnix, sous la direction de *Luca Pfaff*), peut-être *en raison* d'une régie cherchant des équilibres sonores trop réducteurs, qui écrête les différences d'un groupe à l'autre. L'audition d'*Aleph* à l'IRCAM l'an prochain nous donnera sans doute la clé de l'énigme.

La dernière semaine de Musica 87, promet encore bien d'autres partitions importantes, de Monnet, Nunes, Bancquart, Kagel, Donatoni, Ligeti et Xenakis (avec l'*Oresteia*, créée cet été à Gibellina), même s'il s'agit de compositeurs des générations précédentes...

JACQUES LONCHAMPT.

La semaine du mélomane

Empêtré dans un système de défense hasardeux, le mélomane indélicat a écopé de neuf *mois de concerts forcés*. Ravie du verdict, son avocate s'offre à aller écouter avec lui : lundi : le *Triptyque*, de Puccini, avec Lafont, Bacquier, Marpozan, *etc., mis en scène par* Jean-Louis Martinoty, à Favart (reprises les 2, 3, 6, 9, 12, 15, 17, 27 et 29 octobre, à 19 h 30 ; 42-96-06-11). *Mardi : l'opéra-ballet* d'Albert Roussel *Padmâvati* en version de concert, par le chœur et l'Orchestre national du Capitole de Toulouse (direction : Michel Plasson), *salle Pleyel*, à 20 h 30 (45-63-88-73), à 20 h 30 à l'église Saint-Roch (42-61-93-26). Mercredi (ou vendredi) : la symphonie *Résurrection*, de Mahler, par le chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris *(direction : Lothar Zagrosek), au* palais Garnier, à 20 heures (47-42-53-71). Jeudi : *Prometeo, tragédie de l'écoute*, de Luigi Nono, au Théâtre de Chaillot (reprises les 3, 4, 6, 7 et 9 octobre, à 20 h 30; 47-27-81-15). Samedi, ils iront à Versailles dès l'aurore pour ne rien manquer de la journée Lully organisée par le Centre de musique baroque dans le château, le parc et la ville (43-96-48-48) ; ou à Angers pour le Festival des musiques du vingtième siècle (du 1er au 11 octobre ; (16) 41-88-24-58). G. C.

« Guercœur », par le Capitole de Toulouse

La Vérité de Hildegard Behrens

En acceptant d'apprendre un opéra *inconnu, français de surcroît*, et de l'enregistrer, Hildegard Behrens a donné un bel exemple de courage et d'amour de l'art, exceptionnel à son niveau. Elle a été récompensée par le franc et grand succès remporté par l'œuvre, et son interprétation dimanche *soir*, au Festival de France, avec le superbe Orchestre du Capitole de Toulouse, empoigné par Michel Plasson, l'artisan de cette résurrection.

Gérard Condé a dit ici la splendeur de ce *Guercœur*, d'Abéric Magnard lors de sa découverte *(le Monde* du *8 juillet 1986)*. *Cette musique*, d'essence symphonique, jaillit avec une rectitude et une puissance rares, soutenue par un souffle inextinguible, qu'on retrouve dans le *Chant funèbre*, écrit peu auparavant, où la noblesse idéaliste survole le drame chez ce musicien athée.

Les extraits du premier et du troisième *acte de Guercœur présentés* à ce concert mettent en scène des entités philosophiques (Vérité, Souffrance, Bonté, Beauté) au paradis des idées, entourant un tribun mort jeune qui souhaite revenir sur terre pour retrouver sa femme et son disciple et s'en *retourne désabusé* de s'être vu trahi par l'un et l'autre dans son amour et ses principes démocratiques.

Sujet austère et peu dramatique, que Magnard a traité avec une pureté, une grâce, une générosité et une paix profondes en dépit du pessimisme du livret. Car ce misanthrope se sait le *prophète* d'un avenir lointain où, *« sur toute la terre, le rêve de sa vie s'accomplira »*. Et par la voix sublime de Behrens, Vérité, telle Brünnhilde, chante pour Guercœur : *« Gloire à ceux qui devancèrent l'heure ; leur être est éphémère, leur effort immortel ; qu'ils s'endorment en paix, bercés par l'espérance. »*

En un violent contraste, la grande cantatrice interprétait ensuite la scène finale de la *Salomé* de Strauss, réunissant les deux héroïnes antithétiques dans la même transcendance, la même transfiguration, par cette voix jaillie des profondeurs de l'être. J. L.

★ L'Orchestre du Capitole interprétera un autre chef-d'œuvre français peu connu, *Padmâvati*, d'Albert Roussel, mardi *29 septembre*, salle Pleyel à Paris. L'enregistrement intégral de *Guercœur* vient de paraître en un coffret de trois disques compacts (EMI, 749.1938). Disponible également en trois microsillons (270.6413).

● RECTIFICATIF. – Une modification fâcheuse a attribué au *Canto sospeso* de Nono tout ce qui était dit de la *Grande Aulodia* pour flûte, hautbois et orchestre de Bruno Maderna *(le Monde* du 25 septembre), erreur d'autant plus regrettable que Nono avait tenu à voir figurer à côté de son œuvre celle de celui qui fut son maître et ami, et dont la rencontre en 1946 fut déterminante pour l'orientation de sa vie musicale.

DANCE

30 SEPT 87

LE ZENITH

20h30

Régine CHOPINOT
Dominique BAGOUET
LES BALLETS TROCKADERO de Monte-Carlo
Daniel LARRIEU
AVEC
Jean GUIZERIX
Wilfride PIOLLET
Angelin PRELJOCAJ

Anne-Marie REYNAUD
AVEC
Bernard LAVILLIERS
MAHLATHINI & MAHOTELLA QUEENS
PLUS
AMASWAZI
MISE EN SCÈNE
André SERRE
RENSEIGNEMENTS 42-74-44-22
LOCATION
☐ TCD ☐ 3 FNAC
☐ AGENCES
☐ CLÉMENTINE

4e SAISON du THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

Communication

A l'aube de la campagne électorale

Europe 1 ne boycottera plus M. Le Pen

Mobilisation générale à Europe 1. En passe d'être filialisée avec un statut d'agence de presse, la rédaction de la rue François-1er met en place un dispositif pour temps électoraux. Collaborations nouvelles, alliances avec la télévision et levée de la sanction prise il y a deux ans contre Jean-Marie Le Pen et lui interdisant les portes de la station.

C'était le 20 octobre 1985 à la fête bleu-blanc-rouge organisée par le Front national. Vociférant tour à tour contre les « immigrés », l'« Etat fiscaliste », les « mafias du pouvoir » et le « terrorisme politico-syndical », Jean-Marie Le Pen cria haro sur les journalistes *« agents de l'anti-France »* et fit huer les noms – comme par hasard d'origine juive – de Jean-François Kahn, Jean Daniel, Ivan Levaï et Jean-Pierre Elkabbach. Un discours glaçant qui avait révolté l'ensemble de la presse et conduit Gérard Carreyroux, alors directeur de la rédaction d'Europe 1 – où collaboraient les quatre journalistes – à annoncer sa décision de fermer les portes de la station au leader du Front national aussi longtemps que des excuses publiques n'auraient pas été adressées aux journalistes agressés. Appliquée sur-le-champ, la mesure n'avait jusqu'à présent subi aucune entorse, les réunions ou déclarations de M. Le Pen *se voyant normalement couvertes* par les reporters de la station sans que celui-ci franchisse le seuil d'Europe 1.

La perspective des élections présidentielles a pourtant reposé le problème et Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'antenne, a manifesté son souhait de réinviter M. Le Pen dans ses émissions. Une invitation avait même été faite au président du Front national pour le vendredi 11 septembre. *« Comment continuer en effet à bouder un candidat à l'élection présidentielle ?* demande Gérard Carreyroux. *Au nom du pluralisme et de l'égalité de traitement due à tous les candidats, au nom de l'intérêt journalistique dont nous priverait un boycott prolongé, il nous a semblé nécessaire de reconsidérer notre position et de consulter la rédaction. »* Renonçant – à regret – à l'organisation du débat Jospin-Le Pen *(suggéré pourtant par le* secrétaire général du PS lors d'un club de la presse), les responsables de la rédaction sondèrent donc par écrit l'ensemble des journalistes (les deux tiers) en proposant trois solutions : le maintien de la sanction, sa levée définitive, ou sa levée temporaire pendant la campagne. 75 % des personnes consultées arguèrent de l'équité pour souhaiter la levée de la sanction, *« étant entendu*, ajoute Gérard Carreyroux, *que je resterai très vigilant sur ses propos, notamment à l'égard de la presse »*. M. Le Pen participera donc vraisemblablement à l'un des clubs de la presse exceptionnels organisés pendant la campagne, voire à une revue de presse.

La perspective des élections donne à la station l'élan dont elle avait cruellement manqué il y a quelques mois. L'arrivée d'une nouvelle équipe de direction, les espoirs déçus autour de TF 1 puis les tentatives de débauchage des journalistes par les chaînes de télévision avaient provoqué malaise et flottements au sein de la rédaction. *« Mais le sursaut est net*, déclare Gérard Carreyroux. *Les chaînes – et notamment la « 5 » – ont pillé plusieurs piliers d'Europe, mais la station s'est aussi enrichie d'apports importants (Rapp, Paoli, Courchelles, Cavada) et formé de jeunes journalistes »*. Et la station a décidé de *multiplier les coups et les innovations.* D'abord ces revues de presse hebdomadaires effectuées au petit matin par un personnage politique (récemment Jean-Pierre Chevènement, Georges Marchais et Marie-France Garraud) ; l'arrivée des collaborateurs consultants, comme Harlem Désir ou Roland Joffrin ; et surtout, l'accord passé avec MM. Delors et Giscard d'Estaing, considérés l'un comme l'autre comme des experts (au sens américain du terme, précise-t-on) et qui seront interrogés chacun, une fois par mois, le premier sur la vie européenne, le second sur les grandes questions internationales.

« Une vocation naturelle »

« Une expérience, commente Carreyroux. *Ils ont des informations, des relations, des activités qui en font des observateurs privilégiés des affaires du monde. Essayons d'en profiter et de dépasser leurs engagements politiques. »* Le coup d'envoi sera donc donné mardi 29 septembre par M. Valéry Giscard d'Estaing interrogé à l'antenne de 19 h 20 à 20 heures, et M. Jacques Delors prendra le relais dès jeudi 1er Octobre.

Enfin, avant même les nuits électorales pour lesquelles Europe 1 s'est associée à Antenne 2, la rédaction coproduira avec la chaîne une série d'émissions (débats et portraits secrets de candidats). *« Une vocation naturelle de la rédaction*, conclut la direction de l'information. *Europe est appelée à fonctionner comme une agence d'information radio et télévision. Aux journalistes d'être bivalents et de maîtriser le travail sur les deux supports. »* Autrement dit, la radio (Europe 1 et Europe 2, dont les bulletins d'information sont très différents sur la forme et le fonds)... et la télévision (Antenne 2, la « 5 » peut-être un jour pour les petits matins ?), en attendant d'autres projets (RMC-TMC ?) dont chacun, à la station, se refuse encore de parler...

ANNICK COJEAN.

Les publicitaires jugent peu attractifs les nouveaux programmes de la Cinq

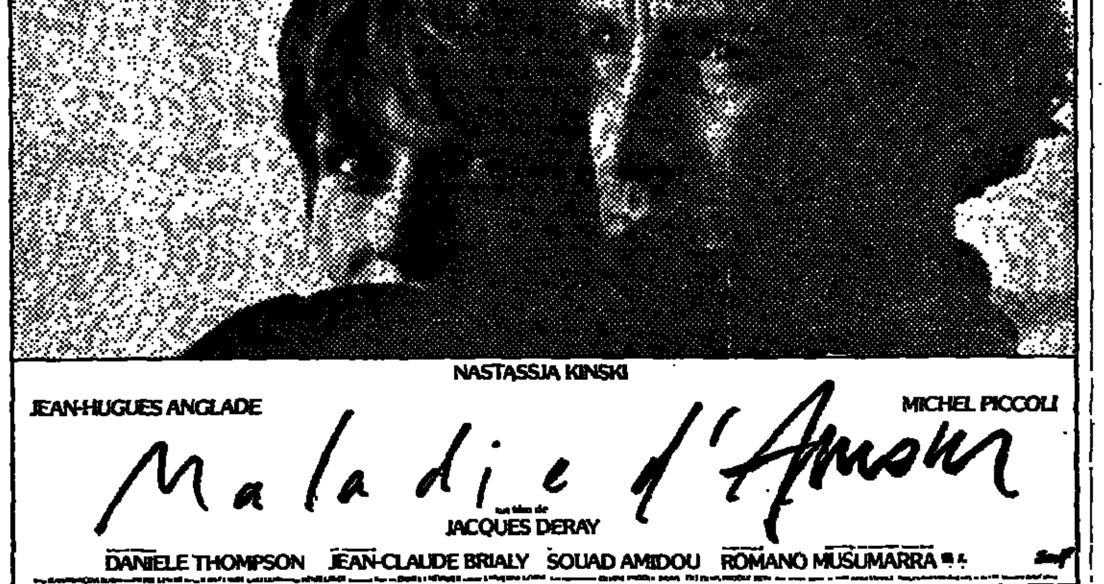
M. Robert Hersant connaissait-il le verdict de la profession lorsqu'il a décidé de casser les tarifs publicitaires de la Cinq ? (*le Monde* daté 27 et 28 septembre). Deux cents publicitaires et professionnels de la communication interrogés les 21 et 22 septembre, par IPSOS pour l'hebdomadaire *Stratégies*, estiment en effet qu'il faut *« plutôt revoir à la baisse le volume des recettes publicitaires attendues »* sur la chaîne de MM. Berlusconi et Hersant (contre 30 % seulement à la hausse). Une défaveur partagée par FR 3 (25 % à la hausse, 40 % à la baisse) et M 6 (21 % à la hausse, *40 % à la* baisse).

Le malheur de ces trois chaînes fait en revanche le bonheur de leurs rivales. TF 1, en particulier, réalise un score tout à fait remarquable : 49 % à la hausse contre 30 % à la baisse, suivi de Canal Plus (42 % à la hausse contre 30 % à la baisse) et d'Antenne 2 (39 % à la hausse, 26 % en baisse).

Ces jugements recoupent fidèlement ceux portés sur les grilles de programme mises en place à la rentrée par chacune des chaînes : 75 % des publicitaires et professionnels interrogés estiment en effet *« très »* ou *« assez réussie »* celle de TF 1, 71 % celle de Canal Plus et 70 % celle d'Antenne 2. Au contraire les appréciations positives ne s'élèvent qu'à 46 % seulement pour la Cinq, 40 % pour FR 3 et 26 % seulement pour M 6. L'ordre est le même pour les émissions du « prime-time », particulièrement importantes pour les annonceurs. TF 1 arrive en effet en *tête entre* 19 h 30 et 22 heures, suivie d'Antenne 2. Après 22 heures toutefois, si TF 1 tient toujours la corde, la Cinq se retrouve en deuxième position et Antenne 2 en troisième. « Champs-Elysées » de Michel Drucker (A 2) est jugée comme la meilleure émission de variétés et « Dix sur Dix » de Patrick Sabatier (la Cinq) comme la moins réussie. La politique d'achat des stars à prix d'or par la chaîne de M. Hersant se solde donc pour l'instant *par un résultat* plus que mitigé.

● **Hervé Jannic, rédacteur en chef de *l'Expansion*.** – Le directeur de la rédaction du bimensuel *l'Expansion*, M. Albert du Roy, a nommé Hervé Jannic au poste de rédacteur en chef, aux côtés de Gérard Moatti. Entré à *l'Expansion* en 1969, après avoir travaillé au journal *Entreprise*, Hervé Jannic, quarante-neuf ans, *était rédacteur en chef adjoint* depuis 1979.

MERCREDI



L'aide aux radios sans publicité

50 millions de francs attendus depuis un an

Les radios associatives ne collectant ni ne diffusant pas de publicité vont à nouveau pouvoir bénéficier d'un fonds alimenté par un prélèvement sur les ressources publicitaires des autres radios et télévisions. Cette disposition, prévue par la loi de l'audiovisuel du 30 septembre 1986 et attendue depuis par de nombreuses radios locales n'ayant pas d'autres ressources, a été approuvée en Conseil d'Etat et paraîtra sous forme de décret dans les prochains jours.

Elle répond, dit le ministère de la culture et de la communication, à *« un souci de solidarité »* entre les radios et montre que, *« si la radio est une affaire d'entreprise, c'est aussi une liberté qui exige le pluralisme des courants d'expression »*.

Le mécanisme dit de *« soutien à l'expression radiophonique »* s'inscrit donc dans la continuité – la loi de 1982, complétée en 1984, prévoyait déjà le fonds d'aide alimenté par une taxe parafiscale sur les recettes publicitaires – en opérant *toutefois un certain rééquilibrage* entre radios et chaînes de télévision. En effet, les contributions imposées aux télévisions sont divisées par 3,5, alors que celles des radios ne le sont que de moitié, les radios commerciales ayant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 300 000 F étant par ailleurs exemptées.

Les calculs ont, semble-t-il, été faits sur une base de quatre cents radios bénéficiaires, et l'on attend, pour le fonds, un montant global de 50 millions de francs. La somme *allouée aux radios sera fixée selon* un barême à établir mais tiendra compte – avantageusement – des efforts accomplis par les radios pour diversifier leurs ressources.

Une commission va donc être *mise en place par le ministre* de la culture et de la communication. Elle sera composée de neuf membres nommés pour trois ans présidée par un membre du Conseil d'Etat, et elle comprendra, outre trois représentants de l'Etat, trois mandataires des radios concernées et deux des régies redevables. Les DRAC (directions régionales de l'action culturelle) collaboreront, pour leur part, à la *constitution et à la mise en ordre* des dossiers émanant de la province.

théâtre

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11) : 19 h 30 : Le Triptyque, de Puccini.

COMÉDIE-FRANÇAISE, salle Richelieu (40-15-00-15), 20 h 30 : les Femmes savantes.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Cinéma-Vidéo : Cycle : « Le cinéma brésilien », se reporter à la rubrique Cinéma-Cinémathèque ; Vidéo-information : salle Raymond-Queneau, 1er étage, 13 h, Paradis pour tous, de Ch. Mottier ; 16 h, Germaine Acremant, Marie Mauron, de R. Rossi ; 19 h, Maths topics, statistiques ; Vidéo-Musiques : salle George Gershwin, 1er étage, 13 h, Giselle, d'A. Adam ; 16 h, la Bohème, de Puccini ; 19 h, Intermezzo, de R. Strauss ; Concerts-Spectacles : lun., pte salle, 1er sous-sol, 21 h : Un amour, par les comédiens de l'Orangerie.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 19 h 30 : Iphigénie.

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-42-17) (D.) 20 h 30 : Je ne demande qu'une chose...

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-03-35), 22 h : le Petit Bruit des perles de bois.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Monsieur Masure.

DIX-HEURES (42-64-35-90), 20 h 15 : Cul sec.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES ARTS ET MÉTIERS (45-65-18-11) 20 h 45 : Une femme tuée par la douceur.

EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : les Babas cadres, 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), I. : (D) 20 h 15 : Palier de crabes ; II. (D.) 22 h : Carmen Cru.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I. 19 h 30 : Baudelaire : 21 h 15 : le Métro fantôme ; II. 20 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Architruc.

MODERNE (48-74-16-82), 20 h 30 : Hamlet.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : Manoe ; 18 h 30 : Kleen.

THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-55-33-88), 20 h 30 : le Salon.

T. L. P. DEJAZET (42-74-20-50), 21 h : La Madeleine Proust à Paris.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : Violons dingues.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Derrière vous... y'a quelqu'une ; 22 h 30 : Joue-moi un air de tapioca.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : le Cabaret des chasseurs en exil ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.

CLUB DES POÈTES (47-05-06-03). 22 h : Festival de poésie insolite d'A. Allais à A. Frédérique.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h : Saleté de pétunia ; 21 h : Fais voir ton Cupidon ; 22 h 15 : Huis glauque.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : M. Laferriere Dixieland jazz band.

CIGALE (46-06-11-75), 20 h : Rosie Vela.

EXCALIBUR (48-04-74-92). Rido Bayonne : mar : Zaka Mangala.

KISS (48-87-89-64), 24 h : Pela.

LE MÉCÈNE (42-77-40-25), 22 h 30 : Zouma Bon Temps Music.

MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : Quartet P. et H. Florens.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h 30 : New Jazz Bandar.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : B. Porcelli Quartet.

SUNSET (42-61-46-60), 21 h 30 : B. et N. Rangell Quintet.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'accroc-habitation.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Elysée...moi.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h 30 : E. Kibaro.

Les concerts

Théâtre 14, 20 h 45 : Orchestre de Chambre, B. Calmel, M. Géliot (harpe), P. Gallois (flûte) Mozart).

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 21 h : Orgues et Trompettes de Versailles (Telemann, Haendel, Bach).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 28 septembre

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (L'amour courtois au Moyen Age).

Théâtre de Dix Heures, 20 h 30 : Duo de Chambre de Manneheim (Mozart, Beethoven, Brahms).

En région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS, Espace J.-Prévert (48-68-00-22), 21 h : Oh ! ils chantent la bouche pleine.

IVRY, Théâtre (46-70-21-55), 21 h : les Libertins.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG

(42-78-35-57)

15 h, Festival du film d'art ; 17 h, Festival du film d'art ; 19 h, La porte s'ouvre, de J.-L. Mankiewicz (v.o.).

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Salle Garance (42-78-37-29)

Cinéma brésilien

14 h 30, Anchieta José do Brasil, de P. Cesar Saraceni ; 17 h 30, A Lira do Delirio, de W. Lima Jr ; 20 h 30, Qu'il était bon mon petit Français (Como era Gostoso o Meu Frances), de N. Pereira dos Santos (v.o., s.t. espagnol, trad. simul.).

Les exclusivités

AGENT TROUBLE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES AILES DU DÉSIR (All., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; V.O. et V.F. : Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; V.F. : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; h. sp.

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.

L'ARME FATALE (A.) (*) : (v.o.) Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LES BALEINES DU MOIS D'AOUT (Ang., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

BARFLY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEYOND THERAPY (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BOIRE ET DÉBOIRES (a., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

LA BONNE (**) (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-42-46). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

BUISSON ARDENT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

CHAMP D'HONNEUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v. it.) : v.o. : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Galaxie, 13e (43-31-56-86).

DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 5e (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

EVIL DEAD 2 (A., v.o.) (*) v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. sp.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA FAMILLE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Colisée, 8e (43-59-29-46). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; 3 Secrétan, 19e (42-06-79-79).

GOOD MORNING BABILONIA (It.-A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (43-26-58-00).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'HOMME VOILÉ (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Conventions, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.

MACBETH (Fr., v. it.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MAN ON FIRE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-30) ; Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).

MÉLO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA MÉNAGERIE DE VERRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Republic cinéma, 11e (48-05-51-33).

MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MON BEL AMOUR, MA DÉCHIRURE (*) (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Ciné-Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-36).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.) : V. Ang. : Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Trois Balzac, 8e (45-61-10-60). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

PAKEEZAH, CŒUR PUR (Ind., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

PERSONAL SERVICES (A., v.o.) (*) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA PETITE ALLUMEUSE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PLATOON (*) (A, v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86(.

PREDATOR (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Rex, 2e (42-36-83-93).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RADIO DAYS (A.), v.o. : Action Ecoles, 6e (43-25-72-07) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08), à p. de v.

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hongkong, v.o.) : Cluny, 6e (43-54-07-76) ; Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bastille, 11e (43-42-16-80).

RICHARD ET COSIMA (Fr.-All.) : Vendôme, 3e (47-42-97-52).

RITA, SUE ET BOB... AUSSI (*) (Brit., v.o.) : Forum Arc en Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). V.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

SABINE KLEIST, SEPT ANS (RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

SI LE SOLEIL NE REVENAIT PAS (Fr.-Suis.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

SOUL MAN (A., v.o.) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08). V.f. : Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

STAND BY ME (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), h.sp.

LA STORIA (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

TANDEM (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

THE ASSAULT (Hol., v.o.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31).

THE BIG EASY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉRÈSE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-03-16-16).

TIN MEN, LES FILOUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

TRAVELLING AVANT (Fr.) : Studio 43, 3e (47-70-63-40).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40). V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VALLÉE FANTOME (Suis.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet-Parnasse, 14e (43-26-58-00) : 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LES YEUX NOIRS (It.-Sov., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), (2 salles) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

Les grandes reprises

AMADEUS (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

BABY DOLL (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BLANCHES COLOMBES ET VILAINS MESSIEURS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

CABARET (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

CASABLANCA (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60).

CASANOVA DE FELLINI (I., v.o.) (*) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09), h.sp.

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

L'ENFER DES TROPIQUES (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

L'EXTRAVAGANT Mr. DEEDS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

GANDHI (Ang., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

LE GUÉPARD (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

HIGHLANDER (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

HORIZONS PERDUS (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

JOUR DE FÊTE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

LETTRE D'UNE INCONNUE (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE LOCATAIRE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), h. sp.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (*) : Cinoches-St-Germain, 6e (43-66-10-82).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MON ONCLE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

Mr. SMITH AU SÉNAT (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA NUIT TOUS LES CHATS SONT GRIS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PROVIDENCE (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), h. sp. Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A. v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA SPLENDEUR DES AMBERSON (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

THE SERVANT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34), h. sp.

UN ÉTÉ 42 (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

UN HOMME DANS LA FOULE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : St-Michel, 5e (43-26-79-17).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES FILMS NOUVEAUX

COMÉDIE. Film français de J. Doillon : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

ENVOUTÉS (*). Film américain de J. Schlesinger, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MIRIANA. Film yougoslave de J. Acin, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 6e (43-54-07-76) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) : Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LE MOINE ET LA SORCIÈRE. Film français de S. Chiffman : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-26-33-44).

REQUIEM POUR UN MASSACRE. Film soviétique de E. Klimov, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK. Film américain de G. Miller, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43.36.23.44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 17e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

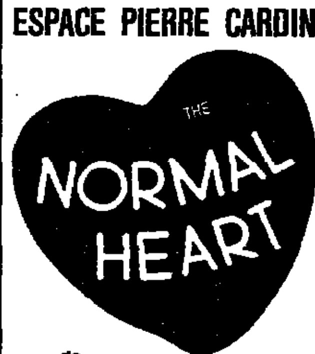
SPIRALE. Film français de C. Frank : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE. Film britannique de P. Greenaway, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

WERTHER. Film espagnol de P. Miro, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

AMERICAN CENTER
reprend
ses cours d'américain
Ses professeurs :
RICK, MARYANNE, MARK, GARY, RICHARD, CLAUDIA, EDWARD, CARY et DOMINGO
vous attendent, à partir du 12 octobre pour vous apprendre à parler leur langue et à comprendre leur culture.
INSCRIPTIONS
du 16 septembre au 3 octobre
au : 261, bd Raspail
75014 Paris - Tél. (1) 43 35 21 50
Cours à partir du 12 octobre à l'Odéon
• Sessions trimestrielles
• Sessions intensives
• Préparation au T.O.E.F.L.
• Teacher training course
• F.P.C.
EMF

ESPACE PIERRE CARDIN





de
Larry KRAMER
Mise en scène : Raymond ACQUAVIVA
Adaptation François FLORENT-Viviane MATIGNON
A PARTIR DU 29 SEPTEMBRE
Location : théâtre 1, avenue Gabriel 8e
42.66.17.81 – fnac et agences.

MAISON DE LA POÉSIE
Association subventionnée par la Ville de Paris
OMBRES ET LUMIÈRES CHEZ JACQUES PRÉVERT
Avec Arnaud Laster et André Pozner
Textes dits par Robert Etcheverry
101, rue Rambuteau, 75001 PARIS - Mo Halles - Tél. 42-36-27-53

PARIS EN VISITES

MARDI 29 SEPTEMBRE

« Les impressionnistes dans la gare d'Orsay », 1 h 30, devant le Musée de la Légion d'honneur (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Conspirateurs et criminels célèbres au Musée de la préfecture de police », 14 h 30, 1 *bis*, rue des Carmes (PYGMA).

« Conciergerie et Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (ARS conf.).

« L'Art des jardins : le jardin Albert Kahn », 1, rue des Abondances, à Boulogne (Hauts Lieux et découvertes).

« Nouvelle présentation de la Maison de Balzac transformée en musée », 15 h 47, rue Raynouard (Monuments historiques).

« Le Musée d'Orsay », 10 heures, devant le Musée de la Légion d'honneur (Paris passion).

« Le fournil de la boulangerie Poilâne », 14 h 30, 87, rue Brancion (E. Romann).

« Le symbolisme », Musée d'Orsay, 13 heures (Mme Caneri).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du Palais (Michèle Pohyer).

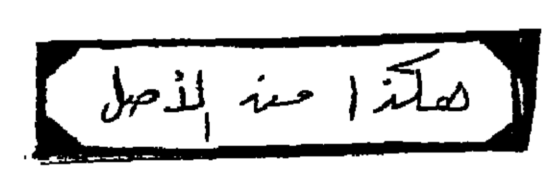
« L'Opéra, chef d'œuvre de Charles Garnier », 13 h 30, hall d'entrée (P.-Y. Jaslet).

« Le noviciat des dominicains et le cloître de Saint-Thomas d'Aquin », 15 heures, portail de l'église, place Saint-Thomas d'Aquin (Paris et son histoire).

« De la place des Vosges aux hôtels de Rohan et de Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« Une heure au cimetière Montparnasse » 10 heures et 11 h 30, 3, boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade).

Le Monde sur minitel
CINEMA
PARIS-PROVINCE
Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires.
36.15 TAPEZ LEMONDE



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 28 septembre

TF 1

20.35 Cinéma : les Valseuses ■■ Film français de Bertrand Blier (1973). Avec Gérard Depardieu, Patrick Dewaere, Miou-Miou, Jeanne Moreau. ▶ **22.40 Magazine : Médiations.** Émission de François de Closets, Richard Michel et Jean-Marie Perthuis. La détention provisoire. **23.40 Journal. 0.55 Permission de minuit.** Emission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2

20.30 Cinéma : Pour la peau d'un flic ■ Film français d'Alain Delon (1981). Avec Alain Delon, Anne Parillaud, Michel Auclair, Daniel Ceccaldi, Jean-Pierre Darras. **22.20 Documentaire : Trente ans de télévision.** 3. Trente ans de scandales à la télévision. Racontés par Pierre Bouteiller. **23.15 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.30 Informations : 24 heures sur l'A 2. 0.00 Série : Brigade criminelle.** (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : Coiffeur pour dames □ Film français de Jean Boyer (1952). Avec Fernandel, Blanchette Brunoy, René Devilliers, Arlette Poirier. **22.05 Journal. 22.30 Magazine : Océaniques.** De Michel Cazenave et *Pierre-André Boutang.* Le sacrifice d'Abraham. Avec Georges Steiner, professeur de lettres comparées à l'université de Genève, et Pierre Boutang, professeur de philosophie à la Sorbonne. **23.30 Musiques, musique.** Mazurkas, de Chopin, par Rodion Shschedrin, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Pied plat sur le Nil □ Film italien de Steno (1979). Avec Bud Spencer, Baldwyn Dakile, Cinzia Monreale, Vincenzo Cannavale. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Magazine : Canal foot.** Invité : Bernard Lacombe. **22.40 Les drives de Canal Plus.** Dernière journée de la Ryder Cup de golf à Columbus (E.U.). **23.50 Football américain.** Un match du championnat professionnel 1987-1988. **0.50 Cinéma : Piranhas** ■ Film américain de Joe Dante (1978). Avec Bradford Dillman, Heather Menzies, Kevin Mc Carthy, Keenan Wynn. **2.15 Les monstres.**

LA 5

20.30 Cinéma : Une femme à sa fenêtre ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1976). Avec Romy Schneider, Philippe Noiret, Victor Lanoux, Umberto Orsini. **22.30 Série : Matlock.** L'ange. **23.20 Série : Nero Wolfe.** Un mort à la porte. **0.10 Série : Max la menace.** Agent double (rediff.). **0.40 Série : Les chevaliers du ciel. 1.10 Feuilleton : Le temps des copains. 1.40 Les cinq dernières minutes.** Une balle de trop (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma à la carte : Jerk à Istanbul □ Film français de Francis Rigaud (1966). Avec Michel Constantin, Jean-François Poron, Anny Duperey, Pierre Richard. **Ou les Assassins de l'ordre** ■■ Film français de Marcel Carné (1970). Avec Jacques Brel, Catherine Rouvel, Charles Denner. **22.00 ou 22.25 Série : Brigade de nuit. 22.50 ou 23.15 Journal et météo. 23.05 ou 23.30 Club 6.** Invités : Frédérique Rollet (écrivain), Francis Lallane, Bernard Fresson, Michel Leeb. **23.50 ou 0.15 25 images seconde. 23.55 ou 0.20 Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : mode d'emploi. Jean Sibelius. 20.30 Dramatique : **La dame au bain,** de Dominique Desanti. **21.30 Musique : Latitudes.** Musique dans le comté de Nice. **22.30 La nuit sur un plateau.** Censures. De la Bible aux Larmes d'Eros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 21 septembre à la Radio danoise) : Symphonie en si bémol majeur, de Scheibe ; Concerto pour haut-bois, clarinette, basson et cordes, op. 94, de Bentzon ; Symphonie fantastique, op. 14, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de la Radio danoise, dir. Lamberto Gardelli ; à 22.30, feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Lœwe, un génie méconnu du lied et de la ballade) ; à 22.45, Ouverture tragique, de Brahms ; à 23.05, Concerto en ré majeur, op. 61, de Beethoven ; à 23.47, Danse lente pour piano, de Franck. **0.00 Musique de chambre.** Mozart, Beethoven, Schubert, Webern, Dufourt.

Mardi 29 septembre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions. (17e épisode). **14.20 Feuilleton : C'est déjà demain.** (17e épisode). **14.45 Variétés : La chance aux chansons.** Emission de Pascal Sevran. Hommage à Vincent Scotto. Avec Colette Renard, Francis Linel, Lucette Raillat. **15.15 Série : Claudine.** D'Edouard Molinaro, d'après l'œuvre de Colette. 2e épisode : Claudine à Paris. Avec Marie-Hélène Breillat, Jean Desailly, Jacques Spiesser. **16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16.** Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Michael Jackson (clip), Michel Piccoli, Jean-Hugues Anglade. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix.** Le dernier des trois. **19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.35 Ciné-star : la Carapate** ■ Film français de Gérard Oury (1978). Avec Pierre Richard, Victor Lanoux, Raymond Bussières, Jean-Pierre Darras. **22.25 Ciné-star** (suite). Magazine de Michel Denisot. Avec Jean-Hugues Anglade et Nastassja Kinski pour *Maladie d'amour*, Caroline Cellier et Laurent Mallet pour *Charlie Dingo*, Fanny Cottençon pour *Journal d'un fou*, Musumarra. **23.25 Journal. 23.40 Permission de minuit.** Émission de Frédéric Mitterrand.

A 2

13.45 Magazine : Domicile A 2. De Liliane Bordoni, présenté par Marc Bessou. Avec, pour la partie variétés : F. Feldman, Emmanuelle, Enrico Macias, Jacques Mailhot ; à 13.50, série : Chapeau melon et bottes de cuir (Le retour du cybernaute). **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Domicile A 2** (suite). **15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine : Domicile A 2** (suite). **17.15 Récré A 2.** Barbapapa ; Bouquins copains ; Les Campbells. **17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.** Une bunny surprise. **18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **18.50 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec Jackie Quartz, Living in a Box, Charles Aznavour, Marco Attali. **19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot d'A 2. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Coup de torchon** ■■■ Film français de Bertrand Tavernier (1981). Avec Philippe Noiret, Isabelle Huppert, Jean-Pierre Marielle, Stéphane Audran, Eddy Mitchell. ▶ **22.35 Documentaire : Le Corbusier.** Rétrospective de l'œuvre de l'architecte à l'occasion du centenaire de sa naissance. **23.45 Informations : 24 h sur l'A 2. 0.15 Série : Brigade criminelle.** Un mort pour un mort (rediff.).

FR 3

14.00 Magazine : Océaniques. Le sacrifice d'Abraham (rediff.). **15.00 Flash d'informations. 15.03 Série : Les dossiers noirs.** De Jean-Michel Charlier. Les rois secrets de l'Indochine. **16.00 Documentaire : Histoire de la médecine.** De l'anatomie à la chirurgie à cœur ouvert. **17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Dessin animé : Croc-note show.** La trompette. **17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Feuilleton : L'or noir de Lornac.** (dernier épisode.) **18.30 Feuilleton : Thibaud, ou les croisades.** 17e épisode : Le Rocher de la chrétienne. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, actualités régionales. **19.56 Dessin animé : Il était une fois la vie.** La moelle osseuse. **20.05 Jeux : La classe. 20.30 INC. 20.35 Cinéma : la Diligence vers l'Ouest** □ Film américain de Gordon Douglas (1965). Avec Ann Margret, Rene Buttons, Michael Connors, Alex Cord, Bing Crosby. **22.30 Journal. 22.55 Magazine : Décibels.** Spécial Zoulous Rap-Dup. Avec Puppa Leslie, Iode, Pablo Master, Mickey Mosman, Destroy Man et Johnny Go, Dee Nasty, Solo, Sheek et Fat, le groupe Princess, Sly and Robbie, Martin Meisonnier. **23.40 Espace francophone.** Emission de Dominique Gallet. La chanson française de l'Ontario.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : I love you ■ Film franco-italien de Marco Ferreri (1986). Avec Christophe Lambert, Eddy Mitchell, Flora Barillaro, Agnès Soral. **15.40 Cinéma : Au-delà du réel** ■ Film américain de Ken Russell (1980). Avec William Hurt, Blair Brown, Bob Balaban, Charles Haid. **17.20 Cabou cadin.** Rambo. **17.45 Série : Les monstres. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **18.45 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Buzy, Juliette, Dominique Sanda. **19.14 Dessin animé : Le piaf. 19.15 Mytho-folies.** Avec Michel Galabru. **19.25 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : le professeur Choron. **20.30 Cinéma : Gandhi** ■■ Film anglo-indien de Richard Attenborough (1982). Avec Ben Kingsley, Candice Bergen, Martin Sheen, John Mills. **23.35 Flash d'informations. 23.40 Cinéma : Recherche Susan, désespérément** ■ Film américain de Susan Seidelman (1985). Avec Rosanna Arquette, Madonna, Aidan Quinn, Mark Blum. (v.o.). **1.20 Cinéma : F comme Fairbanks** ■■ Film français de Maurice Dugowson (1975). Avec Patrick Dewaere, Miou-Miou, John Berry, Michel Piccoli, Jean-Michel Folon.

LA 5

15.20 Série : La grande vallée. Choc en retour. **16.30 Série : Max la menace.** Max joue et gagne. **17.00 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.40 Dessin animé : Emi magique. 18.05 Série : Cosmos 1999.** Ne serait-ce qu'un moment. **19.00 Jeu : La porte magique. Animé par Michel Robbe. 19.30 5, rue du Théâtre.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Cinéma : les Aventures de Rabbi Jacob** ■■■ Film français de Gérard Oury (1973). Avec Louis de Funès, Suzy Delair, Claude Giraud, Marcel Dalio. **22.10 Série : Spenser.** Péché mortel. **23.05 Série : Baretta.** Le fils illégitime (rediff.). **0.00 Série : Max la menace.** Max joue et gagne (rediff.). **0.30 Série : Les chevaliers du ciel. 1.00 Feuilleton : Le temps des copains. 1.30 Les cinq dernières minutes** Les enfants du faubourg (rediff.).

M 6

14.30 Série : Marcus Welby. Le tout pour le tout. **15.20 25 images seconde.** Savoir dénombrer les idées visuelles contenues dans un clip. **15.50 Jeu : Clip combat. 17.05 Série : Les espions.** Volontaires demandés. **18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** L'héritage. **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Le trophée. **19.30 Série : Daktari.** Le mangeur d'hommes. **20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : Don Camillo en Russie** □ Film franco-italien de Luigi Comencini (1965). Avec Fernandel, Gino Cervi, Graziella Granata. **22.15 Série : Maîtres et valets.** Mademoiselle Foreste (rediff.). **23.05 Journal. 23.15 Météo. 23.20 Club 6.** Invités : Michel Galabru, Georges Guétary. **0.05 25 images seconde. 0.10 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.** Le chouchou de la semaine : Julie Piétri.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Mode d'emploi. Jean Sibelius. **20.30 Le journal du corps.** Face à la presse médicale. **21.30 Les nouveaux mardis de la chanson.** Avec Yvan Dautin. **22.30 Nuits magnétiques.** Les gens... tout de même ; littérature. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 mai à Schwetzingen) : Quatuor à cordes en sol mineur, op. 74, nº 3, de Haydn ; Quatuor à cordes nº 1, de Bartok ; Quatuor à cordes en ré mineur, D. 810, de Schubert, par le Quatuor Hagen. **23.07 Club d'archives.** Le Mozart des années 30 ; Un orchestre de luxe : l'orchestre Walther Straram ; Les introuvables du Quatuor Amadeus.

Audience TV du 27 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	47.3	7 sur 7 19.7	Stade 2 12.2	Tendre nuit 1.6	Fureur vaincre 5.9	Kojak 4.8	Oncle Bill 3.2
19 h 45	52.1	7 sur 7 18.6	Maguy 20.7	Tendre nuit 1.6	Flash info 6.4	Kojak 2.7	Daktari 2.1
20 h 16	64.9	Journal 26.1	Journal 19.7	Benny Hill 9.0	Flash info 5.3	Journal 3.2	Daktari 1.6
20 h 55	65.4	Signes extér. 27.7	Cadet Rousse 5.3	Embarquement 3.2	Le Paltoquet 0.5	Apocalypse... 25.5	Le triomphe 4.8
22 h 08	60.6	Signes extér. 29.8	Cinéma cinémas 3.7	Journal 2.1	Cinémode 0.0	Apocalypse... 23.4	Le triomphe 2.7
22 h 44	35.7	Sport dim. 5.3	Cinéma cinémas 3.7	Ville conquise 3.2	Cinémode 0.0	Apocalypse... 21.3	Drôles dames 3.2

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 28 septembre à 0 h TU et le mardi 29 septembre à 24 h TU.

Un anticyclone centré sur les îles Britanniques donne sur la France du temps *frais et sec.* La perturbation *orageuse* s'élimine en Méditerranée.

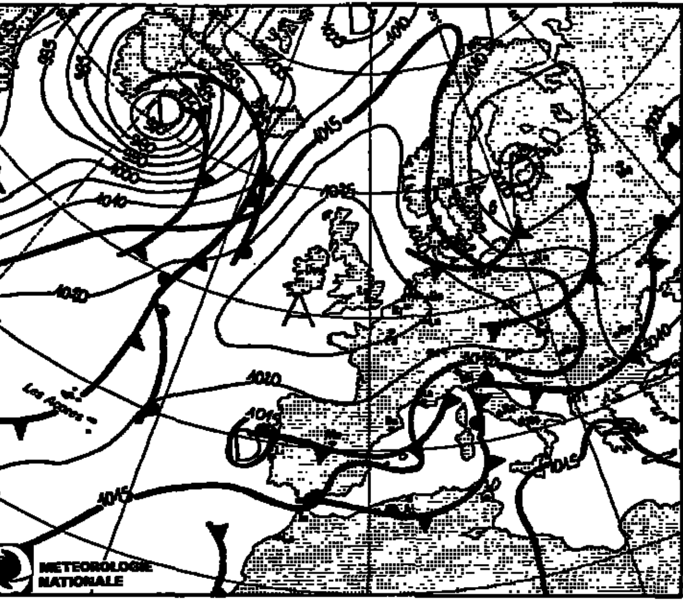
Mardi : le début de matinée sera très brumeux sur la plupart des régions. Les nappes de brouillard seront épaisses et tenaces. Les régions au nord de la Loire et le Midi méditerranéen seront moins touchés. Dès le milieu de la matinée et toute l'après-midi, le ciel sera bien dégagé en toutes régions et le soleil brillera.

Le vent de nord-est soufflera en général *assez faiblement, mais sur la vallée* du Rhône le mistral se lèvera et atteindra les 40 à 50 kilomètres/heure par moments.

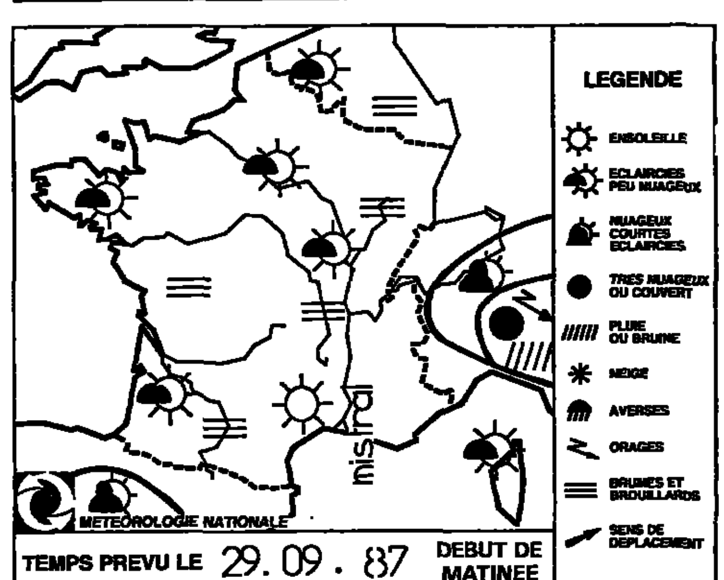
Les températures sont en dessous des normales.

Les valeurs minimales seront entre 4 et 8 degrés sur la majeure partie du pays et entre 10 et 15 degrés des Pyrénées à la Méditerranée. Les maximales atteindront 15 à 18 degrés sur la moitié nord, 17 à 21 degrés sur la moitié sud et *encore localement 24 degrés près de la* Méditerranée.

SITUATION LE 28 SEPTEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



LEGENDE : ENSOLEILLE ; ECLAIRCIES PEU NUAGEUX ; NUAGEUX COURTES ECLAIRCIES ; TRES NUAGEUX OU COUVERT ; PLUIE OU BRUINE ; NEIGE ; AVERSES ; ORAGES ; BRUMES ET BROUILLARDS ; SENS DE DEPLACEMENT

mistral — MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

TEMPS PREVU LE 29.09.87 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 27-9 à 6 heures TU et le 28-9-1987 à 6 heures TU — le 28-9-1987

FRANCE			
AJACCIO	27	16	D
BIARRITZ	18	10	D
BORDEAUX	19	7	D
BOURGES	16	7	N
BREST	16	7	C
CAEN	15	4	N
CHERBOURG	14	7	C
CLERMONT-FERR.	15	4	D
DIJON	16	6	N
GRENOBLE St-M-H	15	11	N
LILLE	15	9	A
LIMOGES	16	7	D
LYON	16	9	C
MARSEILLE-MAR.	23	12	D
NANCY	16	5	D
NANTES	18	7	D
NICE	29	18	C
PARIS-MONTS.	17	7	N
PAU	16	10	C
PERPIGNAN	23	17	D
RENNES	17	7	C
ST-ÉTIENNE	15	5	N
STRASBOURG	17	6	D
TOURS	17	7	D
TOULOUSE	20	9	D
POINTE-A-P.	–	–	–

ÉTRANGER			
ALGER	30	22	O
AMSTERDAM	14	5	A
ATHÈNES	28	22	D
BANGKOK	32	25	C
BARCELONE	27	21	P
BELGRADE	33	10	P
BERLIN	14	5	N
BRUXELLES	13	4	C
LE CAIRE	31	19	D
COPENHAGUE	11	5	N
DAKAR	31	23	O
DELHI	28	28	D
DJERBA	36	23	N
GENÈVE	17	10	–
HONGKONG	26	24	N
ISTANBUL	27	20	D
JÉRUSALEM	25	15	D
LISBONNE	23	18	C
LONDRES	15	9	C
LOS ANGELES	25	18	C
LUXEMBOURG	13	4	D
MADRID	25	10	D
MARRAKECH	29	18	D
MEXICO	27	13	B
MILAN	27	12	C
MONTRÉAL	13	4	N
MOSCOU	12	4	B
NAIROBI	30	13	C
NEW-YORK	23	15	N
OSLO	14	2	D
PALMA-DE-MAJ.	31	19	D
PÉKIN	26	12	O
RIO-DE-JANEIRO	28	20	D
ROME	28	24	C
SINGAPOUR	29	23	C
STOCKHOLM	10	6	P
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	24	18	P
TUNIS	41	24	D
VARSOVIE	14	6	N
VENISE	29	13	C
VIENNE	14	8	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4580

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II									
III				■	■		■		
IV									
V						■			
VI					■				
VII							■		
VIII		■							
IX					■				
X							■		■
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Prit le taureau par les cornes. – II. Pour eux, piquer c'est véritablement du vol. – III. De quoi être chargé comme un mulet. Note. – IV. Habite les colonies. – V. Pour *celui qui ne veut pas que toute la* charge retombe sur lui. – VI. Est riche en couleurs. Trempa ses lèvres. – VII. Avec lui, on ne s'entend pas à un « concert ». Pronom. – VIII. Pourvue du nécessaire pour éclairer et ainsi mettre fin à l'obscurité. – IX. Attachée à lui. Le comble pour lui aurait été de naître sous une mauvaise étoile. – X. Il vint une époque où il lui fut bien impossible de rester les bras croisés. – XI. Enlève le principal. Se plie à de nombreuses volontés.

VERTICALEMENT

1. De quoi en avoir plein le dos et même par-dessus la tête. – 2. Dans un cas comme dans l'autre, ouvre de nouveaux horizons. Porteur d'empreintes. – 3. Scie d'usage courant. – 4. Démontre. Arrivent en haut lieu par le moyen d'une élévation. – 5. Degré. Suscite l'intérêt aux heures de lever. Amené à s'animer. Point d'eau. – 6. Ne fait pas forcément monter à la tête. Nourrices pourvues du nécessaire pour l'alimentation. – 7. Possédé autant que dépossédé. Est concernée de près par un encaissement. Les circonstances l'amenèrent à s'intéresser à ce qui était à ses pieds. – 8. A du monde à ses côtés. Qui peut faire obstacle à l'odorat mais pas à la vue. – 9. Etait réellement tenu à des engagements. Un qui doit s'attendre à ramasser éventuellement une veste.

Solution du problème nº 4579

Horizontalement

I. Obélisque. – II. Négociant. – III. Otai. Etai. – IV. Mâle. UQ. – V. Ifs. – VI. Têtu. Agée. – VII. Eloges. – VIII. Pi. Lue. Sa. – IX. Enée. Nain. – X. Entretien. – XI. Sec. Issue.

Verticalement

1. Onomatopées. – 2. Bêta. Inné. – 3. Egalité. Etc. – 4. Loïe Fuller. – 5. IC. Ou. El. – 6. Sien. Agents. – 7. Qat. Age. Ais. – 8. Unau. Essieu. – 9. Etique. Anne.

GUY BROUTY.

Ce soir, difficile de se mettre d'accord!

Carrefour présente "TV+", la 2ème Télé Couleur pour 1790F!

Carrefour

Le Carnet du Monde

Décès

— Le président-directeur général,
Le directeur général,
Et tout le personnel de la Société française d'études et de réalisations d'équipements de télécommunications (SOFRECOM),
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BIDAUT,
ancien élève de Polytechnique,
ingénieur général
des télécommunications (E.R.),
ancien directeur fédéral
des PTT d'AEF et d'AOF,
ancien directeur général adjoint
de SOFRECOM,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris, le 24 septembre 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de Saint-Ennemond (Allier), le lundi 28 septembre 1987, dans l'intimité familiale.

[Né le 12 juillet 1919, à Ygrande (Allier), M. Jean Bidaut a été successivement directeur fédéral des PTT de l'Afrique-Equatoriale française (1952-1957), puis de l'Afrique-Occidentale (1956-1959), chef des services du Bureau d'études des PTT d'outre-mer (1960-1966) et depuis 1966, directeur général adjoint de la SOFRECOM.]

— Le président,
Le conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit agricole de la Somme,
Le directeur général,
Le comité de direction,
Et l'ensemble du personnel,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude POUPLARD,
directeur des ressources humaines
et de la communication,

survenu à Amiens, le 26 septembre 1987.

La bénédiction aura lieu en l'église Saint-Honoré d'Amiens, le mardi 29 septembre, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu, à 16 h 30, dans l'intimité, à Saint-Martin de Mailloc (Calvados).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Pierrette et Raoul Rossi,
Jean-Michel et Catherine Rossi,
Françoise Rossi,
Piera Rossi,
Ethel Moustacchi,
Annette Beisson,
Jean-Jacques Beisson,
Diane Perera,
Francine Joseph,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre Antoine ROSSI,

survenu le 18 septembre 1987, à l'âge de vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Claude SILVAIN,
ancien d'élève
de l'Ecole nationale d'administration,
directeur du service central
de redevances à Eurocontrol,

survenu à Bruxelles, le 23 septembre 1987.

L'inhumation aura lieu le 29 septembre, à 15 h 30, au cimetière de Fayrac, Castelnaud-la-Chapelle (Dordogne).

119, avenue du Médecin-Général-Derache,
1050 Bruxelles.

— Mme Ulmann
a la douleur de faire part de la disparition, en son domicile, de

M. Don Luiz ULMANN,
engagé volontaire,
croix de guerre 1914-1918,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
croix d'officier du Mérite
et du dévouement français,
officier de l'ordre de Rio Branco,
fondateur et ex-secrétaire général
de la Maison de l'Amérique latine.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue de la Chaise,
75007 Paris.

Anniversaires

— Il y a dix ans,

Pascal BENICHOU

trouvait accidentellement la mort, à vingt-trois ans, le jeudi 29 septembre 1977.

« Baure »,
64300 Sainte-Suzanne-Orthez.

Avis de messes

— Jean-Marie Lebouc,
président de Théâtre et Musique,
a l'immense tristesse de faire part du décès de

Claudine MORETTE,
cofondatrice de l'association,

le lundi 3 août 1987, à Grenoble.

Une messe à son intention sera célébrée le samedi 17 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Séverin, à Paris-5e.

TEM,
64, rue Saint-Honoré,
75001 Paris.

Soutenances de thèses

— Université Paris-V, le mardi 29 septembre, à 9 heures, salle L.-Liard, M. Pierre Bouvier : « Démarche socio-anthropologique et changements de représentations du travail ».

— Ecole des hautes études en sciences sociales, le mardi 29 septembre, à 14 heures, salle de conférences IBM France, 38, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris, M. Marc Thouvenot : « Codex Xolotl. Etude d'une des composantes de son écriture : les glyphes. Dictionnaire des éléments constitutifs des glyphes ».

— Ecole des hautes études en sciences sociales, 54, boulevard Raspail, le mardi 29 septembre, à 14 heures, M. Addi Lahouari : « Etat et pouvoir dans les sociétés du tiers-monde : le cas de l'Algérie ».

— Université René-Descartes-Paris-V, le mercredi 30 septembre, à 14 heures, amphithéâtre E.-Durkheim, galerie Claude-Bernard, esc. J, 3e étage, M. Henri Aron : « Coopérations enseignantes et limitation culturelle ».

— Université Paris-X-Nanterre, le mercredi 30 septembre, à 14 heures, salle C 24, M. Christian Andrès : « Connaissances et croyances au Siècle d'or, d'après l'œuvre théâtrale de Lope de Vega ».

— Université Paris-I, le mercredi 30 septembre, à 18 heures, salle des Commissions (centre Panthéon), M. Daba Diawara : « Institutions et modalités de l'aménagement rural : le cas des opérations de développement rural du Mali ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du samedi 26 septembre 1987 :

UN ARRÊTÉ

● Du 31 août 1987 complétant l'arrêté du 24 juillet 1978 relatif aux modalités de l'identification permanente et généralisée du cheptel bovin.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 27 septembre :

UN DÉCRET

● No 87-779 du 25 septembre 1987 modifiant le décret no 85-1524 du 31 décembre 1985 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel.

UN ARRÊTÉ

● Du 31 août 1987 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1984 relatif à l'immatriculation des véhicules.

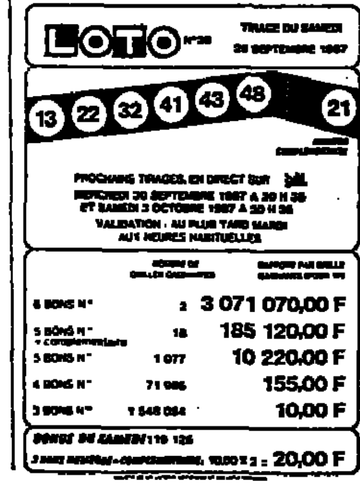
UNE CIRCULAIRE

● Du 23 juin 1987 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, prévention des risques industriels majeurs (directive no 87-216 CEE du 19 mars 1987 modifiant la directive no 82-501 CEE du 24 juin 1982).



RELIGION

● **La deux millième émission du « Jour du Seigneur ».** — Pour le deux millième numéro du « Jour du Seigneur », l'émission catholique du dimanche matin sur Antenne 2 — créée en 1948 et qui a une audience de 2,5 millions de personnes, — un duplex a été réalisé entre Assise et Paris le dimanche 27 septembre. Dans la ville de saint François, au cours de la messe célébrée par le cardinal Etchegaray, a été lu un message du pape. A Paris, sur le thème de paix, un magazine en direct a réuni notamment le cardinal Lustiger, Samuel Pisar, Bernard Benson et Francis Lalanne. « Présence protestante » avait laissé son temps d'antenne à l'émission catholique.



Publicité

Succédant à M. Bleustein-Blanchet

M. Maurice Lévy devient président du directoire de Publicis

Le 1er janvier 1988, M. Maurice Lévy, en devenant président du directoire de Publicis, succédera au fondateur de la première agence de publicité française, M. Marcel Bleustein-Blanchet. La décision de transformer la société anonyme classique avec conseil d'administration en société anonyme avec directoire et conseil de surveillance a été prise par le conseil d'administration vendredi 25 septembre, annoncée le soir même aux cadres supérieurs et aux plus anciens collaborateurs, et lundi à l'ensemble du personnel ; elle sera soumise pour ratification à une assemblée générale des actionnaires le 27 novembre.

Le conseil de surveillance, présidé par M. Bleustein-Blanchet, comprendra un vice-président, M. Roger Faraggi et six membres : son épouse, Mme Sophie Bleustein-Blanchet, ses deux filles, Mmes Elisabeth Badinter et Michèle Bleustein-Blanchet, et MM. Jean Forgeot, Jean Morin et Henri-Calixte Suaudeau.

Le directoire comprendra, outre M. Lévy, MM. Claude Marcus (qui dirige les activités internationales du groupe) et Bruno Desbarats (qui dirige Régie-Presse). En 1986, le groupe Publicis a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 6,5 milliards de francs, et un bénéfice après impôts de 82 millions de francs. Il emploie 3 500 personnes.

Un saut de génération

« Mon cher Maurice, je vous confie les clés de l'avenir. » C'est en ces termes que le plus ancien des publicitaires en activité a, vendredi soir, transmis le flambeau à son successeur. Ce faisant, il ne dételle pas pour autant : président du conseil de surveillance, il entend bien continuer à assumer sa tâche : *« Je reste à la barre,* nous a-t-il dit, *mais je monte d'un étage. »* Et Maurice Lévy le confirme : *« Je deviens le grand patron, mais je préfère qu'on dise avec Marcel Bleustein-Blanchet plutôt qu'*après *lui. »* Maurice Lévy dirigera le groupe au quotidien, sous l'œil vigilant du fondateur qui conservera le *« droit de démettre »* et la haute main sur les grandes options stratégiques.

Alors ? Rien de changé, sinon un galon de plus — l'ultime — pour le jeune informaticien hirsute à qui, en 1971, le vieux lion avait dit : *« Vous savez, jeune homme, un jour vous dirigerez cette maison ».* En fait, tout est changé. La balance maintenue égale pendant des années entre Claude Marcus (soixante-trois ans), le neveu si proche entré à vingt ans à Publicis, et Maurice Lévy (quarante-cinq ans) avait déjà penché en faveur du plus jeune, lors qu'il avait été nommé, il y a un an, vice-président du groupe. On avait pu croire un instant que la mésaventure de TV 6, où Maurice Lévy s'était entièrement impliqué, le déstabiliserait. Mais il ne regrette rien : *« Au bout d'un an, l'exploitation de TV 6 était équilibrée. Quand je vois ce que font les autres, j'ai toutes les raisons d'être fier. »*

Avec l'officialisation d'aujourd'hui, Marcel Bleustein-Blanchet annonce, à quatre-vingt-un ans, qu'il prend de la distance : *« J'ai eu trop peur de finir comme Boussac ou Prouvost. Si on veut se cramponner, cela ne finit pas très bien. On se trouve un jour devant un monde auquel on ne comprend plus rien. »* Il a donc choisi le saut de génération.

Comment le nouveau patron de Publicis voit-il l'avenir ? *« En face des grandes concentrations qui ont agité le monde de la publicité ces dernières années, je crois que nous devons conserver la maîtrise de toutes nos structures. Nous avons bien sûr l'intention de nous développer, de conquérir des parts de marchés. Nous ne sommes pas là pour gérer les milliards, mais pour apporter le meilleur conseil à nos clients. Seul notre professionnalisme nous le permettra. »*

Pour préparer le Publicis de l'an 2000, comme le patriarche l'en a chargé, Maurice Lévy prépare des changements de structure. Il a trois mois pour les mettre au point avec ses collaborateurs et, celui qui reste présent, avant de prendre tout à fait la direction de l'entreprise.

JOSÉE DOYÈRE.

DESTINATIONS
A PRIX "CHARTER" HIVER/PRINT. 87-88

PARIS/ LOS ANGELES	3.700F	PARIS/ MIAMI	3.550F
LOS ANGELES/ PAPEETE	4.495F	PARIS/ MEXICO	4.875F
LONDRES/ PAPEETE	8.000F	PARIS/ RIO	5.780F
PARIS/ SAN FRANCISCO	3.700F	PARIS/ BUENOS AIRES	6.660F
PARIS/ NEW YORK	2.480F	PARIS/ BOMBAY-DELHI	4.950F

INTER CHART'AIR
SEULS LES PRIX SONT CHARTERS
- PARIS : 32, rue du 4 Septembre - 42.66.42.44
- LILLE : 20.55.54.56 - LYON : 78.95.16.40 - TOULOUSE : 61.21.16.75

JEU GAGNANT N° 42
LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2				
1	TOULOUSE	MATRA RACING	1	☒	2
2	PARIS S.G.	ST-ETIENNE	☒	N	2
3	NIORT	BREST	☒	N	2
4	MONACO	LILLE	☒	N	2
5	CANNES	TOULON	☒	N	2
6	BORDEAUX	LAVAL	☒	N	2
7	MARSEILLE	AUXERRE	1	N	☒
8	LENS	METZ	☒	N	2
9	LE HAVRE	NICE	☒	N	2
10	MONTPELLIER	NANTES	1	☒	2
11	GUEUGNON	LE PUY	☒	N	2
12	AJACCIO	ISTRES	☒	N	2
13	SÈTE	TOURS	1	☒	2
14	LORIENT	MULHOUSE	1	☒	2
15	MELUN	BEAUVAIS	1	☒	2
16	STRASBOURG	NANCY	☒	N	2

Tirage des "7 Numéros de la Chance"
du Dimanche 27 Sept. 1987 : 1 5 8 9 12 15 16

Aéronautique

Faute de commandes militaires depuis deux ans

M. Serge Dassault juge « très préoccupante » la situation de sa société

La situation du groupe Dassault-Breguet est jugée *« très préoccupante »* par son président-directeur général, M. Serge Dassault, qui vient de l'écrire dans une lettre adressée au personnel. Aucune commande nouvelle d'avions militaires n'a eu lieu depuis deux ans. *« De nouveaux sacrifices »* sont nécessaires pour *« la pérennité de la société »* et, dans cette éventualité, il faut s'attendre à une réduction des effectifs qui soient *« surabondants ».*

C'est la première fois depuis son accession à la tête de la société Dassault-Breguet, il y aura un an dans trois semaines, que le fils du célèbre constructeur d'avions tire ainsi la sonnette d'alarme. Les résultats financiers n'incitent pas, en effet, à l'optimisme. Après une baisse de 36 % de son bénéfice net l'an dernier, le groupe vient d'annoncer, pour les six premiers mois de 1987, une chute de 90 % de ses profits (avant impôts) par rapport à la même période de 1986, et, à la Bourse, le titre a perdu plus de la moitié depuis son cours le plus haut de l'année. Dassault-Breguet amorce un piqué dans lequel une large part de l'aéronautique française, travaillant en amont et en aval, risque d'être entraînée.

Le ton de la lettre de M. Dassault est grave, même si son auteur rappelle que la société conserve, d'autre part, des atouts qui tiennent à la qualité de ses bureaux d'études et à son projet de nouvel avion Rafale.

Quatorze clients

A l'exception des avions civils, tels les Falcon séries 50, 200 ou 900, qui ont trouvé des acquéreurs aux États-Unis et au Japon, il n'y a aucune commande nouvelle d'avions militaires depuis deux ans, malgré le démarchage de la clientèle à l'exportation. M. Dassault indique qu'il a demandé à ses équipes de vente d'intensifier leurs actions à l'étranger, mais il observe, aussitôt, que *« jamais une conjoncture nationale et internationale n'aura été aussi mauvaise ».*

Plusieurs raisons expliquent ce marasme du marché international. Les clients sont surendettés ou leurs disponibilités financières se sont réduites. Les avions existants durent plus longtemps que prévu et, ainsi, de nombreux pays décident de les moderniser sans en acheter de nouveaux. Un marché de l'aviation militaire d'occasion commence à s'organiser, alors même que les avions neufs, de plus en plus chers, se vendent moins. Enfin, les clients exigent, maintenant, de fabriquer chez eux ou de recevoir une aide technique pour leur propre industrie, ce qui limite d'autant la production qui est confiée aux usines françaises.

M. Dassault cite plusieurs exemples rapportés, cet été, par ses équipes de vendeurs durant leur prospection à l'étranger. Ces faits intéressent, indistinctement, toutes les parties du monde ainsi démarchées et ils concernent tous les modèles d'avions militaires produits par la firme française : soit un total de quatorze clients.

Ainsi, l'Irak réclame l'installation, sur son territoire, d'une usine de maintenance (révision et entretien) pour les Mirage F-1 en service dans son armée de l'air. Ainsi, le Brésil et l'Argentine souhaitent n'acquérir que des Mirage-III (un modèle ancien) d'occasion et, sur ce double marché, Dassault-Breguet se heurte à la concurrence des Israéliens, qui, forts de leur expérience de longue date sur ce type d'appareil, prétendent faire mieux que son constructeur.

Ainsi, encore, le Pakistan se contente de demander un « retrofit », c'est-à-dire une modernisation ou une mise à niveau technologique, des Mirage-2000 précédemment achetés. Ainsi, enfin, les Indiens, qui ont préféré quarante Mig-29 soviétiques à un nouveau lot de Mirage-2000, pourraient commander quatre-vingt-trois Alpha-Jet à Dassault-Breguet en échange d'une assistance de la société française pour concevoir, localement, leur avion de combat léger national.

Des suppressions d'emplois

C'est *« la nouvelle toile de fond du marché aéronautique »,* écrit M. Dassault, à laquelle *« il nous faut nous adapter ».* Le président du groupe Dassault-Breguet en conclut qu'il faut réduire les coûts de production, développer les activités qui se rapportent à la rénovation du parc existant et faire encore évoluer les avions déjà conçus, en utilisant mieux les matériaux composites, les systèmes informatiques ou robotiques et les commandes de vol électriques, qui relèvent des technologies les plus modernes.

Dans l'immédiat, le constructeur français se trouve confronté, faute de commandes nouvelles, à un grave problème de plan de charge de production si, en revanche, les activités de ses bureaux d'études s'améliorent avec la décision du premier ministre de lancer le programme Rafale.

« Cette situation, écrit M. Dassault, *va nous obliger à réexaminer le problème de nos effectifs, qui deviennent rapidement surabondants. Thomson-CSF, Aérospatiale réduisent leurs effectifs. Les sociétés américaines McDonnell-Douglas, General Dynamics, Northrop et Lockheed font de même. »* Cependant, le président de Dassault-Breguet n'avance aucune estimation du nombre de ces suppressions d'emplois : il se pourrait que plus de mille postes soient concernés au sein d'une entreprise de quinze mille personnes.

M. Dassault ne fait aucune allusion, dans sa lettre, à la possibilité de limiter cette diminution des effectifs grâce à l'aboutissement, prochain, de deux contrats en cours. Le premier est, en effet, celui avec l'Inde, déjà évoqué : une commande de quatre-vingt-trois Alpha-Jet, même partagée avec l'Allemagne fédérale qui cofabrique cet avion, devrait donner de l'oxygène aux usines Dassault. Le second a trait à l'achat par la France à Lockheed d'une demi-douzaine d'avions de transport Hercules : la société américaine a accepté de sous-traiter 30 à 35 % du travail à l'Aérospatiale, mais aussi une part équivalente à Dassault-Breguet.

JACQUES ISNARD.

CATASTROPHES

Un glissement de terrain fait de nombreuses victimes en Colombie

Quatre-vingt-quinze corps retrouvés, un nombre indéterminé de disparus, deux cents blessés : tel est le bilan provisoire du glissement de terrain qui s'est produit à Medellin (1 270 000 habitants), la deuxième ville de Colombie, le 27 septembre, à 14 h 30 (heure locale, soit 20 h 30, heure de Paris). Une masse de boue et de pierres s'est détachée du Pain de sucre, une colline qui domine le quartier pauvre de Villa-Tina. La coulée de boue a obstrué le fond de la vallée, créant ainsi un barrage fragile derrière lequel s'accumule l'eau d'un canal d'irrigation.

Rappelons que, le 13 novembre 1985, une coulée de boue, descendue du volcan Nevado del Ruiz, avait englouti la ville colombienne d'Armero, y tuant 25 000 personnes. — (AFP.)



هكذا من الأصل



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

COMBUSTION ENGINEERING

AccuRay

Filiale du puissant groupe américain COMBUSTION ENGINEERING, leader dans le domaine des systèmes de mesure et de contrôle de process, fournisseur privilégié de sociétés papetières de premier plan, recherche dans le cadre de son développement plusieurs

Jeunes ingénieurs d'affaires

Débutants ou ayant une première expérience, ils bénéficieront, dans un premier temps, d'une solide formation aux produits sur un site de production en Irlande, tout en participant aux installations des équipements en clientèle.

Au-delà, ils se verront confier en France la mise en route et la recette des systèmes, jusqu'à l'obtention des garanties contractuelles.

Une évolution ultérieure vers la responsabilité complète d'affaires et l'animation d'une équipe sont d'ores et déjà prévues.

Les candidats devront posséder une formation supérieure si possible à dominante électronique, instrumentation (ECP, AM, ENSI, EFP...), une première expérience professionnelle chantiers, mise en route d'installations... serait très appréciée.

Les qualités personnelles de dynamisme, de contact, d'ouverture, ainsi que les capacités d'adaptation au contexte international seront privilégiées dans les critères de choix. Langue anglaise et disponibilité géographique indispensables.

Ecrire sous réf. 39 B 628 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris — PUBLIPANEL

Société dynamique et performante leader dans son domaine - systèmes électroniques - renforce ses structures techniques pour assurer son développement et l'évolution de ses produits et recherche un

Ingénieur développement systèmes

fort potentiel

ESE, SUP. TELECOM., SUP. AERO, ENSTA, ENSIEG

Rattaché au Directeur Technique, il sera chargé dans un premier temps d'assurer la conception et le développement des systèmes pour le secteur Aéronautique, en relation étroite avec les différents partenaires (clients, fournisseurs).

Au-delà (2 ans environ), il animera les équipes (15 personnes environ) Etudes et Industrialisation des systèmes pour l'ensemble des activités de la société.

Ce poste ouvre également une perspective de responsabilité technique très large au sein de la société.

Il sera en conséquence confié à un ingénieur diplômé de premier plan, d'environ 30 ans et possédant une expérience de 4 à 5 ans dans l'élaboration des systèmes électroniques (aéronautique ou process, télécommunications...). D'excellentes facultés intellectuelles (analyse et synthèse) et des capacités de contact et d'animation sont indispensables. Anglais courant nécessaire.

Lieu de travail : banlieue ouest Paris (proche Versailles).

Rémunération à la hauteur du potentiel recherché.

Ecrire sous réf. 39 B 688 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris — PUBLIPANEL

Au sein d'une grande usine chimique, rattachée à un important groupe industriel, nous recherchons

• Ingénieur responsable entretien - travaux neufs (mécanique)

Il animera un service de 65 personnes. Il sera diplômé d'une école d'ingénieurs (généraliste ou mécanique) et il aura si possible une première expérience industrielle.

réf. 39 A 759 - 7 M

• Ingénieur responsable entretien - travaux neufs (électricité - instrumentation)

Il animera un service de 45 personnes. Il sera diplômé d'une école d'ingénieurs (généraliste ou électrotechnique), il aura impérativement une première expérience industrielle et de bonnes connaissances en automatisme.

réf. 39 A 760 - 7 M

Ces deux postes impliquent, outre de bonnes compétences pour assurer des responsabilités sur le plan technique, organisation, gestion de budgets et optimisation des coûts, de réelles capacités pour développer un management participatif au sein des équipes que ces ingénieurs animeront.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Postes : ville nord France.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris — PUBLIPANEL

Groupe industriel français spécialisé dans les techniques de fixation recherche pour l'une de ses unités de production (transformation de grande série) son

Responsable de production

Rattaché au Directeur d'usine, il dirigera un effectif de 80 personnes environ regroupant les services ordonnancement/lancement, fabrication, outillage, approvisionnement. Au-delà de la réalisation des programmes de fabrication en quantité, qualité et délai, il participera à l'évolution technique, organisationnelle et humaine de cet établissement. Le candidat, ingénieur d'au minimum 30 ans, possédera une expérience industrielle confirmée acquise en production de moyenne ou grande série dans le domaine de la petite mécanique, sensibilisé aux aspects "qualité" et habitué à utiliser des outils informatiques, il disposera de capacités réelles d'animation et de gestionnaire.

Poste banlieue nord-ouest Paris.

Rémunération **250.000 F +** selon expérience.

Ecrire sous réf. 39 A 749 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris — PUBLIPANEL

CABLES SPECIAUX IMMERGES

Développement et ingénierie

ECP, MINES, AM

Une société française de réputation mondiale réalisant des biens d'équipement de haute performance, recherche un ingénieur grande école pour participer au développement de câbles spéciaux.

Il aura 2 à 3 ans d'expérience technique, de préférence dans le domaine câblerie, et il sera à même d'assumer des responsabilités dans les domaines : calcul et dimensionnement, définition de structures, choix des matériaux, méthodes de calcul, essais de qualifications, relations techniques avec les clients...

La réussite dans ce poste implique de fortes compétences techniques conjuguées avec du dynamisme et le sens du travail en équipe.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste : grande banlieue de Rouen.

Ecrire sous réf. 39 A 771 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris — PUBLIPANEL

AUTOMATISATION - ROBOTISATION...

Participer à l'étude et à la réalisation de 400 millions d'investissements

Une société française, CA 1,4 milliard, plusieurs usines, filiale d'un groupe américain, premier mondial dans son domaine, développe un plan ambitieux de croissance.

Pour y participer et y jouer un rôle moteur, nous recherchons un ingénieur ECP, AM ou grande école équivalente, ayant 5 ans d'expérience travaux neufs ou production acquise dans un domaine de fabrication en moyenne et grande série. Il animera une équipe, chargée de mener complètement des projets, sur le plan technique et économique : études, réalisations, contacts fournisseurs.

Connaissance de l'anglais nécessaire (possibilité de stage de quelques mois aux USA).

La réussite dans ce poste permettra d'accéder à des responsabilités de direction opérationnelle de premier plan.

Poste : ville nord France.

Ordre de grandeur de rémunération : **280.000 F +**

Ecrire sous réf. 39 A 769 - 7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris — PUBLIPANEL

GROUPE MAC
Conseil de Direction

Consultant

GROUPE MAC
Conseil de Direction

Le Groupe MAC recherche des collaborateurs pour faire face à son expansion rapide en Europe et dans le Monde.

Le Groupe MAC est une société internationale de Conseil de Direction opérant à partir de 11 bureaux répartis dans le monde.

Notre domaine d'intervention est la formulation et la mise en oeuvre stratégique.

Nous cherchons plusieurs consultants pour le bureau de Paris.

La vocation d'un consultant est de mener à bien, au sein d'une équipe, une partie d'un projet de stratégie ou d'organisation. Sa formation et son expérience devraient lui permettre de maîtriser rapidement les concepts stratégiques et d'organisation.

Profil idéal recherché : Diplômé d'une grande école (ingénieur ou commerciale), possédant un MBA (européen ou américain) et 2 à 4 ans d'expérience professionnelle.

Les candidats que nous recherchons ont l'ambition de travailler dans un environnement international et stimulant intellectuellement, sont prêts à une grande mobilité géographique et sont dotés d'une grande ouverture d'esprit.

Langues : La préférence sera donnée à des candidats maîtrisant parfaitement l'anglais plus l'allemand ou l'italien.

Écrire au Groupe MAC, 11, boulevard De Latour-Maubourg 75007 PARIS à l'attention de Mlle Marie-Catherine JANSON en indiquant les prétentions.

PARIS - LONDRES - BARCELONE - MADRID - ROME - BOSTON
WASHINGTON - CHICAGO - SAN-FRANCISCO - BUENOS-AIRES - HONG-KONG

Vous envisagez la gestion de personnel sous l'angle informatique ?

Notre compagnie privée d'Assurances est l'un des précurseurs français en matière d'innovation et de création de nouveaux produits adaptés aux besoins du marché.

Dans cet environnement riche et évolutif, notre Direction du Personnel (12 personnes) s'étoffe et intègre un jeune diplômé soucieux d'optimiser la gestion des Ressources Humaines par une informatisation croissante.

Jeune et volontariste, vous êtes titulaire d'une Maîtrise (Gestion des Ressources Humaines, Sciences Economiques...).

Vous êtes un homme de dialogue et de conseil ; l'informatique vous intéresse : *elle est pour vous un outil de travail indispensable.*

Dynamique, vous déterminez les actions propres à améliorer la gestion des Ressources Humaines.

Formé à l'informatique dans notre entreprise, vous concevez et mettez en place les outils informatiques spécifiques nécessaires.

Cette création de poste ouvre des perspectives vers des responsabilités élargies.

Poste basé à Paris.

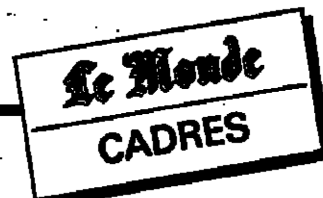
Nous confions notre recrutement à **Thierry GUIBAUD** qui étudiera avec attention votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) que vous lui adresserez sous la référence 87.09.85 à GDI, 24, rue de Madrid, 75008 Paris.

GDi — Les valeurs humaines de l'informatique. — Jonction

ronautique

I. Serge Dassault juge très préoccupante situation de sa société

IMMOBILIER
Ventes + Locations
Une page d'annonces
Le Monde



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SOREFI DE HAUTE NORMANDIE - Rouen

Nous construisons l'avenir

Une SOREFI c'est bien sûr un établissement financier à compétence régionale, structure décentralisée d'un grand réseau national comportant plus de 6 000 agences et 15 000 guichets. Mais c'est aussi, auprès de ce réseau, la mise en commun de moyens et de services d'animation et de gestion. C'est pour cela que nous avons été créés et c'est dans cette perspective que notre toute jeune SOREFI de Haute-Normandie conçoit son organisation en vous proposant deux postes-clés.

Directeur du développement

Réf. DD 934 M

Votre champ d'action : l'Eure et la Seine-Maritime, une superbe région où nous sommes très bien implantés, 13 Caisses, 160 agences, 1 000 personnes. Votre mission, dans le cadre d'une stratégie régionale, est de les aider à élaborer leur plan de développement et à définir les priorités. Il s'agit de mettre en œuvre des moyens d'étude du marché local, d'imaginer des outils pour le pénétrer, de penser vente, marketing, communication, formation.

Vous avez obligatoirement l'expérience de ce type de responsabilité. Donc pas moins de 30 ans, une formation supérieure et une sérieuse connaissance de la distribution des produits et services financiers. Vous avez vendu et encadré des équipe de ventes.

Chez nous, vous trouverez le «plus» de la création.

Directeur des Ressources Humaines

Réf. DRH 935 M

Votre fonction est vaste et variée. Il s'agit d'abord d'apporter votre conseil à des caisses autonomes et d'animer ainsi la gestion des ressources humaines de notre région. Plus spécifiquement encore de gérer et de développer la formation professionnelle et d'être l'interlocuteur des organismes paritaires. Mais aussi, dans un cadre d'entreprise, de veiller au bon fonctionnement de notre SOREFI en prenant en charge bien sûr les problèmes de personnel, tous les services généraux et — si vous en avez la compétence — l'aspect juridique et contentieux.

Votre expérience professionnelle est donc un atout, votre formation supérieure une nécessité et votre antériorité, dans la gestion des Ressources Humaines d'une structure en réseau et dans la formation, une condition incontournable à nos yeux. Car, ici, vous aurez beaucoup à faire.

Merci, en nous lisant, de réfléchir à nos exigences et à vos compétences, merci aussi de penser que vous serez les premiers de notre organisation et que sans doute un bel avenir vous attend.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

FRANCE OUEST

Important Cabinet de Conseil en Ressources Humaines

recherche

DIRECTEUR

Doté d'une large autonomie, il sera responsable du développement sur tout l'ouest de la France de l'ensemble des services de la Société (recrutement et gestion des ressources humaines) et gérera ses activités en centre de profit.

35 ans au moins, de formation supérieure, le candidat possédera idéalement une expérience diversifiée dans le conseil, le recrutement et/ou le développement des ressources humaines, la vente de services et l'animation d'équipe. Une pratique des responsabilités opérationnelles serait appéciée. La rémunération, en partie liée aux résultats, sera motivante.

Ecrire sous le nº 6 974, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Pour ce poste les réponses seront transmises directement à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

Un Institut de Recherche et de formation en matière de prévention des risques professionnels (NANCY)

recrute

INGENIEUR FORMATEUR (H/F)

Ingénieur ou universitaire 3ème cycle aura pour tâche de concevoir, organiser et animer des sessions de formation à l'intention d'architectes et/ou d'ingénieurs dans le domaine du B.T.P. et de la manutention et du levage en industrie.

Participera également à l'élaboration de supports pédagogiques et à des études à finalités pédagogiques.

Les candidats devront posséder plusieurs années d'expérience dans le domaine du B.T.P. et dans la formation d'adultes.

FORMATEUR (H/F)

Se verra confier des études à finalités pédagogiques ainsi que l'élaboration des supports pédagogiques et devra également participer à des sessions de formation de formateurs.

Les candidats de niveau D.E.S.S. psychologie industrielle ou psychologie du travail devront posséder plusieurs années d'expérience en entreprises ou dans un organisme de formation.

Ecrire avec C.V. sous réf. 1288, à SWEERTS Publicité 9 rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

Diplômés de grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion : développer la stratégie de télécommunication des plus grands groupes français

La dimension de notre groupe, une compétence dans la communication d'entreprise reconnue comme exceptionnelle, nous permettent de poursuivre avec succès, un ambitieux plan d'investissement et de recherche dans les secteurs de pointe qui touchent à la transmission des données, aux réseaux numériques...

Nos relations avec nos clients sont riches et passionnantes ; nous développons avec les plus grandes entreprises de l'hexagone qui ont une stratégie de télécommunication planétaire, au delà de notre position de fournisseur de services, de véritables relations de partenaire.

Nous rejoindre, c'est prendre toute la responsabilité en tant qu'ingénieur d'affaire grands comptes des dossiers stratégiques que vous saurez faire évoluer et aboutir. Votre rôle sera celui d'un homme qui sait convaincre mais aussi aider à réaliser concrètement des affaires ; celles-ci sont liées tant à l'utilisation des réseaux publics qu'à la conception de réseaux privatifs, ou simplement à l'usage de terminaux et de la transmission numérique. Vous aurez aussi à coordonner de façon opérationnelle l'ensemble des services intervenant chez nos clients.

Polytechnique, Mines, Centrale, HEC ou ESSEC... vous avez la trentaine et l'envie de vous réaliser dans la vente de réseaux et services pour l'entreprise et déjà l'expérience de ce type de commercialisation chez un grand constructeur informatique ou dans l'une des entreprises du secteur télécom ou bureautique.

Merci de nous adresser, lettre, CV, photo, sous référence 4199 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) - 79-83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Membre de Syntec



recherche pour son réseau négoce

UN RESPONSABLE D'UNITÉ RÉGIONALE

Basé aujourd'hui en région Lilloise, la mission de ce professionnel du négoce sera principalement d'assurer le développement d'un centre de profit en en prenant la Direction et en commercialisant crèmes glacées et produits surgelés en restauration, détaillants, collectivités, marchés régionaux., etc...

Pour cette responsabilité très opérationnelle, un bon niveau de formation (type ESC...) est nécessaire.

Ce pourrait être pour un cadre commercial du secteur négoce une bonne opportunité d'élargir son champ d'action.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 59 à **MONFORT - Service du Personnel** 1, Place de la Boule - 92003 NANTERRE CEDEX.



Jeunes Ingénieurs ou Sup de Co ... et déjà une première expérience

Principale filiale d'un Groupe industriel renommé, nous développons notre activité sur le marché des matériaux de construction. Nous avons déjà amorcé notre réflexion Marketing et souhaitons aujourd'hui l'accentuer en intégrant un jeune collaborateur.

Par vos études et analyses vous nous proposerez vos plans à moyen et long terme, par vos actions promotionnelles vous dynamiserez notre action sur le terrain.

Reportant au Directeur Commercial, vous travaillerez en étroite collaboration avec nos Laboratoires et nos Chefs d'Agence.

Ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez une première expérience de l'Industrie et un goût prononcé pour le Marketing. Vous savez allier l'imagination et la rigueur, le goût des contacts et le sens de la gestion, et souhaitez à présent mettre en valeur vos capacités d'initiative.

Si l'opportunité de créer vous-même votre poste dans un Groupe en fort développement vous séduit, merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la référence O/PRO/LM, à notre Conseil Christiane CHARBONNE, qui vous garantit une totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Responsable des Relations Humaines et du Personnel

Un des tout premiers AGENT DE CHANGE DE PARIS recherche son Responsable du Personnel

Ayant dû faire face à une forte croissance qui porte son effectif actuel à plus de 150 personnes, cette CHARGE souhaite mettre en place une gestion dynamique et efficace de ses ressources humaines.

Le poste proposé sera directement rattaché à la Direction Générale de la Charge.

La mission implique :

- La mise en place d'une politique de personnel privilégiant la gestion prévisionnelle des carrières et la valorisation des collaborateurs à potentiel ;
- La gestion administrative du personnel : recrutement, formation, paie et systèmes d'intéressement, retraites, information et expression des salariés ;
- Le suivi et l'application de la réglementation sociale.

Ce poste conviendrait à une candidate (un candidat) — âge environ 40 ans — de niveau DESS de gestion sociale ou équivalent ayant environ 5 ans d'expérience dans la fonction personnel éventuellement acquise en milieu financier de préférence.

Outre de solides compétences juridiques, la candidate (le candidat) témoignera d'excellentes capacités d'animateur et un goût affirmé pour la mobilisation de la ressource humaine de l'entreprise.

Envoyer c.v., lettre manuscrite, photo récente et prétentions sous nº 8038 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.



Nous sommes MECANORMA INTERNATIONAL, important fabricant et distributeur d'une gamme très diversifiée de produits destinés aux arts graphiques, au dessin technique et à la réalisation de produits de communication.

Nous recherchons aujourd'hui : **2 CHEFS DE PRODUITS.**

Vous assurerez la coordination des équipes internes et externes (designers, publicitaires...) et piloterez la création de nos produits.

2 possibilités s'offrent à vous d'intégrer une équipe expérimentée, en gardant toutefois une large autonomie :

- soit comme **Chef de produit senior** si vous avez : 30 ans environ, 4 ans d'expérience de marketing opérationnel et si vous êtes spécialiste dans la recherche, l'animation et dans la gestion de lignes de produits. (Réf. CPS/LM)

- soit comme **Chef de produit junior** si vous avez : 25 ans environ et si possible 2 ans d'expérience. (Réf. CPJ/LM)

Mais dans tous les cas, vous avez une formation supérieure type Sup de Co, vous parlez impérativement anglais et de préférence une 2ᵉ langue.

Nous offrons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution.

Ces postes sont à pourvoir au Perray-en-Yvelines, 20 minutes de Versailles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. choisie, à Monsieur DEVAUD - MECANORMA - 14, rue de Houdan - 78610 LE PERRAY-EN-YVELINES.

MECANORMA INTERNATIONAL



JEAN LEFEBVRE

travaille pour vous

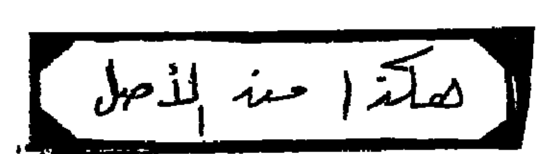
recherche pour sa Direction **CENTRE - PAYS DE LOIRE**

INGENIEURS MECANICIENS *débutants*

ENSAM de préférence.

Après 6 mois de formation interne, les candidats retenus se verront confier la responsabilité de maintenance d'importants parcs de matériels de travaux publics-routiers (engins de terrassement et de transport, centrales de production et engins de mise en oeuvre de matériaux, installations de carrières...).

Ecrire avec c.v et photo à Monsieur TRANIER, Directeur du Personnel, ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE, 11 bd Jean Mermoz, 92200 Neuilly-sur-Seine.



مأخذ من الأصل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FRANCE OUEST

DIRECTEUR

…NIEUR FORMATEUR (H/F)

FORMATEUR (H/F)





…RESPONSABLE D'UNITÉ RÉGIONALE

JEAN LEFEBVRE

INGENIEURS MECANICIENS

Directeur général
PME informatique
400/500.000 F

Cette société filiale d'un groupe aux activités synergiques et complémentaires, réalise des solutions clé en main (distribution de mini + réalisation des logiciels d'application) pour l'informatisation de la gestion des PME. Elle a l'ambition, la volonté et les moyens de poursuivre son expansion et d'accroître ses parts de marché. Le directeur général organise et anime les activités assurant la synchronisation optimale entre le commercial et le technique. Rendant compte au président-directeur général du groupe, il développe le chiffre d'affaires et les bénéfices en trouvant de nouveaux créneaux et produits, en maîtrisant la rentabilité des affaires et en menant une politique de communication active. Ce poste s'adresse à une personne d'expérience et de motivation plus commerciales et marketing que techniques. Un vécu professionnel de directeur commercial, responsable d'agence ou chargé d'affaires et projets (en SSII ou chez un constructeur informatique) constitue un atout intéressant mais pas absolument nécessaire. L'environnement professionnel, agréable et jeune, permet de travailler dans la sérénité. Le poste est basé dans une agréable ville universitaire de l'est de la France. Ecrire à G. LEHR en précisant la référence A/6494M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable entretien et travaux neuf
220.000 F

Grande banlieue sud de Paris - Filiale d'un important groupe international, cette société française de taille humaine (chiffre d'affaires 200 millions de francs, 350 personnes) est leader dans son domaine d'activité (matériaux de construction). Elle recherche le responsable d'entretien de l'une de ses usines. Rendant compte à son directeur d'usine et assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes, il sera responsable de l'entretien préventif et curatif de l'ensemble des matériels dans un établissement très automatisé et tournant en 3 x 8. Il apportera les modifications nécessaires à l'optimisation des équipements, participera à la définition et à la mise en place des investissements et sera gestionnaire de son budget d'entretien. Ce poste qui suppose une réelle polyvalence et une grande disponibilité, intéresse un ingénieur AM, ENSI, INSA, ou équivalent, âgé de 28 ans au moins. Il pourra justifier d'une expérience réussie dans la maintenance acquise en milieu industriel dans les domaines suivants: mécanique, hydraulique, vapeur et électricité. Une bonne connaissance des automates programmables constituera un atout apprécié. Un anglais conversationnel est souhaité. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle brute de départ sera de l'ordre de 220.000 francs. Les opportunités de carrière sont de nature à intéresser un candidat de valeur. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9256M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune chef du personnel

La filiale française (300 personnes) d'un équipementier automobile d'envergure internationale crée la fonction chef du personnel. Sous la responsabilité du directeur général, il devra préparer les réunions et dossiers concernant les relations avec les partenaires sociaux et l'administration, mettre en place une politique active de formation ainsi que les procédures de reporting social. Par ailleurs, il supervise la gestion administrative du personnel effectuée par 2 personnes et anime les services généraux (gardiennage, cantine...). Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de gestion du personnel si possible sur un site de production. La pratique de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle, fonction des compétences, sera de l'ordre de 180.000 francs. Le poste est à pourvoir en grand banlieue est de Paris. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2844M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

2e CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE
UNISYS

90 000 personnes dont 2 000 en France recherche pour son CENTRE D'ETUDES de Villers-Ecalles (proximité Rouen) des

Jeunes ingénieurs

De formation ingénieur ou universitaire, vous serez INFORMATICIEN, ELECTRONICIEN, AUTOMATICIEN ou MECANICIEN.
Au sein d'équipes projets vous participerez au développement de nouveaux matériels ou logiciels pour le monde bancaire.
Anglais souhaité.

Techniciens

De niveau DUT - BTS, vous prendrez en charge la rédaction de la documentation technique.
L'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi sous la réf. 29381 à Francis KLOCK - UNISYS - B.P.5 - VILLERS-ECALLES - 76360 BARENTIN.

CONTESSE

DIRECTEUR GENERAL
produits de marque

Région parisienne + 350.000 Frs.

Notre client britannique se situe parmi les leaders mondiaux dans son domaine. Déjà actif en France, il entreprend un développement rapide par la voie directe en établissant une entreprise autonome dont nous cherchons le gestionnaire.

Il s'agit de diriger, dès ses débuts, une petite unité dont la croissance dans un marché concurrentiel dépendra très largement du DG lui-même. Ce sera donc une personne maîtrisant les techniques classiques de la gestion, ayant déjà une expérience réussie dans le domaine des produits de consommation dans un secteur à dominante "mode et marketing". Ses connaissances seront consolidées par des qualités de chef d'équipe. Il saura communiquer, tant aux collaborateurs qu'aux clients et aux médias, son enthousiasme et sa volonté de réussir.

Une très bonne connaissance de la langue anglaise, parlée et écrite, est essentielle. La capacité d'assumer la responsabilité totale - en un mot, d'être chef d'entreprise - doit être démontrée et vérifiable. Le poste est d'avenir.

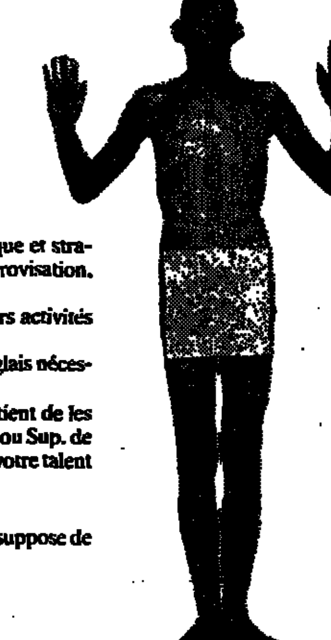
Si cette opportunité vous intéresse, dites-nous pourquoi dans une lettre. Joignez-y votre CV (en y notant les détails de votre évolution salariale) et donnez-nous votre numéro de téléphone personnel pour faciliter le contact. Notre adresse :

Noël Wickland & Associates
15, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris

Ce poste est ouvert aux femmes comme aux hommes. Votre confiance sera totalement respectée et toute candidature recevra réponse. Les premiers entretiens auront lieu à Paris en octobre.

GERLAND
Sols et revêtements

Responsable de la communication



Tout le monde l'a vu, tout le monde a ri, plus personne n'ignore les qualités adhésives des dalles GERFLOR ! Et nos ventes ont suivi. Merci.
Voulez-vous prendre la responsabilité de notre communication pour les étapes suivantes ?
Nous y consacrons un budget important mi-pub, mi-échantillonnage. Vous proposez politique et stratégie, travaillez avec les agences (pub, RP, salons...), élaborez, suivez, contrôlez. Là, pas d'improvisation, vous avez appris votre métier en agence et/ou chez l'annonceur.
Vous êtes aussi l'interlocuteur des responsables commerciaux et marketing pour toutes leurs activités promotionnelles : ils vous attendent comme un partenaire.
Vous contribuez enfin à assurer la cohérence de ce qui se fait dans nos filiales étrangères : anglais nécessaire et suffisant !
A trente ans, on peut déjà bien maîtriser les techniques, avoir des idées étayées et être impatient de les mettre en pratique dans une structure accueillante. On peut aussi être homme, femme, Sc.Po. ou Sup. de Co... Ce qui nous importe, c'est que vous vous épanouissiez chez nous et qu'avec votre esprit, votre talent et votre professionnalisme, nos produits et nos ventes progressent.
ET HOP !
Merci de nous adresser votre dossier en vous rappelant bien que le poste est à Lyon même s'il suppose de fréquents déplacements. Réf. GG 931 M

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Après la fusion de deux établissements situés à Briey et à Pont-à-Mousson (90 personnes)
CAISSE D'EPARGNE DE MEURTHE-ET-MOSELLE NORD
recherche

RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT

Chargé : ● de structurer et animer le réseau de vente de cette nouvelle entité ● d'élaborer son plan et sa stratégie de développement.

Le poste : ● implique une forte capacité à dynamiser les équipes de vente ● nécessite une formation supérieure et une expérience professionnelle commerciale d'au moins 5 ans, acquise de préférence dans le secteur bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions en indiquant la réf. 8492 à :
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 Paris,
qui transmettra.

CHARGE DE MISSION H/F

AMNESTY INTERNATIONAL vous propose d'être celui ou celle capable d'assurer la poursuite de ses opérations nationales de collectes de fonds et le développement de nouveaux moyens de communication, mais toujours avec bon sens, recherchant l'efficacité... Ce poste doit s'auto-financer.

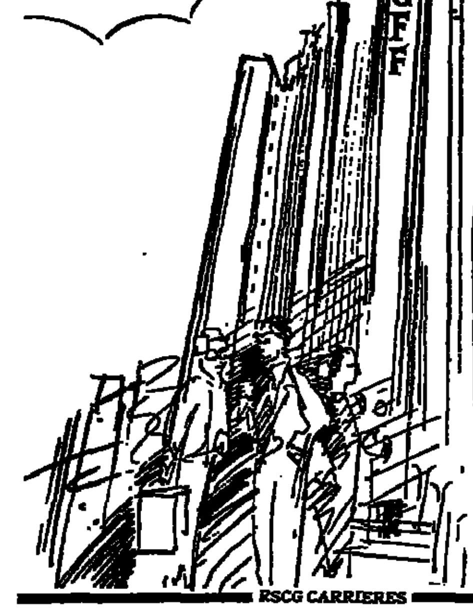
Après d'excellentes études universitaires, vous avez acquis une expérience de marketing direct. *Vous savez gérer, et mener de bout en bout vos projets.* Vous alliez créativité et rigueur, fermeté et sens de la communication...

Vous nous intéressez et nous devons vous intéresser : merci d'adresser, sous référence 87911, lettre manuscrite, C.V., et prétentions à notre conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU
56, rue de Suffren
75015 PARIS

GFF

LE GROUPEMENT FONCIER FRANCAIS
30 années d'expérience en immobilier



Notre Société a connu ces dernières années, grâce à ses hommes, à leur dynamisme et leur savoir-faire, une très forte expansion :

Montant global des investissements réalisés par le GFF (en million de FRS)	1983	1986
	916	2171

Nous ne comptons pas en rester là. Nous souhaitons renforcer nos structures en intégrant de nouveaux

CADRES DE HAUT NIVEAU

désireux de partager nos réussites futures.
Si vous êtes des professionnels passionnés et confirmés en PROSPECTION FONCIERE *et/ou* en MONTAGE D'OPERATIONS IMMOBILIERES (logements, bureaux, immobilier d'entreprise ...), nous aimerions vous rencontrer afin d'envisager un challenge commun.
Nous vous assurons un développement de carrière réel ainsi qu'une rémunération à la mesure de votre compétence et de votre talent.

Merci d'adresser votre dossier sous **Réf. 1758** ou transmettez-le à **CV PLUS** en composant le **36-15 code CV PLUS** sur votre minitel.

Jean-Claude MAURICE S.A. 12, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

ALIMENTAIRE

Une réelle opportunité de carrière pour un jeune commerçant d'envergure ESSEC, ESCP... ou équivalent

Filiale du Groupe PERNOD-RICARD, une grande marque de boissons non alcoolisées recherche

L'Adjoint de son directeur grande distribution

Ce candidat de valeur, âgé de 30 ans environ, devra avoir acquis une solide expérience de la négociation avec la grande distribution dans le cadre de responsabilité du type Directeur Régional ou Chef de Vente (de préférence dans l'alimentaire).

Sa mission :
Il secondera le Directeur afin d'optimiser l'efficacité des négociations et sera étroitement associé à l'ensemble des activités tant en ce qui concerne l'élaboration des stratégies que la négociation avec les centrales nationales.
En outre, il sera plus particulièrement chargé :
- de développer le service à la clientèle : information, actions de promotion, relations publiques,
- d'assister la force de vente,
- d'assurer les liaisons avec les autres services de la société.

Réelles perspectives d'avenir pour candidat alliant qualités de contact et dynamisme commercial dont le potentiel lui permettra d'aborder une nouvelle phase de sa carrière et d'évoluer au sein de la société et du groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 38 B 693 - 7 M
Discrétion absolue — Membre de Syntec

etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Diriger notre principale agence
Une belle opportunité pour un jeune pro de la banque

Nous sommes une banque moyenne de dépôts, filiale d'un important Groupe Financier Français ; la spécificité de nos services et de notre clientèle nous permet de penser l'avenir en termes d'expansion.

Nos clients sont des particuliers tournés vers les affaires (professions libérales, commerçants, ...) et des PME, dont beaucoup font du négoce international — notre spécialité —. Nous entretenons avec eux, dans nos 11 agences en France, des relations que nous avons su vraiment personnaliser.

Vous, avec toute l'autonomie et l'étendue des responsabilités que réclame cette fonction, vous dirigez notre Agence de Paris : conseil auprès des principaux clients, animation des équipes commerciales, organisation administrative, gestion du personnel...

Vous définissez, en relation étroite avec notre Direction Générale, les orientations et actions qui concourrent à notre développement commercial, à l'efficacité de nos prestations comme à la motivation de vos équipes (50 personnes).

Diplômé d'enseignement supérieur (Sc. Po., ESC, Maîtrise de Gestion, ...), vous évoluez dans des fonctions opérationnelles (exploitation bancaire ...) depuis 5 à 10 ans. Votre professionnalisme et vos qualités relationnelles sont reconnus et ne demandent qu'à s'exprimer dans des responsabilités globales.

Alors, adressez vite votre dossier de candidature à SEFOP, notre conseil, sous référence BA 1036 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

ORGANISME PARITAIRE (PARIS)

Recherche

ASSISTANT(E) DE FORMATION

- Diplômé(e) de l'enseignement supérieur : UNIVERSITAIRE, GRANDE ÉCOLE (minimum BAC + 4).
- Débutant(e) (moins de 26 ans).

Pour participer au suivi de l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur de l'habitat.

Votre mission :
accompagner le développement rapide de cette activité et assurer le suivi qualitatif des projets élaborés par les entreprises.

Votre rémunération :
environ 100.000 F (contrat à durée déterminée d'une année).

Adresser c.v. + prétentions sous référence MA/03 à :
Monsieur le directeur, HABITAT FORMATION
2, rue Lord-Byron, 75008 PARIS.

JEUNES DIPLOMÉS HEC,...

Vous avez l'ambition d'exercer à terme des responsabilités importantes car vous avez des capacités de gestion, d'organisation et de leadership.
Pour acquérir une connaissance approfondie de notre groupe et de ses hommes, débutez votre carrière en tant que :

Auditeur opérationnel

Vous participerez à des missions de contrôle et de conseil dans nos sièges sociaux, usines, services de distribution, vente... Plus d'une centaine d'établissements sur toute la France.
Vous analyserez la fiabilité des procédures de gestion et proposerez des améliorations dans tous les domaines : gestion, marketing, distribution, administration, personnel, logistique...
Vous diversifierez ainsi vos compétences et évoluerez à bref délai vers les fonctions qui correspondent au mieux de vos capacités.

Merci d'adresser votre CV à SOPAD NESTLE, Direction du Personnel, A. GIRARD - 17, quai Paul-Doumer
92414 Courbevoie Cedex, sous réf. 666.

SOPAD Nestlé

Carré Turenne



PARIS

recherche son

Responsable Formation

Vous prendrez en charge la **GESTION** complète de la **FORMATION** : recueil et étude des besoins, puis élaboration, mise en place et suivi du **PLAN DE FORMATION.**

Vous assurerez les contacts externes (profession, intervenants extérieurs...) et internes (partenaires sociaux dans le cadre des commissions formation), nécessaires à votre fonction.

Vous participerez à la gestion prévisionnelle des carrières.

De formation supérieure, vous êtes un **véritable professionnel** de la formation et justifiez d'une expérience de 2-3 ans dans la fonction.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions
ELF ANTARGAZ - Service Recrutement - 4, rue Léon Jost 75017 PARIS.

Confidentialité assurée.

Pierre Lichau

Centre hospitalier régional de Nice organise un concours sur titres

ADJOINTS TECHNIQUES

2 POSTES :

1) FORMATION B.T.S.
D.U.T. EN **GÉNIE CLIMATIQUE ET THERMIQUE**
- Expérience minimum 5 ans.
- Mission : études bâtiment et cahier des charges matériel avec application informatique.

2) FORMATION B.T.S.
D.U.T. EN **GÉNIE ÉLECTRIQUE** et très bonne connaissance **ÉLECTRONIQUE.**
- Expérience minimum 5 ans.
- Mission : études bâtiment et cahier des charges matériel avec application informatique.

Renseignements sur ces postes :
Services Techniques du C.H.R. de Nice.
Tél. : 93-81-71-71.
MM. Piancastelli ou TOESCA, ingénieurs (p. 4991).



Nous sommes un établissement financier spécialiste du crédit à la consommation, leader dans le domaine des cartes privatives, nous recherchons :

Responsable Marketing Cartes

Rattaché au Directeur du Marketing et du développement carte, vous serez chargé de la conception, la mise en œuvre, le suivi d'outils marketing destinés à développer, activer, fidéliser la clientèle titulaire de cartes.

En contact avec nos différents secteurs d'activités vous concevrez une stratégie de communication permanente.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience soit en tant que spécialiste carte soit en marketing direct.

Vos qualités d'imagination et de créativité, votre sens de la communication vous permettront de vous imposer et de réussir à ce poste.

Merci d'écrire sous référence 670/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes, 75017 PARIS.

A.L conseil

CURRICULUM

La Ville de NIORT (Deux-Sèvres)

60.000 HABITANTS

Recrute pour son service information

UN CHARGÉ DE L'AUDIOVISUEL

MISSIONS :
1) Conception, réalisation de produits audiovisuels
2) Montage juridique et économique de structure de production
3) Animation de groupe de travail, émissions de radio et animation d'un centre serveur télématique

PROFIL SOUHAITÉ :
Expérience professionnelle en audiovisuel et formation supérieure exigée.

Adresser candidature et c.v. détaillé à
Monsieur le Maire
Service du Personnel
79022 NIORT CEDEX
AVANT LE 16 OCTOBRE.

Cette société, filiale française d'une société américaine, commercialise par téléphone et à l'aide d'un catalogue toute une gamme d'accessoires et de consommables pour l'informatique. Dans le cadre de sa remarquable expansion, elle crée, au sein de sa Direction du Marketing, le poste de :

List Development Manager

En collaboration étroite avec le Directeur du Marketing direct, le titulaire du poste aura pour mission d'enrichir les fichiers clients et prospects.
Il doit :
• savoir utiliser toutes les techniques permettant de générer, de manière interne comme externe, de nouveaux clients et prospects, • en évaluer quantitativement et qualitativement le rendement, • veiller à la qualité du traitement de ces informations, • procéder à des tests.
Il doit être en fait un excellent spécialiste du marketing direct, ayant idéalement 5 ans d'expérience.
Il travaille donc aujourd'hui chez un spécialiste de la V.P.C. (livres, disques, consommables, cartes de crédit...) ; c'est un créatif au sens pratique, ayant le sens des chiffres et le goût des résultats. Il maîtrise parfaitement l'anglais.
La rémunération tiendra compte de la valeur des candidats rencontrés.
Le poste est basé dans la ZI Paris-Nord II (Roissy Villepinte).
Pour de plus amples informations, adressez votre CV + photo sous référence ML à notre Conseil : Mina UGUEN, YELLOW'S, 70 rue de Ponthieu, 75008 PARIS.

Yellow's Division de CLM Partners.

JURISTE H.F.

Un important organisme professionnel recherche un Juriste. Intégré dans un départment chargé des problèmes de personnel, il sera affecté au secteur

DROIT DU TRAVAIL

pour réaliser des études et conseiller les organismes adhérents. Le candidat sera un débutant possédant une maîtrise ou un doctorat en Droit.

Ce poste évolutif permet l'accès à des fonctions de responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 8650 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ
2, rue Marengo - 75001 PARIS - qui transmettra.

PROMOTEUR - CONSTRUCTEUR NATIONAL

Champs-Elysées
recherche pour son développement en ILE DE FRANCE

Directeur de programmes

Ce poste convient à un candidat de 30-45 ans ayant fait la preuve de ses qualités professionnelles, qui sera aussi à l'aise dans la gestion technique, commerciale, financière et juridique des programmes, que dans les relations à tout niveau.
Rémunération motivante.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 30301 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Discrétion absolue garantie.

CONTESSE

PRIMAGAZ

Ingénieur débutant

-Tours -

Jeune diplômé, si vous aimez les maths et maîtrisez la législation, ce *message* vous concerne !
Fort d'une formation Ecole d'Ingénieurs, vous êtes à la recherche d'une première expérience professionnelle en entreprise. Nous vous offrons la possibilité de mettre en pratique vos connaissances par un contrat à durée déterminée d'un an renouvelable. Vous aurez à effectuer diverses analyses de sûreté dans l'Exploitation de stockage et Transfert de produits dangereux. Vous rédigerez ensuite les rapports d'audit à l'attention des Responsables Régionaux d'environnement.
Soyez mobile et disponible car ce poste nécessite de nombreux déplacements sur nos sites nationaux.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à : Pascale DETIENNE - PRIMAGAZ
Direction du Personnel - 64, avenue Hoche - 75008 Paris.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

"RESPONSABLE DU SERVICE DES COORDONNATEURS"

Poursuivant son développement, AMNESTY INTERNATIONAL cherche à renforcer l'animation de l'action de ses membres. Pour consolider le travail de ses équipes de "coordonnateurs" il crée un poste *directement placé sous l'autorité du* Directeur de la section française. Ce responsable aura pour mission l'assistance technique des 80 bénévoles qui, regroupés par régions mondiales, sont chargés de suivre pays par pays les actions engagées : faciliter leur *travail, favoriser leur insertion dans la vie de la section en cohérence* avec les activités des autres équipes ou services.
Excellent organisateur et animateur, la géopolitique vous intéresse, votre niveau culturel est de qualité ; naturellement vous maîtrisez l'anglais et vous managez, en entreprise, des équipes.

Si vous vous sentez *attiré* par notre proposition qui vous apporte la dimension que vous recherchez sans que, en dépit de votre âge, 30 ans environ, l'aspect financier eu égard aux responsabilités du poste soit prioritaire pour vous, merci alors d'adresser sous réf. 87910 lettre manuscrite, C.V., prétentions à notre conseil qui vous garantit réponse et *confidentialité.*



Madame Claude FAVEREAU
56, Avenue de Suffren
75015 PARIS

BASF Peintures + Encres s.a.

Notre société - 1200 personnes, 5 établissements en France, filiale d'un des premiers groupes chimiques allemand, recherche

1 JEUNE CADRE

susceptible d'assumer rapidement des responsabilités opérationnelles au sein de la

Direction Logistique

Homme d'organisation et de communication, vous serez amené à piloter les approvisionnements, les transports, la gestion des stocks et l'exécution des commandes. En première ligne, pour l'amélioration du service et de la qualité, vous devrez vous informer sur ce qui se fait de mieux dans ces domaines. Vous êtes également intéressé par l'informatique et la micro-informatique.

Une année de missions (études et mise en place de projets) et de formation au siège de Clermont de l'Oise vous préparera à des responsabilités d'encadrement dans un des établissements de province.

De formation supérieure (Bac + 5), vous avez une expérience industrielle de 3 à 5 ans et une capacité d'autonomie vous permettant de devenir le patron d'une équipe.

Mobilité géographique indispensable, perspectives d'évolution dans le groupe.

Déjà motivé ? Alors vite, envoyez votre C.V., lettre manuscrite et prétentions sous réf. Log 4/87 à BASF - Peintures + Encres s.a. Service du Personnel - B.P. 26 60602 CLERMONT CEDEX.

BASF



14.000 *personnes* **- C.A.** *consolidé* **: 6 milliards F (dont 60% à l'exportation)**
60 Etablissements à taille humaine
320.000 m² de bâtiments industriels
et de bureaux, en France et à l'Etranger
recrute pour base à RUEIL-MALMAISON

JEUNE ARCHITECTE

En équipe avec un Architecte «senior». IL AURA LA ***MISSION (pour la moitié des sites en France*** **+ certains à l'Etranger) de «GÉRER» LES BATIMENTS EXISTANTS : EXTENSIONS - MODIFICATIONS - ENTRETIEN. Fonction large et autonome : études avec les Services concernés, préconisations, devis, budgets, achats, suivi et réception des travaux...**

- **30 ans environ (en raison de la pyramide des âges du Service)**
- **ARCHITECTE diplômé ou formation et expérience équivalentes**
- **Pratique ALLEMAND ou Anglais très appréciée**
- **EXPÉRIENCE OPÉRATIONNELLE INDISPENSABLE (3 à 5 ans) : mise au point de projets, lancement des travaux, leur suivi sur** ***chantier,...***
- **TRÈS DISPONIBLE pour déplacements (courts) : 50% de son temps.**

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8733 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Dans le cadre de son expansion



Composants Automobiles

Filiale du Groupe BSG International
recherche

BTS électrotechnique

quelques années d'expérience

pour son centre de recherche et développement

Technicien

diplômé BTS fabrication mécanique

ayant l'expérience des productions pour l'industrie automobile, connaissant de préférence les matières plastiques, pour son service contrôle/qualité.

Lieu de travail : Fontainebleau.

Adresser C.V. et prétentions à Mme Pirchenfellner
BRITAX-GECO S.A. 1, route d'Héricy
77870 Vulaines sur Seine.

Société proposant ses services
d'hébergement de standing
aux sociétés, organismes et collectivités,
recherche pour
son développement en France et à l'ETRANGER

son leader "ventes"

Directement rattaché au Directeur Commercial, il animera les différentes équipes de Vendeurs, attaquera les marchés nouveaux et négociera personnellement les contrats importants.
Le candidat idéal a 30 ans, une formation commerciale supérieure, il assume depuis quelques années des responsabilités d'encadrement au sein de l'équipe commerciale d'un Groupe International.
Il parle obligatoirement anglais, allemand, et possède des connaissances en espagnol, italien.
Merci d'adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référ. 12.824.
PUBLICITE ROGER BLEY.
101 rue Réaumur 75002 Paris

KL 89

recherche

COMMERCIAUX DÉBUTANTS EN INFORMATIQUE

VOUS AVEZ :
- Bac + 3/4 ou équivalent ;
- 1 année d'expérience en entreprise ;
- Des notions d'informatique ;
- Un tempérament de vendeur, du punch, de la vitalité et de l'énergie.

Envoyer lettre, c.v. et photo à :
KL 89, 10, rue Mesnil, 75116 Paris.



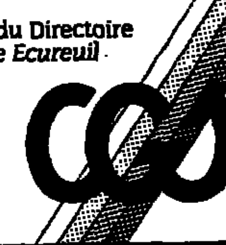
Caisse d'Epargne Ecureuil de Rennes recherche

Audit interne

Pour assurer l'application des normes, le respect des méthodes et des procédures en vigueur dans l'entreprise.

Titulaire d'un DECS, d'un diplôme Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une 1ère expérience de la fonction et une parfaite connaissance de la législation des établissements de crédit.

Merci d'écrire à
Mr le Président du Directoire
Caisse d'épargne Ecureuil
de Rennes
12, Av. Janvier
BP 552
35006
RENNES CEDEX



IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE RECHERCHE POUR SA FILIALE DE MARTINIQUE UN

DIRECTEUR COMMERCIAL

SA MISSION :
En plus de la responsabilité et de l'animation de l'équipe commerciale en place, il devra superviser les achats et les stocks, s'assurer du contrôle des préparations de com*mandes clients et des livraisons, élaborer une stratégie* commerciale pour le développement des ventes des produits surgelés.

SON PROFIL :
Agé de 30 à 35 ans, le titulaire du poste aura une formation supérieure, enrichie d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans la distribution des produits frais et surgelés. Disponible rapidement.

Adresser candidature (c.v. et prétentions), à nº 4 710 Havas, B.P. 1366, 76065 Le Havre Cedex.

Société d'intérim

spécialisée de sect. bancaire RECHERCHE

CLASSE V, VI, VII, VIII.

Env. c.v. + photo à BANK services, 71, rue de Dunkerque, 75009 Paris (ne pas se prés.).

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GRAND GROUPE COMMERCIALISANT DES SERVICES AUDIOVISUELS PAR ABONNEMENTS RECHERCHE D'URGENCE POUR SA DIRECTION COMMERCIALE

UN ASSISTANT ADMINISTRATION DES VENTES

Profil :
- *format.* Ec. sup. de comm. ;
- 4 ans mini d'exp. prof., sens des responsabilités ;
- compét. en informatique ;
- âge minimum 30 ans.

Sa fonct. sera notamment de :
- seconder la Direction commerciale ;
- suivi et coordination des actions commerciales et des ventes ;
- organisat. et administration commerciale, notamment outil informatique.

Env. lettre manuscrite avec C.V., photo, prét. à P. LICHAU, s/réf. 1672, 10, r. de Louvois, 75002 PARIS, qui transm.

Vous savez écrire.
Vous avez nos idées.
Vous avec un peu d'expérience ou plus

LE TRAVAIL EN FREE LANCE VOUS INTÉRESSE

Envoyer lettre + c.v. à :
AMWAY FRANCE
Service du Personnel, 14, av. Fr.-Sommer, 92164 Antony.

PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
Recrute pour son département Biologie :
CHARGÉ(E) D'EXPOSÉS
DÉMONSTRATEUR MI-TEMPS
Sur contrat à durée déterminée à partir d'octobre.
Salaire net mensuel 2.617 F
prime nette semestr. 2.313 F.
Adr. c.v. avec photo récente
PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
avenue F.D.-Roosevelt,
75008 PARIS.

M.J.C. *région* Paris
recrute

ANIMATEUR S.C.

plein temps act. scient. tech. *dominante informatique.*
Candidature et c.v.
sous nº 8040 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7e.

Société biens d'équipement leader sur son marché 60% C.A. réalisé à l'exportation, recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Vous prendrez en charge l'animation et le suivi de la zone Moyen-Orient.
Vous maitrisez parfaitement l'anglais et vous avez déjà acquis une expérience d'environ 5 ans de la vente de produits destinés à l'industrie.

Adresser vos C.V., lettre et prétentions
Société AMRI
Service du Personnel
"Les Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET CEDEX

Bleu

UNIVERS DE LA GESTION

Un tremplin vers le contrôle de gestion...

Schlumberger Industries Groupe eau & gaz

■ COMPTAGE IMMOBILIER, société du groupe EAU & GAZ de Schlumberger Industries, est une entité spécialisée dans les services liés à l'immobilier : gestion de l'eau, de l'énergie et entretien de la robinetterie.

Nous offrons au sein de notre contrôle de gestion, à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (doté éventuellement d'un MBA ou d'un DECS...), la RESPONSABILITE DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE et du CONTROLE BUDGETAIRE. Il s'agit là d'une mission très large et très diversifiée qui s'étend sur plusieurs sociétés en constant *développement.*

Ce poste formateur constituera pour vous un excellent tremplin vers une carrière de contrôleur chez Schlumberger.
La pratique de l'anglais est indispensable. ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature au service du personnel Comptage Immobilier Schlumberger, 50 avenue Jean Jaurès, 92541 Montrouge Cedex.

média-system

Controleur Financier — Europe

Paris 300,000f p.a.

Notre client est une société multinationale active dans la production et marketing des traitements de surface. Il souhaite recruter son Controleur Financier, qui coordonnera les opérations financières de quatre sociétés européennes, réalisant un ca total annuel de $20 millions.

Faisant appel au services d'une équipe très soudée de spécialistes, vous assurerez la coordination efficace de la gestion financière des quatres sociétés.

En rapport direct avec le Directeur Général, vous vous occuperez plus particulièrement de l'élaboration des budgets, de la comptabilité de gestion, des bilans et des implications fiscales – ce *poste nécessite l'utilisation* courante des outils informatiques et une très bonne pratique de l'anglais.

Il s'agit d'un rôle complexe de management, et notre client estime qu'afin de posséder la compétence et l'expérience nécessaire, vous aurez vraisemblablement entre 30 et 35 ans, et serez diplômé de formation supérieure, avec option gestion financière. Une vision européenne des affaires est exigée, ainsi que la capacité d'identifier les différentes attentes et attitudes des directions locales.

Le salaire proposé est de 300,000f p.a., avec des avantages correspondant à ce poste de cadre supérieur. Vos perspectives d'évolution seront en fonction de vos capacités, ainsi que des opportunités que peut présenter une *société multinationale.*

Lieu des entretiens: PARIS.

Prière d'adresser une lettre manuscrite, *ainsi* qu'un curriculum vitae complet, sous la référence NH 1369, à:

Nicholls Hanley & Associates Limited

Peter Hanley, Nicholls Hanley & Associates Ltd., Ashley House, 30 Ashley Road, Altrincham, Cheshire WA14 2DW, England.

REPRODUCTION INTERDITE



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un important groupe industriel recherche un

Contrôleur de Gestion Ind. Junior

Paris Est **150 KF**

Le candidat sélectionné aura pour mission d'assister le contrôleur de gestion de la branche, de participer au reporting mensuel et d'effectuer des études économiques.

De formation supérieure, le candidat, débutant ou ayant une première expérience en milieu industriel, devra être doué de bonnes qualités de contact et être très dynamique. **Réf. IP/1043 LM**

Contrôleur de Gestion Ind. Senior

Paris Est **240 KF**

Le candidat retenu aura pour mission de contrôler les coûts standards, de superviser l'application de la politique en matière de prix et de contrôler la rentabilité des investissements.

Possédant une formation supérieure de type Ecole de Commerce, le candidat aura acquis une solide expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel.

Les deux candidats sélectionnés seront rattachés au contrôleur de gestion de la branche (CA : 2,2 milliards de FF) et auront de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe. **Réf. IP/1044 LM**

Contacter **Ivan Pacaud** au **40.70.00.36** ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle + photo à **Michael Page Finance, 19 av. George V 75008 Paris** en mentionnant la réf.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

ADICOM

Gesper : de la paie... au système d'information...

La profession boursière (5 300 personnes dans les charges d'Agents de Change à Paris et en Province et 600 personnes dans les services de la Chambre Syndicale des Agents de Change) est en pleine expansion du fait de la croissance et de la diversification des Marchés Financiers.

En outre, elle prépare activement la réforme de ses structures.

Dans ce contexte très évolutif, la Direction du Personnel et des Affaires Sociales de la Chambre Syndicale des Agents de Change est conduite à renforcer son équipe et à accueillir un(e)

Assistant(e) de gestion

qui participera efficacement à l'exploitation des différents progiciels de gestion de personnel et sera conduit(e) à en proposer tous les développements et utilisations possibles.

Il s'agit, au-delà de simples études et statistiques, d'enrichir nos outils et méthodes et d'aboutir ainsi à un système d'information (tableaux de bord, bilan social, contrôle des coûts de personnel...), capable de rendre plus performante notre gestion des Ressources Humaines.

Jeune diplômé(e) (DUT Gestion de personnel, bonne pratique informatique), après une première expérience de 2 à 3 ans, vous souhaitez changer de dimension. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/AGE/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

BANQUE INTERNATIONALE, nous cherchons pour renforcer notre réseau d'agences à Paris et en province, de

Jeunes exploitants clientèle particuliers

Ils seront chargés de créer, développer et entretenir un fonds de commerce composé de clients sélectionnés.

Le sens commercial, le goût des contacts et de la négociation, du service à la clientèle, la mobilité sont les atouts nécessaires pour réussir dans ce métier tel que nous le pratiquons.

22 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience d'1 à 2 ans de l'exploitation de la clientèle privée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 542/2, à Catherine de La Roche Saint André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA



Un des leaders de la grande distribution (plus de 30 milliards de C.A.) recherche pour un de ses magasins un Chef comptable évolutif de formation BAC + 2 + DECS ou Ecole de Commerce option finance-comptabilité, débutant ou ayant une première expérience.

Après une solide formation dans plusieurs de nos magasins, vous serez responsable de l'établissement des comptes d'exploitation et des bilans économiques et fiscaux.

Pour vous assister dans votre mission, vous aurez à animer une équipe d'une dizaine de personnes.

Vos compétences techniques et vos capacités à travailler en équipe vous permettront de réussir dans cette fonction et d'évoluer dans notre Société vers le poste de Contrôleur de gestion.

Rémunération motivante et intéressement aux résultats.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'adresser lettre man. + C.V. + photo + prét., s/réf. 4987/LM, à

MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes **l'un des tout premiers cabinets d'audit internationaux** et nous recherchons pour **Paris, Marseille et Strasbourg**, des

auditeurs chefs de missions

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce et vous avez :

- 2 à 4 ans d'expérience en cabinet d'audit,
- une bonne connaissance de l'Anglais.

Nous vous proposons :

- des missions variées auprès d'entreprises très diverses, nationales et internationales,
- une formation de pointe aux techniques internationales d'audit,
- des opportunités diversifiées d'évolution de carrière

Merci d'adresser C.V., lettre et photo à Christine Duquenoy, 56, rue de Ponthieu, 75008 Paris.

CITIFINANCEMENT

GROUPE CITIBANK

Société financière, membre d'un groupe international, poursuit son expansion sur le marché français et recherche immédiatement :

Commerciaux

Directeurs d'Agences ou Attachés de Direction spécialisés dans le financement automobile pour les villes de : PARIS, MARSEILLE, TOULOUSE, GRENOBLE, LILLE, BORDEAUX, NANTES, ROUEN, NANCY.

Les candidats retenus seront jeunes et joindront à une formation supérieure une première expérience réussie au sein d'un réseau spécialisé dans le financement automobile. La mobilité sera un des éléments de leur évolution à terme.

Marketing senior *(Paris)*

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, le candidat retenu connaîtra parfaitement le marché du financement automobile au travers d'un réseau d'apporteurs d'affaires toutes marques. Il aura tout à la fois un rôle de collecte des informations du marché, de conception des produits et des actions commerciales, d'information et d'animation auprès du réseau d'agences. Ce sera réellement un professionnel, directement rattaché au Directeur de la Division Auto/Loisirs, susceptible d'évoluer à terme vers des responsabilités opérationnelles. Une bonne connaissance de la langue anglaise constituerait un plus.

Chef de produit *(Paris)*

Connaissant bien le marché français de la navigation de plaisance, cet homme de marketing spécialisé aura la mission de créer une ligne de produits de financement adaptés à ce marché spécifique. Il bénéficiera de l'image prestigieuse du groupe pour positionner ses produits dans le haut de gamme. Il aura bien sûr une formation supérieure et aura déjà fait ses preuves dans une entreprise spécialisée présente sur le marché concerné. Par la suite, à la mesure de sa réussite, d'autres projets lui seront proposés au sein du groupe.

Cadre spécialiste crédit *(Paris/Dijon)*

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, rattaché au Directeur de la Division Crédit, ce cadre sera un familier du développement et de l'utilisation des outils statistiques d'aide à la décision de crédit. Il participera de très près à l'élaboration de la politique de crédit sur nos différentes lignes de produit. Il aura de plus un rôle permanent de formation auprès des décideurs placés dans le réseau. En contact fréquent avec les instances spécialisées au niveau européen, la langue anglaise lui sera indispensable.

Auditeur junior *(Paris/Dijon)*

Ayant au minimum une formation de type DECS ou ESC-Option Finances/Comptabilité, le candidat retenu devra veiller à l'aplication régulière des procédures de l'entreprise au sein des services et agences commerciales. En contact régulier avec les instances européennes du groupe, il devra être capable de s'exprimer et de rédiger en anglais sans difficulté. Ce poste implique de fréquents déplacements de courte durée.

Pour chacun de ces postes, adresser candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions, en indiquant le poste choisi, à Franck DE BUCY, Directeur des Relations Humaines, CITIFINANCEMENT, B.P. 449, 21012 DIJON CEDEX.

média-system

Groupe Limagrain

Nous sommes l'un des premiers groupes internationaux dans le secteur stratégique des semences.

Responsable audit

Au sein de nos services holding, vous aurez en charge :

— la responsabilité de l'audit : encadrement d'une équipe d'auditeurs financiers et opérationnels,

— les problèmes d'organisation informatique : définition d'un schéma directeur, audit informatique.

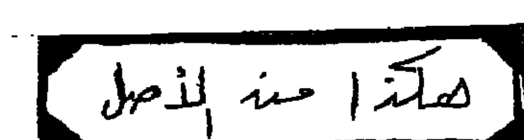
Votre profil : Ecole de Commerce + DECS et une expérience de 3 à 5 ans de l'audit en entreprise ou en cabinet incluant nécessairement une pratique de l'organisation informatique. Anglais indispensable.

Ce poste, basé en Auvergne, est particulièrement évolutif dans un groupe à dimension internationale, composé de plus de quarante sociétés.

Les candidatures (CV, photo, prétentions) sont à adresser, sous référence 399/LM, à Groupe Limagrain — Département du Personnel — BP 1 — 63720 ENNEZAT.

MEDIA PA





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

OPPORTUNITES DE CARRIERE A LA DIRECTION FINANCIERE

2 Jeunes Diplômés HEC - ESSEC - ESCP

Après une période de formation, vous participerez à l'ensemble des tâches de la Direction Financière et notamment au contrôle des procédures mises en place par cette Direction au sein des unités décentralisées du groupe (divisions, usines, filiales).

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...) vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Pour l'un des 2 postes, il est impératif de posséder, de plus, le DECS complet.

Déplacements fréquents mais de courte durée à prévoir.

De larges possibilités d'évolution seront offertes aux candidats à fort potentiel que nous recherchons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel BP 41 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

HAVAS CONTACT

DUNLOP FRANCE

---

cegos

stratégie management

LA REUSSITE DE NOS CLIENTS est le moteur de notre développement. Nous les conseillons sur l'ensemble de leur management : stratégie, systèmes de gestion, hommes et structures. Nous travaillons au coude à coude avec eux depuis la conception jusqu'à la réalisation des projets qu'ils nous confient.

Cadre Financier,

devenez CONSEIL EN PERENNITE ET TRANSMISSION D'ENTREPRISES

Notre équipe CEFIA vous accueillera et vous formera aux spécificités de ce métier. Vous effectuerez des missions d'évaluation financière et de diagnostic de sociétés de taille moyenne, conseillerez les chefs d'entreprise sur leur stratégie financière et patrimoniale, conduirez la mise en œuvre des solutions définies. Vous serez pleinement responsable des projets dont vous aurez la charge.

Nous attendons de vous :

- une FORMATION SUPERIEURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE (ESC, Université, MBA) ;
- 5 à 7 ans d'expérience dans une fonction à RESPONSABILITE FINANCIERE ;
- la capacité et la volonté de construire avec des chefs d'entreprise une RELATION DE CONFIANCE ET DE PROGRES.

La Cegos, groupe international de Conseil et de Formation, poursuit sa croissance. La diversité de ses activités, la capacité d'entreprendre et d'innover de ses consultants (400 dans 15 pays) vous offrent de réelles possibilités d'initiative et de développement personnel et professionnel.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., et prétentions) sous la référence 719/M à Christine DEFECHE, CEGOS DRH, Tour Chenonceaux, 92516 Boulogne Cedex.

CURRICULUM

BFI Banque Française d'Investissement

Cette jeune banque au capital de 100.000.000 F réunit les compétences d'un cabinet de conseil et les ressources d'une banque d'affaires. Elle offre un service global et sur mesure. Financement de haut et bas de bilan. Conseil stratégique et opérationnel. Opérations d'ingénierie financière. Prises de participation et capital risque.

Les hommes qui l'ont développée depuis sa création en février 1986 ont en commun le goût et la capacité de concevoir et d'agir de façon responsable et autonome. Venus de Directions d'Entreprises, du Conseil et de la Finance, tous parfaitement polyvalents, ils ont trouvé à la B.F.I. un terrain privilégié où exprimer leur sens des responsabilités.

Ils souhaitent que quelques autres, animés du même esprit, viennent aujourd'hui les rejoindre pour faire face à l'expansion rapide des participations, des engagements et des missions de conseil de la B.F.I.

DES EXPLOITANTS

- **RESPONSABLES D'UNE CLIENTELE DE PME EN AGENCE,** ils ont, après leurs études supérieures, acquis en 5 ou 6 ans dans une grande banque une expérience variée qui leur donne envie d'aller plus loin dans la connaissance de l'entreprise.
- **REDACTEURS – CREDIT,** ils ont acquis, après des études supérieures, 3 à 4 ans d'expérience dans le montage et l'analyse de dossiers de crédit aux entreprises au sein d'une direction des engagements d'une grande banque.
- **COMPTABLES HAUT NIVEAU,** ils ont après le D.E.C.S. (I.T.B. apprécié) une expérience de 4 à 5 ans de comptabilité bancaire (fiscalité, consolidation, tableaux de bord, états financiers).
- **GRADES DE BANQUE,** ils ont plusieurs années d'expérience dans l'exécution de toutes les opérations bancaires liées à l'exploitation au sein d'une grande banque.

DES INGENIEURS-CONSEIL JUNIORS

- **INGENIEURS GRANDES ECOLES-X, Centrale, Mines, Ponts...**
- **GRANDES ECOLES DE COMMERCE-H.E.C, ESSEC, E.S.C.P....**

Ils ont déjà réalisé des dossiers d'études, analyses financières, projets d'investissements, audits, au cours des 2 à 3 premières années d'expérience dans des institutions financières, des banques d'affaires, des cabinets de conseil ou même en entreprise.

Les consultants de **SIASS Ressources Humaines** ont été chargés d'étudier les candidatures. Ecrivez-leur en précisant vos expériences et vos motivations. Ils vous en diront plus sur la B.F.I. au cours des premiers entretiens.

50, Boulevard de Courcelles 75017 PARIS.

HYPERBOLE

Gestion et administration du personnel :
une fonction intégrant le développement social

Notre Groupe - Leader national d'équipements spécifiques destinés aux entreprises, administrations, commerces -... connait une expansion rapide. Nous sommes aujourd'hui 1000 personnes, réparties entre 5 sociétés et plusieurs unités industrielles.

Vous, dans ce contexte, vous donnez à la fonction "Gestion et Administration du Personnel" - que vous créez - toute sa raison d'être :

- vous améliorez les systèmes existants (paie, gestion masse salariale...) et harmonisez statuts et avantages sociaux (classification, régimes complémentaires...).
- vous veillez au respect de la législation sociale et intervenez comme conseil auprès de la hiérarchie,
- vous animez, au quotidien, la fonction "Personnel" du Siège et du Réseau Commercial.

Bien sûr, vous concevez et menez votre action dans l'objectif de Développement Social (motivation du personnel, participation, C.Q...) dont nous faisons une priorité.

Ce rôle de second, vous le tiendrez d'autant mieux auprès de notre Directeur des Relations Humaines, que vous avez acquis - après une formation spécialisée (DESS Personnel, Droit Social...) - une expérience de la gestion du personnel, de préférence dans une entreprise industrielle. Votre connaissance des systèmes informatisés (paie, fichier, bilan social...) sera un plus

Lieu de Travail : Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous la réf. FP 933 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable des engagements
Banque

Une importante Banque de Dépôts privée - Paris 8e, recherche son futur responsable des engagements. Il s'agit d'un poste à créer, qui réunira le service des crédits, le secrétariat bancaire et le service juridique (environ 25 personnes). Le candidat, qui sera placé sous l'autorité immédiate de la direction de la banque, devra être plus particulièrement apte à assurer l'étude et la surveillance des risques, la préparation des comités, la gestion des crédits et les relations avec les organismes extérieurs. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience bancaire d'au moins 10 ans, de préférence en qualité de responsable ou d'adjoint d'un service engagements. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9312M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable administratif et financier
300.000 F

Paris - La filiale française (effectif : 23 personnes, chiffre d'affaires : 200 millions de francs) d'un groupe pétrolier international, recherche un responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général et assisté de deux comptables, il couvrira l'ensemble des activités administratives, financières, comptables et juridiques de cette société dans un contexte où l'informatique est très présente. Il sera notamment chargé du reporting et entretiendra une relation fonctionnelle avec le groupe. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalent et parlant couramment l'anglais. Familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne, il doit impérativement justifier d'une première expérience de la fonction (3 ans minimum) acquise soit au sein de la filiale d'un groupe international, soit dans un cabinet d'audit anglo-saxon. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9310M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable des services comptables

BNP BAIL

Paris - Ce groupe de sociétés de crédit-bail recherche son responsable des services comptables. Placé sous l'autorité du directeur des départements comptabilité, informatique et contrôle, il aura pour mission d'animer un service d'environ 20 personnes, d'en contrôler l'activité et de consolider les résultats comptables des 7 sociétés du groupe. Ce poste s'adresse à un cadre comptable âgé de 30 ans minimum et diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC + DECS ou niveau équivalent). Il doit impérativement avoir de solides connaissances comptables et fiscales acquises au sein des services comptables informatisés d'un groupe prestataire de services (si possible une banque, un établissement financier ou une compagnie d'assurances) et également justifier d'une expérience réelle de l'encadrement. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et de la valeur des candidats rencontrés. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9278M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires crédit immobilier
Banque - 120/170.000 F

Une importante banque spécialisée dans les crédits immobiliers, notamment auprès des professionnels, recherche un chargé d'affaires. Basé au siège à Paris, il assurera après une période de formation, le montage complet de crédits, à court terme ou à long terme, accordés aux professionnels de la construction ou de la rénovation. La fonction comporte à la fois le contact avec une clientèle d'opérateurs, la mise en place et le suivi des financements de leurs projets, et l'étude d'opérations ponctuelles importantes ou complexes. Ce poste met en œuvre des compétences juridiques, fiscales et comptables. Il ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, ESC ou équivalent), débutant ou justifiant d'une courte expérience dans le domaine du crédit immobilier et/ou de la banque. La rémunération pourra éventuellement être supérieure à 170.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9226M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

REPRODUCTION INTERDITE



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE PAIE

280 KF +

Quand l'avenir d'un groupe... rejoint celui d'un expert d'envergure

...ils se confondent dans la mise en place d'un système performant prenant en compte notre diversité et notre croissance.
Nous ne confierons donc notre avenir sur ce point qu'à une personnalité créatrice, positive, active, concrète, recherchant les *responsabilités et* maîtrisant déjà les differents aspects de la Paie et de l'Administration du Personnel dans un Groupe important, de préférence anglo-saxon.
17 000 personnes, des activités aussi variées que la Production, la Distribution ou la Création ; une rationalisation presque achevée de nos structures *et la volonté de toujours faire mieux* sont quelques éléments pour votre réflexion.

Notre Conseil, Didier LESUEUR *se tient à votre disposition pour en discuter.* Merci de lui faire parvenir votre résumé de carrière, sous référence O/PAI/LM.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes - route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS

Filiale française d'un très grand **Groupe américain**, dans le domaine des technologies de pointe, nous avons un taux de croissance très important. Pour renforcer l'équipe de notre DAF, nous recherchons le futur

CHEF DU DEPARTEMENT COMPTABLE H/F

(Adjoint du DAF)

Sous l'autorité du DAF, il dirige une équipe d'une dizaine de personnes. Il proposera et mettra en place une organisation et des procédures conformes aux exigences du Groupe et aux besoins de la filiale française, qu'il animera, coordonnera et fera évoluer par la suite.
Le reporting auprès de la maison mère lui sera rattaché dans un deuxième temps.
Vous avez au moins 35 ans, vous êtes **expert-comptable** et vous avez complété une première expérience en cabinet anglo-saxon par au moins sept années dans des responsabilités comptables de haut niveau au sein *d'une société multinationale.*
Votre sens de la rigueur, allié à vos dons pédagogiques, font de vous un excellent manager efficace qui saura se faire apprécier dans une structure jeune et dynamique.
Bilingue Français/Anglais indispensable.
Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 4350 M à notre Conseil ACTIMAN *qui vous garantit une totale discrétion.*

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

REUSSIR LE DEVELOPPEMENT DE NOS MARCHES FINANCIERS... C'EST CAPITAL !

PATRON DE NOS PRODUITS FINANCIERS, TELEPHONEZ AU 47 54 57 46

Nous misons sur vous pour une réussite éclatante dans notre région. Située en province, notre Banque Populaire (750 personnes-3,7 Mds de dépôts- aujourd'hui 1md de produits financiers- 6 départements -63 agences) dotée d'une nouvelle équipe dirigeante a décidé de concentrer son action vers *le développement du marché des capitaux.*
Cette décision s'appuie sur la mise au point d'une gamme de produits financiers et une technique de gestion qui nous permettent d'ores et déjà d'être très concurrentiel sur ces marchés.

La mission que nous souhaitons vous confier fera appel à vos compétences en marketing, en gestion et en commercialisation.
Marketing, car il s'agit d'étudier le marché régional et d'aider à concevoir les produits adaptés à sa potentialité.
Gestion, car une fois ces produits élaborés, *vous mettrez au point leur gestion technique* dans un souci de rentabilité et de qualité du service client.
Commercialisation, *car vous définirez le plan* d'action et de promotion de ces produits auprès de la clientèle de notre réseau. Vous animerez, formerez, conseillerez les équipes du réseau qui participeront activement au développement commercial.

Pour mener à bien cette mission très complète, vous avez une formation supérieure et maîtrisez la gestion et le développement de produits financiers : OPCVM, épargne salariale, gestion de trésorerie, gestion de patrimoine. Vous avez en ce domaine plusieurs années d'expérience... Si vous êtes prêt à passer à l'action **appelez *Tanguy du Chéné au 47 54 57 46 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h*** ou écrivez-lui à la Chambre Syndicale des Banques Populaires 131 avenue de Wagram, 75847 Paris Cedex 17.



BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

média-system

Chef comptable



Neuilly (92) - Issu du rapprochement entre trois leaders de la profession (un européen, un américain et un japonais), nous sommes aujourd'hui l'un des plus importants groupes mondiaux de publicité. Notre développement nous conduit à recruter un chef comptable pour notre filiale parisienne (300 personnes). Sous la supervision du directeur administratif, il aura la responsabilité de la tenue de la comptabilité générale, des déclarations fiscales, les arrêtés mensuels, l'élaboration du bilan, l'animation et l'organisation d'une équipe d'une vingtaine de personnes. *Le poste s'adresse à un* cadre comptable âgé d'au moins 30 ans, possédant le DECS ou un niveau équivalent et une expérience professionnelle significative au travers de laquelle il aura affirmé son aptitude à l'encadrement, sa rigueur, son dynamisme, ainsi que son sens de la communication. La rémunération de départ sera fonction du niveau de compétences acquis. *Ecrire en envoyant curriculum-vitae et prétentions* à G. MASSON en précisant la référence S/8229M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

contrôleur de gestion

Une société spécialisée dans l'INFORMATION ECONOMIQUE et BOURSIERE recherche pour une de ses divisions assurant des prestations informatiques aux organismes financiers, actuellement en très forte croissance, un poste de RESPONSABLE ADMINISTRATION ET GESTION.

Rattaché au Directeur de la Division, et en liaison étroite avec la Direction Administrative et Financière, il assurera personnellement la préparation du budget de la division et le contrôle de son application. Il animera parallèlement l'équipe de trois personnes chargée d'assurer la facturation des prestations, le recouvrement, la préparation de la paye. Il participera étroitement à la vie de la division.

Ce poste impliquant de bonnes qualités relationnelles conviendrait à un Cadre ayant une FORMATION SUPERIEURE type SUP de CO -option FINANCES COMPTABILITE- et une expérience de quelques années dans les services financiers d'une entreprise ou en cabinet conseil, lui ayant permis d'acquérir de bonnes procédures en matière de contrôle de gestion et une connaissance assez large du fonctionnement des Entreprises.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3394 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

CADRE de GESTION
ANALYTIQUE & BUDGÉTAIRE
CHAMBÉRY

transports de savoie

Cette société, créée en 1955, compte actuellement 600 personnes et réalise un CA de 270 MF. Ses activités principales sont le transport par lots en régional, national et international (60% du CA), la messagerie (35% du CA) et la douane.
Son exploitation s'appuie sur un réseau d'une dizaine d'agences.
Elle connaît une forte évolution depuis 1979, notamment grâce à la messagerie et renforce son potentiel d'encadrement en créant une fonction destinée à une meilleure maîtrise de la gestion interne.
Le collaborateur recherché sera chargé de mettre en place un système de contrôle de gestion qui passe par l'établissement d'une comptabilité analytique et budgétaire. Il travaille, pour ce faire, en étroite liaison avec le PDG et le service informatique.
Ce poste s'adresse à un jeune cadre de gestion (28 ans environ), de formation BTS, DUT ou similaire, pouvant justifier d'une expérience en comptabilité analytique et budgétaire en PME industrielle.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 8481 A, à RÉUSSITES — 11, quai Rambaud — 69002 LYON
Membre de Syntec

MEDIA PA

RÉUSSITES
AVISO

Bragard

No 1 DE LA MODE AU TRAVAIL
recrute pour sa **Direction Générale** à EPINAL

UN CONTROLEUR DE GESTION (HF)

Rattaché (e) au Directeur Général vous viendrez renforcer l'équipe de contrôle de gestion et serez plus spécialement chargé (e) dans un premier temps du secteur commercial et marketing du groupe.

Afin de mettre en place un réel contrôle de gestion, votre mission comprendra :

- la préparation et le suivi des budgets, le contrôle des réalisations.
- le développement des outils d'analyse appropriés à l'évaluation des centres de profit du groupe, en liaison avec les Directions opérationnelles concernées.
- l'amélioration des systèmes d'information.

Diplômé (e) de l'enseignement supérieur, vos excellentes connaissances comptables (DECS) et *informatiques (Micro + Grand système)*, une première expérience réussie dans la fonction et des qualités personnelles de rigueur, d'adaptabilité, de diplomatie et de persuasion seront les clefs *de votre succès.*

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions à :
Mme C. CORDIER Directrice des Ressources Humaines Ets BRAGARD
2, rue Christophe Denis - 88025 EPINAL CEDEX

Bleu

VALORISER VOTRE PREMIÈRE EXPÉRIENCE
C'est ce qu'offre
Une importante et dynamique société française IARD
très décentralisée qui recherche le

RESPONSABLE DE SON SECTEUR ÉTUDES DES RÉSULTATS DES CENTRES DE PROFIT RÉGIONAUX

A l'aide d'une petite équipe, il devra :
- effectuer l'analyse des performances des activités techniques et commerciales des centres de profit
- élaborer et éditer les comptes d'exploitation régionaux
- suivre et faire évoluer les tableaux de bord informatisés.

● Une formation supérieure de gestion ● une première expérience en gestion et statistiques d'entreprise ● des qualités de communication et de management d'une petite équipe sont des atouts indispensables.

Une expérience de l'assurance et des outils bureautiques serait appréciée.

Si ce poste vous intéresse, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous référence LEM.1, à

OBIWAN
10, rue de la Victoire
75009 PARIS

ADJOINT DU CHEF COMPTABLE
CLASSE IV HF

Banque française appartenant à un groupe financier de premier ordre, nous recherchons l'ADJOINT DU CHEF COMPTABLE.

A 30 ans environ, de niveau DECS, vous justifiez d'une expérience (2-3 ans) de la comptabilité bancaire. Vous avez, de plus, de bonnes connaissances de la fiscalité. La pratique de l'outil informatique sera appréciée.
Vous serez chargé de seconder le Chef du service comptabilité bancaire.
Des possibilités d'évolution vous seront offertes, selon votre réussite à ce poste.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, *sous la réf.* 4984/LM, à

MÉDIA PA
71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PARIS 8e recherche

Directeur de la comptabilité

- Il assume la responsabilité d'ensemble des questions comptables, fiscales et réglementaires.
- Il a la charge de l'établissement des résultats mensuels, des comptes annuels et consolidés.
- Le candidat devra impérativement avoir une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co...) et être titulaire du diplôme d'expertise comptable.

Le poste requiert également une expérience d'au moins 6 ans en entreprise ou en cabinet.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 2547 M à

SOURCES 108 rue Saint-Honoré - 75001 paris
qui transmettra en toute confidentialité.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Importante Société de distribution

Groupe Docks de France

recherche son

CONSEIL EN ORGANISATION

Il aura un rôle d'audit et d'assistance sur l'ensemble des réseaux de magasins dans le domaine des facteurs de productivité : gestion - exploitation - logistique...

La fonction comporte l'élaboration de préconisation et de suivi des actions correctives.

De formation supérieure, ingénieur ou E.S.C., vous avez une expérience significative de ce type de poste, acquise soit en cabinet conseil, soit au sein d'une entreprise avec des objectifs similaires.

Déplacements fréquents sur le SUD-EST à partir de Lyon.

Merci d'adresser votre C.V. + prétentions à :

COFRADEL **Service Emploi - B.P. 3179 69212 LYON CEDEX 03**

Publicité Martin Lyon

Une grande banque Française recherche un :

Gestionnaire Actions

Paris **FF 350.000 +**

Au sein du groupe "Actions" des activités de marchés de l'établissement, il aura pour mission : de gérer et développer les portefeuilles d'actions françaises et étrangères des OPCVM de la banque et de ses clients institutionnels Français et étrangers; de participer à l'élaboration et à la définition de la politique de gestion.

Véritable spécialiste des produits classiques, SICAV et FCP, le gestionnaire devra également connaître les nouvelles techniques boursières (options...).

Nanti d'une expérience d'au moins 6 ans acquise dans des fonctions similaires, vous souhaitez valoriser vos compétences techniques et vos qualités relationnelles en intégrant une structure souple et évolutive.

Vous parlez évidemment couramment l'anglais.

Contacter **Frédéric Foucard** au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + Tél. + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 avenue George V 75008 Paris** sous réf. FBM19.

ADICOM

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

Un important groupe britannique en pleine expansion, coté à la bourse de Londres, recherche pour sa filiale française (35 MF de CA) un

Directeur Administratif et Financier

Paris Sud **280 KF +**

Véritable *numéro 2, le candidat retenu sera rattaché hiérarchiquement* au Directeur Général. Il encadrera et animera une équipe d'environ dix personnes.
Il aura la responsabilité de la comptabilité générale, du reporting, de la facturation, du budget et du contrôle de gestion.
Le candidat retenu sera âgé d'environ 30 ans et aura une très bonne formation supérieure (HEC, ESCAE...) complétée par le DECS. De plus, un excellent niveau d'anglais ainsi qu'une expérience dans un milieu anglo-saxon seront exigés.

Contacter **Ivan Pacaud** au 40.70.00.36 ou envoyer *CV + Tél +* rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V 75008 Paris** sous *réf.* 1030/1PLM.

ADICOM

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

MET

MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS, Société au chiffre d'affaires de 1 200 MF, recherche son

Responsable du Service Comptabilité

Nous vous confierons l'encadrement des Services comptables (comptabilité générale et analytique - comptabilités auxiliaires). Vous serez également chargé de la préparation des dossiers de consolidation et de la mise en place du nouveau système informatique comptable.

Diplômé(e) du DECS, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans un environnement industriel ou un cabinet d'Audit.

Lieu de travail : MASSY PALAISEAU (RER).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle au Service du Personnel - MET - 19 avenue Carnot - 91348 MASSY Cedex.

MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

Un **Etablissement Financier** spécialisé dans les marchés des **Futures et Options** et crée par 3 institutions connues, recherche pour **son démarrage son**

Senior Salesman

Salaire + Bonus + Stock-options

Répondant au Directeur Général, il aura pour mission de développer la vente des produits Matif à des Institutionnels français et étrangers avec l'assistance d'une équipe qu'il devra progressivement constituer.

A environ 30 ans, vous avez une solide formation supérieure et vous parlez couramment l'anglais.

Après 3 à 5 ans d'expérience dans la Trésorerie Domestique d'une banque, vous êtes rompu aux contacts avec les Institutionnels et vous connaissez les stratégies d'options.

Contacter **Yves Boissonnat** au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° de tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris** sous réf. YB 07 MO.

ADICOM

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

La filiale française d'un groupe anglais recherche son

Financial Controller

Fontainebleau **220 KF + voiture**

Rattaché au Responsable de la Société, il s'occupera de la comptabilité, de l'établissement *et du contrôle des déclarations sociales et fiscales*, du reporting à la maison-mère, du suivi des stocks, du contrôle des achats et du contrôle de gestion.
Le candidat, âgé d'environ 30 ans, aura une bonne formation comptable, ainsi qu'une première expérience d'au moins deux ans de contrôle financier dans un contexte anglo-saxon. *Il aura de bonnes connaissances en* informatique et son niveau d'anglais sera excellent.
De bonnes possibilités d'évolution au sein du groupe peuvent être offertes au candidat après quelques années.
Contacter **Ivan Pacaud** au **40.70.00.36** ou envoyer CV + Tél + Rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V 75008 Paris** sous réf. 9490 IPLM.

ADICOM

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Loire-Atlantique recherche

DIRECTEUR D'AGENCE



NANTES

Votre profil : Agé de 35 ans environ, de formation supérieure niveau BAC + 4, *vous justifiez d'une expérience réussie de plusieurs années en tant que Responsable d'agence.* Vous êtes un homme de développement, vous êtes fortement motivé par l'animation d'une équipe (10 personnes), vous avez le goût et le sens du contact en clientèle de professionnels, vous savez maîtrisez le risque « entreprises ».

Ce poste vous intéresse : prouvez-nous votre dynamisme et adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la rémunération annuelle actuelle à Monsieur le Chef du Personnel - C.R.C.A.M. de Loire-Atlantique - La Garde - Route de Paris - 44076 NANTES Cedex.

MÉDIA BA

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial de l'informatique de communication vous propose un poste de :

Consultant marketing
gestion financière et commerciale

Votre rôle :
Créer et promouvoir les solutions de Digital et de ses partenaires en gestion financière et commerciale sur l'ensemble des secteurs économiques français.

Votre profil :
Une expérience de 10 ans de la gestion financière acquise en grande entreprise, en SSII ou chez un grand constructeur informatique et une bonne maîtrise de l'anglais.

Adressez votre candidature sous référence MON 444 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

CRITIKON
GROUPE Johnson-Johnson

*Filiale de JOHNSON et JOHNSON, premier groupe mondial de l'hygiène et de la santé, la société **Critikon** développe ses activités sur les marchés des matériels d'anesthésie-réanimation. La Direction Financière de **Critikon**, basée à Créteil, recherche un*

Jeune contrôleur de gestion

Préparation des budgets, reporting interne et externe, participation au Marketing plan, clôtures de fin de mois, procédures administratives et financières, telle est la mission que nous vous proposons d'assurer sous la responsabilité directe du contrôleur financier. Vous entretiendrez et optimiserez l'ensemble des travaux du contrôle de gestion.
Pour ce poste présentant de réelles perspectives d'évolution, nous souhaitons une formation de type ESC complétée par une première expérience dans une fonction similaire au sein d'une entreprise internationale. La maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique est indispensable.
*Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence M989 à la Direction des Relations Humaines, **Critikon**, 80 av. du Général de Gaulle, 94009 Créteil l'Echat.*

média-system

Seniors - chefs de mission

Jeunes SENIORS - CHEFS DE MISSION diplômés de l'enseignement supérieur, vous avez, depuis au moins deux ans, mené à bien des missions d'audit dans un cabinet.

Nous vous proposons de valoriser cette mission au sein des premiers réseaux mondiaux d'audit et d'acquérir une expérience variée ainsi qu'une solide formation interne dans un cadre jeune et dynamique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 970-02 à notre Conseil Aline MAUGER qui vous assure de sa totale discrétion.

COFROR
Tour Fiat - cedex 16
92084 PARIS LA DEFENSE



REPRODUCTION INTERDITE



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Crédit National



• Un des grands noms dans le financement des entreprises • Une gamme de produits et de services souple et variée • Une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles • Des équipes jeunes et de haut niveau.

Notre Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises recherche des **Collaborateurs** pour développer ses prestations de services aux entreprises et aux autres départements du Crédit National.

Economistes Sectoriels

Profil : Grandes écoles scientifiques, Commerciales ou IEP, quelques années d'expérience, connaissance des méthodes d'analyse quantitative et pratique de la micro Informatique.

Il seront chargés de suivre l'évolution de branches économiques et de réaliser des études de marchés. En collaboration avec les analystes financiers, ils participeront à des analyses de faisabilité et à des évaluations de projets.

Ingénieurs Economistes

Profil : Grandes écoles scientifiques, quelques années d'expérience en économie ou en finance, une bonne maîtrise des statistiques et de l'informatique appliquée.

Ils effectueront des études approfondies de caractère économique, statistique, financier sur les entreprises en utilisant notamment les bases de données du Crédit National. Ils élargiront ensuite leur domaine de compétences : analyse des marchés financiers, évaluation de projets, ingénierie financière.

C'est avec le plus grand soin que notre Direction du Personnel étudiera votre candidature. Merci de la lui adresser en indiquant le poste souhaité, au Crédit National, 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.

DESSEIN

Responsable Administration Gestion

Une évolution pour un contrôleur de gestion confirmé

L'un de nos métiers est la **gestion locative** (patrimoine de 20 000 logements en région parisienne). Une structure décentralisée, une gestion par objectifs nous amènent à créer le poste : Responsable Administration Gestion.

Rattaché au Directeur des Unités, vous serez sur le terrain réalisateur et garant de la cohérence et de l'efficacité des actions assurant la mise à niveau et le suivi des unités décentralisées sur les plans : contrôle interne, organisation et productivité administrative, maîtrise budgétaire.

Votre formation Grande Ecole d'Ingénieurs ou Commerciale, votre expérience de 7 à 10 ans en contrôle de gestion, organisation et productivité administrative, votre rigueur ainsi que vos qualités relationnelles vous permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer ensuite avec nous.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser lettre de motivation et C.V., sous référence 37 8209 M, à notre Conseil qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

DEVELOPPER UNE AGENCE DE LA BANQUE POPULAIRE

LE DEFI D'UN PATRON — TELEPHONEZ AU 47 54 54 95

Imaginez-vous dans une région agréable, à la tête d'une équipe de collaborateurs, responsable d'un point de vente et de la gestion de 100 millions d'emplois et ressources ou plus... Vous êtes à la Banque Populaire. Pour rejoindre la réalité, vous avez une formation supérieure et une expérience des responsabilités. Si vous avez l'esprit de développement, le sens de l'analyse, une bonne dose d'intuition, si vous savez manager les hommes sur le terrain : faites-en part à **Eric Hauswirth en l'appelant au (1) 47 54 54 95 de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h** ou en lui écrivant à la Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131, avenue de Wagram, 75017 Paris.

BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESSE
recherche

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ(E)

Prix de revient.
Contrôle budgétaire.
Conneiss. tableurs appréciée.
Adresser c.v. et prétentions à
SEBDO LE POINT
Pascale AUJEAN
140, r. de Rennes, Paris-6e.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS
DE PREMIER PLAN

recherche
pour la proche banlieue sud de Paris

DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT

Rattaché au Secrétaire général,
ses responsabilités comporteront la Direction du Service comptable et financier de la Société,
et s'étendront sur le Groupe formé par la société et ses filiales en ce qui concerne :

- le contrôle et l'organisation des comptabilités et fiscalités des affaires réalisées à l'étranger ;
- les financements et la gestion de la trésorerie en francs et devises.

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'études supérieures (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, DECS apprécié) et auront un anglais courant (parlé et écrit).
Des déplacements de courte durée sont à envisager (zones méditerranéenne et africaine en particulier).

Une expérience réussie de 5 à 10 ans sera demandée.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. et prét. sous référence 1630 à :



Centre de Psychologie et d'Efficience
17 rue des acacias 75017 Paris

BANQUE PRIVEE PARIS
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Le poste comprend la direction d'une unité administrative, la responsabilité des rapports avec les auditeurs internes et recouvre également la mise en place et le suivi des relations avec la Direction Informatique, ainsi que la supervision du Département comptable.

Le candidat devra pouvoir justifier d'une expérience de plusieurs années dans un poste comparable.

Adresser CV, photo et prétentions ss réf.80278/M à
HAVAS CONTACT
1, place du Palais Royal, 75001 PARIS

KRITER
Brut de Brut

Notre société de 500 personnes solidement implantée auprès de la distribution moderne par ses marques leaders (KRITER, PATRIARCHE, CRAMOISAY, CHAMPLURE) renforce son service **Administration des Ventes** et créé le poste de :

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur du Service vous prendrez la responsabilité globale de gérer fonctionnellement les 40 commerciaux terrain.
Établissement et animation des procédures budgétaires commerciales, suivi des réalisations, élaboration du tableau de bord de synthèse et les rapports mensuels des résultats, analyses permettant d'apprécier les performances par produits et d'engager les éventuelles actions correctives.. autant de missions à mener sans exclure des études ponctuelles et l'évolution des procédures du système de gestion commerciale fortement informatisé.
La trentaine, une formation supérieure de gestion, une expérience de quelques années du contrôle de gestion et de solides qualités de rigueur lié à un sens poussé de la communication sont indispensables pour s'intégrer dans l'équipe commerciale.
De réelles perspectives d'évolution sont à prévoir au sein du groupe.
Poste à pourvoir à BEAUNE (21)
Merci d'adresser votre dossier sous référence 4021 M à Jacques VUARIER.

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
89, rue de la Villette - 69003 LYON
Tél. : 72.34.59.39
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

Banque spécialisée dans le crédit immobilier

recherche pour
son département crédits aux professionnels

UN ANALYSTE DE CRÉDITS

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 ou ITB) et disposant impérativement d'une première expérience en matière de crédits aux promoteurs.

Adresser lettre de candidature, c.v. + photo + prétentions sous nº 8041 M LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Jeune HEC, ESSEC, ESCP ou ESCL

ayant l'ambition d'une carrière évolutive, devenez

CADRE DE GESTION FINANCIERE

au sein d'une importante SOCIETE PETROLIERE FRANÇAISE de raffinage et distribution.

Vous êtes **débutant** ou possédez une **première expérience** en entreprise ou en cabinet d'audit/EC.

Titulaire du **DECS** ancien régime (ou équivalence nouveau régime), vous êtes apte à concevoir des systèmes informatiques.

Votre première mission s'effectuera auprès de notre **Direction Financière et Comptable** : après une période très formatrice dans ses divers départements, des responsabilités importantes et croissantes vous seront confiées. Votre réussite vous ouvrira ensuite de larges possibilités d'évolution au sein de notre Compagnie : **nos autres Directions** (Economique, Commerciale, Logistique...) vous permettront d'exprimer pleinement vos qualités humaines et votre savoir-faire professionnel.

Poste à pourvoir à notre siège parisien.

Si ces perspectives répondent à vos aspirations, merci d'écrire avec C.V. + pretentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence SP/LM3, à



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS
PARIS-LILLE

MEDIA BA

Une importante société de négoce et de fabrication de produits industriels (CA 700 millions de F.) recherche pour son siège social à PARIS le

Responsable de son service Contrôle de gestion

Il sera chargé de :
. l'animation d'un service de 4 personnes,
. la mise en place de budgets et procédures,
. l'assistance et du conseil aux filiales et unités de production,
. la détermination des paramètres.

Vous avez une expérience d'au moins 5 ans du contrôle de gestion et si possible de l'utilisation de l'informatique. Anglais indispensable.
Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe référence 9860 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

BANQUE PRIVEE PARIS 8e

GESTIONNAIRE DE FORTUNE

Banque privée ayant une longue tradition dans la gestion des fortunes privées, recherche **GERANT DE PORTEFEUILLE** (actions).

A 30-35 ans environ et de formation supérieure, vous avez 5 ans d'expérience de gestion de portefeuilles de **valeurs mobilières**.

Votre goût de la gestion et du développement des relations avec une clientèle privée de haut niveau, vous permettra de rejoindre notre Direction Financière où, en fonction de votre réussite, de larges perspectives d'évolution vous seront offertes.

Ce poste vous intéresse : merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la *référence 151/LM*, à *O.C.B.F. SERVICES* - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

OCBF services
VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MEDIA BA



Leader dans la conception, la réalisation et la diffusion de services auprès des cabinets d'experts comptables et de leurs clients PME - PMI, recherche pour son **Institut de formation et de conseil**

Consultant senior

GRENOBLE

Responsable de vos objectifs, vous aurez pour mission de vendre et animer des actions de conseil et de formation dans les domaines de la communication, de la vente et du management.

Agé de 27/30 ans, de forte personnalité, niveau d'études BAC + 5, vous justifiez d'une grande ouverture d'esprit, d'une excellente culture d'entreprise et/ou d'environ 3 ans d'expérience professionnelle en conseil et formation.

Vous avez un goût prononcé pour les contacts et les relations humaines et souhaitez intégrer une jeune équipe dynamique et sympathique.
Poste basé à Grenoble (38) nécessitant de fréquents déplacements sur le plan national.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence CF à

f.p.conseil. 130, montée de Choulans
69005 LYON.

MEDIA BA

FIDUCIAIRE D'IMPLANTATION NATIONALE
360 personnes
recherche
pour sa Direction technique
située à PARIS

FISCALISTE

Niveau DESS fiscalité, ENI ou DECS juridique et fiscal.

5 ans d'expérience minimum en Cabinet exigés.

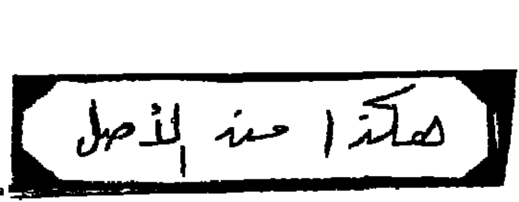
Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 68595 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

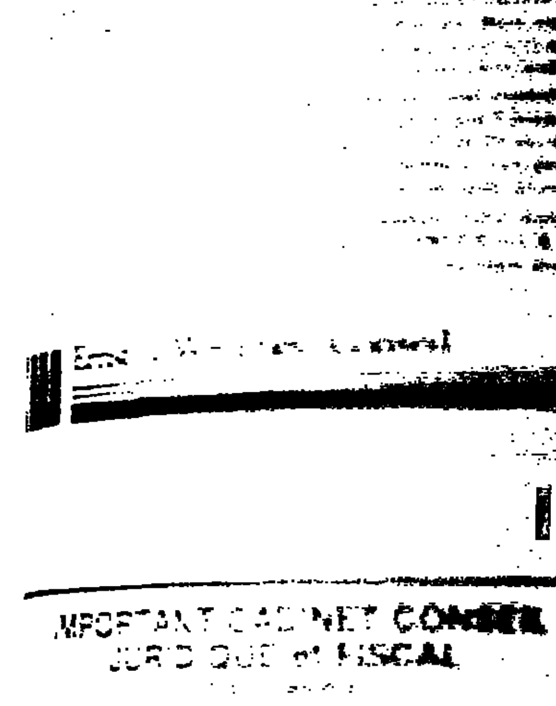
Chef d'agence

POSTE BASE A PARIS

Une des toutes premières sociétés de NETTOYAGE INDUSTRIEL en France, recherche pour la Région Parisienne, un CHEF D'AGENCE. Si vous avez une expérience réussie de la gestion d'un centre de profit et de l'animation des hommes dans les services, veuillez adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions), sous référence 5996-M à Mamrégies 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.









UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Faites-vous une place au soleil...

4 sociétés (bientôt une cinquième), 5 ans d'existence, un chiffre d'affaires consolidé d'environ 100 MF, *notre jeune groupe*, déjà leader sur certains marchés, poursuit son expansion. Pour mieux maîtriser notre croissance, nous créons, auprès de notre Directeur Général, le poste de

Directeur Administratif et Financier

Pointe à Pitre

Améliorer la qualité des informations comptables, *harmoniser les procédures* au sein du groupe, mettre en place la comptabilité analytique et introduire la gestion prévisionnelle seront vos premiers objectifs. Bien entendu, vos responsabilités seront en fait beaucoup plus larges, associé étroitement à la vie de l'entreprise en tant que bras droit de notre Directeur Général.

30/35 ans, diplômé ESC et niveau DECS, vous avez une expérience d'une dizaine d'années à divers postes relevant de la Direction Financière dans un environnement tant industriel que de prestation de services. Si la perspective de créer et de participer au développement d'un groupe vous attire, et si la pêche à l'espadon ne vous rebute pas trop, alors...

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et rémunération actuelle) sous référence C110M à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

A 30 ans prenez la barre d'un centre de distribution

GERVAIS DANONE

Gervais Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1er producteur mondial de produits laitiers ultra frais. Qualité, fiabilité et rapidité trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

Diplômés d'Etudes Supérieures

Diplôme ESC, universitaire ou ingénieur en poche, vous avez fait d'emblée le choix d'intégrer une petite structure responsabilisante, donnant libre cours à vos initiatives et à votre personnalité. Aujourd'hui la trentaine, vous avez acquis une expérience de 3-5 ans de la gestion et de l'animation d'une PME ou d'un centre de profit. La compétition quotidienne pour les délais, les résultats, pour maintenir un niveau élevé de motivation de vos équipes, de satisfaction de vos clients... vous avez appris.
Aujourd'hui, être le n° 2 ne vous suffit plus.
La structure Distribution de GERVAIS-DANONE FRANCE, vous propose le challenge de la direction d'un de ses centres de distribution.
Votre mission : distribuer nos produits aux meilleures conditions de coût et de qualité de service, dans le cadre d'un budget défini. Vous serez responsable d'un CA de plusieurs centaines de millions de francs.
Vos moyens : un établissement de 30 à 60 personnes à diriger, des installations adaptées, une gestion de stocks performante.
Vous intégrerez une équipe de professionnels de la distribution mobilisés autour de la valorisation de notre image de qualité du service et des produits.
Votre évolution de carrière est ouverte. Notre Groupe sait donner de la valeur aux talents.

GROUPE BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CT 62 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

JEUNE CONTROLEUR GESTION

Une nouvelle étape vers la DAF

Filiale d'un important Groupe industriel notre croissance interne nous conduit à *accentuer la dimension Analyses et Prévisions dans l'ensemble de nos actions.* Notre forte croissance externe réclame par ailleurs une coordination entre nos différentes Sociétés.
Diplômé d'Etudes Supérieures, Contrôleur Budgétaire ou Audit, vous vivez actuellement votre 1re expérience. Nous vous offrons l'opportunité de votre 2e étape.

Au-delà...

Vos connaissances vous aideront à reprendre sur place l'ensemble de la Comptabilité et des Finances... ou à évoluer vers le siège parisien. Votre expérience du milieu industriel est déjà un atout pour réussir. Si vous possédez en plus des qualités d'initiative, d'organisation et le sens des relations humaines, vous serez à l'aise parmi nous.
Poste basé en Franche-Comté.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous référence O/GES/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit une totale discrétion.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS

IMPORTANT CABINET CONSEIL JURIDIQUE et FISCAL

offre situation à

JURISTE CONFIRME

en DROIT DES AFFAIRES et CONTRATS

Le candidat de niveau doctorat en droit privé aura une expérience de 3 à 5 ans en Cabinet ou Entreprise.

Le poste est axé sur la consultation et la négociation, il nécessite le goût des contacts, de l'imagination et du sens pratique.

Poste évolutif et d'avenir selon l'envergure du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 8469 à

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

DELAHAYE RIPAULT S.A.
AGENT DE CHANGE - PARIS-2e

recrute
pour son Département Institutionnel Actions

ANALYSTE FINANCIER

DÉBUTANT OU EXPÉRIMENTÉ

Diplômé(e) d'une école de commerce (ou équivalent), motivé(e) pour l'étude et la prévision financière portant sur les sociétés cotées en Bourse, excellent rédacteur, le (la) candidat(e) se joindra à une équipe de 3 analystes où il aura la responsabilité du suivi d'un ensemble de valeurs *et sera en relation avec* la clientèle institutionnelle française et étrangère de la Charge.

Rémunération motivante + intéressement lié aux performances du Département.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à J.-C. ADJEMIAN - 178, rue Montmartre, 75002 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1er PLAN

recherche

Gestionnaire financier

Responsable de la gestion financière d'un portefeuille très important (l'actif d'une compagnie d'Assurance) il :
- participera à la définition de la stratégie de placement de ce portefeuille,
- coordonnera les investissements réalisés par les différents opérateurs.

Pour ce poste qui requiert autant de sens de la négociation que de goût pour l'organisation, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience significative d'au moins 3-4 ans dans le tertiaire financier, si possible dans l'assurance.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 29966 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Contribuez à la croissance en EUROPE d'une des plus importantes sociétés dans le domaine du matériel médical et de diagnostic.
Nous renforçons nos structures européennes de support à nos actions marketing, et nous recherchons :

CONTRÔLEURS DE GESTION

Pour contribuer activement à l'élaboration, préparer, suivre et analyser les budgets et les plans d'un ou plusieurs Centres Stratégiques européens. Il faut un DECS ou équivalent et au moins 6 ans d'expérience comptable, financière ou administrative dans un environnement multinational (de préférence US).

ANALYSTE FINANCIER

Chargé d'assurer la conformité et l'analyse des rapports comptables de la Division. DECS souhaité avec plusieurs années d'expérience comptable en milieu anglo-saxon.

Tous ces postes demandent une parfaite pratique de l'anglais parlé et écrit, ainsi que de la micro-informatique.

Adresser C.V., photo et indication du salaire recherché au Directeur des Relations Humaines, Europe.

BECTON DICKINSON
5, Chemin des Sources
38240 MEYLAN GRENOBLE
FRANCE

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS PARIS

recherche

FISCALISTE
de haut niveau

Spécialisé en fiscalité immobilière, de formation universitaire il aura au minimum 6 années d'expérience.

Merci de nous adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions sous n° 8014 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Secteur bancaire — Lyon

Une nouvelle dimension pour un senior...

Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, depuis 3/4 ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon vous souhaitez élargir le champ de vos compétences. Un grande banque régionale (siège à Lyon) vous propose d'intégrer d'abord son service Audit. Au sein d'une équipe très professionnelle, rattachée au plus haut niveau, vous pilotez des missions de diagnostic général auprès du réseau, du siège et des filiales.

Ce contexte stimulant va de pair avec les perspectives de développement que nous vous proposerons.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 175 M à Michèle GOMEZ, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX



BANQUE PRIVEE - MIDI PYRENEES

recherche

SOUS-DIRECTEUR D'AGENCE
(Classe IV ou V)

28-35 ans. Formation Ecole Supérieure de Commerce, Sciences Eco, ou I.T.B.

Il sera chargé de prospecter et suivre une clientèle Industrielle et Commerciale (PME - PMI) ainsi qu'une clientèle de Particuliers.

Il réalisera la mise en place des moyens de financement les mieux adaptés à leurs besoins et il interviendra comme conseiller en gestion de patrimoine.

Expérience professionnelle de 3 années dans une fonction semblable au sein d'une Banque de dépôts.

Adresser lettre manuscrite, C.V., *photo et prétentions, s/réf.147/ LM,* à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

MEDIA BA



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Filiale d'un important groupe international banlieue Nord-Est de Paris recherche dans le cadre de son expansion

COMPTABLE
Confirmé

comptabilité générale

De niveau DECS ou BP, il sera chargé de la comptabilité générale tenue sous système informatique intégré.
Dépendant directement de la direction financière il devra assurer avec l'assistance d'une petite équipe la tenue et la justification des comptes, l'établissement d'états périodiques jusqu'au bilan.
Une expérience de 4 ans au minimum est exigée.
La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne sera appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 29495 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

CONTESSE



S.A. SEB

Proximité DIJON

recherche pour

DIRECTION GESTION



Assistant contrôleur budgétaire

MISSION :
Assurer la centralisation du contrôle budgétaire des Etablissements Industriels.

FORMATION EXPERIENCE :
DUT Gestion + 3 années d'expérience de la gestion de production en milieu industriel.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à
S.A. SEB - Direction du Personnel - 21261 SELONGEY Cédex.

REPRODUCTION INTERDITE



GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
recherche POUR SES SERVICES FISCAUX

JEUNE CADRE FISCALISTE

- Formation **Ecole Nationale des Impôts**,
- Expérience en fiscalité des entreprises,
- Anglais souhaité.

Envoyer CV, photo, sous référence PO3, à CONSENSUS - 61, rue de Turenne 75003 PARIS, qui transmettra.

LE CLAP recherche

RESPONSABLE DE LA GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE H/F

Français ou immigré vous possédez :
- une formation supérieure de gestion ;
- une expérience de la gestion d'une PME ou d'une association ;
- une maîtrise de l'outil informatique (micro) ;
- une direction d'équipe ;
- un esprit de synthèse ;
- des facilités pour la rédaction de rapports ou argumentaires.

La connaissance du milieu associatif est un atout.
Nécessité d'une grande disponibilité en week-end.
Salaire annuel brut 145.600 F.
Horaire mensuel 169 h.
Contrat à durée indéterminée.
Période d'essai de 6 mois.
Envoyez vos candidatures par écrit au Président du CLAP, 25, rue Gandon, 75013 PARIS pour le 9 octobre dernier délai.
Inutile de téléphoner les candidatures étant examinées par une Commission d'examen.

Le Monde CADRES

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Concevez le système du transport du tunnel sous la Manche
. JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS ET ELECTRICIENS — Réf. VM 40/1626 D

Important groupe industriel français
. RESPONSABLE IMPLANTATION ATELIERS AUTOMATISES — Réf. VM 32/813 N

Concevez nos systèmes de Télécommunications militaires
. INGENIEURS ELECTRONICIENS — Réf. VM 40/1386 AG

L'opportunité de travailler avec les U.S.
. INGENIEUR SYSTEMIER TELECOMS — Réf. VM 32/1386 AJ

INTER MUTUELLES ASSISTANCE
. JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN H/F — Réf. VM 1/2351 A
Niort

YORK INTERNATIONAL
Biens d'equipements industriels
. INGENIEUR DE VENTE EXPORT — Réf. VM 17/1017 I
Lyon

RSCI
Ingenierie en informatique industrielle et scientifique
. INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE (HEC, ESSEC, ESCP) — Réf. VM 40-2360 A

Constructeur Automobile
. JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES — Réf. VM 40-813 F

SUPRA La flamme de l'invention
. DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL — Réf. VM 30/1995 F

Notre metier : Le Terrassement et le Génie Civil
Votre expérience : 3 à 5 annees de chantiers
. INGENIEURS GRANDES ECOLES

Etudes et Méthodes	Réf. VM 16/1317 F
Coordination de Chantiers	Réf. VM 16/1317 E
Direction des Travaux	Réf. VM 16/1317 D

Proche banlieue Parisienne
. SECRETAIRE GENERAL H/F — Réf. VM 46/2157 C
300 KF

Haute-Savoie
. RESPONSABLE INFORMATIQUE — Réf. VM 15/106J

Rejoindre un grand de l'audiovisuel
. INGENIEURS ELECTRONICIENS EXPERIMENTES X, TELECOM, SUPELEC...

Strasbourg	Réf. VM 50/2326 A
Marseille	Réf. VM 50/2326 B

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en precisant la référence choisie à :

GROUPE EGOR
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Animalier, 25 ans, célibataire, BAC D, niveau BTS, 4 a. exp., sérieuses réf., ch. emploi centre expériment. labo, véto, pharmac., exploit. Sté conseil/gestion Bovins. Etudie ttes propos. Ecrire sous le n° 8008 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

DEMANDES D'EMPLOIS

Professeur certifié, retraité, étudierait toutes propositions pour présenter éditions en milieu scolaire. Ecrire Havas 1068/66, BP 442, 66004 Perpignan Cedex.

J.F. 38 ans célib. spécialiste commerce internat. (BTS) parf. bilingue anglais (maîtrise), très bonnes connaiss. allem., ch. poste cadre ds service internat. Ecrire sous n° 8 039 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

CADRE SUPÉRIEUR D'EXPLOITATION BANCAIRE RESPONSABLE réseau clientèle « Entreprise » créat. intégrale RECHERCHE
- FONCTION **DE DIRECTION COMMERCIALE DE BANQUE**
- MISSION : DÉVELOPPEMENT clientèle industrielle et commerciale toute importance, tous secteurs.
- Vocation territoriale Ile-de-France, par préf.
- Tout autre secteur à étudier, éventuellement.

. Disponibilité 3 mois. Ecr. sous n° 8035 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Homme 33 ans ch. place stable de GESTIONNAIRE DE STOCK sur Paris ou proche banlieue nord. 10 ans d'expér. dans la gestion des stocks informatisée (téléphonie, informatique, électronique...). Libre sous 2 mois. Toutes propositions sous réf. 3604 à LTA, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

J.H. 48 ans, cherche responsabilité publicité, presse, édition, communication. Traffic (20 ans expérience) dans société en expansion. Libre de suite. Tél. : 34-81-30-66.

J.F. 38 ans, dynamique, sérieuses réf. dans l'hôtellerie, rech. poste à responsabilité dans la restauration classique ou d'entreprise. Ecrire sous le n° 6971 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. licence lettres et arts, compétences littérature, cinéma, musique, peinture rech. emploi lié à ces domaines (librairie, disque, édition, journalisme, pige, rewriting, rel. culturelles...). Eric MINTHE : 48-40-39-80.

Notaire 38 ans envisageant céder son office propose à tte société ou organisme bancaire, financier ou juridique, de mettre à sa disposition son expérience et ses compétences prof. Ecrire sous le n° 8016 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ENSEIGNEMENT en ÉLECTRONIQUE et MICRO-PROCESS. ch. empl. mi-tps. 45-67-82-21.

J.F ch. place stable HOTESSE D'ACCUEIL, russe, franç., angl. Tél. : 42-62-48-40.

J. Femme, 38 ans, secrétaire traitement texte, 17 ans d'expérience, recherche poste stable à responsabilité avec contacts clientèle. Libre de suite. Étudie ttes proposit. Ecrire sous le n° 6877 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

propositions diverses

ARTISANS, PROFESSIONS LIBÉRALES assurons votre secrétariat téléphonique. Tél. : (1) 49-11-11-11.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Formation de Formateurs à Dauphine

L'Université de Paris Dauphine (Département d'Education Permanente) propose un cycle de formation professionnelle supérieure aux métiers de la formation des adultes (conception, animation, gestion) comprenant les activités de Conseil auprès des Entreprises et des Administrations.
Le processus de formation est fondé sur l'alternance de mises en situations professionnelles réelles et de situations de formation (apprentissages techniques et réflexion sur le métier).
Les stagiaires acquièrent ainsi une qualification et des références de nature à faciliter leur insertion professionnelle.

Durée : 2 ans à temps plein (décembre 87 à décembre 89).
Sanction : Diplôme Universitaire de Formateur d'Adultes (DUFA)
Conditions : Diplôme de 2ème cycle ou équivalent + 3 années d'expérience professionnelle minimum.
Statut : Stagiaire (bourse : 70 % du salaire antérieur).
Dossier à déposer jusqu'au 30/10/1987.



Informations et dossiers d'inscription
Michèle MARCHAND - tél. : 47 27 28 37.
Université Paris Dauphine - Département d'Education Permanente
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 Paris Cedex 16



INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

Diplômes d'Études Supérieures de 3e cycle

FORMATION PERMANENTE

- **DESS** Systèmes d'Information (16 séminaires de 3 jours consécutifs sur 2 ans) ☎ Marie Josée FREIXAS : 45 58 00 21
- **DESS MISSIL** (temps plein sur 1 an pour demandeurs d'emploi ou salariés) ☎ Karin RIPOCHE 45 58 02 28
- **DESUP A.M.I.** Concepteurs de systèmes Micro Informatiques (temps plein sur 3 mois pour demandeurs d'emploi ou salariés) ☎ Patricia BORGES 45 57 28 41

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AU COMMERCE INTERNATIONAL (C.P.C.I.)

NOTRE OBJECTIF :
Former les commerciaux qui développeront les exportations des entreprises de la région.
VOTRE PROFIL :
- forte motivation pour l'activité commerciale
- pratique courante de l'anglais
- diplôme Bac + 2 ou équivalent
- expérience confirmée en entreprise, de 2 ans *minimum*.

NOTRE PROPOSITION :
Une formation de commercial export à temps plein durant 9 mois à partir de janvier 1988.
Rémunération par la région Pays de Loire pendant la durée de la formation.

Renseignements :
C.P.C.I. Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes.
18 X, 44040 NANTES CEDEX. Tél. 40-73-50-50.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

2e arrdt

SÉLECTION DOLÉAC LES HALLES, 5 mn Mo pour investisseur murs libres, appt prof., lib., 105 m², tt cft, 3e ét., clair, calme. 1.600.000 F. 42-33-12-29.

SÉLECTION DOLÉAC STUDIO, 20 m² réf. nf, 4e ét. Px 280.000 F. 42-33-12-29.

5e arrdt

RUE DE L'ARBALETE Petit immeuble, rez-de-ch. + 2 ét. + terrasse. Professionnel et bourgeois. Tél.: 47-20-07-29.

PRÈS PL. MAUBERT Beau grenier aménagé, 60 m², calme, cheminée, cft, soleil. Serge KAYSER (1) 43-29-60-60.

6e arrdt

FLEURUS

Cherche-Midi, 2 p.	500.000
Bac, récent 35 m²	850.000
Duroc, 2-3 p. 59 m²	885.000
Raspail, 3 p., park.	1.700.000
Cherche-Midi, 100 m²	3.150.000

Recherchons appts ttes surfaces.

RASPAIL RECENT STAND. séj., balc. + 2 chbres, soleil, parking, px 1 700 000. **FLEURUS 45-44-22-36.**

SÈVRES-BABYLONE, part. vd STUDIO DESIGN très pur. (1) 45-48-16-15/(16) 99-59-12-50.

7e arrdt

DUROC PIERRE DE T. Et. élevé, 7 p., triple récept. + 4 chbres, gde cuis., 2 bains, w.c., 218 m², balc. Sud, 3 services. URGENT - 43-35-18-36.

FG SAINT-GERMAIN Imm. ancien grand standing, au 2e étage avec ascenseur SOMPTUEUX 240 m² 3 réceptions, 3 chambres, 2 bns, cuis. éq., chbre service. DÉCORATION TRÈS RAFFINÉE (parking en location). Tél. : 43-53-24-03.

10e arrdt

RÉPUBLIQUE. 29 m² à rénover, 2 poss. cuis. 180.000 F. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

13e arrdt

SÉLECTION DOLÉAC PORT-ROYAL, idéal placement, 70 m², 3 p., cuis., s. bains, w.c. séparés, 4e, asc., immeuble 1930, pierre de t. Px 1.400.000 F. 42-33-12-29.

AV. ITALIE 2 P. tt cft, soleil, calme, bon état. 430.000. 43-25-97-16.

PLACE D'ITALIE, bel imm. briques, 3 p. entrée, cuis., bains, w.c. séparés, 70 m², parf. ét. 1.150.000 F. 43-35-18-36.

14e arrdt

MAINE récent studio, entrée, kitchen, s-d'eau, WC, 20 m², 300 000 F. 43-35-18-36.

ST-JACQUES SUR 3 NIVX BELLE MAISON A RÉNOVER. 170 m² + ss-sol complet + 100 m² de jard. privat. expo E.-O., calme. 3.500.000 F. TÉL. : 43-35-18-36.

ALESIA PIERRE DE T. 4 P. en rez de ch., 87 m², profess. libér. poss. comprenant : entrée, liv.-dble, 2 chambres, cuis., bains, WC, faibles charges. 1 350 000. 43-35-18-36.

92 Hauts-de-Seine

SÉLECTION DOLÉAC BOULOGNE, 5 mn Mo Pont de Sèvres, Imm. récent, 2e ét., asc., séj. dble + 1 chbre tt cft, 70 m² + 2 terrasses 20 m² park, cave, PROF. POSS. 950.000 F. 42-33-12-29.

PTE VERSAILLES Imm. pierre de t., dble séj., 3 ch., 100 m², gd cft, balcon. 1.500.000 — 47-36-06-05.

Province

ANTIBES. Part. vd 3 p. 63 m² rez-de-jardin 57 m², 2 expositions, commerces, écoles, 470 000 F. Tél. 93-33-32-00.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

CABINET DOLÉAC recherche pour clientèle de qualité s/Paris et banlieue STUDIOS 2, 3, 4, 5, 6 P. avec ou sans cft. expertise gratuite, réalisation rapide. Tél. : 42-33-12-29.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE 8, avenue de Messine, 75008 Paris, recherche, APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE, belles réceptions avec minimum 3 chambres. **TEL : (1) 45-62-78-99.**

INTERNATIONAL SERVICE Recherche pour SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ 4, 5, 6 PIÈCES et MAISONS banlieue Ouest. BON STANDING. I.S.I. Tél. : 45-26-18-95.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE Recherche STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16.

propriétés

PART. VD SUD DE PARIS. 5' sortie aut., près DOURDAN, au calme, dans partie ancienne et verdoyante d'une vivante localité, toutes commodités SUPERBE PROPRIÉTÉ ancien ensemble rural restauré à l'orée des forêts Dourdan et Rambouillet, standing, grand confort, sur 1 800 m² ent. clos, arboré, Hab. ppale, grand living, salle à manger, salon-mezz., 3 ch., 2 s. de bains, cuisine éq., buand., cave voûtée, grande terrasse. Maison d'amis 2 ch., salle de bains, laverie, vastes dépend., gren., serre, chenil, potager, gar., belle piscine, chauff., plein sud. Affaire unique dans la proche PARIS. Px 2 250 000 F. Vis. les 18 et 19 sept., ent., 16 et 18 h. Prendre r.-vs entre 12 et 13 heures ou 45-30-02-17.

Proximité GRENOBLE (près du Lac Paladru) Belle maison cossue 1960. Traditionnel intégral. Vue magnifique, 145 m² habitable sur deux niveaux. R-de-c comprenant, entrée, salle à manger, salon, 2 chambres, WC, salle de bain, cuisine intégrée. A l'étage, chambre plus salle d'eau. Garage 30 m². Etat impeccable, 2600 m² de terrain clos et arboré. Prix : 1 100 000 F (justifié) à voir. Tél. : (16) 76-06-62-22.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE 16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx, secrét., tél., télex. Domiciliations : 170 à 390 F/M. **CIDES, 47-20-41-08.**

DOMICILIATIONS Forum des Halles. Bureaux, constitution de sociétés, télex, secrétariat. ACCESS - 40-28-15-12.

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL** bureaux, secrétariat, télex **CONSTITUTION STÉS** Prix compétitifs. Délais rapides. **ASPAC 42-93-60-50 +**

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL — RC — RM Constitutions de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques **43-55-17-50.**

Domiciliation depuis 80 F/ms av. des Champs-Elysées (Etoile) rue St-Honoré (Concorde) rue Cronstadt, Paris-15e 21 bis, rue de Toul, Paris-12e Constitution SARL 1.500 F HT INTER DOM tél. 43-40-31-45.

SIÈGE SOCIAL Secrétariat + Bureaux neufs Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICES

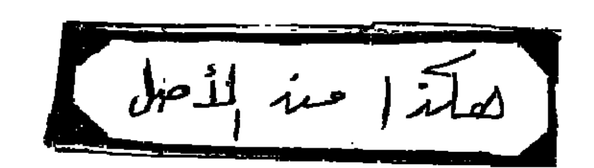
Champs-Elysées	47-23-55-47
Nation	43-41-81-81

ENTREPRENEZ MALIN Domiciliations depuis 80 F/ms location de bureaux équipés pour siège social ou antenne 12e Boss Office (1) 43-45-12-13 17e Time Buro (1) 42-29-09-09.

immobilier information

Pour vendre ou acheter maison — appartement château — propriété terrain — commerce sur toute la France LAGRANGE 9, r. Le Chatelier, 75017 Paris Tél. : 16 (1) 40-54-08-08.

هكذا من الأصل



Le Monde
ECONOMIE

LA DETTE DU TIERS-MONDE

Une étrange alchimie

En jouant du marché parallèle, les gouvernements et les banques cherchent à transformer les créances douteuses en investissements productifs.

DANS la curieuse alchimie de la dette, née de la crise mexicaine en août 1982, banquiers et débiteurs cherchent à transformer en placements rentables des créances qui les menacent d'asphyxie. Cette quête se retrouvera en filigrane dans les débats des assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, cette grand-messe traditionnelle d'automne qui se déroule actuellement à Washington.

Lentes, lourdes, laborieuses, souvent tendues par leurs implications politiques, les négociations sur la restructuration et l'allégement de la dette du tiers-monde *« sont de plus en plus liées à l'effervescence du monde financier sur un dossier qui lui brûle les doigts »*, constate, sans plaisir, un expert international. Alors que les gouvernements surendettés se sont engagés sur la voie de la rigueur, alors que leurs créanciers publics, comme les organismes multilatéraux, affinent ou accroissent leurs opérations d'aide – *« avec un bonheur inégal, il est vrai »*, – les banques privées bloquent aujourd'hui la recherche d'une croissance assainie des pays en développement et surtout d'une reprise de l'investissement, actuellement en chute libre.

Face aux réticences persistantes des créanciers privés à s'engager plus avant, l'idée d'un *« menu à la carte »* a fini par émerger. Il s'agit d'intéresser à nouveau les banques à des pays qu'elles ont courtisés du temps où elles recyclaient les pétrodollars, avant de les fuir avec l'explosion de la crise de la dette. Un menu de plus en plus varié et raffiné qui s'appuie sur de nouveaux instruments financiers créés autour de la vieille idée de conversion des dettes en prises de participation ou en biens.

Ce type d'approche ne touche guère les pays les plus démunis de la planète. *« Leurs difficultés appellent plus des solutions politiques et humanitaires de la part des gouvernements prêteurs »*, estime un haut fonctionnaire européen. Dans leur cas, il s'agit essentiellement de trouver les moyens d'alléger les remboursements en jouant sur les délais ou sur de nouveaux crédits publics à taux d'intérêt privilégiés. Le système des conversions de dettes s'applique, en revanche, très bien aux surendettés à revenus dits : *« intermédiaires »* dans lesquels les banques se sont lourdement engagées dans les années 70, parfois inconsidérément.

Pour comprendre l'intérêt porté, désormais, aux pratiques de conversion de dettes, il faut remonter aux années 1983-1984 et à la découverte, par les instituts de crédit, que la crise de la dette n'était pas un phénomène provisoire. *« Des banques, notamment espagnoles, ont pensé limiter les dégâts en vendant purement et simplement leurs prêts »*, se rappelle un banquier. Elles se sont vite heurtées au problème de la présentation des bilans.

VENEZUELA
COLOMBIE
ÉQUATEUR
PÉROU
BOLIVIE *
BRÉSIL
CHILI
ARGENTINE
MEXIQUE
MAROC *
YOUGOSLAVIE
CÔTE-D'IVOIRE *
PHILIPPINES
1 000 km
Cours de la dette pour 100 dollars
Fin janvier 1987
Fin août 1987
* Mi-août 1987
Source : Shearson Lehman Brothers

Limiter les dégâts

Annoncer une perte sèche, après avoir cédé certaines créances moyennant une décote, a un effet déplorable auprès des actionnaires. Le masquer par quelques artifices comptables est délicat. De ce constat est né un marché parallèle des échanges de créances.

Les instituts de crédit, directement ou grâce à des intermédiaires, ont d'abord cherché à rééquilibrer leurs portefeuilles d'engagements sur un même pays en troquant des dettes privées contre des dettes publiques. Cette première esquive a vite été affinée par des échanges de créances entre pays d'une même région, puis d'une région à l'autre.

Le jeu, à somme nulle, consiste à *arbitrer* entre la valeur marchande des dettes établies selon l'offre et la demande. Les cotations qui petit à petit sont apparues restent indicatives, tant le marché est *« psychotique »*, estime un expert, agacé du comportement aisément moutonnier des banquiers. Elles ont surtout chuté depuis mai dernier. *(voir carte).*

A cette époque, la Citicorp américaine accomplissait brutalement ce que nombre de banques européennes avaient déjà prudemment réalisé. En annonçant 5 milliards de dollars de provisions pour créances douteuses, elle clarifiait son bilan. Une décision dont les conséquences ont été doublées. Sur le marché parallèle de la dette, *« les acheteurs se faisaient rares et les vendeurs de plus en plus nombreux, entraînant un assèchement des opérations d'échanges »*. Sur le fond, la fiction, soigneusement entretenue d'une dette intégralement remboursable, déjà affaiblie par les trocs de créances, était sérieusement mise à mal.

Ce tournant marque pour les banques un intérêt nouveau pour les plans de conversion de dettes que les gouvernements des pays du tiers-monde proposent de plus en plus souvent dans leurs programmes de restructuration. Ces systèmes, greffés sur l'idée même des décotes entérinées sur le marché parallèle des créances, sont multiples.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(Lire la suite page 33.)

Faut-il brûler les banques d'aide au développement ?

par GILLES NICOLAS (*)

LES dirigeants des puissances industrielles ne cessent de réaffirmer leur soutien aux institutions multilatérales d'aide au développement du tiers-monde. Ce soutien, renouvelé par les sept principaux pays industriels lors de leur sommet à Venise en juin, ne sera pas démenti à l'occasion de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Pourtant, les conflits s'amplifient au sein même de ces institutions sur le rôle qu'elles sont appelées à jouer dans le développement comme dans la recherche de solutions au surendettement de nombre de pays.

Cela est particulièrement sensible au sein de la Banque mondiale, véritable poids lourd en la matière, mais aussi de la Banque asiatique de développement (BAD) et de la Banque interaméricaine de développement (*BID*). L'origine de ces dissensions est la même : la remise en cause par l'administration Reagan de l'influence des autres pays membres, une polémique amplifiée par l'opposition croissante entre cette même administration et le Congrès américain sur le financement des organismes multilatéraux.

Les Etats-Unis ont joué un rôle crucial dans la création de ces banques à une période où l'économie comme les finances américaines dominaient sans conteste la scène mondiale. En ces lendemains de seconde guerre mondiale, l'idée même de multilatéralisme épousait étroitement les intérêts de Washington. Cela est moins vrai depuis le début des années 70 et l'émergence d'un monde multipolaire où Japon, Etats-Unis, Europe, nouveaux pays industriels, s'affrontent ouvertement sur le marché mondial.

Face à cette évolution, les Américains ont paru de moins en moins convaincus du bien-fondé des financements multilatéraux. L'aide bilatérale ne servirait-elle pas mieux leurs intérêts ?

Certains membres de l'équipe Reagan ont clairement répondu par l'affirmative dès leur arrivée au pouvoir, en soutenant que les Etats-Unis devaient limiter, voire cesser, leur soutien aux institutions internationales ne répondant pas étroitement à l'attente de Washington. Paradoxalement, l'approche proposée par le secrétaire au Trésor, M. James Baker, pour résoudre le problème de la dette du tiers-monde – le désormais fameux « plan Baker » (1) – exige un rôle accru de la part des institutions multilatérales d'aide au développement ainsi qu'un accroissement de leurs opérations dans les pays endettés où la politique économique s'ajuste au modèle libéral d'économie de marché.

Un contrôle plus strict

La nécessité de concilier ces deux approches contradictoires a conduit le gouvernement américain à négocier son appui aux organisations internationales contre l'assurance d'un contrôle plus strict de leur action. Au sein de la Banque asiatique de développement, qualifiée de trop japonaise, les Américains ont critiqué la qualité des prêts. Ils ont fini par obtenir une réorganisation visant à durcir les conditions dont ces crédits sont assortis, tout en s'opposant à une augmentation des contributions nippones, qui renforceraient le poids du Japon au sein de cette institution.

Au sein de la Banque interaméricaine de développement, jugée trop latino-américaine, ces mêmes Américains dénoncent également la *faible qualité des projets. Ils* posent une double condition à un accroissement des ressources financières de l'institution : l'assurance de la mise en place d'une politique macro-économique acceptable aux yeux de Washington comme préalable à l'octroi de crédits, ainsi qu'un droit de veto américain sous forme de minorité de blocage pour l'ensemble des opérations de la BID. L'impasse est actuellement totale.

La situation est quelque peu différente à la Banque mondiale, où les Etats-Unis disposent d'un pouvoir plus étendu. Le nouveau président, choisi par la Maison Blanche comme le veut la tradition, a entrepris une réorganisation radicale de l'institution qui vise à en diminuer la taille et à lui permettre de mieux appliquer le « plan Baker ». Deux objectifs *clairement inspirés par Washington.*

Ces positions ont provoqué des situations conflictuelles dues plus à la forme qu'à la substance même des interventions de l'administration américaine. Les autres pays industriels et les pays emprunteurs les soutiennent : le consensus est quasi total sur la nécessité d'un allégement des structures de la *Banque mondiale et d'une accélé*ration de ses processus de décision (*le Monde* du 25 juillet 1987). L'accord est également large pour reconnaître que la réussite des projets de développement passe souvent par des réformes de politique économique globale et sectorielle.

Enfin, un terrain d'entente existe sur la nature même de ces *réformes*. Les modèles de croissance protectionniste, basés essentiellement sur la planification centrale et l'investissement public, perdent leurs derniers défenseurs. Rarement dans le passé, les thèses américaines libérales de privatisation, de débureaucratisation ou d'amélioration de la compétitivité par l'exportation ont bénéficié d'une aussi large audience.

Apparemment moins sensible à cette réalité qu'à la remise en cause de leur hégémonie économique et financière, affaiblie par la réticence bien connue du Congrès à financer les mesures qui lui sont proposées, l'administration américaine fait preuve d'un manque de confiance envers ses partenaires qui se traduit par une totale inflexibilité lors de la recherche de compromis acceptables par tous. Ce phénomène est préoccupant au moment où il serait nécessaire aux grandes puissances, établies ou naissantes, d'apprendre à coexister.

Les banques multilatérales *d'aide au développement* ont pourtant démontré au fil des années leur utilité. Mieux que tout autre forme de financement extérieur provenant notamment des banques commerciales ou de l'aide bilatérale, les opérations de ces organismes cherchent à favoriser le secteur social, essentiel au développement à long terme des pays du tiers-monde. Elles soutiennent les groupes défavorisés, mettent l'accent sur la protection de l'environnement.

Des conflits attisés

Parallèlement, la mise au point de *systèmes d'évaluation des opérations* leur permet d'en relever constamment la qualité. Alors même qu'elles sont en position d'amplifier et d'améliorer leurs interventions, les conflits attisés par les États-Unis paralysent leur évolution, rendent stérile une part de leur potentiel.

Ces conflits apparaîtront comme simplement conjoncturels, *s'il* se révèle *qu'ils n'étaient* dus qu'à la vision du monde d'une équipe dirigeante américaine – celle du président Reagan, – à des difficultés de transition vers de nouvelles formes de prêts, voire un nouveau partage des responsabilités reflétant l'évolution des rapports économiques et financiers mondiaux. Mais il est possible que ces dissensions soient révélatrices *d'une remise en cause plus* profonde du rôle et de l'avenir des banques d'aide. Si tel était le cas, elles pourraient être absorbées dans un champ de forces limitant de plus en plus leur action. L'enjeu majeur deviendrait celui de leur contrôle politique au détriment de leur efficacité.

Autant admettre la nécessité de brûler ces institutions pour leur substituer de nouveaux modes de financement chargés d'assurer le développement des pays ou des régions vulnérables d'un monde de plus en plus interdépendant. Encore faudrait-il être certain que ces systèmes nouveaux soient aussi efficaces que ceux dont nous disposons. Rien n'est moins sûr et la sagesse prônerait l'amélioration des institutions existantes. Quitte pour les *États-Unis* et les pays industriels, anciens ou nouveaux, à accepter une coexistence constructive et à mettre un terme à une guérilla interne dangereuse pour chacun.

(*) Haut fonctionnaire international.

(1) Lancé à l'automne 1985, ce « plan » prévoyait un apport financier accru des banques, gouvernements et organisations multilatérales en faveur des surendettés, essentiellement latino-américains.

MBA UNIVERSITY : L'EXCELLENCE FRANCO-AMÉRICAINE

Le Master of Business Administration (MBA) est sans conteste le titre actuellement le plus prisé tant en France qu'à l'étranger pour accéder à des niveaux de responsabilité majeure dans les affaires.

Le programme **MBA University**, créé en 1986 par l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) en association avec **Pace University** (New York), permet aux participants d'obtenir le diplôme MBA délivré par Pace University ainsi que le certificat IFAM 3e cycle.

UN VRAI MBA AMÉRICAIN

La cycle de quatre mois aux États-Unis (sur les onze mois du programme), qui plus est à New York, le corps professoral américain, y compris à Paris, la réputation incontestable du programme MBA de **Pace University** garantissent aux participants l'assurance de postuler un vrai MBA reconnu sur le marché international du travail.

UNE FORMATION GLOBALE

L'intérêt du programme MBA University est de développer deux types de qualité indispensables pour le manager moderne :
- les compétences et l'efficacité techniques ;
- la maturité et l'adaptabilité, donc l'intelligence dans l'action.

Les professeurs, tous de haut niveau académique (Phd), sont également des praticiens opérant dans les viviers exceptionnels que constituent les communautés des affaires de Paris et New York.
Le séjour de seize semaines à New York contribue à développer des capacités d'adaptation et d'agrandissement de l'horizon culturel.

UN RECRUTEMENT INTERNATIONAL ET DIVERSIFIÉ

La dernière promotion de **MBA University** comprenait 40 % de Français pour dix nationalités représentées dont 60 % d'Européens. Près de 20 % des participants avaient déjà eu une expérience professionnelle de plus de cinq années. Les ingénieurs (30 %) y étaient aussi nombreux que les littéraires et les juristes, ou les diplômés d'école de commerce et les scientifiques.

DES MÉTHODES INTENSIVES

Les très bons résultats obtenus aux différents cours par les participants sont le fruit d'un travail de groupe (six à sept participants) très intensif (douze heures de travail quotidien) et de l'encadrement personnalisé.

UNE CARRIÈRE ASSURÉE

Un certain nombre de nos participants sont déjà financés par leur entreprise. Pour les autres, de nombreuses opportunités sont offertes par les entreprises qui viennent recruter sur place des participants.

DURÉE DU PROGRAMME : 11 mois (7 à Paris, 4 à New York) : octobre 1987 à août 1988.
ADMISSION : sur dossier, tests et interviews.
LANGUE DE TRAVAIL : anglais y compris à Paris.
ORIGINE GÉOGRAPHIQUE : 10 nationalités dont 60 % d'Européens en 1986.
AGE MOYEN : 27 ans.
AIDE FINANCIÈRE : prêts bancaires.



Pour toute information écrire ou téléphoner :
MBA University - IFAM
19, rue Cépré, 75015 PARIS
TÉL. : (1) 42.73.26.53

Voici des extraits du courrier provoqué par les « Devoirs de vacances » qui ont été publiés en août dans « *Le Monde Économie* ». Quatre responsables politiques, deux de la majorité, deux de l'opposition, avaient alors traité les sujets du baccalauréat d'économie (juin 1987). Sont ainsi successivement intervenus M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, et Mme Edith Cresson, ancien ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, sur le déficit de la balance française des

Devoirs de vacances

échanges, M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail, et M. Alain Juppé, ministre du budget, sur le financement des retraites en France.

Un certain nombre de lecteurs ont répondu à l'invitation de noter les « copies » des ministres et anciens ministres, jouant ainsi le rôle de professeurs. Les jugements apparaissent sans indulgence, et les candidats bacheliers peu ordinaires n'obtiennent pas obligatoirement la moyenne. D'autres lecteurs n'ont pas résisté à la tentation de faire des propositions ou même de rédiger leur propre devoir. Malgré l'intérêt de ces contributions à la réflexion commune, il ne nous a pas été possible, faute de place, de tout publier.









CORRESPONDANCE

Une convergence très large

SUR l'essentiel du sujet qui était l'analyse des causes du déficit de la balance commerciale de la France depuis 1970, Mme Cresson met fort justement en évidence trois raisons essentielles : des raisons conjoncturelles, des raisons structurelles et des raisons politiques. L'analyse des causes conjoncturelles et structurelles est fort bien menée ; par contre, l'analyse des causes politiques est assez maladroite.

Mme Cresson, en effet, explique le déficit de la balance commerciale depuis 1970 par les erreurs de la politique économique suivie depuis 1986, après avoir d'ailleurs dans le paragraphe relatif aux causes conjoncturelles de notre déficit commercial écarté tout reproche qui pourrait être fait à la politique salariale du gouvernement socialiste. Il n'est pas interdit, dans une épreuve scolaire, de défendre une thèse ; mais encore faut-il que cela ne conduise pas à un défaut de rigueur dans la démonstration.

Au total, l'examinateur pourrait noter ainsi : 12/20, avec le commentaire : bon début et conclusion intéressante, mais démonstration manquant de rigueur.

L'élève Michel Noir prend le parti de minimiser les causes conjoncturelles pour s'attacher aux causes profondes et permanentes du déficit commercial ; ce qui est un point de vue intéressant. L'analyse de ces causes profondes est assez complète puisqu'il étudie successivement la structure géographique et sectorielle de nos échanges (...). La conclusion est brève : plutôt qu'un arsenal d'interventions étatiques, M. Noir évoque un changement de mentalité sans dire comment il pourra se produire.

L'appréciation du devoir pourrait être : 15/20, avec le commentaire : introduction incomplète, conclusion rapide, mais bonne analyse du problème, qui est traité en profondeur et répond assez complètement au sujet tel qu'il est posé.

Au-delà de cet exercice de corrections, il est intéressant de noter qu'il y a une convergence très large sur l'analyse des causes du déficit de notre balance. Il est consolant pour le simple citoyen que je suis de voir que le diagnostic concorde. Malheureusement, si je sais pourquoi « ma fille est muette », les « Diafoirus », qu'ils soient de gauche ou de droite, n'apportent guère de remède au mal.

ANTOINE RIOUFOL
(Versailles).

Hors sujet

SI le travail de M. Michel Noir n'appelle, de ma part, aucun commentaire particulier (je serais même tenté de lui décerner une assez bonne note), la prestation de Mme Edith Cresson me paraît devoir encourir une appréciation moins indulgente. En réalité, si un candidat avait traité de la sorte le sujet proposé, ses chances d'admission eussent été minces.

Le plan de la dissertation est déséquilibré : une colonne pour la première partie, quatre colonnes pour la deuxième. Le sujet n'est pas traité en son entier et il y a tendance au hors-sujet. Il était question des causes du déficit de la balance commerciale française depuis 1970. Or Mme Cresson traite surtout des résultats de la balance commerciale en 1986, année où elle a été équilibrée !

La tonalité générale du devoir est nettement polémique alors que les prises de position politiques sont déconseillées et proscrites aux candidats. Ceux-ci doivent en effet ne jamais se départir de la plus parfaite impartialité. Un professeur compétent et consciencieux, fût-il de gauche, n'aurait pas apprécié que la confusion ait été faite entre l'exposé clair d'une question technique permettant d'emporter les convictions et le discours électoral propre à enflammer les foules, grâce à force effets d'estrade.

RAYMOND PALLIES,
professeur de sciences économiques à Blagnac.

Copies conformes

AU niveau de la forme, les deux « copies » sont très académiques : introduction, plan en 2 parties avec des sous-parties, conclusion : et si la conclusion de M. Noir est un peu rapide, les deux parties de son devoir sont plus équilibrées que celles de M. Cresson. La maîtrise de la langue est parfaite pour les deux « potaches » et le vocabulaire économique est bien assimilé et utilisé à bon escient...

Au niveau des idées, on ne peut manquer de relever certaines concordances entre les deux diagnostics : pour Mme Cresson comme pour M. Noir, les faiblesses du commerce extérieur français sont déjà anciennes, et tiennent à des causes tant structurelles (structures géographique et sectorielle de nos échanges, mentalités) que conjoncturelles (chocs pétroliers, contre-choc, fluctuations du dollar) auxquelles s'ajoutent les « *à-coups* » ou les « *carences* » de la politique économique. (...)

Finalement, la seule originalité de Mme Cresson réside dans son rappel (en conclusion) du « *désintérêt traditionnel des détenteurs de capitaux pour l'industrie* », problème que dénonce régulièrement le PCF.

Quant à M. Noir, soucieux de réformer la mentalité « hexagonale », il propose une ouverture plus grande des entreprises et des esprits à « l'international ».

En fin de compte, (...) on voit mal ce qui distingue fondamentalement l'ancien ministre socialiste et l'actuel ministre RPR car tous deux formulent, à quelques nuances près, le même diagnostic, tous deux louchent vers le modèle japonais (ou ouest-allemand), tous deux regrettent le manque d'esprit d'entreprise en France et tous deux, enfin, font appel au même effort de restructuration et d'ouverture pour, selon eux, redresser l'économie de la France. On peut alors craindre le pire pour l'emploi et le niveau de vie, déjà si malmenés.

JEAN-PIERRE PALACIN.
professeur d'économie à Mazamet.

Laborieuse compilation

EN fait de « devoir de vacances », Michel Noir nous a gratifiés d'une laborieuse compilation de ses services, excluant toute idée originale ou personnelle [et] axée comme à l'ordinaire, sur l'« effet du pétrole » et les responsabilités des entreprises, ce qui dispense d'en chercher d'autres. De longues explications sur la multiplication par dix du prix du baril et ses effets pervers, mais pas un mot sur l'effondrement récent du prix du même pétrole, qui n'a nullement entravé la dégradation constante de la balance commerciale. Quant à l'« *extrême dépendance de la France* », elle ne l'est pas plus que celle de la RFA ou du Japon.

Les responsabilités sont d'abord *politiques ;* elles se trouvent dans les incohérences des décisions d'embargo sur les exportations à destination des pays qui les payent « cash » et les préférences manifestes pour ceux auxquels il faut prêter de l'argent pour qu'ils vous achètent quelque chose. Il est inutile de dire que nos partenaires allemands, anglais et italiens – pour ne pas parler des autres – n'ont pas de ces scrupules à l'égard de l'Afrique du Sud, de Taiwan, du Chili, pour ne pas parler de l'Iran et de quelques autres.

Elles se trouvent aussi dans les erreurs accumulées par des gouvernements qui, par démagogie, ont systématiquement matraqué les entreprises, voué aux gémonies le profit, découragé les investissements, ridiculisé le travail et l'effort au profit de la fainéantise et de l'assistance généralisée. A cet égard, l'actuel septennat et le précédent ont rivalisé dans des domaines et sur des régistres différents.

Elles se trouvent enfin dans l'incapacité permanente, quels que soient les responsables, de réformer sérieusement l'appareil du commerce extérieur, de transformer une bureaucratie qui, à l'image de la bureaucratie française, est surtout là pour interdire et empêcher, en un instrument de dynamisme, de promotion, de prospection, à l'instar de nombre de nos concurrents.

PHILIPPE MALAUD,
ancien ministre, député européen.

Intolérance ?

COMMENT M. Alain Juppé (ou les collaborateurs de celui-ci qui ont « planché pour son compte) a-t-il pu ne pas s'apercevoir qu'il s'agissait de réfléchir, non pas tant sur les difficultés actuelles et futures à financer les retraites en France et les moyens d'y remédier, sur la question de savoir si, d'un certain type de financement, on devait passer à un financement d'une autre nature. En clair, si d'un système de répartition on pouvait (on devait ?) passer à un système de capitalisation.

Tout correcteur serait en droit d'hésiter entre deux appréciations : ou bien M. Juppé n'a pas perçu le problème, ou bien il élimine le point de vue opposé au sien, sans même prendre la peine de l'examiner (intolérance ?). En tout état de cause, je ne crois pas que j'aurais décerné une note supérieure à 9/20 à une telle copie, même si j'en reconnais les incontestables mérites (qualité de construction, d'analyse, de style...).

R. P.

L'OS en a assez

DANS les années 60, nos aînés partaient en retraite à soixante-cinq ans, après cinquante ans d'activités, pour bénéficier d'une retraite inférieure au SMIC, pendant une durée moyenne de cinq ans. A cette date, les retenues pour la Sécurité sociale étaient de 6,5 %, sur le montant brut de la feuille de paie. C'étaient des miséreux.

Aujourd'hui, l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans permet de ramener le temps d'activité à quarante-cinq ans et de bénéficier d'une retraite plus importante du fait des retraites complémentaires, pendant une durée de douze ans. Les retenues sont actuellement de 20 %.

Ces nouvelles conditions font-elles de l'O.S. retraité un nanti, un profiteur de la richesse du pays, lui qui n'a pas bénéficié des allocations familiales quand il était enfant, qui n'a pas coûté un centime à la nation pour sa formation secondaire du fait qu'à quinze ans il était déjà producteur. (...)

Nous avons, à côté, des populations privilégiées : départ à la retraite à cinquante ou cinquante-cinq ans, avec pension égale à 70 % et plus du salaire. Ces départs d'hommes et de femmes encore jeunes ne sont-ils pas un gâchis pour la collectivité ? (...)

Au Japon, un retraité sur quatre doit travailler à temps partiel après soixante-cinq ans pour faire face à ses besoins. Doit-on présager cette méthode japonaise en France ? (...).

Pourquoi « compliquer » quand on peut faire simple ? Un régime national pour tous les travailleurs, clair et équitable (pourcentage de cotisation identique sur la totalité du salaire ; pourcentage prélevé sur les revenus non salariaux ; retraite après quarante ans d'activité, avec un minimum de soixante mille heures ; 70 % du salaire, avec un minimum égal au SMIC ; retraite plafonnée à trois fois le SMIC).

Aujourd'hui, la multitude des régimes et caisses est un gâchis national, trop d'administratif, trop de mauvaise gestion. L'O.S. en a assez !

JEAN PASCAL,
OS de l'industrie depuis plus de quarante ans (Lyon).

Peut mieux faire

LA première partie de la copie d'Alain Juppé consacrée au déséquilibre de l'assurance-vieillesse et à ses causes est claire et intéressante. Deux regrets toutefois.

D'abord, le ministre du budget paraît brouillé avec les chiffres. Un chômage de deux millions de personnes représenterait un manque à gagner de 12 milliards de francs pour les régimes d'assurance-vieillesse ? J'aurais dit bien davantage...

M. Juppé s'en prend ensuite vivement à l'abaissement de l'âge de la retraite aménagé en 1982. Il a raison. Mais on s'étonne alors de son silence sur le nouveau mode de rupture du contrat de travail institué par la loi du 31 juillet 1987 : la « *mise à la retraite* ».

Au lieu de souligner que les salariés qui désirent continuer de travailler doivent pouvoir le faire tant qu'ils en sont capables et d'interdire toute discrimination fondée sur l'âge, cette loi autorise les chefs d'entreprise à mettre fin au contrat de travail de ceux qui sont susceptibles d'obtenir une pension de retraite à taux plein. Dès soixante ans donc dans le cas type.

Pour la première fois dans le secteur privé, la loi fait ainsi de l'âge une cause légitime de renvoi ! Après tant de fulminations contre l'ordonnance de 1982, cela surprend...

Par la suite, l'auteur de la copie oublie complètement le sujet posé, qui portait précisément sur les incidences de diverses évolutions « *sur la nature du système de financement des retraites* ». Cotisation ou impôt ? Pas un mot !

Or, dans un article remarqué (*le Monde* du 21 mai 1987), le ministre du budget avait rappelé que les cotisations dites patronales n'étant que des retenues à la source, le salarié le plus humble subit un prélèvement de l'ordre de 45 % sur la valeur de son travail. Pourquoi ? Parce que le poids des cotisations sociales est démentiel, de telles cotisations (parfois plafonnées, donc dégressives...) assurant le financement des dépenses, dont certaines, de pure solidarité, devraient être financées par l'impôt.

C'est évidemment le cas pour les prestations familiales fiscalisées ailleurs, mais toujours financées chez nous par des cotisations dégressives. Mais la question se pose aussi pour l'assurance-vieillesse dans la mesure où cette assurance prend en charge quantité d'avantages sans rapport avec sa logique propre, notamment ceux accordés aux mères de famille. Soit une trentaine de milliards de francs en rythme de croisière !...

Ces avantages devraient être couverts par l'impôt. Mais, encastrés dans l'assurance-vieillesse, ils sont financés par les cotisations plafonnées de cette assurance... Silence de M. Juppé.

En réalité diverses évolutions conduisent inéluctablement à remettre en question des modes de financement dans lesquels les cotisations sociales occupent une place tout à fait excessive : telle est la réponse, sauf à l'argumenter, qu'appelait le sujet du bac. Mais personne n'était plus mal placé pour le traiter que le représentant d'un gouvernement qui axe sa politique socio-fiscale sur une réduction de l'impôt sur le revenu (déjà dérisoire en France au regard de ce qu'il est dans tous les pays comparables) et sur un alourdissement continu des cotisations, spécialité dans laquelle notre pays est déjà champion du monde...

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

Et les robots...

LE discours actuel doit-il être : « *Les salariés payant de moins en moins, comment diminuer équitablement les retraites ?* » Ne devrait-il pas être plutôt : « *Comment faire participer tous les créateurs de richesses, salariés, professions libérales, gestionnaires, commerçants... mais aussi robots, machines, ordinateurs... à ce devoir de solidarité nationale ?* »

Les revenus des salariés ne représentent pas fidèlement la création de richesses. Trouvons une autre assiette pour ce calcul. Une autre partie de la solution pour le moyen terme, probablement aussi difficile à mettre en œuvre, serait évidemment la résorption de tout ou partie du chômage.

J.-P. LABOURET
(La Seyne-sur-Mer).

POURQUOI refuse-t-on absolument d'envisager une cotisation sociale de la part des industriels utilisant des robots dans leur entreprise ? L'automatisme, la robotique ont supprimé des cotisants en créant des chômeurs, des laissés-pour-compte et, par conséquent, un déficit permanent de la Sécurité sociale.

MARC VIRANTIN
Retraité et militant CFDT, Ruelle-sur-Touvre.

Devenir ministre !

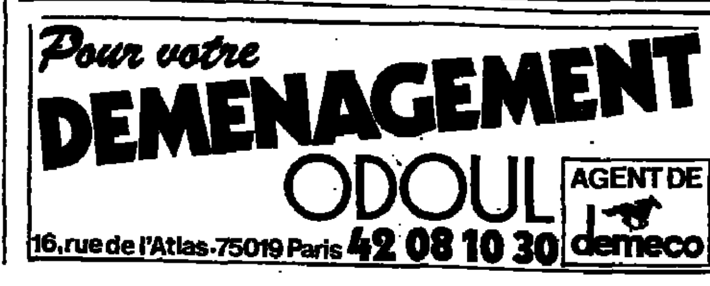
DE la publication de cette série de « copies » je tirerai la conclusion suivante : si des ministres ou d'anciens ministres peuvent aussi fortement enfreindre les canons de la dissertation d'économie à une épreuve du niveau du baccalauréat, tous les espoirs sont autorisés aux candidats (même recalés) à cet examen, et notamment celui, pourquoi pas, de devenir ministre.

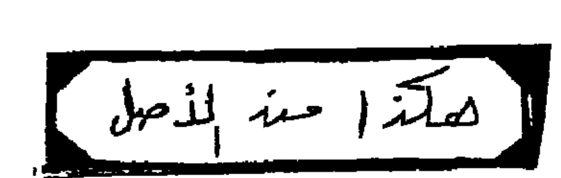
R. P.

LE SUCRE MATIERE A SCANDALES
SCIENCE & VIE ÉCONOMIE OCTOBRE



(Publicité)
DOMINIQUE et JANINE SOLANE
DANSE expressive et musicale, création personnelle.
ENFANTS de tous âges. Mise en forme et technique pour ADULTES.
1 bis, rue de la Grande-Chaumière, 75006 PARIS - Tél. 43-54-79-78









LA DETTE DU TIERS-MONDE

Une étrange alchimie

(Suite de la page 31.)

On peut les ranger dans deux types d'approche : transformer une part de l'endettement en obligations, surnommées les *« bons de sortie »*, dans la mesure où ils permettent aux banques, généralement de petite ou de moyenne taille, de se retirer d'un jeu jugé trop dangereux et de ne plus participer aux tours de table pour l'attribution d'argent frais lors des rééchelonnements de dette; convertir des prêts en prises de participation dans des banques ou des sociétés privatisables ou pour le financement d'investissements nouveaux *(voir encadré)*. Dans ce cas, les banques se transforment directement en investisseurs ou cèdent leurs créances à des entreprises cherchant à s'implanter ou à développer leur présence dans un pays endetté.

Investir à bon compte

Les multinationales américaines ont été les premières a tirer parti d'un système leur permettant, par le biais du rachat de créances, d'investir à bon compte, notamment en Amérique latine, région voisine et privilégiée. Les Japonais s'intéressent de très près aux secteurs miniers et à l'énergie. Les Européens commencent tout juste à étudier les possibilités désormais ouvertes. Après s'être récriées qu'elles *« n'étaient pas des épiciers »*, les banques françaises soupèsent avec intérêt quelques projets, notamment au Mexique, dans l'hôtellerie par exemple.

Ce relais industriel à un problème purement financier se fait malgré tout lentement. Le quart du marché parallèle de la dette, évalué à environ 10 milliards de dollars cette année, sera sans doute consacré à des opérations de conversion de créances. L'endettement des pays latino-américains, où se concentrent les pays à haut risque, frôle les 400 milliards de dollars. Peut-on en conclure que cette technique, marginale, ne mérite guère qu'on s'y arrête ?

« Il ne s'agira jamais d'une panacée. Mais, en réamorçant la pompe des investissements productifs, les conversions de dette peuvent faire évoluer dans le bon sens les esprits dans les milieux bancaires et industriels internationaux. » Cette appréciation d'un expert soucieux d'éviter les phénomènes de mode autant que les conclusions hâtives repose sur un bilan contrasté des avantages et inconvénients de la méthode des conversions de créances.

Pour les banques, le choix est clair entre la sortie pure et simple, l'amélioration des structures de portefeuille ou la plongée dans l'investissement productif : *« Chercher à gagner de l'argent ou tout au moins à en perdre le moins possible »* sur des actifs durablement dépréciés par les difficultés des débiteurs.

Pour ces derniers, l'évaluation est plus complexe. Les dangers sont maintenant bien connus. En partant d'un marché parallèle où la décote est parfois importante, les gouvernements des pays endettés offrent aux investisseurs des conditions extrêmement avantageuses qui s'assimilent à une subvention de projets qui auraient pu, parfois, être réalisés directement sans ce cheminement tortueux. Certains spécialistes craignent de voir ainsi *« bradés »* quelques fleurons, ce que les milieux politiques latino-américains traduisent, dans leur discours, au nationalisme sourcilleux, par les risques de *« mainmise étrangère »*.

Les partisans des conversions de dette estiment, en revanche, qu'en l'absence de cette technique, des investissements prometteurs ne verraient jamais le jour. L'apport de technologies et d'une gestion rigoureuse par entreprises étrangères interposées leur paraît, en outre, précieux, à partir du moment où il s'intègre dans un programme bien défini de développement de l'économie de chaque pays.

Eviter la spéculation

Autre obstacle, les rachats de créances s'effectuent en monnaie locale et risquent, si les autorités monétaires n'y prennent garde, d'alimenter une création monétaire excessive et par là même un dérapage inflationniste. Enfin, les cours du marché parallèle étant par définition fluctuants, il paraît difficile, voire impossible, d'éviter des détournements d'objectifs et une spéculation purement financière malsaine. Mais, outre l'assurance d'un petit flux d'investissements, les gouvernements de pays endettés voient, dans ces nouveaux instruments, une possibilité d'alléger quelque peu leur fardeau financier.

Plus que les commissions engrangées, lors de chaque opération, généralement par la Banque centrale, les conversions de créances permettent de réduire un peu la dette extérieure globale et le montant des remboursements. Le cas du Chili, l'un des premiers à s'être lancé dans un programme de conversion de dettes en 1984, est significatif : 1,7 milliard de dollars d'emprunts ont, entre 1985 et 1987, été convertis en prises de participation. Ce mouvement se poursuit à raison de 80 millions par mois et a permis le rapatriement de quelque 500 millions de capitaux. Le Mexique, pour sa part, devrait avoir allégé sa facture internationale de quelque 2 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année.

Cette voie de sortie a en tout cas aiguisé l'imagination de chacun. Ainsi, le Pérou vient d'innover en proposant aux banques créancières assurant l'écoulement d'exportations de matières premières ou de produits finis de se rembourser à hauteur du tiers des recettes tirées de ces opérations assimilables à un troc. Pour le moment, la First Interstate américaine et la Midland Bank britannique ont accepté. Les banques allemandes et autrichiennes, rompues au jeu des compensations commerciales, s'y intéressent. Mais, selon un haut fonctionnaire international, il s'agit là d'une *« perversion inquiétante du système »*, l'objectif final des conversions de dettes devant rester la promotion des investissements productifs.

D'autres applications sont également envisagées, comme le rachat de créances par la Bolivie qui voudrait bénéficier d'une décote de ...90 % sur le marché parallèle pour limiter son endettement. Les financiers américains ne sont pas en reste. Le *gourou* de Drexel Berham, M. Michael Milken, met la dernière main à un projet de fonds de placement de créances douteuses, lointain cousin des *« junk bonds »*, ces obligations sur sociétés à haut risque qui font les délices de Wall Street.

Ce foisonnement d'idées ne doit pas faire illusion. Intéressante, la solution par la conversion de dettes restera partielle. Au moins fera-t-elle évoluer les règles du jeu si, comme le souligne un banquier, cette technique aboutit à prendre en compte l'intérêt des secteurs, et non plus la réalité globale d'un pays endetté, sans compter la possibilité de voir écartés les *« petits »*, petites banques créancières et petits pays débiteurs.

« On se retrouvera alors entre grands, ce qui implique des négociations plus dures, mais sans doute plus saines sur l'avenir des surendettés », prophétise un habitué de ce type de tour de table. Encore faudrait-il que la conjoncture s'améliore dans les pays industriels, que les taux d'intérêt ne se durcissent pas et que la guérilla protectionniste se calme. Trois éléments majeurs dont l'influence, considérable pour l'ensemble de la planète, peut favoriser ou réduire à néant les efforts d'assainissement des finances des pays du tiers-monde dont la nécessité est aujourd'hui reconnue par tous.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Les règles du jeu

CONVERTIR des dettes en investissements est un jeu plus complexe qu'il n'y paraît et implique des montages financiers d'autant plus subtils que les acteurs sont nombreux.

Pour simplifier à l'extrême, prenons le cas d'une banque prête à vendre 10 millions de dollars de créances sur un pays latino-américain dont la décote sur le marché parallèle est de 50 %. Un prestataire de services connaît, parmi ses clients, un industriel désireux d'étendre son implantation dans ce pays endetté. L'intermédiaire rachètera la créance pour 5 millions à la banque qui cherche à alléger son portefeuille de prêts risqués et la revendra à l'industriel, moyennant une commission, par exemple à 6 millions de dollars.

Cet industriel devra alors obtenir des autorités du pays en développement le feu vert pour l'investissement qu'il veut réaliser. Fort de cet accord, il obtiendra de la Banque centrale l'allocation de l'équivalent, en pesos par exemple, de la créance nominale de 10 millions de dollars rachetée pour 6 millions dans les faits. Le montant de ces pesos sera diminué de la commission que la Banque centrale prend au passage et qui varie selon la priorité accordée par le gouvernement au type d'investissement envisagé. Soit, pour une commission de 10 % par exemple : 1 million de dollars.

Dans ce jeu simplifié à trois, la Banque centrale allège de 10 millions de dollars la dette extérieure du pays et obtient une petite recette supplémentaire au passage. La banque créancière étrangère subit une perte sèche de 5 millions de dollars, mais limite par la même occasion des engagements estimés excessifs sur un pays donné.

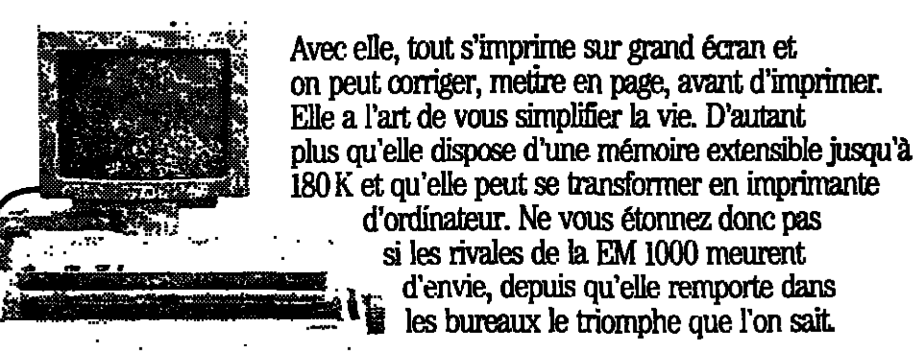
Le principal gagnant paraît, à court terme tout au moins, l'investisseur : il parvient à financer un projet de 10 millions de dollars en ne déboursant que 7 millions de dollars, soit une économie de 30 %.

NOUVEAUX METIERS POUR JEUNES CHOMEURS

SCIENCE & VIE ECONOMIE OCTOBRE



POUR SE HISSER AU SOMMET ELLE ECRASE TOUTES SES RIVALES.



Avec elle, tout s'imprime sur grand écran et on peut corriger, mettre en page, avant d'imprimer. Elle a l'art de vous simplifier la vie. D'autant plus qu'elle dispose d'une mémoire extensible jusqu'à 180 K et qu'elle peut se transformer en imprimante d'ordinateur. Ne vous étonnez donc pas si les rivales de la EM 1000 meurent d'envie, depuis qu'elle remporte dans les bureaux le triomphe que l'on sait.

MACHINE A ÉCRIRE BROTHER EM 1000

brother

BROTHER FRANCE - 8, rue Nicolas Robert - BP 141 - 93623 - Aulnay-sous-Bois cedex - Tél. : (1) 48.69.96.16 - Télex : 212 905 F

Les Communicateurs

La chronique de Paul Fabra

La grande tradition social-démocrate

L'HOMME qu'on présente à Stockholm comme le membre le plus influent du gouvernement, sachant se faire écouter des syndicats tout en jouissant de la confiance des milieux d'affaires, Kjell-Olof Feldt, est aussi modeste d'apparence que l'était son prédécesseur de la deuxième moitié des années 60 et de la première partie des années 70, Gunnar Streng.

Ce dernier était un homme formé par le mouvement ouvrier. Il savait parler aux gens leur langage, c'était une de ses forces principales. Ses camarades continuèrent à se reconnaître en lui après son accession au sommet de la hiérarchie politique. A cause de son intégrité et du respect que ce grand politique avait pour l'économique, ses lois et ses exigences, Streng fut pour une génération l'âme du « modèle » suédois, si souvent cité en exemple en France et ailleurs.

Pour ses électeurs, Streng était la promesse que le pouvoir social-démocrate utiliserait toutes ses cartes pour créer, dans une société reconnaissant la morale du travail, un bien-être aussi égalitairement réparti que possible. Pour le capitalisme privé, dont la prospérité était considérée comme la condition indispensable à la réalisation du programme, il était le garant qu'on lui laisserait les coudées franches pour investir ses profits sur place ou à l'étranger, comme il l'entendait.

Kjell-Olof Feldt n'a pas un passé de militant aussi long. Une fois diplômé des universités d'Uppsala et de Lund, il travailla pour diverses commissions chargées de préparer la réforme des pensions de retraite qui, il y a une trentaine d'années, fut la grande affaire de la politique intérieure suédoise. Entré au ministère des finances, il devint directeur du budget en 1965 ; il était alors âgé de trente-quatre ans.

Dans le bureau ministériel sans apparat qu'il occupe aujourd'hui, orné seulemen de quelques peintures sombres du dix-neuvième siècle représentant des paysages nationaux, la seule note de fantaisie est la présence de son chien. Le petit animal ne le quitte pas, sauf pour sauter sur les genoux du visiteur. Et le regard ironiquement attentif du maître des lieux est un autre signe que l'homme ne se laisse facilement dominer par aucune situation.

Au contraire de Streng, qui ne parlait guère que le suédois, Feldt a une longue pratique internationale. Ministre du commerce de 1970 à 1975, il fut un habitué des réunions de l'OCDE ; il est tout aussi rompu aux interminables négociations tarifaires du GATT à Genève.

« *LA Suède ne fait pas exception* » : pour lui, sa patrie, gouvernée par le Parti social-démocrate au comité directeur duquel il participe, ne constitue pas une expérience unique. Pour conserver ses particularités, et notamment les acquis de son système social, elle doit au contraire procéder aux adaptations qui s'imposent aujourd'hui à toute société industrielle. Le ministre des finances suédois s'est taillé dans son pays une solide réputation de rigueur pour les coupes budgétaires appliquées de la façon la plus expéditive qui soit, amputations proportionnelles dans l'ensemble des crédits programmés.

Soucieux de ne pas rompre brutalement avrec la tradition socialiste, il a continué, bien qu'à un rythme ralenti, au cours des trois premières années de sa charge de ministre des finances (il fut appelé à ce poste en octobre 1982) d'engager de nouveaux effectifs dans la fonction publique, tout en laissant les collectivités locales poursuivre cette même politique d'embauche à une échelle encore plus grande – surtout pour le personnel féminin. Mais, en 1986, coup d'arrêt : pour la première fois, le nombre des fonctionnaires n'augmente plus.

Le ministre veut introduire pour l'an prochain un système d'enveloppes, connu dans les pays anglo-saxons – dont s'inspire beaucoup la Suède – sous le nom de « cash limits ». La méthode a été utilisée avec un succès mitigé en Grande-Bretagne pour essayer de freiner les dépenses locales. Mais Kjell-Olof Feldt espère que, transposée dans le milieu suédois, plus rigoureux et plus respectueux des engagements pris (il ne dit pas cela de façon aussi directe), elle pourrait mieux réussir. Cela signifie, comme il le dit cette fois sans ambages, que, si les administrations et les collectivités dépassent les crédits qui leur seront alloués, elles devront compenser l'excès par une productivité accrue, c'est-à-dire au moyen d'une réduction de leurs effectifs, par non-remplacement des départs à la retraite ou, le cas échéant, licenciement des personnels auxiliaires.

La dévaluation d'octobre 1982, superbe cadeau fait aux entreprises *(voir notre chronique précédente)*, aura été accompagnée, selon une logique implacable recommandée par M. Feldt, par l'abolition de la quasi-totalité des subventions industrielles. Comme je lui demande s'il est disposé à franchir un pas de plus et à supprimer les subventions versées directement ou indirectement aux ménages sous forme, premièrement, d'aides massives à la construction et, deuxièmement, de subsides encore plus importants destinés à faciliter l'écoulement de la production agricole, plus protégée encore que celle du Marché commun, il me répond de manière encore plus franche que je ne m'y attendais : « *Ce sera déjà très difficile de ne pas consentir une augmentation des crédits aux logements ! Quant aux agriculteurs, soyons satisfaits pour l'instant par leur prise de conscience de la nécessité, dans un avenir plus ou moins proche, de revoir de fond en comble les systèmes de soutien dont ils bénéficient, comme tous les membres de l'OCDE s'y sont engagés au printemps dernier.* »

Difficile à faire admettre par la gauche du Parti social-démocrate et des syndicats – tous deux opposés à une nouvelle réduction du taux d'imposition pour les plus hauts revenus, – la réforme fiscale devrait pourtant, semble-t-il, voir le jour d'ici le début des années 90. Kjell-Olof Feld, qui en est un partisan déterminé, résume ainsi la situation : « *Il est clair que notre système fiscal impose trop durement les revenus du travail et de l'épargne, tandis qu'il traite par comparaison trop favorablement les plus-values du capital. En outre, il continue, malgré les mesures correctives prises il y a trois ans, à avantager beaucoup trop le crédit à la consommation.* »

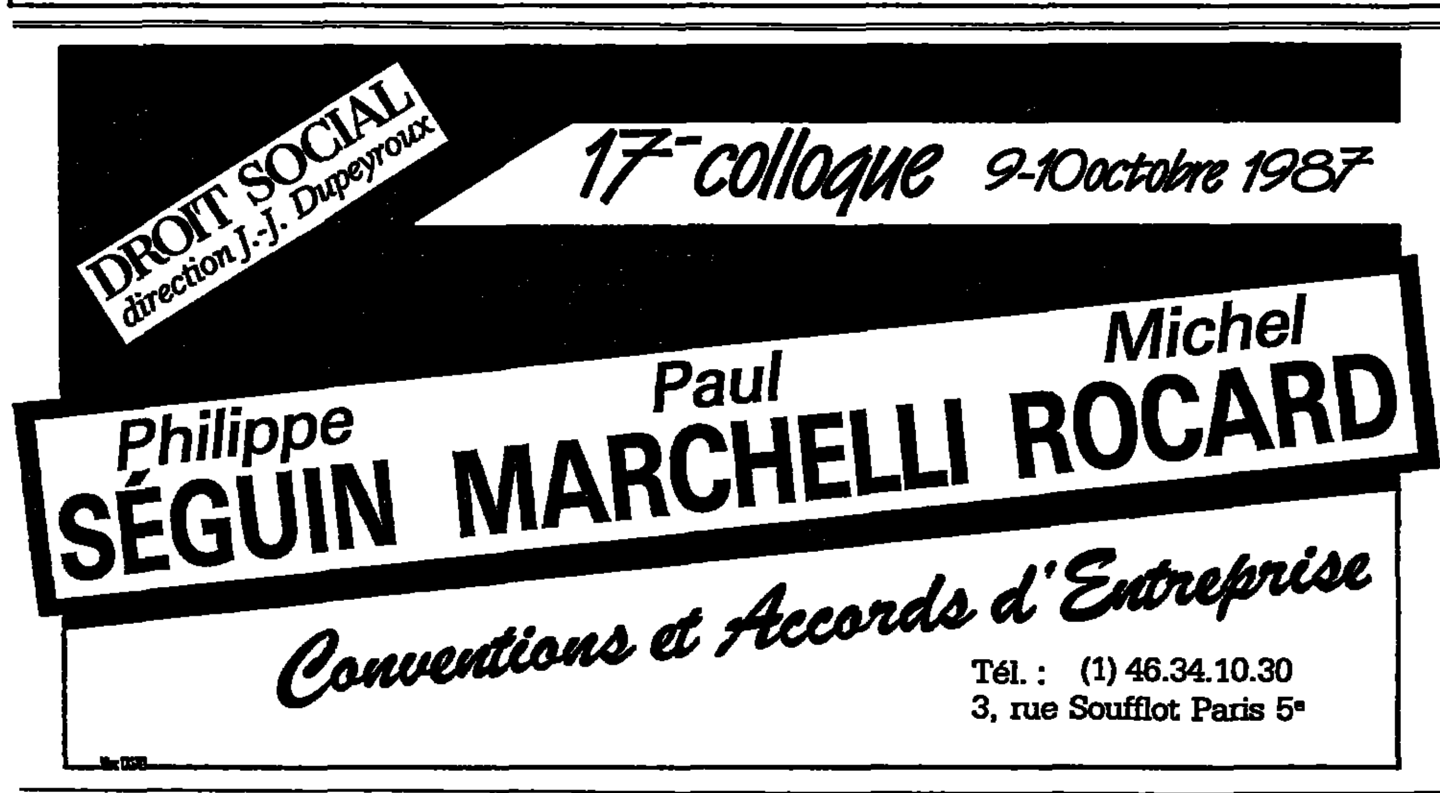
EN Suède, les intérêts de tout emprunt – fût-il contracté pour acheter un manteau de fourrure – sont déductibles du revenu imposable. « *Il est beaucoup trop facile chez nous de s'endetter* », dit le ministre des finances. « *La priorité des priorités est la révision de ce système de déductions* », renchérit le gouverneur de la Banque de Suède, Bengt Dennis, un des économistes les plus talentueux d'un pays où ils sont moins rares qu'ailleurs dans la haute administration. En Suède, les revenus sont classées en six catégories. Le déficit relevant d'une catégorie peut être porté en déduction d'une autre variété de revenu, ce qui n'est pas possible en France (où le coût d'investissements immobiliers ne peut être déduit que des revenus locatifs, et non pas, par exemple, du salaire).

Pour préparer le débat, Kjell-Olof Feldt a exposé ses arguments dans un rapport largement diffusé. L'idée qui l'inspire pourrait s'exprimer de la manière suivante : « *Il convient de maintenir un système progressif d'imposition mais, mais ...* » C'est précisément sur les « mais » qu'il insiste, sans doute parce que la remise en question de la progressivité est devenue un thème très répandu depuis la grande réforme fiscale de Ronald Reagan et aussi parce que en Suède le préjugé selon lequel impôt progressif = redistribution des revenus = justice sociale est encore considéré par beaucoup comme un article de foi.

LE premier « mais » consiste à rappeler que, même en Suède, des trois principales sources de recettes fiscales, une seule, l'impôt sur le revenu, est à caractère progressif, les deux autres, à savoir la TVA et les cotisations de sécurité sociale, étant à caractère proportionnel. Au surplus, selon le ministre suédois, la composante proprement progressive de l'impôt sur le revenu ne représente qu'environ 6 % du total des recettes encaissées par le fisc. Autrement dit, lit-on entre les lignes, beaucoup de bruit pour un enjeu relativement limité.

Le deuxième « mais » consiste à démontrer que même un système proportionnel peut être un facteur de redistribution. Cela est, de façon manifeste, le cas pour la sécurité sociale puisque les cotisations payées par les titulaires de revenus servent à alimenter le budget de personnes dont le revenu professionnel est devenu soit insuffisant soit inexistant. Tel est le cas pour le remboursement des dépenses de santé et pour le versement des retraites. Une autre importante partie du rapport vise à montrer que le système très compliqué de déductions allège considérablement la charge fiscale des plus riches.

Kjell-Olof Feldt voudrait ramener à 60 % (contre actuellement 75 à 78 %) le taux le plus élevé du barème de l'impôt. Le Parti libéral, traditionnellement proche du Parti social-démocrate pour les questions fiscales, demande un taux maximal de 50 %, ce qui, semble-t-il, paraîtrait suffisant au ministre des finances, qui se plaît à rappeler qu'en Norvège le taux maximal ne dépasse pas 59 %, au Danemark 56 % et en Finlande, 50 %. Le débat ne fait que commencer...



(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
FONDS DE COMMERCE boutiques, bureaux, locaux commerciaux
alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances
Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 42 ans "LES ANNONCES"
En Vente Partout 5.00 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. TEL. (1) 48.05.38.30

Chambre de commerce et d'industrie de Paris
PRÉPARATION AUX DIPLOMES DES CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES

Langues	Début des cycles	Renseignements
ALLEMAND	15 octobre	EAP CENTRE MALESHERBES Paris (17e) Tél. : 47-54-65-00
ANGLAIS	13 octobre	
ESPAGNOL	2 décembre	
ITALIEN	2 décembre	
RUSSE	16 novembre	

RELEVEZ LE DÉFI EUROPÉEN AVANT 1992
LES ASSISTANTES DE DIRECTION ONT LEUR ÉCOLE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT AVEC
L'ESAM Première école française habilitée à préparer un diplôme européen.
UN JOB ASSURÉ : selon les entreprises, 1 recrutement sur 3 va concerner des assistantes de direction trilingues, aimant les responsabilités, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.
UNE FORMATION EFFICACE : 30 mois dont 20 en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise.
ADMISSION sur tests en 1re année, niveau Bac directe en 2e année (niveau DEUG, DUT, BTS...)
ESAM ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT Membre du groupe IGS et de l'Académie Européenne de Secrétariat de Management
Bon à retourner à ESAM, 63, av. de Villiers, 75017 Paris - Tél. 47-66-84-22
Nom : .... Adresse : ....
Tél. : .... ☐ souhaite recevoir une documentation

L'ÉCONOMIE EN POCHE
TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE 1987
Un petit guide pratique, qui propose chaque année l'essentiel des données économiques et sociales
TEF 87 *Un précieux outil de travail et de culture nécessaire à chacun.*
BON DE COMMANDE
A retourner au CNGP - INSEE BP 2718 80027 AMIENS CEDEX
Veuillez m'adresser .... exemplaire(s) des TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE Édition 1987 - Format 16 X 24 cm - 192 pages - 45 F
Nom ou raison sociale ....
Activité ....
Adresse ....
Téléphone ....
Ci-joint, en règlement, la somme de .... F
☐ Mandat ☐ Chèque bancaire à l'ordre de l'INSEE ☐ Chèque postal
LE MONDE ÉCO
insee

POINT DE VUE

Energie : le superbe isolement

par MICHEL ROLANT (*) et BERNARD LAPONCHE (**)

LE premier ministre a demandé l'avis du Conseil économique et social sur le rapport *Perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2000*, rédigé par l'Observatoire de l'énergie (*le Monde* du 8 mai). Il a bien fait ! Les socio-professionnels ont leur mot à dire sur cette question. Le Conseil, sans avoir, semble-t-il, entendu les organisations de consommateurs, va en débattre les 29 et 30 septembre prochain en séance plénière. Un « *projet d'avis* » a été préparé qui contient des orientations dangereuses et antiéconomiques qui doivent être relevées.

Le rapport initial de l'Observatoire de l'énergie constituait un document de qualité alliant la rigueur intellectuelle à la transparence de l'information. On ne pouvait lui reprocher que son manque d'ouverture au rôle et à la place des régions et des énergies renouvelables dans une saine politique énergétique à long terme.

Par contre, le projet d'avis apparaît comme une habile entreprise de désinformation, un travail partial dominé par le choix de la poursuite du « *Tout électrique, tout nucléaire* », émaillé de quelques concessions, judicieuses, au pétrole et au gaz. C'est ainsi qu'est, tranquillement, proposée aux gouvernements de la France et à l'opinion publique la thèse, stupide, selon laquelle la consommation d'énergie, pratiquement stabilisée depuis dix ans « *doit* » reprendre à un rythme soutenu !

Pour cela, tous les arguments sont bons : on critique la méthode analytique du rapport pour ressortir du placard une méthode « *globale* » qui donne des résultats supérieurs... comme tous ceux, aberrants, produits par la même méthode, depuis vingt ans et plus. On minimise les résultats obtenus et ceux que l'on pourrait atteindre par la maîtrise de l'énergie, dont les prévisions, pourtant modestes, sont déclarées inaccessibles.

On gomme les problèmes posés par le suréquipement nucléaire et l'inadaptation du parc de production électrique. On ignore l'évolution des comportements des usagers et on passe sous silence les progrès techniques réalisés comme les résultats de la recherche pour l'utilisation rationnelle de l'énergie.

On abandonne le charbon et les énergies renouvelables et on ne garde, comme technique d'avenir, que le surgénérateur (coûteux et en panne). Bref, l'adoption d'un tel projet d'avis, constituerait une extravagante régression par rapport à l'analyse économique internationale récente des problèmes énergétiques, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud, d'organismes comme la Commission européenne, l'ONU, l'Agence internationale de l'énergie, etc.

La glorification du programme nucléaire, l'appel à la surproduction d'électricité, en ignorant tout des progrès techniques réalisés dans les modes de consommation depuis 1974 (en France, 34 millions de TEP économisés par an...), l'ignorance de la nécessité stratégique d'une diversification des ressources et du développement des énergies renouvelables sont tout à la fois la marque d'un productivisme rétrograde prôné aujourd'hui à la fois par les Etats-Unis et l'URSS), d'un renoncement aux progrès scientifiques et techniques et d'un profond mépris – d'une profonde méconnaissance en tout cas – des intérêts et des besoins des usagers (entreprises, ménages, collectivités...) et du pays.

La notion de libre marché, par ailleurs supposée devoir régler à terme les problèmes, est, on le sait, en la matière, une dangereuse illusion idéologique. L'Agence internationale de l'énergie, qui n'est pas un repaire de théoriciens collectivistes, le reconnaît elle-même.

La France a besoin d'une politique énergétique qui permette de mettre à la disposition du consommateur le meilleur produit au meilleur coût pour un besoin donné, en économisant les devises et le capital. Elle n'a que faire de la prolongation d'une partie de bras de fer , érigée en système, entre les producteurs et les distributeurs d'énergie.

A moins de se ressaisir, s'il persévère dans l'impasse du « Tout électrique, tout nucléaire » , notre pays ne peut que s'isoler de la communauté mondiale... et perdre encore quelques marchés à l'exportation (dans le pétrole, le gaz, le charbon, les énergies renouvelables, et plus généralement les techniques performantes de consommation). La maîtrise de l'énergie, la diversification des ressources, l'utilisation rationnelle de l'énergie, de toutes les énergies, sont des orientations stratégiques incontournables pour tous les pays du monde, concurrents ou partenaires.

Le Conseil économique et social peut et doit, dans ce domaine, proposer au gouvernement un avis qui préserve les atouts que notre pays a su se donner depuis le premier choc pétrolier.

(*) Ancien président de l'Agence française pour les économies d'énergie.
(**) Ancien directeur général de la même agence.

SOMMAIRE

Après la bataille boursière, l'enjeu industriel

Prouvost : la deuxième manche

La première manche de la bataille boursière pour le contrôle de Prouvost a été remportée par Christian Derveloy. Le président du groupe lainier, avec « *ses amis financiers* » (le Crédit commercial de France et la Mutuelle générale française), a acquis 51 % du capital de la firme roubaisienne, distançant les Chargeurs, qui ont rassemblé 46,8 % des actions. Il reste donc un peu moins de 3 % des titres dans le public. Une part insuffisante pour changer le rapport de forces, mais intéressante cependant pour celui qui souhaiterait conforter sa position. La bataille boursière qui aura duré deux mois est pour ainsi dire terminée. Maintenant commence la deuxième manche, qui concerne directement l'avenir du groupe textile.

Prouvost est devenu en l'espace d'un été une « vedette médiatique ». Tout a commencé un 22 juillet dans le quartier de la Madeleine, à Paris. En voisin, le président des Chargeurs est venu rencontrer son homologue du groupe Prouvost pour envisager une éventuelle coopération. Partant en vacances deux jours plus tard, Christian Derveloy suggère alors qu'ils se revoient dès son retour à la mi-août. Rendez-vous est pris. Entre-temps, les Chargeurs annoncent détenir 5 % du capital à la fin du mois de juillet, puis 12 % le 6 août et 28 % le 17 août. A la grande surprise de Christian Derveloy. « *Quand j'ai vu Jérôme Seydoux la première fois, il ne m'a pas fait part de son intention d'entrer dans le capital. J'aurais à la rigueur compris son attitude agressive si je l'avais éconduit. Mais il n'en a rien été.* » Réponse du président des Chargeurs : « *A tort ou à raison, j'avais pris conscience qu'aucune discussion n'était possible si je n'avais pas une part importante dans le capital de Prouvost. D'ailleurs, Christian Derveloy ne m'a jamais expliqué sa position personnelle dans le groupe. Et depuis le début de cette affaire, il manie en permanence le double langage...* »

Dès la fin du mois de juillet, les cours de l'action s'envolent. Jérôme Seydoux continue son ramassage. Le président de Prouvost, lui, mobilise le système de protection qu'il avait patiemment élaboré depuis quelques années dans la plus totale discrétion. Par l'intermédiaire de holdings il contrôle avant même le début des hostilités 31 % du capital de Prouvost.

Une onéreuse course aux actions

Cette nouvelle provoque une surprise chez les Chargeurs qui, n'imaginant pas que Christian Derveloy détenait une telle part de capital, avaient cessé à la mi-août leur ramassage en Bourse. C'est aussi l'émoi chez les descendants des familles fondatrices, qui se sentent trahies par celui qu'elles avaient appelé à la tête du groupe en 1977. Elles décident d'apporter leurs participations aux Chargeurs.

La course dure jusqu'au 21 septembre, jour où Christian Derveloy annonce détenir la majorité. L'opération dans les deux camps a été onéreuse. Près de 1 milliard de francs pour les Chargeurs, dont le groupe dispose encore de 4 milliards de trésorerie, et 300 millions de francs pour le groupe de Christian Derveloy.

Stratégies diamétralement opposées

Le face-à-face vient donc de débuter. Les protagonistes, par l'intermédiaire de leurs banquiers – Lazard pour l'attaquant, le CCF pour l'attaqué, – vont maintenant étudier toutes les solutions pour sortir de l'impasse. Christian Derveloy accepte une éventuelle collaboration, mais son adversaire la refuse énergiquement. Deuxième possibilité peu probable : une cession d'actifs au profit d'un désengagement des Chargeurs.

Sur quoi les deux industriels peuvent-ils alors s'entendre ? Apparemment sur pas grand-chose car leurs stratégies sont diamétralement opposées. Pour le président de Prouvost, l'entreprise dans les trois années à venir, devrait doubler son bénéfice net en privilégiant la croissance interne. D'où dans l'immédiat peu de besoins de fonds propres, les investissements étant réalisés par autofinancement. Néanmoins, depuis le mois de juin, le conseil dispose, selon Christian Derveloy, de toutes les autorisations nécessaires pour réaliser des opérations financières.

Le président des Chargeurs, lui, juge la politique industrielle de son rival trop timorée. Le plan qu'il propose s'étend sur cinq ans et a pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs avec une rentabilité de 5 % après impôt. Mais à condition de se séparer des activités hors textile. Les activités de peignage seraient doublées aux Etats-Unis et en Australie et multipliées par trois ou quatre en Amérique latine. Des acquisitions seraient réalisées dans le domaine du fil et du tissage. Les Chargeurs prévoient également, dans le secteur du vêtement, un renforcement dans la maille (Rodier). Cette politique ambitieuse s'accompagnerait d'une accélération des investissements en machines (400 millions de francs par an), d'une modernisation de l'informatique et d'un renforcement de la publicité (300 millions de francs par an). Ce programme nécessiterait une augmentation de capital d'environ 1 milliard de francs qui permettrait de réduire l'endettement estimé à 3 milliards.

Le *statu quo* entre les deux adversaires peut-il durer ? Peut-être, mais *il n'est pas souhaitable*. Le rapport de forces peut-il s'inverser ? Peu de chances, et de toute façon cela ne résoudra en rien le problème de fond. Jérôme Seydoux et Christian Derveloy resteraient face à face. En attendant, le PDG de Prouvost affirme qu'il n'a nullement l'intention – tant que les problèmes ne sont pas réglés – de faire entrer son actionnaire minoritaire et encombrant dans son conseil d'administration.

DOMINIQUE GALLOIS.

Une banque comme les autres

C'EST un véritable nouveau Crédit agricole que nous propose le projet de mutualisation de la banque verte du ministère de l'agriculture : un Crédit agricole davantage soucieux de la compétition internationale et d'une clientèle citadine que d'un marché rural à faible revenu. Certes, depuis plusieurs *années, le Crédit agricole est* sorti des champs pour devenir la banque des ménages. Les prêts au logement comptent pour plus de la moitié de son bilan. Mais le transfert de ressources en faveur du monde paysan reste important : il reçoit 31 % des crédits offerts par la « banque verte ». A travers le projet se dessine une nouvelle logique financière au sein de la Caisse nationale.

Si les agriculteurs espèrent détenir la majorité qualifiée (au moins 75 %) au sein des conseils d'administration des caisses régionales (le Conseil d'Etat a cependant estimé cette disposition anticonstitutionnelle), les droits de vote à la Caisse nationale sont autrement répartis : un tiers est attribué de façon égalitaire à raison d'une voix par caisse; deux tiers sont partagés entre les caisses, en fonction de leur quotité dans le capital de la CNCA. Les grosses caisses régionales, implantées en zone urbaine, sont assurées de détenir une position de force.

Pour les caisses d'Ile-de-France, du Sud-Est ou de Toulouse, la tentation sera grande – une fois levée la tutelle de l'Etat – de concentrer leur présence dans les villes et de fermer leurs succursales dans les petites communes. Croiser le fer avec la BNP et la Société générale sur le terrain du nombre de guichets ou des crédits à la consommation est plus rentable que prêter main-forte à une paysannerie émiettée. La Caisse nationale s'intéressera avant tout à l'« agro-management », symbole de l'agriculture haut de gamme. En prévoyant la possibilité de regroupements entre caisses régionales, le projet de loi donne de surcroît le feu vert pour l'absorption des petites caisses à vocation agricole par les caisses plus riches des grandes villes.

La direction de la « banque verte » refuse de croire qu'une telle logique de l'argent est inhérente à la mutualisation. « *Comment considérer que ces représentants* [ceux des caisses régionales] *d'une certaine conception de la distribution du crédit du service à la clientèle se transformeraient parce qu'ils accéderaient au pouvoir à la Caisse nationale, en d'affreux capitalistes ?* », s'offusquait le directeur général de la CNCA, M. Auberger, le 30 juin. Les documents préparatoires adressés le 23 septembre par la FNCA aux responsables des caisses régionales, dans la perspective de la future mutualisation, sont pourtant explicites. A la question : « *Pourquoi acheter la CNCA ?* », le document répond par trois séries de raisons : « *Accroître l'efficacité de la gestion ; préparer le Crédit agricole à l'ouverture de l'espace financier européen et lui donner les moyens de développer ses missions au niveau international.* » L'objectif consistant à « *mettre en œuvre un projet au service de l'économie, et notamment au service de l'économie agricole et alimentaire* », vient en dernier.

Un établissement qui place si haut les impératifs de rentabilité et d'internationalisation pourra-t-il s'intéresser encore au monde rural ? Paradoxe déroutant : la mutualisation du Crédit agricole va donner à ses nouveaux responsables, issus de l'agriculture, le pouvoir de condamner d'autres agriculteurs.

E. F.

(Lire page 36.)

Air France et 12 Compagnies Européennes lancent AirPlus.

Les voyages d'affaires sont l'affaire des compagnies aériennes. C'est pourquoi nous avons créé la carte AirPlus, la carte des voyageurs d'affaires.

Pour vous-même et votre Société, elle offre une meilleure gestion de vos déplacements. En effet, la carte AirPlus vous permet de régler tous vos frais de voyages, d'hôtels, de locations de voitures, de représentations, etc. Quant à votre Société, elle recevra une facturation personnalisée, adaptée à ses besoins spécifiques.

AirPlus, c'est votre meilleure carte de visite. Celle que nos compagnies aériennes réservent au voyageur d'affaires en lui offrant partout et toujours dans le monde, l'assistance de leurs puissants réseaux internationaux.

Pour tout renseignement, contactez Air France ou votre Agent de Voyages.



La carte des voyageurs d'affaires.

• FRAIS DE VOYAGES • HÔTELS • RESTAURANTS • LOCATIONS DE VOITURES •

Economie

Les réunions monétaires de Washington

Accord des pays industrialisés pour stabiliser le dollar

(Suite de la première page.)

Le ton entre les pays industrialisés est celui de l'expression polie des divergences qui continuent à les opposer sur la façon dont ils conduisent leur politique interne respective. La méfiance réciproque qui s'exprime parfois ouvertement dans les séances de travail est soigneusement masquée dans les textes officiels. Cependant, pour ne pas provoquer de commentaires ironiques dans la presse, les ministres des Sept ont, au dernier moment, modifié quelque peu la rédaction de leur communiqué, dont la version originale faisait état d'une satisfaction mutuelle pour la façon dont leur politique était conduite.

Cependant, il serait erroné de minimiser la portée du communiqué des Sept. S'agissant du renouvellement d'un accord de stabilisation monétaire qui était intervenu après une période au cours de laquelle on avait enregistré une baisse record du dollar, la confirmation des engagements pris est plus qu'une simple formalité. Le communiqué est des plus explicites puisque ses signataires *« y renouvellent leur engagement de poursuivre leur étroite coopération en vue de promouvoir la stabilité des changes autour du niveau actuel ». « Autour du niveau actuel »* est la précision importante destinée à impressionner les marchés.

Réduction du déficit américain

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a fait état de la considérable réduction du déficit américain, qui serait passé de 220 milliards de dollars pendant l'exercice précédent à 155 milliards de dollars pour l'exercice annuel qui sera clos à la fin de ce mois. Au total, donc, une diminution de quelque 65 milliards de dollars dont une vingtaine seraient dus à des mesures non reconductibles. Alors que le président Reagan a déclaré publiquement samedi qu'il signerait à contre-cœur le texte de loi adopté par le Congrès pour la réduction automatique, du déficit budgétaire, M. Baker, c'est de bonne guerre s'est au contraire prévalu de cette signature pour mettre en relief l'ampleur de l'effort consenti par les Etats-Unis pour tenir leur promesse d'assainissement de leurs finances publiques.

Pour ce qui concerne les pays excédentaires, Allemagne fédérale et Japon, le communiqué fait état de l'augmentation de leur demande interne. Celle-ci croîtrait désormais plus vite que le produit national. Cependant, il était réclamé *« à certains de ces pays »* d'aller plus loin. C'est l'Allemagne qui est visée. Aux journalistes, le ministre des finances allemand, M. Gerhard Stoltenberg, a précisé que cela n'impliquait nullement la mise en œuvre automatique de mesures nouvelles. L'Allemagne a décidé, comme il est rappelé dans le texte officiel, d'étoffer à partir de janvier 1988 son programme de réduction d'impôts.

Le communiqué renouvelle l'engagement pris par les Sept de promouvoir un taux élevé de croissance non inflationniste et durable. L'engagement est également répété de réduire les déséquilibres externes. Notons cependant que le communiqué reste muet sur deux questions liées entre elles, sources d'inquiétude soit pour l'ensemble des membres, soit pour certains d'entre eux. En particulier, il n'est rien dit sur la hausse récente des taux d'intérêt à court terme et surtout à long terme. L'interprétation officieuse, du moins en France et aux Etats-Unis, est que les marchés n'ont pas encore compris l'intensité du mouvement de désinflation : *« les marchés ne sont pas conscients de la réussite de la désinflation, cela est particulièrement vrai pour la France »*, a notamment dit M. Edouard Balladur dans une conférence de presse.

Le texte officiel ne fait aucune allusion, même indirectement, aux interventions massives (achats de dollars par les banques centrales d'Europe et du Japon pour en soutenir le cours) durant les premiers mois qui suivirent l'accord du Louvre. Depuis le début de l'année, l'ensemble de ces opérations se serait monté, au bas mot, à une cinquantaine de milliards de dollars, dont une quinzaine de milliards achetés par la Grande-Bretagne en vue de reconstituer ses réserves de change et de raffermir la livre sterling par rapport au dollar (objectif que l'on peut considérer comme étranger à l'accord du Louvre proprement dit).

Dans le passé, ce sont des interventions massives de ce genre qui ont toujours été à l'origine des vagues d'inflation qui ont submergé le monde. La résurgence beaucoup plus modeste de l'inflation que l'on perçoit ici et là serait-elle sans rapport avec les achats de dollars ainsi effectués? Les chances de durée de l'accord du Louvre sont d'autant plus grandes que la stabilisation pourra être obtenue par des moyens moins artificiels. Le fait que les Etats-Unis, pays déficitaire, ont récemment relevé leur taux d'escompte va certainement dans le bon sens.

Un petit pas sur la dette

Au sujet de l'endettement, les pays créanciers ont un double souci commun : 1) donner plus de flexibilité aux banques commerciales dans leurs négociations avec les pays débiteurs; 2) refuser de reconnaître directement qu'une partie des dettes devra être un jour abandonnée. Malgré les graves menaces que fait peser la détérioration de la situation économique et financière de certains pays débiteurs, dont l'Argentine, le Nigéria et les Philippines, la conjoncture apparut relativement favorable pour franchir un petit pas.

Au Brésil et au Mexique, la situation, à terme, n'est probablement guère meilleure, mais les résultats de la balance des paiements de ces deux pays sont de nouveau très positifs et cela inspire une relative confiance. Le Mexique, en particulier, a été capable, à la suite des quelque 8 à 9 milliards de dollars qu'il a reçus, d'accumuler d'impressionnantes réserves de change, de l'ordre de 15 milliards de dollars.

Cela donne l'assurance que, pendant les deux ou trois années à venir, il sera capable d'assurer la totalité du service de sa dette. Quant au Brésil, on note le flou dans lequel le ministre des finances de ce pays, M. Bresser Pereira, laisse ses propositions.

Une chose est certaine : la politique du fait accompli semble avoir été quelque peu abandonnée à Brasilia. Raison de plus, pour les pays créanciers, de se montrer marginalement moins exigeants. Il semble que M. Bresser Pereira aurait reçu l'assurance qu'il pourrait conclure un arrangement avec les banques, sans être préalablement obligé de signer en bonne et due forme un accord avec le Fonds monétaire, bête noire de l'opinion publique au Brésil, comme dans beaucoup d'autres pays.

Parmi les nouvelles recommandations, en réalité des instructions, adressées aux banques par les pays du Club de Paris, qui réunit les Trésors publics des pays créanciers, on enregistre une innovation. Les banques commerciales auront désormais le choix, quand un pays débiteur ne pourra verser la totalité des intérêts échus, entre prêter de l'argent nouveau (comme elles l'ont fait dans le passé) et accepter ce que l'on appelle la capitalisation des intérêts.

Supposons que l'intérêt que doit verser un pays soit de 8,5 % et qu'il ne paie que 6 %. Les 2,5 % non versés pourront être capitalisés, c'est-à-dire ajoutés au principal de la dette, qui devra être remboursée plus tard, beaucoup plus tard grâce au rééchelonnement. En réalité, les deux méthodes ne sont pas très différentes l'une de l'autre, puisque, dans le cas où la banque opte pour la première solution, la dette est également augmentée pour celui qui reçoit de nouveaux crédits.

Les Etats-Unis étaient jusqu'à présent farouchement opposés à cette procédure – préconisée par les Allemands et les Suisses (les Français, pour leur part, étant neutres). La raison en est que, selon la réglementation américaine, la capitalisation des intérêts publics oblige les banques à déclasser la dette en question dans leurs bilans respectifs.

Toutes les sessions se déroulent à huis clos. Les ministres des pays débiteurs s'y sont, semble-t-il, exprimés avec modération. Mais cette modération ne se retrouve pas dans les termes du communiqué publié samedi par le groupe des vingt-quatre, censés représenter l'opinion commune des pays du tiers-monde. Il est dit dans ce communiqué que *« la stratégie actuelle en matière de dette n'est pas viable »*.

Cette année, les vingt-quatre appuient leur rhétorique sur le fait que sur le marché, en réalité très étroit, la valeur des créances sur les pays endettés se négocie à des cours très inférieurs à la valeur nominale de ces titres. Le communiqué des vingt-quatre n'a pas été considéré comme l'expression d'une véritable stratégie de rupture. Même si les principaux intéressés, à savoir les banques, ont commencé à admettre qu'il faudra bien, un jour ou l'autre, reconnaître les pertes et ne plus s'accrocher à la fiction selon laquelle la crise de l'endettement n'est due qu'à des difficultés passagères de trésorerie.

PAUL FABRA.

Meilleurs équilibres en France

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Les prévisions économiques du Fonds monétaire rendues publiques dimanche ont constitué la toile de fond des discussions de Washington. Pour la hausse des prix et le déficit budgétaire, la France se trouve assez bien placée dans les prévisions du Fonds monétaire. Si ces prévisions sont justes, la hausse des prix en France pour les trois années 1986, 1987 et 1988 ne devrait pas dépasser globalement 8 %. Seuls le Japon et l'Allemagne feraient mieux parmi les Sept. En ce qui concerne le déséquilibre budgétaire, celui de la France serait égal, en 1988, à 2,1 % du produit national brut (contre 2,6 % en 1987). Là encore, seuls le Japon (1,6 % en 1988 contre 1,2 % en 1987) et l'Allemagne (2 % l'année prochaine contre 1,5 % cette année) feraient mieux.

En revanche, la France se trouve la plus mal placée dans les prévisions du Fonds monétaire sur le plan du chômage et de l'emploi. Le chômage se stabiliserait, en France, à 11,5 % de la population active en 1988. Elle serait dépassée seulement par l'Italie (avec 11,8 % en 1988 contre 11,5 % en 1987). Quant au taux de croissance – mais répétons qu'il ne s'agit là que de prévisions, – il s'établirait pour la France en 1988 à 1,8 % (estimation du Fonds monétaire pour cette année : 1,4 %). Ce 1,8 % est le chiffre le plus faible cité par le FMI pour les sept pays. Le plus fort est celui du Japon (3,4 %), suivi par le Canada (3,2 %) et les Etats-Unis (2,7 %). La Grande-Bretagne et l'Italie feraient 2,3 % et l'Allemagne 2,1 %. Il n'est pas inutile de rappeler que, dans le passé, les prévisions du FMI, soumises à de strictes hypothèses, se sont rarement réalisées.

P. F.

AFFAIRES

La mutualisation du Crédit agricole

La « banque verte » à guichets fermés

Le ministère de l'économie devait communiquer, le lundi 28 septembre, à la Fédération nationale de crédit agricole, le prix estimatif de la Caisse nationale de crédit agricole, dont la mutualisation fait l'objet d'un projet de loi qui sera discuté au Sénat début octobre. Le prix attendu est de 8,1 milliards de francs (une somme qui représente les fonds propres consolidés), que devront débourser les caisses régionales si elles veulent devenir propriétaires de l'organisme central de la « banque verte ».

Avec la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) s'ouvre la « privatisation » la plus contestée dans son principe, y compris au sein de la majorité et des organisations professionnelles censées en bénéficier. Le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, a d'ailleurs pris bien soin de l'exclure du champ des véritables privatisations.

La vente, par l'Etat, de la CNCA aux quatre-vingt-quatorze caisses régionales de Crédit agricole (à hauteur de 90 % du capital) et à ses salariés (pour les 10 % restants) ne donne pas lieu à une transaction de marché sanctionnée par une introduction en Bourse. Il s'agit d'une opération en circuit fermé, dont M. Balladur n'a jamais caché qu'elle lui déplaisait, n'en voyant pas la justification économique.

Annoncée le 10 avril 1986 par le ministre de l'agriculture, M. François Guillaume, qui a su convaincre M. Chirac de son bien-fondé, la mutualisation de la Caisse est d'abord l'affaire de l'ancien leader de la FNSEA. A son arrivée rue de Varenne, il s'est empressé de « renvoyer l'ascenseur » à M. Lucien Douroux, secrétaire général de la Fédération nationale de crédit agricole (FNCA), l'organe politique de la « banque verte », qui regroupe les responsables des caisses régionales. A ce fidèle, dont l'appui fut précieux lorsque la FNSEA bataillait contre le gouvernement socialiste, M. Guillaume a fait miroiter la direction d'un Crédit agricole mutualisé. Cet accord implicite entre les deux hommes, qui sous-tend l'engagement personnel du ministre de l'agriculture sur ce dossier, a été éclipsé par des motivations plus avouables : rendre la « banque verte » aux (gros) agriculteurs (qui sont déjà aux commandes des caisses régionales) ; faire du Crédit agricole une banque de 1992, armée pour évoluer dans un espace bancaire européen concurrentiel.

M. Balladur a, un moment, contrarié ce « plan Guillaume-Douroux » en imposant, début juin 1986, M. Bernard Auberger à la direction générale de la CNCA. Au printemps dernier, les sénateurs centristes ont bloqué le projet de loi de mutualisation, adopté en conseil des ministres, craignant de voter un texte qui les priverait du soutien de leurs électeurs ruraux. Mais ces contretemps sont maintenant oubliés. On dit à la Caisse nationale qu'après la « privatisation » le pouvoir sera *« là où est M. Douroux »*. En annonçant, le 25 septembre, que, dans la perspective du prochain débat parlementaire, le ministre de l'économie avait consulté, à titre préparatoire, la commission de la privatisation sur la valeur de la CNCA, M. Guillaume a lancé un processus dont le gouvernement pourrait ne pas sortir indemne, politiquement s'entend.

Précipitation

Le 10 septembre, le président et le directeur de chacune des quatre-vingt-quatorze caisses régionales, désignées par le projet comme les acheteurs de droit de la Caisse nationale, ont reçu un télex surprenant de la FNCA. M. Balladur devant leur annoncer le prix estimatif du Crédit agricole le 28 septembre, elle leur demandait de décider, au plus tard le 30 septembre, de la participation de leur caisse au rachat de la CNCA. C'est donc sur la base d'un prix provisoire, dont le montant pourra être modifié après le vote de la loi de mutualisation, que les caisses devront se déterminer. Les comités d'entreprise ont été convoqués en hâte pour une réunion le 30 septembre, entre 7 h 30 et 8 h 30 du matin, la loi exigeant leur consultation avant la décision du conseil d'administration des caisses. Ils auront disposé de seulement vingt-quatre heures pour prendre connaissance des termes de l'opération, alors que le code du travail prévoit un délai de trois jours.

Pourquoi tant de précipitation ? Le projet de loi subordonne la mutualisation à l'acceptation par 75 % des caisses régionales (soit soixante-dix caisses) de souscrire à la part de capital en actions qui leur est offerte. Le gouvernement veut s'assurer de cette adhésion avant le 1er octobre, date d'ouverture de la session d'automne du Parlement et de la conférence des présidents du Sénat, qui fixe l'ordre du jour. M. Balladur entend régler au plus vite, entre le 8 et le 15 octobre, le sort de la « banque verte », avant la discussion du projet de loi de finances. Pendant l'été, les sénateurs centristes ont tacitement accepté de ne pas se battre sur ce dossier. La voie paraît libre, même si l'opposition socialiste, menée par l'ancien ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a fait provision d'amendements.

Un désengagement de l'Etat

Du côté de l'opposition, en effet, on imagine mal qu'en quarante-huit heures un acheteur puisse se déterminer, sans possibilité de changer d'avis, sur un projet susceptible d'évoluer et dans le cadre d'une loi... inexistante. On s'étonne que ces conditions aient été fixées par la FNCA, dont la puissance politique dans l'organisation du Crédit agricole ne l'autorise pas à se substituer à l'Etat, seul vendeur de la « banque verte ». Enfin, les caisses qui refuseraient de souscrire ignorent quel statut leur sera réservé. Difficile dans ce contexte de choisir en connaissance de cause.

Mais, au-delà de la procédure, se pose la question de l'identité nouvelle du Crédit agricole mutualisé. Aujourd'hui encore, une « banque verte » est pour l'essentiel une organisation bipolaire. La CNCA, établissement public à caractère industriel et commercial, jouit de la garantie de l'Etat et dispose de la meilleure signature internationale (AAA) sur les marchés financiers extérieurs. Elle détient le monopole de la distribution des prêts bonifiés à l'agriculture, gère seule les dépôts des notaires, centralise et redistribue la collecte des ressources des caisses régionales. Ces dernières, entités privées mutualistes détenues par les agriculteurs, sont, pour la plupart, enracinées dans le milieu rural. Elles portent à bout de bras des milliers de petites exploitations, financièrement exsangues, qu'aucune autre banque ne voudrait prendre en charge.

Les adversaires de la mutualisation, dont la FGA (Fédération générale agro-alimentaire), CFDT, soulignent les dangers d'éclatement du réseau bancaire qu'elle présente. Au moment où l'agriculture française est surendettée (270 milliards de francs en 1986), le projet de loi consacre le désengagement de l'Etat. Il n'est prévu nulle part que la « banque verte » conserve le monopole de distribution des prêts bonifiés à l'agriculture. M. Guillaume s'y est seulement engagé verbalement. Mais le marché unique de 1992 éliminera cette attribution exclusive.

Demander aux caisses régionales de consacrer au moins 10 milliards de francs pour le rachat de la CNCA, c'est aussi risquer de grever les fonds propres des moins riches, même si le paiement est étalé sur cinq ans. Les caisses devront soit recourir à l'emprunt, soit puiser dans leurs ressources financières. Dans les deux cas, il est probable qu'elles prendront désormais en compte des critères de stricte rentabilité pour « digérer » l'acquisition de la CNCA. Les petits agriculteurs pourraient bien faire les frais de cette politique moins volontariste à leur égard.

ERIC FOTTORINO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Investissements des particuliers

Sicav Société Générale

La compétence du financier

Pour faire fructifier vos économies, profiter des avantages fiscaux, affronter les imprévus, préparer votre retraite ou la réalisation d'un projet qui vous tient à cœur, il existe une réponse personnalisée à la Société Générale.

Ses spécialistes de la gestion financière ont créé et gèrent pour vous une gamme très large de placements : Fonds Communs de Placement, produits de capitalisation, de préparation à la retraite et, parmi les Sicav : Intersélection France, Sogévar, Soginter, Convertimmo, Sogépargne et Interoblig. Nos conseillers choisiront avec vous la solution appropriée à votre situation personnelle.

Décider de confier vos intérêts à la Société Générale, c'est choisir la compétence d'un grand financier de la scène internationale.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

PRENEZ CONSEIL DANS L'UNE DE NOS 2200 AGENCES EN FRANCE

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique

Sur options :

Permanence télex

Bureau meublé

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12

58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris





Economie

ÉTRANGER

Après une bataille perdue avec le Congrès américain

Le président Reagan s'est résigné à accepter un plafonnement des déficits budgétaires

WASHINGTON
de notre correspondant

« Une fois de plus, le Congrès a émis un vote qui me pousse à accepter une loi que je désapprouve fondamentalement. » C'est par ces propos amers que le président Reagan a annoncé, samedi 26 septembre, qu'il s'était résigné à donner son aval à un nouveau dispositif législatif qui impose une réduction du déficit budgétaire et prévoit des coupes *« automatiques »* si le président et le Congrès ne parviennent pas à s'entendre sur des économies.

M. Reagan n'avait guère le choix. S'il avait refusé de signer, les Etats-Unis se seraient trouvés pour la première fois dans leur histoire en cessation de paiement. En effet, les nouvelles dispositions de réduction automatique des dépenses ont été votées par le Congrès comme un amendement à une loi autorisant un relèvement du plafond de la dette publique des Etats-Unis qui passe de quelque 2 100 milliards de dollars à 2 800 milliards de dollars.

Un tel relèvement s'imposait, faute de quoi le gouvernement américain n'aurait pu faire face à ses obligations dès le 1er octobre. Comme l'a déclaré le secrétaire au Trésor, M. James Baker, le président avait *« le pistolet sur la tempe »*.

La bataille, perdue pour le président devrait être suivie de beaucoup d'autres, car M. Reagan se dit dès maintenant décidé à user de son droit de veto pour s'opposer à une nouvelle réduction du budget militaire. Selon lui, une telle réduction minerait la position américaine dans les négociations avec l'URSS et rendrait plus difficile un accord de désarmement. Il n'est pas non plus décidé à accepter des relèvements d'impôts qui iraient à l'encontre de ce credo personnel sur lequel il a fondé son action.

Le fond du problème est l'énorme déficit budgétaire américain qui a atteint 220 milliards de dollars en 1986. Cette année devrait être un peu moins mauvaise avec « seulement » 150 milliards de déficit, mais c'est encore beaucoup trop compte tenu de la persistance d'un fort déficit de la balance des comptes courants et des menaces de désordres monétaires internationaux que ces déséquilibres font peser. Les ministres des finances des pays membres du Fonds monétaire international viennent de le rappeler *(voir l'article de Paul Fabra)*.

C'est pour imposer un retour progressif à l'équilibre budgétaire que le Sénat avait voté en 1985 une loi dite Gramm Rudman, qui introduisait pour la première fois l'obligation de procéder à des coupes automatiques dans les dépenses. La loi avait ensuite été déclarée partiellement inconstitutionnelle par la Cour suprême, car l'organisme chargé de l'appliquer dépendait du Congrès, ce qui était contraire aux principes de la séparation des pouvoirs. La nouvelle loi votée la semaine dernière corrige cet impair et, de plus, est un peu moins contraignante : le retour à l'équilibre n'est prévu que pour 1993 et les plafonds fixés pour chaque année (136 milliards de dollars pour 1989, 100 milliards pour 1990, 54 milliards pour 1991 et 18 milliards de déficit pour 1992) sont largement théoriques. D'ici là, un nouveau président aura été élu et une partie du Congrès renouvelée.

Mais le problème des économies à réaliser dans le cadre de la préparation du budget de 1989, c'est-à-dire pendant la campagne électorale avec M. Reagan toujours au pouvoir, reste entier. Dès l'année fiscale 1988 qui commence le 1er octobre prochain, il faudra aussi trouver le moyen de réduire les dépenses de 23 milliards de dollars. Si le président et le Congrès ne trouvent pas de terrain d'entente, les réductions automatiques seront pour moitié supportées, aux termes de la nouvelle loi, par le budget de la défense. Le programme de l'IDS (Initiative de défense stratégique) auquel le Congrès s'est déjà attaqué par d'autres moyens risque de souffrir encore un peu plus. C'est pourquoi tant le Pentagone que le département d'Etat avaient suggéré de refuser d'entériner la loi. M. Reagan a préféré se ranger aux arguments du secrétaire au Trésor qui évoquait la crédibilité financière des Etats-Unis. Mais il a tenu à manifester sa mauvaise humeur et à jouer l'opinion publique contre un Congrès qui en est pourtant, comme lui, l'émanation directe.

JAN KRAUZE.

Le budget de la région d'Ile-de-France progressera de 20 % en 1988

Le budget de la région d'Ile-de-France atteindra, en 1988, 6,62 milliards de francs, ce qui traduit, par rapport au budget primitif de 1987, une augmentation de 20 % (en crédits de paiement).

La progression des charges de fonctionnement sera limitée à 5,8 %. En revanche, celle de la dette sera plus élevée : + 12,5 %.

M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, a indiqué en outre que ce budget traduisait *« une volonté de reprendre l'investissement... tout en stabilisant la pression fiscale, au demeurant la plus faible de toutes les régions »*.

Les groupes RPR et UDF ne disposent que d'une majorité relative au conseil régional. Si les élus du Front national joignaient leurs voix à celles des socialistes et des communistes pour voter contre, le budget ne serait pas adopté. Le PS a 65 membres, le RPR 59, l'UDF 30, le PC 20. Le Front national compte 22 membres, l'un des élus, M. Jean-Marc Alcatraz, ayant démissionné après les récents propos de M. Le Pen, pour siéger parmi les non-inscrits.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1987

Le chiffre d'affaires non audité du groupe Penarroya s'élève à 1 809 millions de francs contre 1 825 millions de francs au premier semestre 1986, soit une diminution de 1 %, essentiellement due aux modifications du périmètre de consolidation ; l'évolution à périmètre constant se traduit par une augmentation réelle de 5 %. Les cours internationaux de certains métaux exprimés en dollars se sont redressés, mais le produit des ventes en monnaie nationale a été fortement affecté par l'affaiblissement de 15 % de la monnaie américaine entre le premier semestre 1986 et le premier semestre de 1987.

Pour la Société Penarroya, le résultat au 30 juin 1987 ressort en profit de 5 millions de francs contre une perte de 153 millions de francs au premier semestre 1986 (dont 25 millions de francs de pertes exceptionnelles). Ce résultat correspond à un résultat courant en perte de 100 millions de francs et à des éléments exceptionnels provenant, essentiellement, de cessions d'actifs.

Le résultat consolidé (part du groupe) s'établit en perte de 110 millions de francs au 30 juin 1987, contre une perte de 262 millions de francs pour le premier semestre 1986. Il comprend un résultat exceptionnel de 80 millions de francs constitué principalement de profits sur cessions d'actifs réalisées par la société Penarroya.

L'évolution du résultat courant, malgré un environnement économique plus défavorable qu'au premier semestre 1986 pour les activités de la Société, par suite de la baisse de la monnaie américaine, traduit donc les premiers effets du plan de redressement mis en œuvre. Si les taux de change et les cours des métaux se maintenaient à leurs niveaux actuels jusqu'à la fin de l'année 1987, les pertes d'exploitation de l'exercice hors éléments exceptionnels devraient être en sensible diminution par rapport à celles de l'exercice 1986.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



COMPTES AU 30 JUIN 1987 (société-mère)

Le conseil d'administration de Total Compagnie française des pétroles, dans sa séance du 23 septembre 1987, a examiné les comptes de la société-mère au 30 juin 1987.

Le bénéfice net s'établit à 603 MF contre 863 MF au premier semestre 1986 et 1 013 MF pour l'ensemble de l'année 1986.

Les dividendes, encaissés au cours du premier semestre, ont atteint 986 MF sur un total à recevoir en 1987 d'environ 1 700 MF. Au 30 juin 1986, ils avaient atteint 1 437 MF sur un total annuel de 1 945 MF. Pour l'essentiel, ces dividendes proviennent des filiales de production, notamment celles de la mer du Nord.

L'ensemble des dotations aux provisions pour dépréciations et risques financiers, nettes des reprises, s'élève à 398 MF. Une partie, 196 MF, correspond aux dépenses d'exploration pétrolière financées par la maison-mère.

Dans le secteur du raffinage et de la distribution, la cession de Total Italiana, qui a eu lieu au mois d'août 1987, n'a pas eu d'incidence sur les comptes du 30 juin, mais se traduira par des reprises de provisions importantes (de l'ordre de 1 milliard de francs) au deuxième semestre de l'année.

GROUPE TOTAL



EMPRUNT 10 %

SEPTEMBRE 1987

Émis par la Caisse Centrale des Banques Populaires.

Montant : F 500 millions.

Nominal de l'obligation : F 5.000.

Prix d'émission : 96,8 % soit F 4.840 par obligation.

Date de jouissance et de règlement : 19 octobre 1987.

Intérêt annuel : 10 % soit F 500 par obligation, payable le 25 janvier de chaque année. Exceptionnellement, un premier coupon de F 636,11 sera payable le 25 janvier 1989.

Taux de rendement actuariel : 10,50 %.

Durée : 10 ans 98 jours.

Remboursement : en totalité le 25 janvier 1998.

Les demandes seront reçues, dans la limite du nombre de titres disponibles, aux guichets des Banques Populaires. Ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris) dès la clôture de l'émission.
Une note d'information (visa COB nº 87-345 en date du 23 septembre 1987) est tenue sans frais à la disposition du public. Balo du 28 septembre 1987.



publicis

Sur proposition du Président Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, le Conseil d'Administration de PUBLICIS S.A., au cours de sa séance du 25 septembre 1987, a décidé la transformation du mode d'administration de la Société - actuellement de type classique avec Conseil d'Administration - pour la soumettre au régime des Sociétés Anonymes avec Directoire et Conseil de Surveillance.

Le Président Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET a rappelé le parcours de PUBLICIS depuis la création de l'agence de publicité en 1926 jusqu'au Groupe International d'aujourd'hui, devenu un des tout premiers en Europe : un parcours jalonné par les innovations que PUBLICIS a suscitées ou accélérées au sein d'une profession publicitaire en constante évolution.

"Il s'agit maintenant, a expliqué le Président Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, de fournir au Groupe PUBLICIS les moyens d'affronter les mutations qui s'annoncent dans l'univers de la Communication, en le dotant d'une structure susceptible d'assurer à la fois la continuité et le développement. C'est pourquoi, tout en restant présent à la tête du Groupe, dont je continuerai à inspirer les grandes orientations et à exercer le contrôle, j'ai décidé de confier à une équipe qui a fait la preuve de ses capacités, conduite par M. Maurice LEVY, la mission de poursuivre l'essor du Groupe et son adaptation aux changements du monde qui nous entoure".

Le Conseil de Surveillance réunira sous la Présidence de Monsieur Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, M. Roger FARAGGI, Vice-Président, Mmes Sophie BLEUSTEIN-BLANCHET, Elisabeth BADINTER, Michèle BLEUSTEIN-BLANCHET et MM. Jean FORGEOT, Jean MORIN et Henri-Calixte SUAUDEAU.

Le Directoire, placé sous la Présidence de M. Maurice LEVY, se composera, avec lui, de MM. Bruno DESBARATS et Claude MARCUS.

Ces décisions seront soumises à l'approbation d'une Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire qui sera convoquée pour le 27 novembre. Elles prendront effet à compter du 1er janvier 1988.

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

La société EUROSTAF-DAFSA vient de publier une étude sur le secteur suivant :

L'AUDIOVISUEL EN EUROPE : ENJEUX, ACTEURS ET STRATÉGIES

L'Europe de l'audiovisuel vit une période transitoire de passage d'une présence prépondérante des pouvoirs publics à l'émergence d'un marché où finances, concurrence, compétitivité, stratégie, remplacent peu à peu les termes de « service public », information, pédagogie, etc.

Cette période est marquée par trois questions fondamentales
– Le marché européen de l'audiovisuel existe-t-il ?
– Quels enjeux déterminent tous les changements en cours ?
– Quels sont les acteurs qui opèrent dans ce secteur et comment définir leurs stratégies ?

Autant de questions auxquelles il importe de trouver des éléments de réponse tant les évolutions en cours sont rapides et parfois peu prévisibles.

Si l'attention s'est surtout portée sur l'audiovisuel « télévision », il ne faut pas oublier que le cinéma en constitue le programme le plus demandé et donc le plus porteur de ressources publicitaires, mais aussi que, inversement, la télévision est la plus grande vitrine du cinéma.

De plus, les évolutions en cours vont toucher les rapports, encore très conflictuels, entre cinéma et télévision et amener les parties prenantes à s'intéresser davantage aux problèmes de financement d'un audiovisuel, qui, même au niveau européen, reste une industrie de taille modeste.

Toutefois, les perspectives de croissance et de rentabilité et l'impact de notoriété que procurent les médias poussent des groupes industriels privés à investir le champ de l'audiovisuel et à influencer les mouvements en cours. Ces nouveaux acteurs proviennent d'horizons différents : médias (audiovisuel, presse), industrie (bâtiment et travaux publics ; distribution d'eau et assainissement ; transport), finance (banques) et donc peuvent poursuivre des stratégies diverses, parmi lesquelles diversification d'activités et opportunités financières prometteuses paraissent être des axes majeurs. Il est à noter que, pour l'instant, les groupes publicitaires et les producteurs de cinéma indépendants demeurent à la périphérie d'un système audiovisuel, dont ils sont pourtant, de toute évidence, des acteurs potentiels.

∴

Pour recevoir gratuitement la présentation des différents chapitres traités dans cette étude, téléphoner à EUROSTAF : 42-61-51-24. Bureau de vente : 16, rue de la Banque, 75002 Paris.



RÉSULTATS D'ELF-AQUITAINE AU PREMIER SEMESTRE 1987

COMPTES CONSOLIDÉS

Les principaux résultats du groupe ELF-Aquitaine pour le premier semestre 1987 sont les suivants :

(EN MILLIARDS DE FRANCS)	PREMIER SEMESTRE 1987	PREMIER SEMESTRE 1986	ANNÉE 1986
Chiffre d'affaires	62,5	69	119,7
Marge brute d'autofinancement (après charge d'exploration stérile)	7,5	11	16,5
Résultat net consolidé (part groupe)	2,2	3,4	4,3
Résultat net par action (en francs)	22	34	43

La diminution du chiffre d'affaires provient de la baisse des prix du gaz et de celle des prix des produits pétroliers raffinés, cette dernière se conjuguant à une diminution des quantités commercialisées par le secteur du raffinage et de la distribution.

La marge brute d'autofinancement réalisée a permis de maintenir un flux d'investissements identique à celui du premier semestre 1986 et de conforter la bonne situation financière du groupe déjà constatée à la fin de 1986.

Le bénéfice net consolidé au 30 juin 1987 s'établit à 2 220 millions contre 3 444 millions de francs au 30 juin 1986. Cette évolution traduit des mouvements contrastés selon les secteurs et la prise en compte d'éléments exceptionnels :
- Les bénéfices tirés des productions d'hydrocarbures sont en réduction de près de moitié par rapport à ceux du premier semestre 1986. Les volumes de ces productions ont été globalement stables (augmentation pour l'huile, mais recul pour le gaz). La réduction du bénéfice a été essentiellement due au secteur gazier en France et en mer du Nord en raison de la baisse des productions de Lacq et du plein effet des formules d'indexation des prix du gaz. En ce qui concerne le pétrole, notamment en Afrique, les résultats se sont améliorés avec l'évolution des prix des bruts.
- Les résultats du raffinage et de la distribution se sont renversés par rapport au premier semestre 1986 qui avait enregistré des marges élevées grâce notamment à des conditions d'approvisionnement exceptionnelles, liées aux contrats à marges garanties dits « net-back ». Les prix des produits finis n'ayant pas suivi au même rythme la remontée des prix du brut, les marges d'ELF-France et des filiales étrangères de distribution se sont considérablement détériorées de même que le résultat économique pris en compte dans le résultat net du groupe, qui est exprimé hors effet prix sur stocks. En revanche, la hausse de valeur des stocks sur la période s'est traduite par un effet prix positif de 690 millions de francs dans les comptes sociaux d'ELF-France. Enfin, les sociétés spécialisées dans les lubrifiants et les gaz de pétrole liquéfiés ont vu leurs bénéfices continuer d'évoluer favorablement.
- L'ensemble du secteur chimie, notamment en France, ainsi que le secteur de l'hygiène-santé et des bio-industries ont amélioré très sensiblement leurs résultats.

Le résultat net du premier semestre 1987 s'entend hors effet prix sur stocks et après prise en compte d'un montant d'amortissements de 4 854 millions de francs contre 4 034 millions de francs pour les six premiers mois de 1986. L'évolution du montant des amortissements résulte à hauteur de 400 millions de francs de dotations exceptionnelles concernant certains actifs miniers aux Etats-Unis.

Enfin, le groupe a procédé dans les comptes du premier semestre à une reprise, pour un montant de 1 milliard de francs, sur les provisions constituées pour impôts différés. En effet, au cours des exercices antérieurs, il avait constitué, par prélèvement sur ses résultats, des provisions destinées à couvrir ses engagements fiscaux à terme. Ces provisions avaient été calculées sur la base des taux d'imposition en vigueur à la fin de chacun des exercices concernés. Les baisses de taux intervenues dans plusieurs pays conduisent aujourd'hui à reprendre une partie de ces provisions.

COMPTES SNEA - MAISON MÈRE

Le bénéfice de la SNEA, maison mère, s'élève au 30 juin 1987 à 2 041 millions de francs contre 3 172 millions de francs pour le premier semestre 1986 et 3 040 millions de francs pour l'année 1986.

Le résultat du premier semestre 1987 a été établi selon les mêmes méthodes que celui du premier semestre 1986.

Le résultat de la maison mère, composé pour l'essentiel des remontées des filiales au titre de leurs résultats 1986, se trouve affecté par la situation qui a régné sur les marchés pétroliers l'année dernière.

Les remontées des filiales à la maison mère, comme en 1986, s'effectuent principalement au cours du premier semestre.

Marchés financiers

La Bank of New York lance une OPA sur Irving Bank

La plus ancienne banque américaine ne manque pas de tonus. Créée il y a plus de deux cents ans par Alexander Hamilton, le premier secrétaire d'Etat américain au Trésor, la Bank of New York Corp (BONY) a annoncé, vendredi 25 septembre à New-York le lancement d'une offre publique d'achat pour un montant de 1,4 milliard de dollars sur l'une de ses rivales, la prestigieuse Irving Bank Corp (IBC).

La Bony, au vingt-septième rang parmi les banques américaines, avait d'abord fait une proposition de rapprochement «à titre amical» aux dirigeants d'IBC, vingtième banque aux Etats-Unis. Les dirigeants de cette dernière ayant opposé une fin de non-recevoir jeudi, la Bony a révélé son intention d'acquérir la totalité du capital d'IBC dans un document déposé auprès de la (SEC) Security exchange commission, chargée du contrôle des marchés boursiers aux Etats-Unis.

Il s'agit de la plus importante tentative d'OPA outre-Atlantique dans le secteur bancaire. En cas de réussite, la réunion des deux banques donnerait naissance à une entité qui se placerait au onzième rang parmi les banques américaines, avec un actif total de près de 40 milliards de dollars. Elle occuperait une place importante sur le marché des titres de l'Etat fédéral.

La Bony détient déjà 4,9% du capital d'IBC, ont indiqué ses dirigeants. Ils se proposent d'acheter pour 80 dollars au comptant par action l'équivalent de 47,4% du capital ordinaire d'IBC, le reste en échangeant un titre IBC contre 1,9 action de Bony.

A l'annonce de cette OPA, le titre IBC a fait un bond de 25,75 dollars, atteignant vendredi à Wall Street près de 78 dollars. Celui de Bony n'a progressé que de 1,5 dollar à 43,375 dollars. La direction de l'entreprise attaquée, IBC, a fait savoir, par un communiqué, qu'elle allait étudier avec ses conseillers juridiques *« l'offre non sollicitée »*, précisant que son conseil d'administration y *« répondrait en temps voulu »*. Par ailleurs, l'agence de notation Moody's a réagi en indiquant qu'elle mettait *« sous revue »* et *« pour un éventuel déclassement »* une partie de la dette à long terme des deux banques concernées.

E. I.

La privatisation de BP débutera le 15 octobre

La compagnie pétrolière British Petroleum sera entièrement privatisée le 30 octobre, jour où les deux milliards de titres cédés par l'Etat seront cotés. La date du lancement a été officiellement fixée au 15 octobre, ce jour-là sera annoncé le prix des titres pour les investisseurs non institutionnels.

Cette privatisation, la plus importante à ce jour en Grande-Bretagne, devrait porter sur 7,5 milliards de livres (environ 75 milliards de francs). Elle concerne les 31,5% encore détenus par l'Etat dans BP et le 1,5 milliard de livres d'une récente augmentation de capital. Le gouvernement a choisi une formule hybride pour cette opération. Environ la moitié de l'offre sera «à prix fixe» pour les investisseurs privés britanniques et les actionnaires actuels de BP. L'autre moitié, l'«offre internationale», sera destinée, à un prix déterminé en fonction de la demande, aux institutionnels et aux étrangers.

Le premier prix devrait être inférieur d'environ 5% aux cours des titres BP déjà en Bourse. Le second devrait être supérieur au premier. Le montant de l'offre internationale pourrait être réduit par une limitation automatique en cas de forte demande pour l'offre à prix fixe. En ce qui concerne l'offre internationale, la Banque MM. Rothschild And Sons, chargée par l'Etat de l'ensemble de l'opération, a indiqué qu'elle serait proposée au Royaume-Uni, en Europe, aux Etats-Unis, au Canada et au Japon.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SUPRA

La flamme de l'invention

Le chiffre d'afaires de l'exercice 1986/1987, arrêté au 30 juin 1987, s'inscrit en hausse de 14% par rapport à l'exercice précédent : il ressort à 424 millions de france, à comparer à 373 millions de francs. Ce score est d'autant plus satisfaisant qu'il est atteint après de très fortes progressions réalisées lors des exercices précédents (respectivement + 52 % entre 1984-1985 et 1985-1986 et + 38 % entre 1983-1984 et 1984-1985).

Le bénéfice net, après impôts, s'établit à 43,9 millions de francs par rapport aux 38,7 millions de francs réalisés en 1985-1986, en augmentation de 27 % ; il permet de dégager un taux de marge nette sur chiffre d'affaires de 11,6 %. Cette performance, malgré une attribution gratuite de une pour six en mars 1987, représente, par action, un bénéfice net de 66,4 francs contre 60,8 francs précédemment.

En ce qui concerne l'exercice en cours, il est pour le moment, s'agissant d'appareils de chauffage, difficile de pronostiquer l'impact possible des conditions climatiques actuelles sur le volume de nos ventes.

La Commande Electronique

Résultats du premier semestre 1987

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1987 s'est élevé à 112 MF (+ 23 %) et le résultat net à 8,4 MF (+ 16,3 %).

Les prévisions réactualisées 1987 sont de 278 MF (+ 36,2 %) pour le CA et de 24 MF (+ 18,8 %) pour le résultat net.

Cette révision en baisse des prévisions 87 s'explique de la manière suivante :

– *L'activité logiciel* répond aux prévisions (+ 46 %) et va être renforcée dans l'immédiat par le lancement de Rapidfile et de dBase Mac.

– Cette extension de la gamme logiciel, qui va s'accentuer en 88, a nécessité le doublement de l'effectif, ce qui pèse maintenant sur les résultats. Nous avons de plus mis en chantier une extension de 6 000 mètres carrés de notre usine de Douains, livraison en avril 1988.

– Un important contrat avec versement cash d'un droit d'usage de 3,5 MF vient d'être signé avec le ministère de l'éducation nationale pour l'enseignement de dBase III Plus dans les lycées et collèges. D'autres contrats administratifs sont attendus.

– *L'activité extension PC* est en stagnation à cause de l'arrivée du standard PS/2, pour lequel les cartes additionnelles ne sont pas encore disponibles. Pour compenser ce manque de dynamisme, nous avons pris la distribution pour la France des micro-ordinateurs Mitac, d'une technologie très avancée, que nous offrons en vente directe aux grands comptes et administrations. Cette activité ne pèsera pas sur notre trésorerie car les machines sont disponibles sans délai.

Carte de communication. Nous lançons la carte LCE 123, qui a obtenu le plus grand succès lors de la récente LCE-Expo qui s'est tenue les 16, 17 et 18 septembre 1987.

Notre nouveau laboratoire de développement de Grenoble prépare une gamme de produits majeurs de télématique et de monétique.

Asthon-Tate. M. Luther Nussbaum, président d'Asthon-Tate, a annoncé, lors de LCE-Expo, une double extension de sa gamme en logiciels liés aux grands systèmes, d'une part, et aux produits série économique pour PC, AT et Macintosh, d'autre part.

Le rapport d'activité complet du premier semestre 1987 peut être obtenu sur simple demande à :

La Commande Electronique
service Communication
7, rue des Prias,
27920 Saint-Pierre-de-Bailleul.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986	18 sept.	25 sept.
Valeurs franç. à rev. variable	107,9	105,5
Valeurs industrielles	118,2	115,3
Valeurs étrangères	133,3	135,9
Pétroles-Energie	104,8	101,9
Chimie	112,9	110,5
Métallurgie, mécanique	125,1	123,2
Electricité, électronique	103,5	102
Bâtiment et matériaux	128,2	124,5
Ind. de consommat. non alim.	125,1	120,8
Agro-alimentaire	119,7	116,1
Distribution	106,9	104,7
Transports, loisirs, services	99,8	98,5
Assurances	97,9	97,6
Crédit banque	97,4	92,6
Sicomi	77,8	79,4
Immobilier et foncier	91	90,5
Investissement et portefeuille	99,1	96,5
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	95,7	95,8
Emprunts d'Etat	96,8	96,1
Emprunts garantis et assimilés	95	96,3
Sociétés	96,4	95,5
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 618,8	3 536,3
Valeurs étrangères	4 816,1	4 918
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	521,9	510,3
Valeurs étrangères	651,4	664,1
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	114,1	114,2
Emprunt d'Etat	111,9	110
Emprunts garantis et assimilés	114,1	115,7
Sociétés	117,3	116,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	431,9	419
Produits de base	271,7	267,1
Construction	483,4	475,4
Biens d'équipement	333,4	322,8
Biens de consom. durables	704,3	696,1
Biens de consom. non durables	591,9	579
Biens de consom. alimentaires	475,6	485,7
Services	386	374
Sociétés financières	556,8	527,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	449,1	440,4
Valeurs industrielles	429	410,6
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	368,5	363

PARIS, 28 septembre ⬇

Stagnation

La semaine a démarré sans entrain lundi. L'indicateur de séance, qui affichait –0,34 % à l'ouverture, clôturait à –0,53 %. Les investisseurs semblaient déçus par cette performance, au lendemain de la réunion du G7 qui a confirmé la validité des accords du Louvre. « Une séance pour rien », soupirait un gestionnaire, car les volumes de transactions n'ont pas été très élevés. Les opérateurs étrangers étaient encore absents du marché français en ce début de semaine. Cette séance terne peut s'expliquer aussi par la prudence de certains intervenants. Ces derniers attendaient de voir la réaction de leurs confrères d'outre-Atlantique aux conclusions du G7 lors de la séance de Wall Street. Seul, le dollar en sortait ragaillardi en progressant de + 0,28 % à 6,0835 F lundi à Paris. Sur le marché obligataire, la morosité persistait, mais les contrats sur le MATIF demeuraient quasi stables. Au rez-de-chaussée du palais Brongniart, parmi les vedettes de la séance figuraient Fives-Lille, Moulinex et Saint-Louis. Le groupe sucrier fait toujours l'objet d'importantes transactions. Imétal s'inscrivait également parmi les plus fortes hausses, les spécialistes s'attendant à l'annonce d'un rachat ou d'une nouvelle prise de participation. La Compagnie du Midi, qui est sur le point de prendre le contrôle de la compagnie d'assurances Equity Law, est demeurée stable. Parmi les baisses, on observait Roussel-Uclaf, l'Agence Havas et quelques établissements bancaires affectés par les taux.

MONTREAL, 23 sept.

Scandale après une affaire d'« informations privilégiées »

La Commission des valeurs mobilières du Québec a intenté des poursuites contre sept personnes accusées d'avoir profité d'informations privilégiées pour faire des transactions boursières sur les titres de la société Memotec Data, au moment où cette dernière s'apprêtait à acquérir la société d'Etat Teleglobe Canada.

Le 11 février dernier, Memotec achetait Teleglobe Canada pour la somme de 488 millions de dollars canadiens. Une semaine avant l'acquisition, la valeur des actions de Memotec avait connu une hausse marquée. Teleglobe détient le monopole des télécommunications internationales à partir du Canada. Elle a enregistré un bénéfice net de 60 millions de dollars pour 1986.

Cotée en Bourse depuis 1985 seulement, Memotec Data est une société beaucoup moins importante avec 83 millions de dollars d'actifs. La société est spécialisée dans les produits électroniques et la transmission de données informatiques.

Dans un communiqué, la Commission indique que l'enquête continue. – *(AFP.)*

TOKYO, 24 sept. ⬆

Favorable

La Bourse de Tokyo a réagi favorablement lundi à l'engagement des pays du Groupe des 7, à Washington, de reconduire l'accord du Louvre pour stabiliser les monnaies. Ainsi l'indice Nikkeï a clôturé à 25 837,34 yens, contre 25 512,79 yens samedi, soit une progression de 324,55 yens. A la séance précédente, les valeurs japonaises avaient déjà fait un bond de plus de 400 points. L'indice général a terminé à 2 140,14 points, contre 2 114,10 samedi matin, en augmentation de 26,04 points.

Des plus-values ont été réalisées sur les sociétés financières électriques, ainsi que sur les entreprises spécialisées dans la fabrication d'instruments de précision, dans la pâte à papier, dans la verrerie. Des replis ont été également enregistrés dans la sidérurgie, les chantiers navals, la construction et la pharmacie.

VALEURS	Cours du 26 sept.	Cours du 28 sept.
Akaï	510	503
Bridgestone	1 230	1 240
Canon	1 170	1 170
Fuji Bank	3 300	3 380
Honda Motors	1 630	1 640
Matsushita Electric	2 790	2 800
Mitsubishi Heavy	670	675
Sony Corp.	5 090	5 140
Toyota Motors	2 040	2 120

ECHOS

● **La Société générale de Belgique augmente son capital.** – Premier holding de son pays, la Société générale de Belgique (SGB), va procéder en octobre prochain à une augmentation de capital par l'émission de 2,5 millions de parts sociales nouvelles. Ces actions seront émises dans la proportion d'une part nouvelle pour dix existantes, et le prix d'émission a été fixé à 3 350 francs belges (536 francs français). Le capital de la SGB s'élève actuellement à 31,9 milliards de francs belges (5,1 milliards de francs français).

● **L'Alsacienne de supermarchés va émettre des actions.** – L'Alsacienne de supermarchés devrait augmenter son capital avant la fin de l'année par l'émission d'actions à dividende prioritaire (ADP). La société confirme son bénéfice net consolidé de 36,24 millions de francs au premier semestre 1987, soit une progression de 19,9 % par rapport aux 30,31 millions de francs réalisés pour la même période en 1986. Pour 1987, l'entreprise escompte une amélioration du résultat net de l'ordre de 11 %.

● **Air Liquide : augmentation du bénéfice de 10,2 %.** – Le groupe Air Liquide améliore de 10,2 % son bénéfice net consolidé au premier semestre 1987 par rapport à la même période l'an dernier, soit 685 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé a progressé dans le même temps de 19 % à 11,664 miliards de francs. Cette croissance s'explique notamment par les récentes acquisitions effectuées en 1986 par Air Liquide : Big Three Industries, le cinquième producteur de gaz industriels aux Etats-Unis ; Agefko, un des leaders du gaz carbonique ; la société française Seppic.

● **Essilor annonce + 6,6 % de bénéfice.** – Le groupe Essilor, spécialiste des lunettes, a annoncé un bénéfice net de 123 millions de francs pour les six premiers mois de l'année, soit une hausse de 6,6 % par rapport à la même période de l'année dernière. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1,88 milliard de francs.

● **Ciments Français : un bénéfice 1987 supérieur à 500 millions de francs.** – Le bénéfice consolidé du groupe des Ciments français devrait dépasser vraisemblablement 500 millions de francs en 1987 contre 389 millions de francs l'an dernier.

● **Valéo : bons résultats.** – Le numéro un français de l'équipement a annoncé une forte progression de ses résultats au premier semestre 1987. Le bénéfice net de 203 millions de francs marque une hausse de 45 % par rapport au premier semestre 1986 (140 millions de francs), ainsi que la poursuite de son assainissement financier. Le groupe contrôlé par M. Carlo De Benedetti avait en effet enregistré une perte de 388 millions de francs sur l'année 1986, alors que 250 millions de francs de bénéfice étaient attendus. La meilleure santé de la société se traduit par une augmentation des fonds propres passés de 2,571 milliards de francs à la fin 1986 à 2,782 milliards de francs au 30 juin 1987.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1185	....	Manutan	435	440
Alain Manoukian	527	515	Marin Immobilier	320	292 o
Asystel	580	550	Metallurg. Minière	148	144 50
B.A.C.	540	520	Métrologie Internat.	389	373 o
B. Demachy & Assoc.	780	780	Métroservice	235	235
B.I.C.M.	930	950	M.M.B.	676	680
B.I.P.	575	572	Molex	309 50	313
Bolloré Technologies	1100	1095	Navale-Delmas	765	780
Boiron	768	780	Olivetti-Logabax	420	410
Câbles de Lyon	1239	1201	Om. Gest. Fin.	476	....
Calberson	1005	1000	Petit Bateau	249	238
Cardif	2180	2180	Petrofigaz	492	468
C.D.M.E.	1080	1074	Pier Import	363	....
C. Equip. Elect.	310	305	Rezel	1410	1395
C.E.G.I.D.	1215	1215	St-Gobain Emballage	1600	1600
C.E.G.E.P.	220	220	St-Honoré Matignon	210	210
C.E.P.-Communication	1341	1341	S.C.G.P.M.	300	288 o
C.G.I. Informatique	765	740	Sema-Metra	710	700
Ciments d'Origny	640	630	S.E.P.	1655	1635
C.N.I.M.	390	385	S.E.P.R.	1580	1601
Concept	245 50	245	Sligos	1483	1435 •
Conforama	800	790	S.M.T. Goupil	367	360
Dafsa	281	281	Sodinforg	1100	1080
Dauphin O.T.A.	3290	3280	Sofibus	358	356
Devanlay	2361	2360	Sopra	1080	1080
Deville	1021	960	TF 1	209	200
Drouot-Ob. convert.	....	....	Union Financ. de Fr.	492	512 d
Editions Belfond	270	265	Valeurs de France	371	370
Elect. S. Dassault	650	651			
Elysées Investiss.	35 50	32 70 c			
Expand	829	815			
Filipacchi	639	635			
Guintoli	1060	1060			
Guy Degrenne	985	1016			
I.C.C.	258	258			
IDIA	227	225			
I.G.F.	194	194			
IM Informatique	281	250			
Int. Metal Service	191	200			
La Commande Electro.	580	576 o			
Le gd livre du mois	361	381			
Loca Investissement	292	290			
Locamic	268	280			

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel

36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 23-09-87 à 14 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier
Lafarge Cop.	1700	148	210			56	85		
Paribas	440	23,8	37,5	45		18			
Peugeot	1550	185				55	84		

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 25 sept. 1987

Nombre de contrats : 69 086

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	96,75	96,35	95,95	95,90
Précédent	96,55	96,30	95,85	95,80

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,08 F ⬆

Le dollar était en hausse à Tokyo, lundi 28 septembre, après l'engagement du Groupe des 7 de reconduire l'accord du Louvre. A Paris, le billet vert était également en hausse à 6,0835 F, contre 6,0695 F à la clôture des échanges interbancaires vendredi.

FRANCFORT	25 sept.	28 sept.
Dollar (en DM)	1,8207	1,8240

TOKYO	25 sept.	28 sept.
Dollar (en yens)	143,80	144,15

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (28 sept.)	7 5/8 %
New-York (25 sept.)	7 5/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	24 sept.	25 sept.
Valeurs françaises	105,10	104,6
Valeurs étrangères	135,90	135,7

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	423,90	419

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	24 sept.	25 sept.
Industrielles	2 566,42	2 570,17

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	24 sept.	25 sept.
Industrielles	1 811,19	1 831,60
Mines d'or	456,70	467,10
Fonds d'Etat	85,39	85,45

TOKYO

	26 sept.	28 sept.
Nikkeï Dow Jones	25512,79	25837,34
Indice général	2114,10	2140,14

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,0710	6,0730	+ 0	+ 15	+ 0	+ 25	+ 80	+ 170
$ can.	4,6132	4,6183	– 73	– 48	– 143	– 107	– 395	– 296
Yen (100)	4,2204	4,2247	+ 106	+ 125	+ 215	+ 245	+ 760	+ 847
DM	3,3330	3,3359	+ 95	+ 113	+ 197	+ 220	+ 616	+ 686
Florin	2,9622	2,9646	+ 59	+ 70	+ 120	+ 136	+ 404	+ 456
F.B. (100)	16,0587	16,0725	+ 159	+ 231	+ 319	+ 450	+ 1196	+ 1632
F.S.	4,0205	4,0248	+ 120	+ 138	+ 257	+ 282	+ 822	+ 901
L (1 000)	4,6167	4,6253	– 192	– 138	– 383	– 331	– 1071	– 949
£	9,9413	9,9506	– 200	– 158	– 401	– 336	– 939	– 751

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7	7 1/4	7 1/2	7 5/8	7 9/16	7 11/16	8 1/16	8 3/16
DM	3 1/2	3 3/4	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4 7/16	4 9/16
Florin	2 1/2	3	5 1/16	5 3/16	5 3/16	5 5/16	5 7/16	5 9/16
F.B. (100)	6	6 1/2	6 1/4	6 9/16	6 5/16	6 5/8	6 3/4	7 1/16
F.S.	0 1/4	1	3 3/4	3 7/8	3 3/4	3 7/8	4 3/16	4 5/16
L (1 000)	9	11	11 1/2	12 1/4	12 1/4	12 3/4	12 3/4	13 1/4
£	9 3/4	10	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	10 3/8	10 1/2
F. franç.	7 3/4	8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	8	8 7/16	8 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



هكذا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 28 SEPTEMBRE

Cours relevés à 15 h 00

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1892	4,5 % 1973	1911	1906	1906	− 0 26
4210	C.N.E. 3%	4220	4225	4225	+ 0 12
1195	B.N.P. T.P.	1193	1182	1182	− 0 91
1129	C.C.F. T.P.	1131	1130	1130	− 0 08
1271	Créd. Lyon. T.P.	1271	1275	1275	+ 0 31
3210	C.G.E. T.P.	3300	3210	3215	− 2 57
1939	Renault T.P.	1940	1940	1940	....
2043	Rhone-Poul. T.P.	2048	2060	2060	+ 0 59
1340	St-Gobain T.P.	1345	1350	1350	+ 0 37
1258	Thomson T.P.	1260	1260	1260	....
460	Accor	457	455	455	− 0 44
550	Agence Havas	559	537	540	− 3 40
680	Air Liquide	693	695	693	....
2400	Alcatel	2277	2300	2298	+ 0 92
2070	Als. Superm.	2095	2099	2099	+ 0 19
475	A.L.S.P.I.	474 80	475	475 50	+ 0 15
365	Alsthom ★	354	351 50	353 50	− 0 14
2650	Arjom. Prioux	2610	2670	2670	+ 2 30
625	Aussedat-Rey	638	638	635	− 0 16
1340	Ass. Entrepr. ★	1280	1270	1255	− 1 95
925	Avions Dassault	960	985	980	+ 2 08
550	BAFIP	534	535	532	− 0 37
390	Bail-Equipem. ★	390	398	398	+ 2 05
825	Bail Investiss.	850	837	840	− 1 18
455	B.N.P. C.I.	412	408	409	− 0 73
710	Cie Bancaire	659	641	640	− 2 88
516	Bazar H.-V.	512	511	501	− 2 15
540	Béghin-Say ★	540	544	542	+ 0 37
855	Berger (Mb)	878	849	849	− 3 30
795	Bic ★	799	780	778	− 2 88
1380	B.I.S.	1302	1321	1303	+ 0 08
2810	Bongrain S.A.	2900	2850	2850	− 1 72
1170	Bouygues	1173	1184	1187	+ 1 19
97	B.P. France	95 10	95 10	95 10	....
5290	B.S.N.	5200	5050	5090	− 2 12
2480	Cap Gem. S.★	2408	2408	2400	− 0 33
1400	Carnaud	1415	1400	1400	− 1 06
3380	Carrefour★	3299	3274	3260	− 1 18
177	Casino	166 80	168 80	164 60	− 1 32
136	Casino A.D.P.	133	133 10	136 50	+ 2 63
1380	C.C.M.C.	1305	1300	1300	− 0 38
870	Cetelem	806	829	827	+ 2 61
790	Cerus	825	825	826	+ 0 12
2040	C.F.A.O.	2028	2000	2006	− 1 08
335	C.G.E.	334 50	326	327	− 2 24
1350	C.G.I.P.★	1320	1310	1321	+ 0 08
1180	Chargeurs S.A.	1215	1200	1200	− 1 23
73	Chiers-Châtill.	73 05	73 50	73 50	+ 0 62
1210	Ciments franç.★	1219	1227	1228	+ 0 74
635	Club Méditerr.	634	638	638	+ 0 63
160	Codetel★	159 90	162 80	158	− 1 19
320	Cofimeg	320	316 10	311	− 2 81
2240	Colas	2226	2220	2230	+ 0 18
275	Compt. Entrepr.	272	268	268	− 1 47
760	Compt. Mod.	770	760	760	− 1 30
1230	Créd. Foncier	1230	1200	1202	− 2 28
515	Crédit F. Imm.	519	517	517	− 0 39
126	C.C.F.	127 30	128 20	128 50	+ 0 94

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
780	Créd. Lyon. (CI)	760	760	761	+ 0 13
1170	Crédit Nat. ★	1139	1130	1110	− 2 55
230	Crouzet ★	224 80	228	227	+ 1 07
3000	Damart S.A.	3031	3030	3035	+ 0 13
465	Darty ★	480 20	480 50	480 10	− 0 02
365	Darty (DP)	353	364	362	− 0 28
2180	De Dietrich	2130	2100	2100	− 1 41
300	Dév. R.d.C. (Li)	319	318	318	− 0 31
600	D.M.C.	616	617	613	− 0 49
465	Drouot Assur.	468	466	466	− 0 43
2460	Docks France ★	2415	2400	2385	− 1 24
1130	Dumez ★	1078	1082	1075	− 0 28
1310	Eaux (Gén.)	1275	1255	1263	− 0 94
1410	Ecco ★	1410	1410	1405	− 0 35
1020	Electro-Finan.	1000	990	990	− 1
365	Elf-Aquitaine	355	352	349	− 1 69
300	— (certific.)	294	299	299 50	+ 1 87
970	Epeda-B-Faure	972	978	977	+ 0 51
3870	Essilor	3920	3870	3860	− 1 53
2700	Essilor Int. (DP)	2790	2690	2680	− 3 94
440	Esso S.A.F. ★	423	425	428	+ 1 18
2360	Eurafrance	2298	2312	2375	+ 3 35
1430	Eurocom ★	1400	1400	1400	....
4190	Euromarché	4330	4321	4339	+ 0 21
730	Europe nº 1 ★	738	731	730	− 1 08
1230	Exor ★	1250	1250	1255	+ 0 40
780	Facom	748	750	741	− 0 94
1260	Fichet-bauche	1175	1090	1090	− 7 23
210	Financial★	211 90	212	211 50	− 0 19
155	Fives-Lille	161	169	166	+ 3 11
1290	Fromageries Bel	1299	1335	1332	+ 2 54
1390	Gal. Lafayette★	1400	1375	1360	− 2 86
435	Gascogne	439	439	439	....
2190	Gaz et Eaux	2200	2200	2200	....
565	Géophysique★	561	561	560	− 0 18
2690	Gerland	2660	2660	2660	....
780	GTM-Entrepose	751	750	755	+ 0 53
725	Guyenne-Gas.★	717	728	720	+ 0 42
2820	Hachette ★	2782	2804	2781	− 0 04
765	Hénin (La)	767	770	770	+ 0 39
1510	Hutchinson	1466	1451	1450	− 1 09
188	Imétal	189	192 50	194	+ 2 65
375	Imm. Plaine-M.	385	387	388	+ 0 78
5170	Inst. Mérieux	5050	5140	5100	+ 0 99
520	Interbail★	548	547	540	− 1 46
1470	Intertechnique	1455	1435	1430	− 1 72
820	J. Lefebvre	812	820	807	− 0 62
1640	Lab. Bellon	1600	1599	1600	....
1730	Lafarge-Coppée	1721	1730	1740	+ 1 10
1610	Lebon ★	1505	1500	1515	+ 0 66
3270	Legrand ★	3129	3139	3120	− 0 29
2780	Legrand (DP) ★	2800	2840	2790	− 0 36
810	Leroy-Somer★	810	809	811	+ 0 12
1830	Lesieur	1841	1870	1885	+ 2 39

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
706	Locaball Immob.	707	710	706	− 0 14
695	Locafrance ★	650	640	630	− 3 08
875	Locindus	869	870	860	− 1 04
1170	L. Vuitton S.A ★	1185	1190	1180	− 0 42
500	Luchaire	510	507	509	− 0 20
1430	Lyonn. Eaux ★	1425	1405	1390	− 2 46
77	Mais. Phénix	73 95	76	74 50	+ 0 74
800	Majorette (Ly)	836	841	841	+ 0 60
445	Mar. Wendel★	438	436	430 50	− 1 71
1790	Martell	1796	1766	1766	− 1 67
2200	Matra	2182	2190	2189	+ 0 32
2500	Merlin-Gerin ★	2661	2661	2728	+ 2 52
330	Michelin	326	329 20	329 50	+ 1 07
1360	Midi (Cie)	1363	1374	1353	− 0 72
300	Midland Bk SA★	299 90	297	293	− 2 30
1320	Min. Salsig. (Ma)	1380	1385	1385	+ 0 36
56	M.M. Penarroya	56 20	55 80	55 95	− 0 44
2870	Moët-Hennessy	2898	2840	2845	− 1 83
83	Moulinex	80	81	82 95	+ 3 69
1130	Navig. Mixtes	1105	1075	1080	− 2 26
159	Nord-Est	157	159 10	159 10	+ 1 34
470	Nordon (Ny)	470	470	470	....
675	Nouvelles Gal.	659	655	656	− 0 46
1140	Occident. (Gén.)	1111	1110	1114	+ 0 27
1580	Omn.F.Paris	1560	1560	1560	....
215	Olida-Caby	215	216 50	216 50	+ 0 70
420	Opfi-Paribas	418	420	420	+ 0 48
3910	Oréal (L')	3745	3750	3760	+ 0 40
430	Paribas	430 50	431 50	431 50	+ 0 23
660	Paris-Réesc. ★	624	620	615	− 1 44
1360	Pechelbronn ★	1340	1320	1300	− 2 99
1250	Penhoet	1250	1250	1250	....
970	Pernod-Ricard	946	936	936	− 1 06
1630	Peugeot S.A.	1615	1615	1610	− 0 30
17	Poclain	17 10	17 90	17 80	+ 4 09
2400	Poliet	2365	2370	2370	+ 0 21
700	P.M. Labinal	704	705	704	....
3650	Presses Cité	3680	3698	3698	+ 0 22
1170	Préstabail Sic.	1209	1225	1200	− 0 74
790	Primagaz	787	755	755	− 4 07
735	Printemps★	738	741	742	+ 0 54
2150	Promodès	2150	2198	2156	+ 0 28
480	Prouvost S.A ★	490	488	489	− 0 20
1770	Radiotechn.	1742	1735	1735	− 0 40
98	Raff. Dist. Total	97	96	96 50	− 0 52
3450	Redoute (La) ★	3442	3435	3460	+ 0 52
450	Robur financière	450	448	448	− 0 44
1500	Roussel-Uclaf	1500	1500	1504	+ 0 27
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
5350	R. Impériale (Ly)	5300	5290	5290	− 0 19
215	Sade	220	212	212	− 3 64
1750	Sagem ★	1810	1810	1825	+ 0 83
515	Saint-Gobain	500	499	500	....
1340	St-Louis B.	1340	1380	1390	+ 3 73

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1940	Salomon	1850	1821	1821	− 1 57
1650	Salvepar	1705	1690	1690	− 0 88
780	Sanofi	788	784	795	+ 0 89
755	S.A.T. ★	718	721	722	+ 0 56
1530	Saupiquet (Na)	1514	1491	1491	− 1 52
450	Schneider ★	440	440	440	....
123	S.C.O.A.	128	127 80	127 80	− 0 16
840	S.C.R.E.G.	823	820	821	− 0 24
1030	Seb ★	1000	1000	1007	+ 0 70
430	Sefimeg ★	435	432 10	432 10	− 0 67
1360	S.F.I.M.	1387	1365	1361	− 1 87
66	S.G.E.	65 50	66 65	66 70	+ 1 83
565	Signaux ★	570	574	577	+ 1 23
990	Silic	999	1020	1020	+ 2 10
570	Simco-U.P.H. ★	575	571	577	+ 0 35
380	Simnor (Li)	380	375	375	− 1 32
1270	Skis Rossignol	1274	1280	1290	+ 1 26
685	Siminco	686	690	695	....
420	Société Générale	420	418	418	− 0 48
220	Sodecco	215	210	210	− 2 33
235	Sodero (Na)	235	235	235	....
2790	Sodexho	2735	2740	2740	+ 0 18
140	Sogenal (Ny)	140	....	....	....
430	Sogerap	421	421	424	+ 0 71
3050	Somm-Allib. ★	2984	2984	2990	− 0 13
870	Source Perrier	879	865	865	− 1 59
1100	Sovac ★	1079	1088	1070	− 0 83
550	Spie-Batignol.	557	555	559	+ 0 36
620	Strafor ★	633	639	644	+ 1 74
360	Synthelabo ★	342 20	345	340	− 0 64
660	Talcs Luzenac	669	669	669	....
3670	Tél. Elect.	3820	3800	3800	− 0 52
1320	Thomson-C.S.F.	1300	1280	1286	− 1 07
425	Total (CFP)★	412	409	408	− 0 97
98	— (certific.)	95	95 20	94 70	− 0 32
1950	T.R.T. ★	2000	2000	2000	....
550	U.F.B.	520	500	504	− 3 08
1220	U.I.C. ★	1235	1221	1222	− 1 05
585	U.I.F. ★	589	589	582	− 1 19
845	U.I.S.	866	872	872	+ 0 69
290	U.C.B. ★	268	268	262	− 2 24
685	Unibail	706	708	705	− 0 14
680	Valéo	684	684	684	....
68	Vallourec	68 70	68	69	+ 3 45
460	Via Banque	455	460	458	+ 0 66
850	Elf-Gabon	965	950	951	− 1 45
159	Amax Inc.	170	174	173 80	+ 2 24
216	Amer. Express	220	225 50	225	+ 2 27
193	Amer. Teleph.	205	207 90	207 70	+ 1 32
162	Anglo Amer. C.	161 30	162 80	162 80	+ 0 83
755	Amgold	747	740	740	− 0 94
1110	BASF (Akt)	1135	1128	1131	− 0 35
1190	Bayer	1181	1175	1178	− 0 42

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
132	Buffelsfont.	137	135	135	− 1 46
225	Chase Manh.	227	228 50	228 50	+ 0 66
85	De Beers	98 20	97 30	98	− 0 20
2280	Deutsche Bank	2288	2275	2277	− 0 48
1180	Dresdner Bank	1183	1181	1181	− 0 17
166	Driefontein Cst	168 50	166	166 20	− 1 38
680	Du Pont-Nem.	711	727	727	+ 2 25
600	Eastman Kodak	615	625	625	+ 1 63
83	East Rand	84 50	84 40	84 60	+ 0 12
310	Electrolux	315	314 60	315 10	+ 0 03
225	Ericsson	226 80	226 10	226 10	− 0 31
560	Exxon Corp.	585	591	591	+ 1 03
615	Ford Motors	606	589	589	− 2 81
103	Freegold	103 50	104 20	104	+ 0 48
137	Gencor	138 10	141	141	+ 2 10
380	Gén. Electr.	375	380	379 50	+ 1 20
580	Gén. Belgique	582	578	578	− 0 69
510	Gen. Motors	516	513	513	− 0 58
140	Goldfields	145 30	147	146 90	+ 1 10
57	GdMetropolitain	56 30	57 35	57 35	+ 1 87
98	Harmony	102 50	102 50	102 50	....
57	Hitachi	60 60	65 25	65 25	+ 7 67
1060	Hoechst Akt.	1050	1063	1063	+ 1 24
158	Imp. Chemical	158 60	160 10	160 10	+ 0 95
915	IBM	948	948	946	− 0 21
365	ITT	372 50	375 50	375 50	+ 0 81
160	Ito-Yokado	160	165	165 20	+ 3 25
106	Matsushita	109	118 10	118 10	+ 8 35
1210	Merck	1233	1219	1219	− 1 14
465	Minnesota M.	485 50	495	495	+ 1 96
285	Mobil Corp.	298	298	298	....
280	Morgan J.P.	289	288	289	....
44800	Nestlé	44700	43600	43600	− 2 46
235	Norsk Hydro	233 10	230	230	− 1 33
250	Ofsi	258	255	253	− 1 94
2070	Petrofina	2075	2108	2108	+ 1 59
670	Philip Morris	706	717	716	+ 1 42
150	Philips	151 50	151 30	151 30	− 0 13
126	Placer Dome	126 50	127 80	127	+ 0 40
520	Quilmès	522	520	520	− 0 38
790	Randfontein	812	807	807	− 0 62
765	Royal Dutch	781	781	791	+ 1 28
134	Rio Tinto Zinc	136 80	138 10	138 10	+ 0 95
116	St Helena Co	116	114 20	115	− 0 86
275	Schlumberger	283 10	285	285	+ 0 67
131	Shell transp.	132	137 30	137 50	+ 4 17
2160	Siemens A.G.	2205	2165	2162	− 1 95
210	Sony	207 20	216	215 80	+ 4 15
210	T.D.K.	218	224 50	224 90	+ 3 17
31	Toshiba Corp.	33	34 05	34 05	+ 3 18
405	Unilever	411	414	414	+ 0 73
325	Unit. Techn.	343	345	344 50	+ 0 44
825	Vaal Reefs	847	846	847	....
385	Volvo	385	382	382	− 0 78
390	West Deep	392	390 50	391 10	− 0 23
480	Xerox Corp.	495	492	492	− 0 61
2 51	Zambia Corp.	2 60	2 65	2 65	+ 1 92

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	9100	..
Emp. 8,80 % 77	125 08	3 102
9,80 % 78/93	100 20	2 115
10,80 % 79/94	102 10	0 738
13,25 % 80/90	105 30	4 272
13,80 % 80/87	100 25	13 157
13,80 % 81/88	106 89	9 717
16,20 % 82/90	113 48	11 495
16 % juin 82	115 20	4 896
14,60 % fév. 83	113 30	8 800
13,40 % déc. 83	112 45	10 353
12,20 % oct. 84	107 40	11 898
11 % fév. 85	104 20	8 630
10,26 % mars 86	98 60	5 635
ORT 12,75 % 83	1773	..
OAT 10 % 2000	95 65	3 415
OAT 9,50 % 1997	101 05	7 866
OAT 9,80 % 1996	96 50	6 488
Ch. France 3 %	151 10	..
CNB Bques janv. 82	102 05	2 150
CNB Paribas	102 10	2 150
CNB Suez	102 20	2 150
CNI janv. 82	102 05	2 150
PTT 11,20% 85	101 60	8 506
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 86	104	3 337
CNT 9% 86	89 30	3 873
CRH 10,90% déc. 85	98 30	7 337
Métrologie I. 6% 6/7	71	7 080

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	1130	....
Agache (Sté. Fin.)	2830	2813
A.G.F. (St Cent.)	860	850
Applic. Hydraul.	800	800
Arbel	397	399
Astorg	375	375
Avenir Publicité	690	653 o
Ban C. Monaco	350	340
Banque Hypoth. Eur.	447	445
Béghin-Say (C.I.)	380	377
B.G.I.	626	620
Biscuit (Géné.)	....	....
Blanzy-Ouest	710	705
B.N.P. Intercontin.	293 30	296
Bénédictine	5920	....
Bon-Marché	1100	1100
B.T.P.	143	141 10
Calf	730	794
Cambodge	789	789
C.A.M.E.	411	411
Campenon Bern.	378	395
Carbone-Lorraine	740	740
C.E.G.Frig.	690	680
Centen. Blanzy	2531	....
Centrest (Ny)	225	....
Cerabati	115	123 20 d
Chambourcy (M.)	959	959
Champex (Ny)	153	....
C.I.C. (Financ. de)	307	305
C.I. Maritime	665	666
Cimen-Sintra	540	460 o
Citram (B)	550	....
Clause	584	584
Cofradel (Ly)	1917	1917
Cogifi	400 10	395
Comiphos	611	611
Cie Industrielle	3751	3741
Comp. Lyon-Alem.	640	680
Concorde (La)	920	920
C.M.P.	35 50	38 d
Créd. Gén. Ind.	850	850
Cr. Universel (Cie)	715	714
Créditel	140 10	141
Darblay S.A.	534	530
Delalande S.A.	1290	1342
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1481	1480
Didot-Bottin	890	890
Eaux Bass. Vichy	1341	1321
Eaux Vittel	2735	....
Economats Centre	589	592 d
Electro-Banque	369	368
Eli-Antargaz	686	....
E.L.M. Leblanc	915	916
Emalli-Bretagne	283	280
Entrepôts Paris	610	606
Epargne (B)	3150	3250
Europ. Accumul.	72	75
Eternit	2620	2845
Finalens	250	248
FIPP	416	416
Focep	890	885
Foncière (Cie)	562	560
Fonc. Lyonnaise	5080	5080
Foncina	498	488
Forinter	1120	....
Fougerolle	375	371
France I.A.R.D.	351	350
France (La)	7400	7250
From. Paul Renard	501	500
GAN	1306	1285
Gaumont	515	535
Gévelot	806	....
Gr. Fin. Constr.	450	450
Gds Moul. Paris	365	355
Groupe Victoire	3580	3540
G. Transp. Ind.	600	600
H.E.F.	136	135
Immindo S.A.	450	440
Imminvest	306	305
Immobail	385	395
Immobanque	704	699
Immob. Marseille	9510	9700
Immofice	515	516
Invest. (Sté Cent.)	3515	3515
Jaeger	247	246
Lafitte-Bail	445	463 d
Lambert Frères	285	270
Lille-Bonnières	1201	1221
Loca-Expansion	267	268
Locafinancière	366	355
Locatel	721	....
Louvre (Sté)	1595	1639
Lucia	....	....
Machines Bull	45 10	46 90
Magasins Uniprix	249	237
Magnant S.A.	120	....
Maritime Part.	347	342 50
Métal Déployé	420	418
Mors	149	....
Navig. (Nat. de)	83 80	83 50
OPB Paribas	310 20	305 10
Optorg	225	225
Oréal (L') C.I.	2450	2390
Origny-Desvroise	1153	....
Palais Nouveauté	650	654
Paribas-CIP	425	428
Paris France	297	300
Paris-Orléans	344	345
Parenhes	800	820
Patern. Risq. Div.	1380	....
Pathé-Cinéma	781	775 c
Pechiney (cert. inv.)	339	345
Piles Wonder	1180	1200
Piper-Heidsieck	850	845
P.L.M.	170	162
Porcher	650	660
Promodès	1366	....
Providence S.A.	1768	1750
Publicis	3050	3050
Raff. Souf. R.	140	140
Rhône-Poul. (c. inv.)	451	455
Ricqlès-Zan	300	285
Rochefortaise S.A.	560	583 d
Rochette-Cenpa	69	65
Rosario (Fin.)	1200	1200
Roudière	210	239 20 d
Rougier et Fils	92 30	90
Sacer	555	530
SAFAA	375	378
Safic-Alcan	925	925
SAFT	1920	1910
Saga	300	290
St-Gobain C.I.	465	465
Salins du Midi	519	519
Sanofi	....	....
Santa-Fé	158	150
Satam	150	129 60 *
Saulnes	83 90	84 10
Savoisienne (M)	250	250
SCAC	700	....
Senelle Maubeuge	589	586 o
S.E.P. (M)	203	210
Serv. Equip. Véh.	109	108
Sofi	261	254
Sicotel	305	305
Simvin	252	254 50
Siph (Plant. Hévéas)	378	394
Sté Générale-CIP	406	408
Sofal financière	1989	1980
Soffo	440	440
Soficomi	781	....
S.O.F.I.P. (M)	160 70	170
Sofragi	1210	1165
Soudure Autog.	510	516
Souabail	696	695
S.P.I.	722	700
Suez (Fin. de)-CIP	1620	....
Serrai	960	976
Taittinger	1892	1895
Testut-Aequitas	601	589
Tour Eiffel	565	543 o
Ufiner S.M.D.	726	726
U.A.P.	3410	3425
U.T.A.	1400	1410
Veuve Clicquot	3880	3900
Vicat	1569	1550
Viniprix	2140	2190
Virax	175	175 50
Waterman S.A.	694	698
Brass. du Maroc	133 90	139 20 d

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1050	....
Akzo	490	505
Alcan Alum	215	219
Algemeine Bank	138 50	142
American Brands	350 50	360 80
Am. Petrofina	424	424
Arbed	288	....
Asturienne Mines	194	....
Bco Pop Espanol	490	490
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	3210	3530 d
B. Régl. Internat.	60000	59000
Br. Lambert	653	650
Canadian-Pacific	127 10	129
CIR	30	....
Commerzbank	960	965
Dart. and Kraft	332 20	343 90
De Beers (port.)	90	....
Dow Chemical	628	637
Gén. Belgique	582	578
Gevaert	1255	1258
Glaxo	168	161 50
Goodyear	430	....
Grace and Co	412	405 50
Gulf Canada Corp.	132 50	....
Honeywell Inc.	486 50	496
I. C. Industries	204	....
Johannesburg	1539	....
Kubota	25 50	26
Latonia	272	272
Midland Bank Plc	54 60	56 10
Mineral-Ressourc.	90	....
Nixdorf	2780	2701
Noranda	180	....
Olivetti	36 20	36 50
Pakhoed Holding	248	250
Pfizer Inc.	420	430
Procter Gamble	586	586
Ricoh Cy Ltd	59	55
Rolinco	317	320
Robeco	330	333 60
Rodamco	436	436
Saipem	18 10	18 30
Shell fr. (port.)	130	....
S.K.F. Aktiebolag	345	381
Steel Cy of Can.	117	115
Tenneco	335	....
Thorn EMI	71 10	71 70
Toray indust. Inc	37	38 60
Vieille Montagne	981	900
Wagons-Lits	881	887
West Rand	30 50	32

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Calciphos	320	319
C.E.M.	....	....
Cochery	162 30	....
Cogenhor	138 50	149 60
C. Occid. Forestière	180	....
Coporex	425	425
Dubois Inv. (Casto.)	1020	1020
Gechst	205	202
Hydro-Energie	320	....
Hoogovens	250	....
Metroservice	65 10	65
Nicolas	1000	995
Patemelle-R.D.	3400	....
Révillon	285	....
Rorento N.V.	151 20	151 20
S.P.R.	550	606 o
Ufinex	380	.
Union Brasseries	117 70	.

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/9	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 072	6 083	5 830	6 380
ECU	6 922	6 922	....	....
Allemagne (100 DM)	333 490	333 410	323	341
Belgique (100 F)	16 067	16 066	15 500	16 400
Pays-Bas (100 fl.)	296 320	296 220	287	305
Danemark (100 krd)	86 670	86 780	83	90
Norvège (100 k)	91 060	91 250	87	94
Grande-Bretagne (£ 1)	9 946	9 969	9 850	10 350
Grèce (100 drachmes)	4 358	4 360	3 900	4 800
Italie (1 000 lires)	4 621	4 621	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	402	401 770	389 500	409 500
Suède (100 krs)	94 990	95 040	92	98
Autriche (100 sch)	47 378	47 365	45 800	48 700
Espagne (100 pes.)	4 995	5 001	4 700	5 200
Portugal (100 esc.)	4 227	4 231	3 700	4 600
Canada ($ can 1)	4 822	4 835	4 450	4 850
Japon (100 yens)	4 221	4 220	4 070	4 270

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/9
Or fin (kilo en barre)	90000	90200
Or fin (en lingot)	90000	90750
Pièce française (20 fr)	521	522
Pièce française (10 fr)	352	.....
Pièce suisse (20 fr)	586	581
Pièce latine (20 fr)	512	522
Souverain	646	654
Pièce de 20 dollars	3020	2890
Pièce de 10 dollars	1550	1515
Pièce de 5 dollars	950	.....
Pièce de 50 pesos	3315	3355
Pièce de 10 florins	536	535
Or Londres	....	.....
Or Zurich	....	....
Or Hongkong	.....	....
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 25/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	835 92	815 63
Action	200 96	200 96
Actions France	483 14	475 32
Action Invest.	394 59	376 70
Actions sélectives	630 74	607 94
Aedificandi	642 12	618 91
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1302 20	1270 44
A.G.F. 5000	630 64	615 26
A.G.F. ECU	1070 46	1059 86
A.G.F. Interfonds	452 56	441 52
A.G.F. Invest	108 64	105 89
A.G.F. OBLIG.	1083 58	1078 19
A.G.F. Sécurité	10256 28	10256 28
Agfimo	673 32	656 90
Altefi	211 02	203 39
A.L.T.O.	184 03	177 38
Ameri-Gan	5968 56	5888 36
America-Valor	791 92	756 01
Amplitude	572 78	556 10
Arbitrages court terme	5495 76	5494 77 ♦
Argonautes	433 99	420 33
Associ Première	24809 57	24809 57
Associc	1162 40	1162 40
Auracic	1423 39	1381 93
Axa Europe	116 69	111 40
Axa Investissements	127 02	121 26
Bourse-Investiss.	477 68	456 02
Bred Associations	2861 05	2853 09
Bred International	101 25	99 26
Capital Plus	1663 35	1663 35
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Conservimmo	402 69	387 20
Cortal court terme	1263 30	1263 30
Cortal Intérêt trim.	1050 01	1029 93
Cortexa	973 84	929 49
Credinter	519 20	504 08
Croissance France	288 02	275 62
Croissance Immobilière	876 34	845 67
Croissance Mercure	2591 57	2516 09
Croissance Prestige	395 56	377 62
Drouot-France	718 63	686 04
Drouot-Investiss.	1198 02	1143 69
Drouot-Sécurité	259 77	247 99
Drouot-Sélection	135 88	129 72
Ecufic	1174 62	1157 26
Ecureuil Privatisations	310 95	301 89
Elicoop Sicav	11257 68	11257 68
Elf-Valeurs	9555 27	9322 21
Energia	288 04	274 98
Eparcic	2796 35	2790 76
Eparcourt Sicav	4086 93	4056 79
Epargne Associations	24365 37	24328 88
Epargne-Capital	7810 97	7733 63
Epargne-Croiss.	1685 21	1640 11
Epargne-Industr.	812 79	775 93
Epargne-Inter	725 80	708 37
Epargne-J	53266 91	53266 91
Epargne-Long-Terme	1757 42	1710 38
Epargne-Oblig.	185 73	180 76
Epargne-Quatre	1008 12	1008 12
Epargne-Unie	1357 08	1295 54
Epargne-Valeur	440 91	429 11
Eparoblig	1280 34	1257 82 ♦
Epsilon	1014 22	1004 18
Eurocic	9790 90	9646 21
Euro-Croissance	597 65	580 24
Eurodyn	1154 07	1116 12
Euro-Gan	5195 96	4960 34
Extrême Orient Sicav	598 64	589 75
Finord Placement	60339 66	60159 18
Finord Valorisation	13308 15	13047 21
Fonsicav (div. par 10)	10822 20	10822 20
Foncival	274 40	261 96
France-Gan	6379 37	6090 09
France-Garantie	274 65	274
France-Investiss.	509 37	486 27
France-Net	119 79	118 60
France-Obligations	432 41	428 13
Francic	419 52	407 30
Francic Pierre	99 79	96 88
Francic Régions	1136 67	1103 56
Fructi-Associations	1340 49	1340 49
Fructicapi	305 06	300 56
Fructicourt	105818 40	105818 40
Fructidor	247 39	243 73
Fructifrance	849 41	828 69
Fructimmo	251 17	251 17
Fructivalor	581 94	546 23
Fructiver	82309 37	82104 11
Fructi ECU	569 92	561 50
Fructi-Première	11011 84	10849 10
Futuroblig	1018 24	1017 22
Gestilion	58953 95	58811 92
Gestion Amérique	375 73	358 69
Gest. France Europe	105 44	100 66
Gestion Orient	195 96	187 07
Gestion Sécuricourt	10830 65	10525 40
Gestion Sicavimmo	758 83	724 42
Gestion Uni-Japon	1535 06	1465 45
Gestion Associations	162 02	158 45
Gestion Mobilière	777 83	742 37 ♦
Gest. Rendement	469 19	447 91
Gest. Sél. France	760 38	725 88
Haussmann Associat.	1176 13	1176 13
Haussmann court terme	1201 08	1201 08
Haussmann Epargne	1355 11	1355 11
Haussmann Europe	2404 04	2317 16
Haussmann France	1076 49	1037 58
Haussmann Oblicroiss.	1272 40	1272 40
Haussmann Obligation	1480 53	1427 02
Horizon	1179 88	1145 51
I.M.S.I.	606 52	579 02
Indo-Suez Valeurs	784 40	748 63
Interoblig.	11770 14	11317 44
Interselect France	484 09	462 14
Intervaleurs Indust.	698 33	666 66
Invest. net	14301 32	14272 77 ♦
Invest. Obligataire	17704 38	17669 04 ♦
Japacic	186 89	181 45
Jeune épargne	241 14	237 58
Laffitte-Amérique	284 94	272 02
Laffitte-crt-terme	59420 01	59420 01
Laffitte-Expansion	894 69	854 12
Laffitte-France	347 67	331 90
Laffitte-Immobilier	256 83	245 18
Laffitte-Japon	369 82	343 50
Laffitte-Oblig.	144 72	138 16
Laffitte-Placements	64004 62	64004 62
Laffitte-Rend.	216 44	208 63
Laffitte-Tokyo	1363 61	1301 78
Lion-Associations	11327 60	11327 60
Lion court terme	115004 14	115004 14
Lion-Institutionnels	22760 42	22703 66
Lionplus	69742 44	69051 92
Livret portefeuille	699 33	668 25
Méditerranée	191 69	183
Mixinex	25895 26	25895 26
Mondiale Investissem.	498 93	466 76
Monecic	5533 39	5533 39
Monedex	51292 91	51292 91
Mone.J	54895 59	54895 59 ♦
Monelaffitte	268709 63	268709 63
Monevalor	62651 12	62651 12
Multi-Obligations	424 34	405 10
Mutuelle Unie Sél.	165 18	157 69
Natio-Assoc.	6636 27	6523 22
Natio-Epargne	13456 41	13323 18
Natio-Immobilier	1027 01	998 52
Natio-Inter.	1143 26	1112 66
Natio-Obligations	536 64	522 28
Natio-Patrimoine	1525 87	1485 03
Natio-Placements	64377 07	64377 07
Natio-Revenu	1010 32	1000 32
Natio-Sécurité	54039 79	54039 79
Natio-Valeurs	745 71	725 76
Nippon-Gan	5539 16	5287 98
Nord-Sud Développ.	1189 56	1187 19 ♦
Nomest IF	13469 21	13205 11
Oblicic Régions	1016 82	1001 78
Oblicoop-Sicav	1360 07	1333 40
Obligations Convert.	455 03	434 40
Oblilion	1074 25	1053 61
Optimavalor	686 68	658 29
Paramérique	601 28	574 01
Pareurope	880 65	850 26
Paribas Croissance	678 23	648 66
Paribas Epargne	16533 16	16502 16
Paribas France	111 04	107 81
Paribas Opportunités	119 81	116 32
Paribas Patrimoine	567 85	544 70
Paribas Revenu	93 55	92 62
Parnasse-Valor	1066 56	1085 47
Patrimoine-Retraite	1627 88	1595 96
Phenix Placements	247 20	245 97
Pierre Investiss.	763 63	729
Placement A	1081 89	1081 89
Placement crt-terme	70977 48	70977 48
Placement J	65379 53	65379 53
Placement Premier	52576 39	52576 39
Placements Rendement	11587 12	11587 12 ♦
Placements Sécurité	105360 02	105360 02 ♦
Planinter	1060 31	1034 45
Première Obligations	10532 90	10511 88
Prév'Association	21679 28	21679 28
Province Investiss.	568 79	543
Quartz	116 80	113 92
Rentacic	162 92	160 51
Revenus Trimestriels	5459 57	5405 51
Revenu Vert	1123 73	1122 61
Rivoli Plus	1069 82	1021 31
St-Honoré Assoc.	14071 80	14001 79
St-Honoré Bio-aliment.	880 36	840 44
St-Honoré Pacifique	610 59	582 89
St-Honoré P.M.E.	493 25	470 88
St-Honoré Real	11401 89	11356 46
St-Honoré Rendement	11351 59	11295 11
St-Honoré Services	530 66	510 25
St-Honoré Technol.	821 32	784 08
St-Honoré Valor	12156 17	12059 69
Sécuricic	10997 14	10986 15
Sécur. Mobilière	400 79	382 62
Sécuri Taux	10546 51	10546 51
Sélection Croissance	565 25	548 79
Sicadon (Chaslon BP)	735 14	724 28
Sicav-Associations	1408 45	1406 34
S.F.I. fr. et étr.	673 12	663 51
Sicav 5000	368 37	358 51
S.I. Est	1426 80	1364 01
Silvafrance	598 70	582 68
Sivam	453 73	441 59
Silvarente	208 16	206 10
Silvinter	457 91	445 65
S.N.I.	1352 81	1313 21
Sogepargne	390 72	386 96
Sogeprimière	62949 33	61115 85
Sogerac	49473 71	49032 73
Sogevalor	77768 22	76921 24
Sogevar	1173 43	1120 22
Sogister	1404 52	1340 83
Soleil Investiss.	505 91	482 97
Stratégie Actions	1048 16	1007 85
Stratégie Rendem.	1041 92	1009 12
Technocic	1184 69	1150 38
Techno-Gan	6535 04	6238 70
Tellon	5060 79	5030 49
U.A.P. Investiss.	439 49	423 60
Uni-Associations	111 93	111 93 ♦
Unifrance	503 25	480 43
Unifoncier	1294 22	1225 53
Uni-Garantie	1276 64	1250 60
Unigestion	965 38	921 60
Uni-Régions	3227 79	3081 42
Unirente	2097 34	2028 38
Univer	180 70	180 70 ♦
Univers-Actions	1079 08	1043 60
Univers-Obligations	1531 05	1490 71
Valorem	582 93	549 20
Valoblig	59928 79	59835 44
Valorg	1527 08	1535 53
Valrel	80189 23	80159 15

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ♦ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

Accusé de « corruption »

Un ancien proche de l'ayatollah Montazeri est exécuté en Iran

Mehdi Hachemi, ancien chef du bureau iranien d'aide aux mouvements de libération et proche collaborateur de l'ayatollah Montazeri, le successeur désigné de l'imam Khomeiny, a été exécuté lundi matin 28 septembre notamment pour avoir répandu *« la corruption sur terre »*. La peine capitale contre Mehdi Hachemi avait été prononcée par le tribunal religieux devant lequel il avait été traduit en août dernier.

Personnage fort controversé, Mehdi Hachemi – qui était le frère du gendre de l'ayatollah Montazeri, en même temps que son disciple parfois encombrant – avait fait parler de lui pour la première fois en octobre 1986, lorsque ses partisans avaient enlevé et passé à tabac M. Ayat Mahmoud, le chargé d'affaires syrien à Téhéran, accusé par ses ravisseurs d'être intervenu dans les problèmes de la succession et d'avoir comploté contre l'ayatollah Montazeri.

L'hodjatoleslam Raychahri, le ministre des renseignements, avait ordonné l'arrestation de Mehdi Hachemi, et des tonnes de documents compromettants, dont des centaines de faux papiers et titres de voyage, avaient été saisies.

L'ayatollah Montazeri s'était senti visé par cette arrestation et avait offert sa démission de successeur de l'imam à l'ayatollah Khomeiny, qui l'avait refusée. Le « guide de la révolution » avait par la suite autorisé son ministre des renseignements à poursuivre les proches de son propre dauphin, accusés de *« meurtres commis avant et après la révolution, d'enlèvements, de détention illégale d'armes et de documents d'Etat, de fabrication de faux papiers, d'opérations clandestines et de tentatives de semer la division dans le pays »*.

Mehdi Hachemi, en particulier, avait été sous le régime du chah condamné à la prison à perpétuité pour avoir étranglé de ses propres mains, en 1973, un religieux d'Ispahan, l'ayatollah Chamsabadi, qui était à l'époque le principal adversaire de l'ayatollah Montazeri.

L'arrestation de Mehdi Hachemi et de son frère Hadi, le gendre de l'ayatollah Montazeri, donnait le signal d'une véritable chasse aux sorcières parmi les proches de ce dernier. L'ayatollah s'était dissocié de son disciple qui, à son tour, s'était *« confessé »* à la télévision, affirmant avoir trahi la confiance de l'ayatollah Montazeri.

Les adversaires religieux et politiques du dauphin de l'imam à Qom n'avaient cependant pas désarmé dans leur objectif qui était d'isoler politiquement le successeur désigné. Amoindri moralement et politiquement, l'ayatollah Montazeri avait cependant tout fait pour empêcher l'exécution de celui qui avait été le chef de file de la tendance radicale dont il est le champion.

En août dernier, il avait notamment, après le début du procès de Mehdi Hachemi, plaidé pour une amnistie à l'égard de ceux qui ont reconnu leurs erreurs.

Cette vibrante plaidoirie n'a pas été entendue par les adversaires de l'ayatollah Montazeri et en particulier le tout-puissant Hachemi Rafsandjani qui, semble-t-il, n'a pas craint, alors que la République islamique est assiégée, de réprimer ses propres radicaux.

JEAN GUEYRAS.

Prochain remaniement du gouvernement Chirac

Un remaniement technique du gouvernement de M. Chirac pourrait intervenir très prochainement.

M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, serait nommé ministre délégué auprès de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, pour pourvoir au poste laissé vacant par le départ en juin dernier de M. Philippe de Villiers, qui avait le titre de secrétaire d'Etat. M. Camille Cabana, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la réforme administrative, sera également chargé des rapatriés.

Sur le vif

C'est pas normal

Il en prend à son aise, le petit père Gorby, vous ne trouvez pas ? Ça fait plus de sept semaines que pfuit... Disparu, envolé, volatilisé. En pleine transparence. Paraît que, d'habitude, quand il part en voyage ou en vacances, c'est marqué dans les journaux. Là, rien, pas un mot. Il s'est taillé à l'anglaise. Sur la pointe des pieds en espérant qu'il pourrait tirer au flanc sans que ça se voie. Et puis, bon, au bout de bientôt deux mois, ces vieilles pipelettes de diplomates se sont mises à jaser : Tiens, mais il y a un moment qu'on l'a pas vu, Gorby, où c'est qu'il est passé ?

Moi, la rumeur, je la laisserais volontiers courir. Simplement, je trouve que c'est pas poli. Prenez ce pauvre Jospin. Fallait le voir faire le pied de grue la semaine dernière devant le Kremlin. On l'appelait toutes les deux heures en duplex sur Europe 1 : Alors ce rancard, vous allez l'avoir ou pas ? Peut-être bien que oui, peut-être bien que non. Ils l'ont laissé maronner toute la journée et ils ont fini par lui balancer : Désolés ! Il se repose Gorby.

C'est pas poli et c'est pas juste. C'est encore un exemple du sexisme ambiant. Dans la même position, une nana ne peut pas se permettre le tiers du quart de ce que s'autorise un mec. Prenez Maggie. Jamais elle n'aurait osé se mettre au vert depuis le 6 août sans laisser d'adresse. Vous imaginez la tête des British : Non, mais qu'est-ce qu'elle se croit ? On la paye à faire quoi ? Même quand elle a des petits ennuis de santé, mal aux dents, mal au doigt, et qu'elle va à l'hosto, il y a une meute de photographes accrochés à ses talons. Elle s'en dépêtre difficilement à l'entrée et elle les retrouve immanquablement à la sortie. Son panaris s'étale dans toute la presse.

Et il ferait beau voir qu'elle arrête de bosser sous prétexte que son mari a été opéré de l'appendicite. On raconte que c'est ce qui est arrivé à Raïssa. Gorby, il est resté à lui tenir la main. Normal. Ça part d'un bon sentiment. Moi, j'approuve à mille pour cent. Je regrette seulement que dans le monde capitaliste, un monde de concurrence sauvage, une femme d'Etat ne puisse pas jouer les infirmières sans risquer de perdre sa place.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Gorbatchev de retour mardi au Kremlin

Moscou *(AFP)*. – Le secrétaire général du Parti communiste soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, recevra au Kremlin, mardi 29 septembre en fin de matinée, une délégation de personnalités françaises, a indiqué lundi à l'AFP une source officielle soviétique.

Le chef du Kremlin devrait ainsi reprendre ses activités publiques après cinquante-trois jours d'absence, relève-t-on à Moscou. Il n'a toutefois pas été possible de déterminer si le numéro un soviétique était déjà de retour lundi dans la capitale. Officiellement, M. Gorbatchev poursuivait ces jours derniers des vacances dans le sud du pays et est « en excellente santé ».

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, devrait faire partie de la délégation française. Il était attendu lundi soir dans la capitale soviétique.

Les relations entre la France et l'Australie

MM. Raimond et Hayden se sont rencontrés à New-York

New-York (Nations unies) *(AFP)*. – Les ministres français et australien des affaires étrangères, MM. Jean-Bernard Raimond et Bill Hayden, se sont rencontrés, le samedi 26 septembre à New-York, pour des retrouvailles qui marquent la fin de la brouille diplomatique entre Paris et Canberra à propos de la Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement français avait décidé, en janvier dernier, de suspendre les rencontres ministérielles de haut niveau entre les deux pays, en réaction à l'attitude jugée inamicale de l'Australie lors du dernier débat aux Nations unies sur la Nouvelle-Calédonie. Le référendum qui vient d'avoir lieu sur le territoire ayant clairement justifié la politique française aux yeux de Paris, on estime normal, du côté français, que les deux ministres reprennent leurs rencontres.

Le ministre français a dit à son homologue australien que Paris espérait que les pays amis de la France adopteront au moins une attitude modérée, a indiqué le porte-parole de M. Raimond. Il dépend de l'Australie que les deux pays reprennent un dialogue serein, sans ingérences dans les affaires intérieures de l'un ou de l'autre, a précisé M. Raimond, selon son porte-parole. M. Hayden a donné des assurances dans ce sens, ajoute-t-on de même source.

ELF Aquitaine et Honda Motors renforcent leur collaboration dans les sports mécaniques

ELF Aquitaine et Honda Motors ont conclu, lundi 28 septembre à Paris, d'importants accords commerciaux dans les domaines de la moto et de la formule 1 automobile. Les négociations menées depuis plusieurs mois ont abouti au rachat par les Japonais de treize des vingt brevets déposés pour la moto ELF 4. Cette machine, conçue en 1977 par l'ingénieur André de Cortanze, a fait l'objet d'un grand nombre d'innovations technologiques souvent qualifiées de « révolutionnaires » *(le Monde* du 1er août).

Au lieu d'être fixé à une poutre, le moteur (Honda 500 cm3) participe à la rigidité du châssis et porte des éléments de suspension originaux à l'avant et à l'arrière. Le train avant, baptisé VGC (variation géométrique contrôlée), est un compromis entre la fourche classique et un double bras conçu à l'origine de la moto. La suspension arrière est constitué d'un monobras traversé par la chaîne.

Ces innovations confèrent à la ELF 4 une « assiette » plus constante à l'accélération et au freinage. La moto, qui a fait ses débuts en championnat du monde de vitesse en Tchécoslovaquie (23 août), a marqué ses premiers points au Grand Prix du Portugal (13 septembre).

Pour la formule 1, ELF Aquitaine et Honda resteront associés au sein de l'écurie Lotus. Toutefois il n'est pas exclu qu'un deuxième accord intervienne avec l'écurie McLaren, qui échangera la saison prochaine son moteur TAG-Porsche pour le turbo Honda. ELF renouerait alors avec Alain Prost que le pétrolier français avait soutenu à ses débuts.

G. A.

A Harare

La conférence anti-apartheid dénonce les traitements infligés aux enfants en Afrique du Sud

Harare *(Reuter)*. – La conférence internationale anti-apartheid de Harare s'est terminée samedi 26 septembre sur un appel à des sanctions contre le gouvernement sud-africain, accusé de brutaliser systématiquement les enfants.

« Le choix délibéré et systématique des enfants comme cibles des agents armés du régime d'apartheid place l'Afrique du Sud en dehors du monde civilisé », précise la déclaration finale des délégués.

Des enfants ont témoigné sur les conditions de détention en Afrique du Sud. Ils ont raconté comment ils avaient été détenus sans procès et frappés.

« Des écoles entières ont été détenues, y compris les enfants de moins de dix ans. La déclaration de l'état d'urgence en juin 1986 a été suivie par la détention d'environ 30000 personnes, dont au moins un tiers étaient des enfants », a ajouté le pasteur Beyers Naude, ancien secrétaire général du Conseil des Eglises sud-africain. M. Oliver Tambo, président de l'ANC, a conclu en s'engageant à intensifier la lutte armée contre l'apartheid.

● **Douze morts au cours d'un affrontement dans le Natal.** – Douze personnes ont été tuées et huit autres grièvement blessées vendredi 25 septembre dans une cité noire proche de Pietermaritzburg, dans la province du Natal, a indiqué samedi la police sud-africaine. L'incident s'est produit dans une région où la tension entre milices noires de droite et extrémistes de gauche s'est considérablement aggravée dans les dernières semaines. La police précise qu'un groupe de Noirs a mis le feu à une maison où s'était réuni un autre groupe. – *(Reuter.)*

● **PÉROU : des avocats arrêtés.** – Plusieurs avocats ont été appréhendés le dimanche 27 septembre à Lima au cours d'une réunion de l'association des avocats démocratiques dont les membres défendent les personnes accusées de subversion. M. Manuel Febres, président de l'association et Mme Marha Huatay connue pour ses interventions dans les procès de terrorisme, figurent parmi les détenus.

Les prix en août : + 0,2 %

Les prix en France ont augmenté en août de 0,2 %, a confirmé l'INSEE lundi 28 septembre. Cela porte à + 2,6 % l'augmentation depuis le début de l'année, et à 3,5 % sur les douze derniers mois.

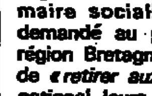
Prêtre et cinéaste

Jean-Marie Poitevin est mort

Jean-Marie Poitevin, pionnier du cinéma québécois, est mort, la semaine dernière, à l'âge de quatre-vingts ans.

En 1942, ce prêtre catholique réalisait le premier long métrage de l'histoire du Québec, *A la croisée des chemins*, sur un scénario de René Lévesque, le futur premier ministre de la Belle Province. Il avait débuté en tournant des documentaires en Chine, où il fut missionnaire de 1933 à 1939. Son second film de fiction, *Mystère sur ma route* fut réalisé à Cuba en 1950. Il dirigea par la suite à Rome l'Office catholique du cinéma et organisa pour les Pères du concile Vatican II une projection du film de Pasolini *l'Evangile selon saint Matthieu »*.

EN BREF



● **Le FN dans les conseils régionaux.** – M. Edmond Hervé, maire socialiste de Rennes, a demandé au président RPR de la région Bretagne, M. Yvon Bourges, de *« retirer aux deux élus du Front national leurs délégations dans les conseils d'administration des établissements scolaires »*. En Auvergne, M. Albert Chaubard, président du groupe socialiste du conseil régional, a écrit au président du conseil régional, M. Valéry Giscard d'Estaing, pour lui demander de suspendre les délégations de deux élus du Front national dans onze conseils d'administration et commissions permanentes d'établissements scolaires de l'Allier et du Puy-de-Dôme.

● **Les rénovateurs favorables à la candidature de M. Juquin.** – Tandis que le comité central du PCF se réunit, le lundi 28 septembre, pour entendre un rapport de M. Pierre Blotin sur le thème : *« les communistes avec les gens pour l'action et le vote communiste »*, la coordination nationale des rénovateurs communistes, réunie samedi à Paris, a constaté qu'une large majorité des membres des coordinations départementales des rénovateurs communistes s'était prononcée en faveur de la candidature de M. Pierre Juquin à l'élection présidentielle. L'ancien membre du bureau politique du PCF n'a pas encore fait connaître sa décision.

● **Suppression du contrôle *a priori* pour la publicité pharmaceutique.** – Ouvrant les trente-septièmes Journée pharmaceutiques internationales de Paris le 26 septembre, Mme Michèle Barzach, ministre chargé de la santé et de la famille, a commenté la suppression du contrôle *a priori* pour la publicité pharmaceutique, suppression qui vient d'être consacrée par un décret paru au *Journal officiel* du 24 septembre. Cette publicité (celle que l'on voit dans les revues médico-professionnelles) qui est destinée aux professions de santé passe désormais sous le régime du contrôle *a posteriori*. *« Mais*, a dit Mme Barzach, *le corollaire de cette liberté est la possibilité pour le ministre de sanctionner sévèrement les abus. »*

Le numéro du « Monde » daté 27-28 septembre 1987 a été tiré à 472 892 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Ordinateurs est maintenant en KIOSQUE
CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE MAC





LE BON COTE DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX !
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

COMMENT SAUVER LA SECU ?
SCIENCE & VIE ÉCONOMIE OCTOBRE

LE TELEX FACILE
UN MINITEL OU UN MICRO ORDINATEUR
+
LE SERVICE MISSITEX
=
VOTRE TELEX PERSONNEL
A votre bureau
En week-end
En voyage - A l'étranger
24 heures sur 24
SIMPLE, FACILE, IMMEDIAT AVEC
Missitex
Renseignements et documentation
27 rue Paul Lelong 75002 Paris
NUMERO VERT 05 30 63 29
APPEL GRATUIT

هكذا من الأصل